LA POLOGNE et LA HONGRIE

AUX XVI^{e}–XVIII^{e} SIECLES

AKADÉMIAI KIADÓ • BUDAPEST

LA POLOGNE et LA HONGRIE
AUX XVI^{e}–XVIII^{e} SIECLES

Actes du colloque polono-hongrois
de Budapest

Au cours des XVI^{e}—XVIII^{e} siècles on vit naître une Europe Centre-Orientale qui s'efforça, en dépit de ses conditions propres, de se mettre au pas des grands changements économiques et sociaux qui s'opérèrent alors en Europe Occidentale. Ce processus donna lieu à des phénomènes contradictoires, qui se produisirent à l'Ouest comme à l'Est; ici et là on assista d'abord à un essor, puis à son ralentissement progressif. Toutefois ceci aura des conséquences diverses sur le développement des deux régions. Pendant toute cette période les traits spécifiques de l'Europe de l'Est ne font que s'accentuer. Mais c'est précisément ces différences qui lui permettaient de jouer un rôle économique complémentaire dans l'évolution européenne. Les pays de l'Europe Centre-Orientale devaient subir aussi l'influence spirituelle de cette nouvelle Europe. Mais ils ont réagi d'une manière également spécifique au défi lancé par la Renaissance, la Réforme et l'époque des Lumières.

Nous devons constater que, au cours de ces trois siècles stimulants, malgré les différences considérables quant à leur situation géographique et politique, les bases économiques et sociales étaient essentiellement similaires en Pologne et en Hongrie. C'est aussi la raison pour laquelle les réponses de ces deux pays aux influences occidentales se ressemblent de très près sur le plan économique, social et spirituel. Ce volume contient le texte des exposés et des débats d'un fructueux colloque polono-hongrois tenu à Budapest sur ce thème.

AKADÉMIAI KIADÓ
BUDAPEST

LA POLOGNE ET LA HONGRIE AUX XVI^{e}–XVIII^{e} SIECLES

LA POLOGNE ET LA HONGRIE AUX XVI^{e}—XVIII^{e} SIECLES

TEXTES DU COLLOQUE POLONO-HONGROIS
DE BUDAPEST

publiés par

VERA ZIMÁNYI

AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST 1981

506605

Colloque organisé par l'Institut de Sciences Historiques de l'Académie hongroise, avec la participation de l'Institut d'Histoire de l'Académie polonaise des sciences

MAGYAR
TUDOMÁNYOS AKADÉMIA
KÖNYVTÁRA

ISBN 963 05 2471 6

© Akadémiai Kiadó, Budapest 1981

Printed in Hungary

M. TUD. AKADÉMIA KÖNYVTÁRA
Könyvleltár 6167 /19 81 sz.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

Maria Bogucka

North European Commerce and the Problem of Dualism in the Development of Modern Europe 9

Vera Zimányi

Les problèmes principaux du commerce extérieur de la Hongrie à partir du milieu du XVI[e] jusqu'au milieu du XVII[e] siècle 25

Zsigmond Pál Pach

Le commerce du Levant et la Hongrie au XVI[e] siècle 45

György Granasztói

La ville de Kassa dans le commerce hungaro-polonais au XVI[e] siècle 57

Andrzej Wyczański

Parallélisme des structures socio-économiques au XVI[e] siècle 73

Janina Leskiewicz

Quelques problèmes de l'organisation du travail en agriculture (le métayage et la corvée) 81

Domokos Kosáry

Le système des ordres à la croisée des chemins. Contribution à l'histoire des tendances politiques en Hongrie, 1765–1795 93

Jerzi Michalski

Le sarmatisme et le problème d'européisation de la Pologne 113

Katalin Péter

Das skytische Selbstbewußtsein des ungarischen Adels 121

Janusz Tazbir

La notion d'Europe à l'époque des Lumières 135

Áron Petneki

Oriens in Occidente. Ungarn und Polen als exotisches Thema in der Kunst des 16. und 17. Jahrhunderts 145

PRÉFACE

Au cours des XVI^{e}–XVIII^{e} siècles on vit naître une Europe Centre-Orientale, qui s'efforça, en dépit de ses conditions propres, de se mettre au pas des grands changements économiques et sociaux qui s'opérèrent alors en Europe Occidentale. Ce processus donna lieu à des phénomènes contradictoires, qui se produisirent à l'Ouest comme à l'Est; ici et là on assista d'abord à un essor, puis à son ralentissement progressif qui auront des conséquences diverses sur le développement des deux régions d'Europe. Pendant toute cette période leurs différences ne font que s'accentuer. Mais c'est précisément ces différences qui permirent à l'Europe Centre-Orientale de jouer un rôle de partenaire. La division économique de l'Europe, si souvent citée, qui s'accomplit à des degrés différents au cours de ces trois siècles, n'était que la conséquence d'une complémentarité économique toujours croissante de ses deux moitiés.

Les pays de l'Europe Centre-Orientale doivent compter aussi avec l'évolution spirituelle de cette nouvelle Europe. Ils réagissent d'une manière bien spéciale au défi lancé par la Renaissance, la Réforme et l'époque des Lumières. Pourtant, alors même qu'ils assimilent ces courants puissants, leurs caractéristiques spirituelles locales s'en trouvent renforcées: le sarmatisme, parfois la xénophobie, la découverte de l'importance de la langue maternelle, cherchent à accréditer rétrospectivement leurs antécédents dans la culture nationale.

Or, nous devons constater que, au cours de ces trois siècles stimulants, malgré les différences considérables dans leurs situations géographiques et politiques, les bases économiques et sociales sont essentiellement identiques en Pologne et en Hongrie: pourcentage élevé de la petite noblesse, une bourgeoisie restreinte qui est d'ailleurs à majorité d'origine étrangère, etc. C'est aussi la raison pour laquelle les réactions de ces deux pays aux influences occidentales se ressemblent de très près sur le plan économique, social et spirituel.

La direction de l'Institut de Sciences Historiques de l'Académie hongroise des sciences et celle de l'Institut d'Histoire de l'Académie polonaise des sciences ont décidé d'examiner ces questions intéressantes dans le cadre d'un colloque.

C'est à Budapest, le 15 et le 16 octobre 1976, qu'eut lieu ce colloque. Les chefs des délégations étaient, du côté hongrois: M. Zs. P. Pach, directeur de l'Institut, et du côté polonais: le prof. J. Tazbir, membre de l'Institut de Varsovie. Mme Janina Leskiewicz, présidente d'une Commission mixte polono-hongroise qui avait tenu sa session quelques jours auparavant à Budapest, y a également participé. Nous présentons le texte des conférences de ce colloque dans l'espoir de fournir ainsi de nouvelles informations qui seront instructives, et non seulement aux historiens de ces deux pays.

Vera Zimányi

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Maria Bogucka

NORTH EUROPEAN COMMERCE AND THE PROBLEM OF DUALISM IN THE DEVELOPMENT OF MODERN EUROPE

Among the diverse socio-economic factors which have moulded the face of what is termed Modern Europe, the ones generally regarded as the most important are the birth of the capitalist system of production in the Western countries, and the reverse though simultaneous, consolidation of feudal serf-labour economy in the vast areas of Central and North-Eastern Europe.

These two so diametrically opposed socio-economic phenomena are linked with the development of differing governmental, political and cultural systems, which is why many historians term this period the cradle of European dualism, taking as a rough dividing line the course of the River Elbe. Speculations on the origin of this dichotomy and the subsequent emergence of differences in the trends of development are as extensive as they are varied.[1] This study is chiefly devoted to one revelant problem: the role of Baltic, or rather North European trade in the changes of the period.

The points of departure are: a) Europe's demographic growth and the increased demand for all kinds of commodities, and b) the production capacities of the various regions, which depended both on their human and natural resources as well as on the prevailing level of technology.

The demographic changes in Europe have yet to be examined in detail, but it has been generally accepted that after the great demographic crisis in the 14th century, the following two centuries witnessed a very high rate of natural population increase, which made possible, among other things, colonial expansion. The 16th century in particular saw in many European countries an unprecedented demographic explosion.[2]

[1] Of Polish historians, J. Topolski has recently emphasized the growing activities of the gentry (though in varying forms) as a driving force behind the changes taking place during that period. See *Narodziny kapitalizmu w Europie XIV–XVII w.* (Birth of Capitalism in Europe, 14–17th centuries) Warsaw 1965, notably pp. 106 ff, and the same author's *Causes of Dualism in the Economic Development of Modern Europe. A tentative new theory.* Studia Historiae Oeconomicae, Vol. III, Poznań 1969, pp. 3–12.

[2] The population of Europe in the earlier half of the 16th century is estimated at 85m–90m., while its increase over that period is put at 6, 8 or 10 per cent, which would indicate a very considerable growth by the end of the century. Certain countries are thought to have almost doubled their population in the course of the 16th century. Basic data, together with an extensive

The halt in the growth during the 17th century (when demographic crisis was part of a general crisis) had effected Europe unevenly: the Thirty Years' War had ravaged Germany, and the population had also declined in such countries as Spain (from 8m to 5.5m) and Poland (from 10m to 6m) during the second half of the 17th century; Italy's population had hardly grown at all, while according to some historians the population of the Northern Netherlands, the Scandinavian countries and England had, on the other hand, continued to grow albeit at a somewhat slower rate than before.[3]

The 18th century witnessed a further, intensive demographic revolution.[4] In consequence, one of the main factors differentiating Early Modern from Medieval Europe was precisely the doubling, if not trebling, of the continent's population which is all the more significant as the size of the population was, in that period, a far more essential factor in the processes of social and economic development than it is today. This population growth seriously aggravated the disproportions in population density;[5] the fastest growth was recorded in regions which had long had a well-developed settlement network. Wast population concentrations thus began to emerge there on a scale unknown in the Middle Ages. The big towns, with over a 100,000 inhabitants (Antwerp, Paris, London, Venice, Naples, Rome, Milan, Palermo and, from the beginning of the 17th century, also Amsterdam), were a ready market for all kinds of products, chiefly foodstuffs. Hence, while the demographic changes stimulated a very rapid growth in demand, at the same time the low technical level of production hindered, and even precluded satisfaction of the demand from local resources. This lag

---

bibliography on the subject, is contained in the collective work *Raum und Bevölkerung in der Weltgeschichte,* Vol. II, Würzburg 1956, and M. Reinhardt, A. Armengaud: *Histoire générale de la population mondiale,* Paris 1961. Of earlier studies, see V. S. Urlains: *Rost naceleniya v Europie* Moscow 1941, though its figures are questioned by some historians as being too optimistic; see E. J. Hobsbawm: *The General Crisis of the European Economy in the 17th Century* in Crisis in Europe 1560–1660, London 1965, p. 8, footnote 6. Also differing from Urlains' figures are those of Dutch historians who have lately calculated the increase in the population of the Northern Netherlands during this period at about 66 per cent – see J. A. Faber, H. K. Roessingh, B. H. Slicher van Bath, A. M. van der Woude and H. J. van Xanten: *Population Changes and Economic Developments in the Netherlands: a Historical Survey* (A. A. G. Bijdragen 12. Wageningen 1965, p. 110.)

[3] See G. N. Clark: *The Seventeenth Century,* Oxford 1962, p. 9. His data, by the way, has also been questioned as being somewhat exaggerated by E. J. Hobsbawm: op. cit., p. 8. Studies by Dutch historians have shown, however, that the population of the Netherlands increased from 1.6m in 1600 to 2m in 1700; see S. Hart: *The Dutch and North America in the First Half of the Seventeenth Century,* Mededelingen van de Nederlandse Verenigung voor Zeegeschiedenis, 20, maart 1970, p. 7.

[4] M. Reinhard, A. Armengaud, J. Dupaquier: *Histoire générale de la population mondiale,* Paris 1968, p. 368.

[5] From 35 to 48 persons per sq. km. (The Netherlands, Italy, France), through 12 to 29 (Germany, the Habsburg dominions, Spain, Switzerland, England) down to less than 10 and even under 5 persons per sq. km. in Eastern and Northern Europe (Poland, Russia, the Scandinavian countries).

in the development of production capabilities, especially in agriculture,[6] was largely the root of the 16th century price revolution and of the great famines that engulfed the most densely populated regions of Europe during the 16th to 18th centuries,[7] often accompanied by epidemics resulting from acute malnutrition.[8] There were two ways of coping with the shortage of goods – either to intensify production (which could not be done fast enough because of the slowness of technological advance), or – the faster, and thus the easier way – to seek new sources of supply, while concurrently expanding commerce and ensuring a special role for enterprising merchants who penetrated distant markets.

Thus, the 16th century was in the fullest sense an era of expanding trade, in particular of North European and Atlantic trade while Mediterranean trade declined in importance.[9] Aside from America, which supplied Western Europe with precious metals, and India, from where spices were brought, foodstuffs and raw materials were purchased from the countries of North-Eastern Europe, above all from the Baltic Area,[10] which exported grain (Poland, Lithuania and, from the 17th century onwards, Russia too), forestry products (including wood for shipbuilding, from Poland, Lithuania, Russia and Norway), furs, wax, hemp, flax (Lithuania and Russia) metals (Sweden) and wool (Poland), in exchange for industrial products (England, and the Netherlands), salt and wine (France and the Iberian peninsula), fish (the Netherlands and Denmark), spices and foodstuffs from the colonies (the Netherlands), as well as silver in coins and bullion (from the Netherlands and Spain).

The close connection and mutual interdependence in the 16th and 17th centuries of the countries mentioned was fully understood by contemporaries. In the 16th century the arrival of the Baltic grain fleet was eagerly awaited in the Netherlands.[11] Any failure of arrival, or even a shipping delay, threatened grave complications – steeply rising prices, famine demonstrations by the urban poor and disruption of

[6] Several former food-exporting regions found themselves forced to import foodstuffs – see F. Braudel: *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II.* Paris 1949; G. Coniglio: *Il regno di Napoli al tempo del Carlo V,* Napoli 1951; M. J. Elsas: *Umriss einer Geschichte der Preise und Löhne in Deutschland,* Leiden 1949; P. Raveau: *L'agriculture en Haut Poitou au XVI^e s.*, Paris 1926.

[7] W. Abel: *Massenarmut und Hungerkrisen im vorindustriellen Europa,* Hamburg 1974.

[8] See P. Goubert: *Problèmes démographiques du Beauvais au XVII^e s.*, Annales ESC, Vol. VII, 1952. pp. 452–468; E. J. Hobsbawm: op. cit. p. 8; S. Peller: *Studies in Mortality since the Renaissance,* Bull. Hist. of Medicine, Vol. XIII, 1943, pp. 443–456, ibid. Vol. XVII, 1947. pp. 67–69.

[9] Even the trade in Eastern goods and spices was by then shifting from the Mediterranean to the North.

[10] For the definition and extent of the area, see A. Mączak, H. Samsonowicz: *Z zagadnień genezy rynku europejskiego; strefa bałtycka* (Problems of the Origin of the European Market; the Baltic Area), Przegląd Historyczny 1964/2, pp. 198–222.

[11] See *Gemeente Archief Amsterdam* (hereinafter *GAA*), *Vroedschap Resolutionen* VIII, f. 55–57, 97, 100 and 102.

social peace.[12] Presumably of equal importance for Western merchants at the turn of the 16th and 17th centuries was the absorption capacity of the Baltic market. Benito Nunez, a Spanish agent visiting Poland in 1587 reported to the Governor-General of the Netherlands, the Duke of Parma, that without supplies from Poland (grain and timber for shipbuilding) the rebellious provinces of Holland and Zeeland would soon be forced to surrender.[13] Duke Francisco de Mendoza, who came to Poland in 1597 as an envoy of King Philip II of Spain, devoted much space in his report to the importance of the Baltic trade, in particular to the proper functioning of the economies of many countries. He argued, for example, that trading ties between Poland and England were so strong that the two countries could hardly get along without each other.[14] He wrote that the English supplied Poland with cloth, furs and hides, and various luxury goods. For their part, the Poles exported grain, which was then consumed in England or re-sold to third countries at a profit to the intermediary. Poland, he went on, supplied England with such highly strategic raw materials as timber for shipbuilding, tar and tow, without which the English fleet could not be expanded. The Poles also delivered considerable quantities of timber (staves) for making casks for wine and other drinks. A similarly lively trade was carried on with Poland by merchants from the Northern Netherlands. This two-way trade, according to de Mendoza, was indispensable, since neither Poland nor the Netherlands could lead an independent existence without it. This opinion, by the way, was shared by other Spanish diplomats and was equally often heard at the beginning of the 17th century.[15]

Such assertions about, and evaluation of the role of the two-way trade in the life of Europe at the turn of the 16th and 17th centuries can today chiefly be verified by: 1.) studying price correlation on contemporaneous markets, and 2.) studying the production capabilities of the individual regions, the quantities of merchandise available in

[12] W. Abel: *Massenarmut und Hungerkrisen* . . . p. 43, ff.; H. van der Wee: *The Growth of the Antwerp Market and the European Economy* – 14th–16th Centuries, Paris, Leuven, The Hague, 1963, Vol. II, p. 150 ff.; Ibid. *Conjonctur en economische grosi in de Zuidelijke Nederlanden tijdens de XIV^e, XV^e and XVI^e eeuw.* (Conjuncture and Economic Growth in the Southern Netherlands in the 14th, 15th and 16th Centuries) Medelingen van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, XXVII, 1965, N. S. pp. 15–19.

[13] "*Primeramente es notorio que la Holanda y Zelanda comen del trigo, centeno y harina que viene de Ostelanda tanto de Dantziquo come de las otras portas, todo salido de la manante fuente del Reyno de Polonia, adende ardenando se personas que al ello hayan a comparar todo lo que habia de salir del Reyno para venir ad la Holanda y Zelanda, es cosa muy cierta . . . que non aviendo mantenimientos la Holanda y Zelanda seria forcada de la nombre a rendirse a merced de Su May.*" *Archivo General de Simancas* (hereinafter *AGS*), *Estado, Legajo* 592.

[14] "*Entre los Reyos de Polonia e Inglaterra ay assimismo grande trato de tal manera que segun el estado de las cosas del mundo el uno se podria conservar con difficultad sin el otro.*" *AGS, Estado, Legajo* 614.

[15] See *AGS Estado, Legajos* 631, 2024, 2025, 2036, as well as the extensive paper by Licentiate Felix Antonio Recirano: *Proposiciones sobre impedir a Holandeses el Commercio en Polonia, AGS, Estado, Legajo* 2847.

large-scale trading and their relation to the demand. Research into the prices is now well advanced, and there is an extensive literature on it. The problem of their correlation was recently given much attention by A. Mączak (correlation between grain prices in Gdańsk and the North Netherlands in the years 1551–1650)[16] and W. Abel, who compiled exhaustive data from the 16th and 17th centuries for the areas of Germany, France, Poland, the Netherlands and the Mediterranean basin.[17] In this paper, therefore, we shall concern ourselves with our second point.

From the end of the 15th century the importance of grain in international commerce was steadily growing;[18] in the second half of the 16th century and the first half of the 17th it comprised 50 to 60 per cent of total trade between Eastern and Western Europe.[19] The major producer and exporter of grain in the Baltic area in the 16th and 17th centuries was Poland, which accounted for about 50 per cent of total Baltic grain exports. Towards the end of the 16th century, grain accounted for almost 70 per cent, and in the first half of the 17th century, nearly 80 per cent of total Polish exports to the West.[20] Many scholars emphasize the importance of grain exports for the shaping of the economic, political and social structure of Poland in the past. Recently however, doubts have been shed on these opinions, among others by J. Topolski, who disagrees, for example, with what is termed 'colonial thesis', which attributes Poland's backwardness and the consolidation of serfdom to the influence of foreign trade: Topolski argues instead that internal factors were of greater importance.[21] Weighty arguments in the discussion were put forward in the studies of A. Wyczański, who estimates the total grain output in 16th century Poland (more precisely in the four major grain exporting provinces of Little and Great Poland, Mazovia and Pomerania) at about 1,360,000 tons,[22] of which, however, only 20 to 40 per cent was marketed, chiefly that from large estates owned by the magnates and gentry; peasant farms marketed little. Accepting 30 per cent as average, Topolski thereby obtains a figure of about 330,000 tons of marketable grain, most of which, these authors think, was destined for the home market.

[16] A. Mączak: *Między Gdańskiem a Sundem. Studia nad handlem bałtyckim od połowy XVI do połowy XVII w.* (Between Gdańsk and The Sound. Studies on the Baltic Trade from the mid-16th to mid-17th Centuries) Warsaw 1972, p. 31.

[17] W. Abel: *Massenarmut und Hungerkrisen* . . . p. 59 ff.

[18] W. Naudé: *Die Getreidehandelspolitik der europäischen Staaten vom XIII bis zum XVIII Jh.*, Berlin 1896.

[19] See J. E. Christensen: *Dutch Trade to the Baltic about 1600,* The Hague 1941, p. 465 ff; M. Hroch: *Obchod mezi východní a západní Evropou v období počátku kapitalizmu,* (Trade Between Eastern and Western Europe in the Early Period of Capitalism.) Československý Časopis Historicky 1963/4 p. 490.

[20] A. Mączak: *Der polnische Getreideexport und das Problem der Handelsbilanz (1557–1647)* in *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450–1650,* Köln 1971, p. 33.

[21] J. Topolski: *Commerce des denrées agricoles et croissance économique de la zone baltique aux XVI^e et XVII^e s.,* Annales ESC 1974/2 pp. 425–435.

[22] A. Wyczański: *La base intérieure de l'exportation polonaise des céréales dans la seconde moitié du XVI^e* s., in *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas* . . . p. 261.

Passing through Gdańsk (Danzig) at that time there was, on average, not more than 80,000–90,000 tons of products yearly,[23] i.e. about 20 to 29 per cent of the marketable produce and barely 5.8 to 6.6 per cent of total grain output. In the light of these figures, the export of grain seems really to have been a merely marginal phenomenon, and its identification as the main contributing factor to the internal changes may be open to debate.

It seems moreover, that the estimates of global Polish output made by Wyczański are far too optimistic. His calculation is based 1.) on the estimated figures for consumption by labourers working on certain very large manorial farms; but it is very dubious to apply the standards of nutrition in large-scale grain-producing areas where there was an abundance of free food to the rest of the population particularly to peasants who were certainly limiting their consumption in an attempt to sell grain on the market and to town-dwellers (about 25 per cent of the total population of Poland[24]) who had to purchase their food on the open market. 2.) On a very high estimate of Polish agricultural productivity calculated at a seed-yield ratio of 6 while other scholars (Żytkowicz, Rychlikowa) estimate it only at an average of from two to four.[25] On the other hand, the figures for grain passing through Sound from Gdańsk should not be identified with global exports, about a third of which were going to other Baltic ports, especially to Scandinavian countries.[26] We must not forget either that some quantities of Polish grain were exported not *via* Gdańsk, but *via* other ports.[27]

The last word has certainly not yet been said, on this very difficult matter, and further research may perhaps bring further corrections, but a higher estimation of the proportion of exported grain would seem somewhat more realistic than the figure given by Wyczański: this would be about 20 to 25 per cent of global Polish output in the 16th century. Besides, the question arises as to the situation during the following century. Topolski, refering to the 20 per cent increase in the Polish population at

[23] N.Bang: *Tabeller over skibsfart og varetransport gennem Øresund 1497–1660.* (Shipping of goods across Sund between 1497–1660) Vol. II, Part II, Copenhagen 1933, pp. 106 ff.; see also Cz. Biernat: *Statystyka obrotu zbożowego Gdańska od połowy XVII wieku do 1795 r.* (Statistics on the Gdańsk Grain Trade from Mid-17th Century to 1795) Zapiski Historyczne XXII, 1957/4 pp. 126–127.

[24] See I. Gieysztorowa: *Badania nad historią zahudnienia Polski* (Research into the History of Poland's Population) Kwartalnik Historii Kultury Materialnej 1963/3–4, p. 543.

[25] L. Żytkowicz, *Plony zbóż w Polsce, Czechach, na Węgrzech i Słowacji w XVI–XVII w.* (Cereal Yields in Poland, Bohemia, Hungary and Slovakia in the 16th–18th Centuries), Kwartalnik Historii Kultury Materialnej 1970/2 pp. 227–251; I. Rychlikowa: *Produkcja zbożowa wielkiej własności w Małopolsce w latach 1764–1805* (Grain production of Large Estates in Little Poland 1764–1805), Warsaw 1967, passim.

[26] M. Bogucka: *Handel zagraniczny Gdańska w pierwszej połowie XVII wieku* (Gdańsk's Foreign Trade in the First Half of the 17th Century), Wrocław 1970. pp. 61–62.

[27] St. Hoszowski: *The Polish Baltic Trade in the 15th–18th Centuries* in: *Poland at the XIth International Congress of the Historical Sciences in Stockholm*, Warsaw 1960, p. 139, mentions Riga, Elbląg, Königsberg and Szczecin.

the beginning of the 17th century[28] assumes automatically similar growth of home consumption and consequently a correspondingly smaller quantity of marketable grain,[29] which is denied by the figures for grain exports from Gdańsk at this time.[30] Topolski's hypothesis tacitly implies two things: a) That there was no intensification of production, and b) that the level of per capita consumption had not declined. On the basis of recent studies of productivity in Polish agriculture, one might accept the former hypothesis, but the latter gives rise to certain doubts. It seems likely that the 17th century was witnessing a tangible deterioration in the economic situation of Polish towns and villages – reflected, above all, in a falling level of consumption. The surprisingly high nutrition standards set by Wyczański for the 16th century, though accepted with some reservations even for that period, are untenable for the 17th century, and not only for its second half but also for the first decades.[31] The high figures for grain export from Gdańsk in the years 1618–1619 (1618 – 233,000 tons, 1619 – 206,000 tons) were presumably attained only to a limited degree by involving more distant regions of the country, like Podolia or the Ukraine.[32] Thus it must have been in the first place a matter of the mass consumer – the poor and middling townsman, and the peasant – 'tightening his belt'. Wyczański assesses the decline of grain consumption and of calorie content of the diet at 13 per cent in the first half of the 17th century,[33] but this is probably a rather over-optimistic estimate. The matter certainly requires further research, but we can risk a statement that even assuming the share of grain destined for export did not increase, or increased only very slightly, in the course of the 17th century, the impact of grain exports intensified the pressure exerted by the gentry on the peasants, and sharpened the efforts to limit home consumption in favour of exports. Most affected were the village population and the poorer strata in the towns. In the first half of the 17th century, the real wages of journeymen and hired workers in towns generally declined considerably,[34] thus

[28] See I. Gieysztorowa: *Badania nad historią zaludnienia* . . . p. 543.

[29] J. Topolski: *Commerce des denrées agricoles* . . . p. 434.

[30] Cz. Biernat: *Statystyka obrotu zbozowego Gdańska od polowy XVII w. do 1795 r.* (Gdańsk Grain Trade Statistics from the Mid-17th Century to 1795), Zapiski Historyczne, XXII, 1957/4 pp. 126–127.

[31] Especially during the monetary crisis of the years 1619–1621, which hit very hard the broadest strata of the population – gentry, townspeople and peasants. See M. Bogucka: *The Monetary Crisis of the XVIIth Century and its Social and Psychological Consequences in Poland,* The Journal of European Economic History, Vol. 4, 1975/1, pp. 145–146.

[32] Cz. Biernat: Statystyka . . . (op. cit.); M. Bogucka: *Handel zagraniczny Gdańska w pierwszej polowie XVII w.* (Gdańsk Foreign Trade in the First Half of the 17th Century) Wrocław 1970, p. 38; pp. 75 ff.

[33] A. Wyczański: *Studia nad konsumpcją żywności w Polsce w XVI i pierwszej polowie XVII w.* (Studies in Food Consumption in Poland in the 16th and the First Half of the 17th Century), Warsaw 1969, pp. 114–115.

[34] This happened even in large centres where labour was in high demand and thus the living conditions of the poor were particularly favourable, e.g. in Gdańsk and Warsaw. See M. Bogucka, *Gdańsk jako ośrodek produkcyjny w XIV–XVII w.* (Gdańsk as a Production Centre in

reducing their purchasing power, and as food was the major item in the family budget,[35] its consumption was the first to be cut. In the first half of the 17th century many Polish towns suffered periods of very sharp price increases and food shortages. Only Gdańsk could afford to set up, towards the end of the 16th century, a Board of Reserves – an institution created as a safeguard against famine (and thus against famine demonstrations) in the town.[36] In the course of the second and third decades of that century the spectre of hunger haunted Lublin.[37] Warsaw suffered acute food shortages, especially in 1613, 1624, 1644, 1646 and 1648;[38] in Lwów, grain was in short supply in the years 1622–23, 1630–32 and 1648.[39] Some local chroniclers mentioned cases of the town's poor dying of starvation on the streets. These disturbances were certainly related in a way to the rapid trend towards cultivating more and more urban land, especially in small towns, and the growing role of agriculture pursuits among inhabitants of even larger urban centres. This helped the townspeople to reduce their reliance on food supplies from outside, thus alleviating the danger of famine, but at the same time it hindered the functioning of the local market. Consequently, in calculating the share of Poland's agricultural output earmarked for internal consumption in the course of the 17th century, one must take into account not only the production of farms (both manorial and peasant) but also the countless burgers plots and gardens, very intensively cultivated and satisfying fully or partly the needs of numerous townspeople. Their existence and development was, to some degree, stimulated by large-scale export, though, of course, in most cases the production was not for market and its growth had a negative impact on the local market and retail food trade. The influence of export, therefore, took varied forms, and was exerted through different channels, often indirectly and in an apparently paradoxical manner, as witnessed, for example, by the fact that under the prevailing Polish conditions the expansion of large-scale exports in fact restrained rather than stimulated local and retail trade.

---

the 14th–17th Centuries), Warsaw 1964, pp. 332 ff. and the same author's *Mieszczaństwo Warszawy w XVI – pierwszej polowie XVII w.* (Warsaw Burghers in the 16th and the First Half of the 17th Century), in: *Społeczeństwo Warszawy w rozwoju historycznym.* Warsaw 1977. pp. 109.

[35] Ibid.; see also H. Samsonowicz: *Późne średniowiecze miast nadbałtyckich* (The Late Middle Ages in Baltic Towns), Warsaw 1968, pp. 252–253. A similar situation prevailed also in the West of Europe, see Ch. Verlinden, J. Crayabeck, E. Scholliers: *Mouvements des prix et des salaires en Belgique au XVI^e* s. Annales ESC 1955/2 p. 195; E. N. Phelps Brown, Sheila V. Hopkins: *Wage Rates and Prices: Evidence for Population Pressure in Builders' Wage Rates,* Economica, Vol. XXIV, No. 96, 1957, p. 293.

[36] M. Bogucka: *Urząd Zapasów a konsumpcja Gdańska w pierwszej połowie XVII w.* (The Board of Reserves and Food Consumption in Gdańsk in the First Half of the 17th Century), Kwartalnik Historii Kultury Materialnej, Vol. XVIII, 1970/2, pp. 255–260.

[37] W. Adamczyk: *Ceny w Lublinie od XVI do końca XVIII wieku* (Prices in Lublin from the 16th to the End of the 18th Century), Lwów 1935, p. 51.

[38] W. Adamczyk: *Ceny w Warszawie od XVI do końca XVIII wieku* (Prices in Warsaw from the 16th to the End of the 18th Century), Lwów 1938, pp. 54–55.

[39] St. Hoszowski: *Ceny we Lwowie w XVI i XVII w.* (Prices in Lvov in the 16th and 17th Centuries), Lwów 1928, pp. 138–139.

But there is another aspect of the grain problem, and this is to estimate what part of Western consumption was made up by grain imports from the Baltic area.

Figures for grain exports from Gdańsk and other Baltic ports do not suffice for an analysis of the problem, because not all the grain was exported to Western Europe.[40] On the other hand, on the basis of the Sound Toll registers, westbound exports from the entire Baltic area can be estimated at 84,000–100,000 tons a year during the first half of the 17th century.[41] This estimate is confirmed in a treatise written in 1630 by Jost Nykerke, an Amsterdam merchant, who assessed imports from the Baltic at 40,000–70,000 lasts (c. 80,000–140,000 tons) annually.[42] As the average yearly deliveries of grain to Amsterdam – at that time the major international grain market – were about 76,000 lasts (i.e. 152,000 tons)[43]; the share of Baltic grain, if it were directed only to Amsterdam, would constitute about two-thirds of this total. But not all vessels – not even all the Dutch vessels – headed from the Baltic straight to Amsterdam. Some went to other Dutch ports and part of the grain was shipped directly to Western and Southern Europe,[44] thus the share of Baltic grain on the Amsterdam market must have been less than 66 per cent, and probably oscillated between 30 and 40 per cent.[45] It was nevertheless a considerable share, which should be regarded not only as a regulator of prices, as some researchers claim, but also as a big factor in meeting the consumption needs of the Netherlands (estimated by O. Pringsheim at about 40,000 lasts a year).[46] Seen in this light, the opinion expressed by a Polish nobleman at the end of the 16th century, that "it is the Dutch and the others that need us, and not we them, for they must come to us for their bread"[47] was not totally unfounded. It was in a way a correct statement, but – and this must be made clear right away – only in relation to a very short period of time. Western Europe's dependence on Baltic grain was rather shortlived. It increased during the

[40] In the first half of the 17th century, the commercial ties of Gdańsk with other Baltic ports should be estimated at about 25 to 30 per cent of its global trade. M. Bogucka, *Handel Zagraniczny* . . . pp. 61–62.

[41] Calculated by M. Bogucka in *Jeszcze o zbożu rosyjskim na rynku amsterdamskim w pierwszej połowie XVII w.* (More about Russian Grain on the Amsterdam Market in the First Half of the 17th Century), Przegląd Historyczny 1964/1 p. 127. see also J. A. Faber: *Het probleem van de dalende graansanveer uit de Oostzeelanden in de tweede helft van de zewentiende eeuw*, (The Decline of Grain Trade from the East in the 17th Century) AAG Bijdragen IX Afdeling Agrarische Geschiedenis Landbouwhogeschool, Wageningen 1963 p. 7.

[42] Quoted from W. Bunk: *Staathuishoudkundige geschiedenis van den Amsterdamschen graanhandel*, (The History of the Amsterdam Grain Trade) Amsterdam 1856, p. 31.

[43] See H. Brugmans: *Opkomst en bloei van Amsterdam*, (The Rise and Flourishing of Amsterdam) Amsterdam 1944, p. 114.

[44] See M. Bogucka: *Amsterdam and the Baltic in the First Half of the 17th Century*, The Economic History Review, 2nd Series, Vol. XXVI, 1973/3, pp. 433–447.

[45] Ibid.

[46] O. Pringsheim: *Beiträge zur wirtschaftlichen Entwicklungsgeschichte der vereinigten Niederlände im XVII und XVIII Jh.*, Leipzig 1890, p. 18, note 1.

[47] J. Czubek: *Pisma polityczne z czasów pierwszego bezkrólewia* (Political Writings from the Period of the First Interregnum), Cracow 1906, p. 422.

demographic explosion of the 16th century; to reach its apogee at the turn of the 16th and 17th centuries. But already in the 1630s the situation began to change. One reason for this was undoubtedly the search by Dutch merchants for new sources of supply in Russia.[48] Another reason was the decline of the population in some countries, and the intensification of agriculture, especially in the Netherlands, England and France, as well as the introduction of new, highly productive grains (rice and maize – chiefly in Italy).[49] Consequently, the second half of the 17th century was marked by a weakening of the importance of the Baltic grain trade and by the growing independence of Western Europe from its Eastern trading partners.[50] The next step in this direction was made in the 18th century, when American grain began to arrive in Europe, and above all when progress in the cultivation of potatoes revolutionized consumption.

The Polish producer, used to the traditional profile of the grain economy, sought to find a way out of his difficulties by processing grain into alcohol. A higher place in North European trade was taken by timber, which already in the 16th and the first half of the 17th century was playing an important part in that trade.[51] Consequently, in the course of the 17th and 18th centuries, the main sources of supply for Western Europe began to move to new areas; the share of exports from the Polish and Lithuanian lands was falling (a fact which contributed to the rapid decline of the importance of Gdańsk – which at the beginning of the 17th century was the Baltic's major port but which lost its former significance during the 17th and 18th centuries).[52] Parallel with the fall of Polish trade went the rapid development of trade

[48] See A. Attman: *The Russian and Polish Markets*... pp. 73 ff.; M. Bogucka: *Zboże rosyjskie na rynku amsterdamskim w pierwszej Polowie XVII w.* (Russian Grain on the Amsterdam Market in the First Half of the 17th Century), Przegląd Historyczny 1962/4 pp. 611–627; S. Hart: *De handelsbetrekkingen van Amsterdam met Archangel en Lapland (Kola) in de XVII^e eeuw*, Nederlands, Archievenblad,73^e Jaargang, Groningen 1969, pp. 66–80; Ibid: *Amsterdam Shipping and Trade to Northern Russia in the 17th Century*, Nedelingen van de Nederlandse Vereniging voor Zeegeschiedenis, no. 26, maart 1973. pp. 5–30. It is worth recalling that already in 1627, Spanish diplomats noted that, aside from the Baltic, a considerable role in trading with Russia was played by Archangel, *AGS Estados, Legajo* 2041.

[49] J. Jacquart: *French Agriculture in the 17th Century* in *Essays in European Economic History 1500–1800*, Oxford 1974, pp. 165–184; see also E. J. Hobsbawm: *The General Crisis*... pp. 110–111.

[50] See J. A. Faber: *Het problem van de dalende graanaavoer*... passim.

[51] See Wł. Rusiński: *The Role of the Polish Territories in the European Trade in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, in *Studia Historiae Oeconomicae* Vol. III, Poznań 1969, pp. 115–134; there are also further bibliographical notes in S. E. Astrom: *Technology and Timber Exports from the Gulf of Finland 1661–1740* Scandinavian Economic History Review, Vol. XXIII, 1975/1 pp. 1–14; ibid: *English Timber Imports from Northern Europe in the 18th Century*, Scandinavian Economic History Review, Vol. XVIII, 1970/1 pp. 12–13; J. C. Van Dillen: *Economic Fluctuations and Trade in the Netherlands 1650–1750* in *Essays*... p. 203.

[52] S. Fairlie: *Anglo-Russian Trade mostly from 1750 to 1830.* Paper given at 5th International Congress of Economic History, Leningrad August 10–14, 1970; W. E. Minchinton (ed.): *The Growth of English Overseas Trade in the XVIIth and XVIIIth Centuries*, London 1969; J. Wojtowicz: *Z problematyki stosunków handlowych Rosji z Bałtykiem i Europa Zachodnia w XVIII stoleciu*, (Problems of Russia's Commercial Relations with the Baltic and Western Europe), Zapiski Historyczne, Vol. XXX, 1965/4, pp. 37–72.

with Sweden (exports of timber, metals, fish and tar, imports of textiles and foodstuffs from the colonies), and with Russia (exports of timber, wax, leather and furs, hemp, flax and grain, imports of manufactured commodities and foodstuffs from the colonies).[53] These two areas had successfully replaced Poland as Western Europe's main trading partner by the end of the 17th century. Greatly weakened by destructive wars, Poland no longer presented an attractive selling area, and furthermore, its outdated economic structure, based on grain-producing manorial farms, could not sufficiently adapt itself to the changing patterns of demand in Western Europe.

During the second half of the 17th and throughout the 18th centuries, the entire North European structure of trade had changed considerably. With the steadily decreasing grain trade, the importance of the salt and fish trade was also falling i.e. the two cheap food items for mass consumers which used to be brought to the Baltic area on a large scale until the middle of the 17th century.[54] Maintained, however, was the importance of trade in textiles and in foodstuffs from the colonies, with a growing share of such new products as coffee and tea.[55] Thus the trade flowing eastward from the West, had assumed an even more luxury character than it had in the 16th century and the first half of the 17th century and could no longer help alleviate the shortage of basic consumer products for North-Eastern Europe. It did, however, maintain its role as a supplier of precious metals to those regions, a problem directly linked with the question of the balance of North European trade. *"El Reyno de Polonia es tanto falto de dinero y toda la moneda que corre en el proceda de las mercadurias que sacan de aquel Reyno"*, wrote Mendoza about Poland in 1597.[56] In fact in the latter part of the 16th century, the output of silver in the Olkusz mines reached 300 to 600 kg, and in the first half of the 17th century it was 600 to 1,200 kg per annum.[57] These were such negligible quantities that they could well be discounted altogether when compared with national needs. Thus the chief source of precious metals – silver and gold – for Poland, and also for the whole of North-Eastern Europe including the vast areas of Russia, was trade – providing, however, that there was a positive balance of trade. Research into the Baltic area's total trade balance, summed up recently by Artur Attman, indicates a considerable export surplus in East Europe's trade with the West from 1550 to 1650 (ranging from 20 to 40 per cent with an average 30 to 40 per cent surplus).[58] In the case of Poland the question was more complicated. Markedly

[53] J. G. Van Dillen: *Economic Fluctuations*... p. 203.

[54] At the turn of the 17th and 18th centuries, fish constituted 18 to 21 per cent of turnover in the Sound, salt 25 to 38 per cent; see M. Hroch: *Obchod mezí východní a západní Evropou v období počatku kapitalismu*, Československý Časopis Historický, 1963/4 p. 490; see also M. Delafosse, C. Laveau: *La commerce du sel de Brouage aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 1960.

[55] J. G. Van Dillen: *Economic Fluctuations*... p. 211.

[56] *AGS, Estado, Legajo* 614.

[57] D. Molenda: *Kopalnie rud ołowiu na terenie złóż śląskokrakowskich w XVI–XVII w.* (Lead Ore Mines in the Area of the Silesian-Cracow Deposits in the 16th–18th Centuries), Wrocław 1972, pp. 266–269.

[58] A. Attman: *The Russian and Polish Markets*... p. 173.

positive, despite substantial oscillations, was the trade balance of Gdańsk, Poland's largest exporting port (in the first half of the 17th century – from 8.4 to 44.6 per cent).[59] The combined trade balance of Gdańsk and Elbląg (a large centre for textile imports which had a visibly negative own trade balance) was certainly less active: according to estimates by A. Mączak, their export surplus amounted to 52 per cent for the years 1565, 1575 and 1585, but was only 10 per cent in the years 1595, 1605 and 1615, and barely 9 per cent in 1625, 1635 and 1645. Yet those were still considerable sums, and expressed in rijkstalers, the surplus amounted to 598,000, 143,000 and 169,000 for the respective periods.[60] Leaving aside the question of the gradual reduction of this surplus,[61] and disregarding corrections which should be made in view of the rapidly growing importance, from the end of the 16th century, of credit accounts and bills of exchange in the Baltic trade,[62] let us examine briefly, through the example of Poland, what use was made of the imported coinage (or precious metals). The problem has been little explored so far and it is rather difficult to go beyond a few hypothetical suggestions which are, nevertheless, essential for an analysis of the situation. An important element was undoubtedly hoarding, which increased in scope and intensity especially after the monetary crisis of 1619 to 1621, and the global range of which is hard to assess.[63] A large share of the surplus from sea-trade was certainly absorbed by overland trade (imports of luxury consumer commodities). Trade with the East in particular tended drain large quantities of gold and silver coinages from the country.[64]

[59] M. Bogucka: *Die Bedeutung des Ostseehandels für die Aussenhandelsbilanz Polens in der ersten Hälfte des XVII Jh.* in *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas* . . . p. 52.

[60] A. Mączak: *Eksport zbożowy i problemy polskiego bilansu w XVI–XVII w.* (Grain Exports and Problems of the Polish Trade Balance in the 16th and 17th Centuries), Pamiętnik Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich w Lublinie September 17–21 1968, Warsaw 1968, Vol. I. p. 183.

[61] M. Bogucka: *Die Bedeutung* . . . p. 52.

[62] A. E. Christensen states that by the end of the 16th century commodity for commodity exchange in Baltic trade had been gradually replaced by the more flexible exchange of goods for money or bills-of-exchange, which was better adapted to the prevailing market conditions: *Dutch Trade* . . . pp. 388 ff.; for detailed consideration of the subject, see M. Bogucka: *Obrót wekslowo-kredytowy w Gdańsku w pierwszej połowie XVII w.* (Bills-of-Exchange and Credit Turnover in Gdańsk in the First Half of the 17th Century), *Roczniki Dziejów Społecznych i Gospodarczych*, Vol. XXXIII, 1972, pp. 1–31.

[63] Vast quantities of coinage and precious metals were hoarded by the nobility, the wealthy gentry and the burghers. See M. Bogucka: *The Monetary Crisis* . . . pp. 147–148, esp. note 56; of importance was also the fact that even the less properous strata in the population – the petty bourgeoisie and the peasants – participated in this process, of course only to the extent of their means. The effects on a national scale must have been quite considerable. The role of these phenomena in the overall economic development of the Polish territories requires thorough analysis. It should be emphasized that the same phenomena occurred also in Russia, see A. Attman: *The Russian and Polish Markets* . . . pp. 89 ff.

[64] At the end of the 16th century, special customs duties were charged on the Polish-Moldavian border for money and precious metals taken out of the country. For example, in 1647, the value

At that time, Lwów – a centre for trade with the Levant – was also a big centre of monetary speculation; thalers and ducats were purchased there and exported to Asia.[65] Another such centre of coin purchases – though chiefly for the purpose of hoarding by rich gentry and magnates – was the capital city of Warsaw.[66] Consequently, the rate of exchange was considerably higher in these centres than in other Polish towns. Thaler purchases were not insignificant in Cracow and Gdańsk, either. From there they were taken to the mints in Silesia and Moravia to be recoined into small, inferior-quality pieces, some of which found their way back to Poland where they circulated in the retail trade.[67] Thus both indirectly and directly, the active sea-trade balance influenced monetary relations and currency circulation in the country.

A separate question is what the role of trade was in the accumulation of capital, and it is linked with the problem of merchants' profits. A majority of scholars consider the export of grain to Western Europe as a source of vast profits from the 15th century onwards (K. Fritze, J. E. Klejnberg, M. Małowist, H. Samsonowicz). Recently A. Mączak has estimated profits in the export of grain at 30 to 40 per cent.[68] Dutch research also shows very large margins of profit – 30 per cent – in the transport of grain from Archangel to Amsterdam.[69] My own studies estimate profits in the grain trade on the Gdańsk-Spain route at 100 per cent or more, and at about 30 to 40 per cent on the Gdańsk–Amsterdam route.[70] These figures, however, were questioned by P. Jeannin as overestimates.[71] Yet Jeannin's observations are open to doubt, especially due to his over-reliance on the value of single information[72] and his failure to see changes in concrete situations dependent on place (specific market conditions prevailing in different ports) and, above all, on time (market disturbances caused by wars, bad harvest, etc., which exerted quite a considerable influence on the economic situation during individual years). Jeannin is surprised, for instance, that in the years

---

of the thus collected customs duties represented an export of 40,000 Reichsthalers, i.e. the equivalent of a quarter of the active balance of Polish sea trade. See Z. Switalski: *Cło od wywozu pieniędzy wywiezionych za granice Rzeczypospolitej w latach 1598–1659* (Customs Duties on the Export of Money taken out of the Republic in the Years 1598–1659), Przegląd Historyczny 1960/1, pp. 24–40.

[65] M. Bogucka: *Monetary Crisis* . . . p. 143.

[66] Wł. Adamczyk: *Ceny w Warszawie* . . . pp. 24–26.

[67] M. Bogucka: *Monetary Crisis* . . . pp. 138 ff.; idem: *Zur Problematik der Münzkrise in Danzig in der ersten Hälfte des XVII Jh.*, Studia Historiae Oeconomicae, Vol. 6, 1971, pp. 65–73.

[68] A. Mączak: *Między Gdańskiem a Sundem* . . . pp. 76 ff.

[69] See S. Hart: *De Handelsbetrekkingen* . . . pp. 78–79.

[70] M. Bogucka: *Merchants' Profits in Gdańsk Foreign Trade in the First Half of the 17th Century*, Acta Poloniae Historica, Vol. XXIII, 1971, pp. 73–90.

[71] P. Jeannin: *Preis-, Kosten- und Gewinnunterschiede im Handel mit Ostseegebiete 1550–1650.* in *Wirtschaftliche und soziale Strukturen im säkularen Wandel.* Festschrift für Wilhelm Abel zum 70. Geburtstag, Vol. II, Hannover 1974, pp. 494–517.

[72] Considering only two transactions, a consignment of grain from Livonia to Bremen in 1641 which brought a loss and a Reval-Lübeck shipment in the same year which gave a minute profit, ibid. pp. 505–106, he draws conclusions about the low profitability of the entire Baltic grain trade.

1628–1634 the average export price of grain in Gdańsk was not much below (and occasionally even above) prices in Amsterdam, and regards this as an error in calculation.[73] He does not take into account the fact that Amsterdam was a big international port where grain was arriving not only from Gdańsk but from other Baltic ports like Archangel, as well, and also that those were very turbulent years for Gdańsk (the war with Sweden – 1626–1629 – bad harvests in Poland) which resulted in grain shortage and very high local prices. Yet Jeannin recapitulates those years on the basis of the work of J. Pelc (who collated his data from the bills of the Gdańsk hospitals and the Board of Reserves),[74] and thus on the basis of intervention prices introduced as one of several measures to protect the city from famine and demonstrations. They were very different from the prices on the speculative export market and their utilization as a basis for calculating the exporters' profits necessarily creates a false picture.

The rate of profit made on the West-East route depended on the kind of goods involved. For example, at the turn of the 16th and 17th centuries, herrings brought an average profit of 28 per cent, foodstuffs from the colonies from 2 to 5 per cent,[75] while trading in salt often resulted in losses instead of profits.[76] The textile trade was probably highly profitable.[77] But since transactions as a rule involved a number of different commodities, bills-of-exchange, precious metals and coins, the combination of smaller and greater profits, and at times even of losses, often brought a very sizable overall net gain. Some transactions did, however, end in losses,[78] since sea-trade at the time was speculative, especially transactions involving grain.[79] More secure and probably no smaller were the profits made by Gdańsk merchants acting as intermediaries in the city. In the course of the 16th and 17th centuries they were gradually withdrawing from the direct operations in risky overseas trading, and were increasingly limiting their activities to the purchase of goods from the gentry and the sale of imported commodities to them. Thanks to their ability to ensure themselves a virtual monopoly in this exchange, their profits, at the turn of the 16th and 17th centuries amounted to an average of about 28 to 30 per cent on grain deals, more than 40 per cent in forestry products potash, and as much as 60 to 100 per cent on sales of imported goods.[80] This was, however, an exceptional situation that resulted as

[73] Ibid. p. 498.

[74] J. Pelc: *Ceny w Gdańsku w XVI i XVII wieku* (Prices in Gdańsk in the 16th–17th Centuries), Lwów 1937.

[75] M. Bogucka: *Merchants' Profits* . . . pp. 84–87.

[76] M. Bogucka: *Le sel sur le marché de Gdańsk au cours de la première moitié du XVII^e s.*, Studia Historiae Oeconomicae, Vol. XI, 1977, pp. 57–69.

[77] A. Mączak: *Między Gdańskiem a Sundem* . . . pp. 82–83.

[78] For examples, see M. Bogucka: *Handel Zagraniczny* . . . pp. 10–11, 145 and 147; interesting data on specific operations can be found in the merchant's book-of-accounts of Hans Kreschberg from Gdańsk for the years 1622–1636, WAP, Gdańsk 300, R/F 19a; see esp. pp. 87b–89a for accounts of three large export-import transactions which brought, respectively, 34 and 19 per cent profit, and a loss of 49 per cent.

[79] See M. Bogucka: Handel Zagraniczny . . . pp. 149 ff.; S. Hart: *De Handelsbetrekkeningen* . . . p. 79.

[80] M. Bogucka: *Handel Zagraniczny* . . . pp. 124 ff, esp. pp. 137–138 and 140–141.

mentioned before, from a rigorously observed local trade monopoly not easily attainable in other towns. Undoubtedly the lion's share of the profits in North European trade was taken by enterprising merchants who organized goods shipment by sea, as well as by the shipowners. Assuming that in the first half of the 17th century, an average of about 50,000 lasts of grain a year were shipped westward from the Baltic, and that the profit per last amounted to 521 grams of pure silver,[81] the total yearly profit accruing to grain exporters should be estimated at about 26,000 kg of pure silver! Other North European trade branches must have been bringing huge profits too no smaller and possibly even greater than the trade with East and West Indies.[82] It is not very likely that the profitability of these operations had been in any way reduced by the latter half of the 17th and in the 18th centuries.[83] Thus, North European trade was a powerful source of capital accumulation and enrichment, which was the reason behind the unrelenting competitive struggle waged initially at the end of the 15th and throughout the 16th century between the Hanseatic League on the one side and the Dutch and English on the other, and later – following a brief period of Dutch supremacy in the earlier half of the 17th century – between Dutch and English merchants. The 18th century brought victory for the English, the decline of the role of Dutch merchants in North European trade and the revival of German commerce, though no longer under the Hanseatic League.

Some conclusions which can be drawn from these very brief and incomplete deliberations can be presented in the following few points:

1. Despite justified reservations on the question of what influence North European trade had upon the emergence of the differences in the economic, social and political structures of West and East European countries, it can nevertheless not be totally neglected as one of the important activating factors. This influence was not always a simple, direct reflection of the importance of commodity groups in commercial exchange, but was also felt in many indirect ways, being instrumental in shaping the scope and profile of consumption, strengthening or weakening the tempo of local and retail trade, money circulation and so on. One should also bear in mind that what has been termed 'Europe's dualism' came about as a result of Europe's economic integration, of the strengthening of the ties between regional markets and of European market expansion.

2. The importance of North European trade as a source of grain supplies to Western Europe, alleviating the threat of famine caused by agriculture lagging behind the growth of the population, reached its peak between the mid-16th and mid-17th centuries. The second half of the 17th century and the following century witnessed a change in the structure of North European trade. The hitherto dominant mass-consumer com-

[81] Calculated on the basis of the difference in prices between Amsterdam and Gdańsk minus own costs (transport, customs etc.). See M. Bogucka: *Handel Zagraniczny* . . . p. 148 (with the correction postulated by Jeannin).

[82] On the subject, see O. Pringsheim: *Beiträge* . . . pp. 15–18.

[83] See S. Fairlie: op. cit., pp. 20 ff.; J. Wojtowicz: op. cit., p. 51.

modities, such as grain, fish and salt, were playing an even smaller part in the two-way trade, while the share and importance of raw materials (timber, metals, flax, hemp) needed by the West on the threshold of industrial revolution was growing. This was linked with a change in the principal trading partners. The Polish-Dutch trade gradually was being replaced by trade between England, Sweden and Russia. On the other hand, exports to the East of textiles and foodstuffs from the colonies seems to have been developing because, among other things, of the great demand of the 17th and 18th centuries Russian market, which took over the role played at the turn of the 16th and 17th centuries by the Polish market.

3. Throughout the entire period from the 16th to the 18th centuries, the balance of East European trade was highly positive, thus allowing the acquisition by the East of the required quantities of precious metals. A study of the role which this influx of gold and silver had played in the economies of individual East European countries bears strongly on any analysis of the socio-economic situation of territories involved in the North European trade.

4. The huge profits from the North European trade accrued above all to merchants of the two countries: in the 16th and 17th centuries to the Dutch, while in the later 17th and in the 18th century, increasingly to English merchants. What place the accumulation of capital from that major source played in the national income of the two countries and what its role was in promoting their development are important matters upon which historians need to focus their attention.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Vera Zimányi

LES PROBLÈMES PRINCIPAUX DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA HONGRIE A PARTIR DU MILIEU DU XVI^e JUSQU'AU MILIEU DU XVII^e SIÈCLE

Sans faire de références détaillées à la vaste littérature internationale relative à ce sujet je tends à constater qu'au cours de ces dernières quinze-vingt années, l'opinion est devenue de plus en plus évidente, parmi les chercheurs, que la naissance du capitalisme et son expansion territoriale ont lié de plus en plus étroitement des pays différemment développés, surtout par le truchement du commerce extérieur. Il a pénétré dans des secteurs économiques différents et amené une participation au fonctionnement organique de l'économie internationale naissante. Il me suffit de me référer à l'ouvrage le plus récent de M. I. Wallerstein: entre autres circonstances les différences, pas trop importantes tout d'abord et qui découlaient d'ailleurs des dispositions naturelles, poussèrent les économies des différentes régions – par l'élargissement des relations commerciales – à se spécialiser dans les produits qui leur seraient les plus favorables.

De ce fait, la structure économique de ces pays subissait progressivement des modifications. Les différences de moindre importance devenaient ainsi plus significatives, et enfin s'ensuivait une division du travail à l'échelle européenne. Le processus de la formation de l'économie mondiale augmenta ainsi les différences économiques et sociales des régions.[1] Je crois bien que tout cela contient en abrégé une des questions les plus importantes de cette conférence, le problème dialectique de l'unité et de la dualité de l'Europe; comme l'économie européenne est devenue de plus en plus unie,

[1] I. Wallerstein, *The Modern World-System.* New York–San Francisco–London 1974, pp. 98, 102; De la littérature hongroise sur la question, je me contente de me référer à Zs. P. Pach, Shifthing of International Trade Routes in the 15–17th Centuries, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae* 14 (1968); Zs. P. Pach, The role of East Central Europe in International Trade. *In : Etudes Historiques,* Budapest 1970; Zs. P. Pach, Diminishing Share of East-Central Europe in the 17th Century International Trade. *Acta Historica* 16 (1970), N° 3–4; L. Makkai, La structure et la productivité de l'économie agraire de la Hongrie au milieu du XVII^e siècle. Społeczenstwo, gospodarka kultura. Studia ofiarowane Marianowi Małowistowi szterdziestolecie pracy naukowej (Société, économie, culture. Etudes consacrées à Marian Małowist à l'occasion de son activité scientifique de 40 ans). Warszawa 1974; L. Makkai, Feudalizmus és az eredeti jellegzetességek Európában (Féodalisme et caractères particuliers en Europe). *Történelmi Szemle* XIX (1976), 1–2; V. Zimányi, Mouvement des prix hongrois et évolution européenne. *Acta Historica* 19 (1973). V. Zimányi, *Magyarország az európai gazdaságban* (La Hongrie dans le cadre de l'économie européenne) Budapest 1976.

les profils à l'intérieur de la division du travail se sont ainsi isolés et, par conséquent, les différences sont devenues de plus en plus marquées entre les diverses zones de l'Europe.[2]

Sans aucun doute, alors que ce processus se déroulait, la formation de dissemblances croissantes ne fut pas, à la longue, exempte de certaines contradictions temporelles, de certaines tendances contraires. Je pense surtout au fait que la conjoncture agraire réalisée à la suite de la division internationale du travail qui s'est dégagée au cours du XVI[e] siècle, assurait temporellement des « terms of trade » favorables aux pays de l'Europe orientale exportant des produits agricoles. A ce propos, je voudrais me référer brièvement au fait que la Hongrie joua au Moyen-Age un rôle important dans le commerce extérieur par l'exportation d'or et d'argent, et, de la deuxième moitié du XV[e] siècle jusqu'au premier tiers du XVI[e] siècle, par l'exportation de cuivre et, en partie, d'argent. L'affluence de plus en plus grande du métal précieux américain, puis les crises successives frappant le marché international du cuivre, la retraite des Fugger et d'autres capitalistes sud-allemands prenant part à l'exploitation minière en Hongrie, eurent pour résultat de diminuer l'importance internationale des richesses minières et leur contribution aux échanges internationaux.

Mais l'importance de l'exportation du bétail (surtout des bovins) et du vin augmentait en même temps. En contrepartie, nous importions en premier lieu des articles industriels en quantité croissante, surtout du textile, mais aussi des outils en métal, de l'épicerie et des articles dits « Nurembergois ». Notre participation à la division internationale du travail par l'exportation de produits agraires et par l'importation d'articles industriels influença, naturellement le développement de l'industrie nationale d'une façon néfaste, mais elle éleva à un très haut niveau l'élevage et la production du vin.[3] En effet, les caractéristiques énumérées ci-dessus sont des faits bien connus. Pour ma part, je tends à croire que notre pays s'est inséré, grâce aux cadres fournis par l'exportation agraire, d'une façon plus favorable dans le commerce extérieur que l'économie polonaise, parce que les bestiaux, de même que le vin, représentent une valeur beaucoup plus concentrée et plus grande que le blé qui fut le principal article d'exportation de l'économie polonaise. Ces différences avaient des conséquences sociales importantes, étant donné que l'élevage, de même que la viticulture, exigeaient et obtenaient des formes beucoup plus libres même dans le système du « deuxième servage » que la production du blé. En rapport avec le problème de l'exportation des valeurs agraires concentrées, je me réfère au fait que, pour produire une unité de

[2] I. Wallerstein, *op. cit.* p. 350. : « Hence, the ongoing process of a world-economy tends to expand the economic and social gaps among its varying areas in the very process of its development. »

[3] De la vaste littérature relative à cette question, je me contente de me référer à l'étude de synthèse de L. Makkai, Der ungarische Viehhandel 1550–1650. *In : Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450–1650.* Ed. I. Bog., Köln–Wien (1971) et I. N. Kiss, Monoculture de vigne et qualité des vins dans la Hongrie des XVI[e]–XVIII[e] siècles. *In : A Magyar Mezőgazdasági Múzeum Közleményei* 1971–1972; H. Prickler, Zur Geschichte des burgenländisch-westungarischen Weinhandels in die Oberländer Böhmen, Mähren, Schlesien und Polen. *Zeitschrift für Ostforschung* (1965).

calorie à partir des produits bestiaux, il est nécessaire d'avoir un territoire cinq ou six fois plus grand que dans le cas des produits végétaux.[4] Les pays ayant une densité démographique plus grande, devaient payer cher les animaux élevés dans de larges plaines. La viticulture concentre sur un territoire relativement petit des travaux de haut niveau. C'est ainsi que ces deux produits d'exportation occupent une place éminente dans le rang des produits agraires.[5]

Mais le produit alimentaire le plus important, le moins onéreux et que l'on pouvait consommer en quantité suffisante, restait le blé. C'est pourquoi la hausse sur le prix du blé se trouva plus élevée sur les territoires de l'Europe occidentale et méridionale mieux urbanisés, possédant une densité démographique plus grande. Dans ces pays, la production en masse des articles industriels était également mieux agencée. C'est ainsi qu'à cause des écarts importants entre les prix, l'exportation du blé assurait un profit remarquable à l'économie polonaise au commencement. Comme on le sait cet écart de prix diminua notablement ensuite, ce qui devait toucher sensiblement les exportateurs polonais. En Hongrie, au milieu du XVII^e siècle, les bénéfices provenant de l'exportation des bovins diminuèrent également, – bien que ce phénomène s'explique aussi par d'autres facteurs, – mais en même temps, l'exportation du vin ne cessait de s'effectuer dans des conditions favorables.

En effet, on comprend assez difficilement la hausse du prix du blé en Hongrie aussi. Au cours des XVI^e et XVII^e siècles, notre pays n'en fournissait qu'occasionnellement et en quantité négligeable, surtout dans les régions frontalières. On pourrait croire que cette quantité exportée, de volume réduit, pouvait transmettre certains signes quant aux fluctuations du prix du blé dans les pays voisins, mais cela ne pouvait malgré tout être le facteur décisif. C'était l'exportation des bovins et du vin en grande quantité qui pouvait indiquer la hausse des prix du blé. Ce phénomène s'explique d'ailleurs par la proportion de valeur immanente et relative de certains produits agricoles: si, à la suite de la demande des pays étrangers, le prix des bovins et du vin va augmentant, celui du blé ne peut, lui non plus, stagner pendant une longue période. D'autre part, la spécialisation d'un élevage et d'une viticulture de grande envergure, formée par les possibilités d'un placement facile à l'étranger, stimulèrent la demande

[4] K. F. Helleiner, The population of Europe from the Black Death to the eve of the vital Revolution. *The Cambridge Economic History of Europe*, Vol. IV. Cambridge 1967. p. 69.: "However, given a certain level of agrarian technology, five or six times as much land is required for the raising of one calory of animal food as is needed for the production of one calory of vegetable food."

[5] Cf. M. K. Benett, *The World's Food*. New York 1954, pp. 127–128. Food may be placed in a hierarchy in terms of their cost per 1000 calories. Benett finds this hierarchy fairly stable over time and space. Milled-grain products and starchy roots and tubers are . . . the cheapest, the most basic of the staples. The hierarchy: 1. milled-grain products and starchy roots and tubers, including plantain; 2. vegetable fats and oils; 3. dried pulses (bean, peas, lentils); 4. sugar; 5. milk and its products; possibly fish; 6. pig meat; 7. beef, mutton, goat, buffalo and poultry and eggs; 8. vegetables and fruits. "Why should the general hierarchy exist? It is undoubtedly the reflection of relative costs of production and the inherent calorie-bearing qualities of the several foods." Cité par I. Wallerstein, *op. cit.* p. 43.

du blé sur le marché intérieur. Sur des territoires étendus, l'autarcie des paysans dans le domaine du blé cessait d'exister: les viticulteurs et les habitants des grands « oppidums » qui s'occupaient de l'élevage et de la vente des bestiaux, achetèrent le grain à d'autres régions déjà spécialisées dans la culture du blé. La demande intérieure ainsi accrue contribuait à la hausse du prix du blé. Nous pouvons pour cette raison parler d'une conjoncture agraire généralisée au cours du XVI[e] siècle dans notre pays.

Il serait important de définir, de façon quantitative également, les changements dans le commerce extérieur du pays. L'estimation quantitative nous pose des problèmes difficilement surmontables, puisque la masse imposante des statistiques douanières qui montrent même les espèces des articles exportés, fut mise à l'écart au cours du XVIII[e] siècle. Par bonheur, il nous reste une statistique douanière, datée de 1542, qui contient les chiffres du commerce dirigé vers l'Ouest et le Nord-Ouest, indiquant en détail les espèces des articles ainsi que le contingent de l'importation et de l'exportation. Cette source a été analysée par Győző Ember. Des études traitant de la répartition des articles réduits à la valeur douanière et la mesure de l'activité du commerce sont connues depuis longtemps.[6] Le dépouillement complet n'est pas encore fait. Il nous reste une autre source également détaillée, datée de 1544, mais personne n'a osé l'analyser jusqu'à présent. Malheureusement, les publications de Győző Ember n'indiquent pas les recettes provenant des trentièmes* eux-mêmes, mais seulement la valeur marchande, calculée par la douane, qui représente en général 5 pour cent. Les bovins et les chevaux ont bénéficié d'un tarif particulier pendant des siècles: indépendamment des fluctuations toujours fortes des prix, il était de 1,5 florins. Dans le dépouillement des données de 1542, Győző Ember a calculé une valeur marchande de 10 florins pour les bovins; toutes ces corrélations étaient faites par rapport à cette somme. A en croire les recherches des historiens sur les prix et les données de Vienne concernant le prix des bovins en Hongrie,[7] il était beaucoup moins élevé que 10 florins, il ne pouvait pas être plus de 4–5 florins au maximum au cours des années quarante, et naturellemnet au cours de l'année 1542 dont il est ici question. C'est ainsi que nous ne pouvons accepter les parties de ces calculs relatives à l'exportation. La raison en est que le prix des bovins, qui constitue d'ailleurs la majeure partie des échanges, était surcalculé. Selon ces calculs, les importations se

*En effet, les « trentièmes » ne représentent pas un trentième, mais un vingtième (5 %) de la valeur de la marchandise.

[6] Gy. Ember, Külkereskedelmünk történetéhez a XVI. században. (Remarques sur l'histoire de notre commerce extérieur au XVI[e] siècle.) *In: A MTA Társ.-történeti Osztályának Közleményei* VIII. (1958) 4; Gy. Ember, Magyarország XVI. századi külkereskedelmének történetéhez. (Remarques sur le commerce extérieur de la Hongrie au XVI[e] siècle.) *Századok*, 95 (1961). 1; Gy. Ember, Zur Geschichte des Aussenhandels Ungarns im XVI. Jh. *Studia Historica* 44. (1960).

[7] F. Pribram, *Materialien zur Geschichte der Preise und Löhnel in Österreich.* Wien, 1938; V. Zimányi, Mouvements des prix hongrois et évolution européenne (XVI[e]–XVII[e] siècles) *Acta Historica* 19 (1973); Š. Kazimir, Adalékok a XVI. és XVII. századbeli árak és bérek fejlődéséhez. (Remarques sur l'évolution des prix et des salaires au XVI[e] et XVII[e] siècles,) *Történelmi Szemle* XIX (1976), 1–2.

composent comme suit: 68,6 pour cent de textiles, 8,7 pour cent d'épices et de vins étrangers; en revanche, la presque totalité des exportations (93,6 pour cent) est représentée par des animaux, surtout des bovins. Puisque, dans ces statistiques, le vin n'est figuré que par 2 pour cent, et puisque le cuivre n'est pas mentionné parmi les articles exportés, elles ne peuvent en aucune façon représenter les espèces et la composition des articles d'exportation. Dans les registres des douanes de 1542, la somme totale des trentièmes atteint 23 000 florins, ce qui donne une valeur marchande totale, calculée de la façon déjà mentionnée, de 465 312 florins. Des époques postérieures, il ne nous reste que sporadiquement (de quelques années, et de quelques douanes) des registres représentant la composition détaillée d'articles.

Se basant sur ces documents, il serait absolument impossible d'esquisser les changements du commerce extérieur hongrois. Nous avons donc été contraints d'analyser d'autres sources, moins bonnes, mais dont nous disposons en masse.[8] Les droits de douane provenant du commerce extérieur hongrois rentraient dans les offices de douane (offices des trentièmes) – de plus en plus nombreux d'ailleurs – appartenant aux Chambres qui résidaient d'une part à Pozsony (Bratislava, Pressburg) et d'autre part à Cassovie. Les registres de nombreuses années relevés sur des recettes totales (c'est-à-dire sur les droits de douane, donnés sans distinction quant à la composition des articles et des sommes provenant de l'exportation ou de l'importation), sont à notre disposition dans les comptes finals et dans les statistiques de la Chambre. Consultant ces documents, nous pouvons esquisser les changements des recettes de la Chambre qui provenaient des droits de douane du commerce extérieur dirigé vers le Nord, le Nord-Ouest ou l'Ouest et dans certains cas même vers le Sud-Ouest. Ces recherches donnent la possibilité de tirer quelques conclusions concernant la dimension de ce commerce lui-même. Au cours du XVI^{e} siècle, tous les offices des trentièmes n'étaient pas subordonnés à la Chambre de Pozsony. A l'époque, les affaires financières de la Croatie et de la Slavonie entière étaient sous le contrôle de la Chambre de Graz. Le bureau de douane fonctionnant dans la ville de Pozsony était indépendant du contrôle financier hongrois, de même que tous les autres offices de douane de Transdanubie dont le centre était Magyaróvár. Ces derniers dépendaient de la Chambre de Basse-Autriche et ils y versaient leurs recettes. Les Etats hongrois réclamèrent pendant longtemps le changement de cette situation lésionnaire, enfin ils réussirent: en 1633 pour la première fois et, à partir de cette époque, en permanence, les recettes des offices des trentièmes déjà mentionnés figurent parmi les revenus de la Chambre de Hongrie. Consultant les comptes finals de la Chambre, de même que les comptabilités de la Chambre d'Autriche ou bien les relevés généraux transmis, nous pouvons nous orienter dans le domaine des revenus douaniers du commerce extérieur de Hongrie pour une longue période. Pourtant, un problème important se pose: c'est

[8] V. Zimányi–H. Prickler, Konjunktúra és depresszió a XVI–XVII századi Magyarországon az ártörténet és a harmincadbevételek tanúságai alapján; kitekintés a XVIII. századra. (Conjoncture et régression en Hongrie aux XVI^{e}–XVII^{e} siècles à l'aide de l'histoire des prix et des recettes provenant des trentièmes; perspectives du XVIII^{e} siècle.) *Agrártörténeti Szemle* XVI (1974), 3–4.

que de ces relevés manquent les revenus des offices de Pozsony de l'époque antérieure à 1633, parce que les données de cet office n'ont jusqu'à présent pas été découvertes, dans les archives autrichiennes non plus. Les recettes des offices appartenant au bureau principal de Magyaróvár sont moins nombreuses; ainsi, au commencement, nous essayons de tirer des conclusions concernant les changements des revenus de douane à l'aide des données du groupe de Pozsony. (Voir planche 1.) Après 1633, nous négligeons les sommes rentrées dans la ville de Pozsony – connues déjà à partir de cette époque – dans le but d'une comparaison homogène. Les moyennes mobiles de 11 membres démontrent la hausse très dynamique des revenus de douane dans la deuxième moitié du XVI[e] siècle. Les activités des années 1587 et 1589 constituent l'apogée (les données de l'année 1588 ne sont pas connues), avec une recette arrondie de 137 000 et 120 000 florins.

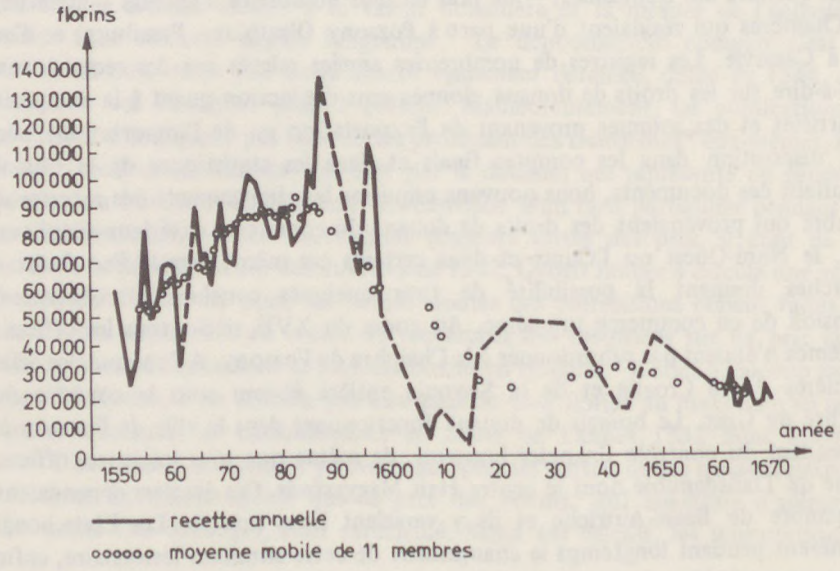
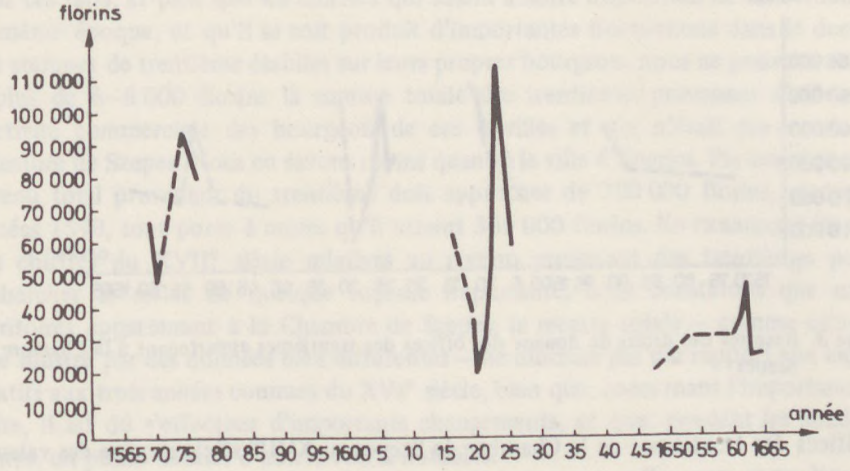


planche 1: Recettes des droits de douane des succursales appartenant à l'office principal de Pozsony (sans la ville de Pozsony)

Pour bénéficier d'une vue plus complexe, il est nécessaire de faire entrer dans le domaine de nos recherches les recettes du groupe de Magyaróvár. (Voir planche 2) Nous avons à notre disposition des données précises des années 1574, 1575 et 1576; au cours de ces trois ans, les revenus varient entre les sommes arrondies de 82 000 à 96 000 florins, mais selon certains documents il est nécessaire d'ajouter à cette somme les recettes de quelques succursales de l'office des trentièmes de Magyaróvár. Cette somme, provenant de l'importation, représente, entre 1573 et 1575, une recette de

19 000 florins en moyenne, que la succursale devait transférer en plus à l'office principal des trentièmes de Pozsony. Cette somme est tout à fait indépendante des recettes du groupe de Pozsony.



p'anche 2: Recettes des droits de douane de l'office principal de Magyaróvár et de ses succursales.

Tout cela dans son ensemble totalisait 101 000–115 000 florins. Le revenu de la douane de Pozsony est inconnu, mais, faute d'autres points de repère, sur la base des analogies de l'année 1542, nous pouvons l'estimer à 9 pour cent du revenu du groupe de Pozsony. Par conséquent, les plus hauts revenus de douane qui reflètent les échanges de notre pays dirigés vers le Nord-Ouest et vers l'Ouest, remontent à 230–260 000 florins. Les chiffres concernant les échanges dirigés vers le Sud-Ouest, en premier lieu vers l'Italie, se reflètent dans les revenus de douane de l'office principal des trentièmes de Slavonie. La moyenne des revenus de douane des trois ans que nous connaissons, de 1574 à 1576, est de 11 641 florins: cette somme nous illustre le volume des échanges internationaux sur le territoire s'étendant de Kőszeg jusqu'à Károlyváros. Il arrivait parfois que les envois de bovins dirigés vers l'Italie fussent déclarés à Magyaróvár, c'est pourquoi ces enregistrements ne sont pas toujours satisfaisants pour la définition précise des échanges selon les directions; ils ne sont pratiques que pour nous orienter approximativement dans ce domaine.[9]

Les chiffres relatifs au commerce extérieur vers le Nord devraient être reflétés par les recettes des offices des trentièmes appartenant à la Chambre de Szepes, dont le chef-

[9] O. Pickl, Die Auswirkungen der Türkenkriege auf den Handel zwischen Ungarn und Italien im 16. Jh. *In: Die wirtschaftlichen Auswirkungen der Türkenkriege. Grazer Forschungen zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte.* Band I. Graz 1971. p. 105.

lieu était Cassovie, mais nous ne connaissons que les données de trois ans (1572, 1588 et 1542): les sommes arrondies, enregistrées durant cette période, chiffrent 25 000, 28 000, et 41 000 florins.[10] Notre diagramme (voir planche 3) désignant les recettes

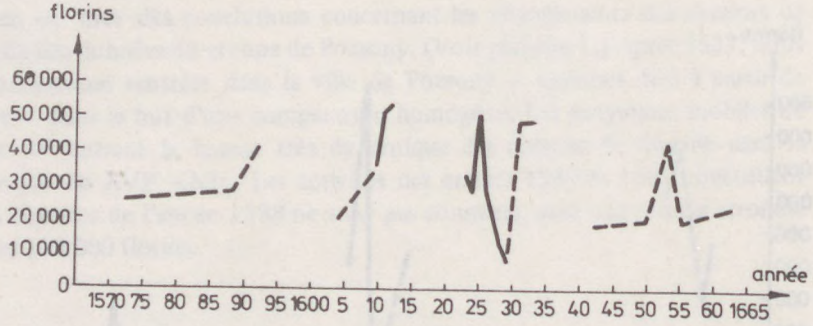


planche 3: Recettes des droits de douane des offices des trentièmes appartenant à la Chambre de Szepes

des offices des trentièmes de la Chambre de Szepes au XVII[e] siècle montre des valeurs plus uniformes que celles que nous avons vues dans le cas des trentièmes sur les territoires de l'Ouest. Pendant le premier tiers du XVII[e] siècle, la valeur moyenne des revenus de douane varie entre 32 et 33 000 florins. Mais nous n'avons pas encore de cette façon une idée précise sur la question, parce que les habitants de quatre villes, comme Cassovie, Bártfa, Lőcse et peut-être ceux d'Eperjes, ne payaient – à cause de leurs prérogatives – que la moitié du trentième, qu'ils versaient à leur propre ville. Ainsi, l'activité commerciale de ces bourgeois n'était pas représentée dans les revenus de douane de la Chambre de Szepes. Dans cette Chambre, les droits de douane versés par les villes de Cassovie et de Lőcse étaient payés par d'autres commerçants qui n'habitaient pas ces villes. Dans le cas de Lőcse, par exemple, cette somme est beaucoup moins élévée que ne l'aurait été le trentième entier payé par les habitants de la ville.[11] (Voir planche 4) Les droits de douanes payés par les bourgeois de Lőcse présentaient une hausse très rapide : en 1618 et 1619, la totalité des droits atteint pour la première fois 3 700 florins.[12,13] A la même époque, en 1618, les bourgeois de

[10] I. Acsády, *A pozsonyi és szepesi kamarák 1565–1604. Két pénzügytörténeti tanulmány.* (Les Chambres de Pozsony et de Szepes en 1564–1604. Deux études de l'histoire des finances.) Budapest 1894, pp. 125., 127., 130.

[11] Les documents relatifs aux trentièmes payés par les bourgeois de Lőcse (Levoča) et à la somme des demi-trentièmes effectivement payés, sont trouvables aux Archives de la ville de Lőcse; Documents relatifs au trentième : IV A-19-40 (1577–1599), 20 (1–20) 44 m (1600–1659).

[12] Documents relatifs au trentième 1618 : Archives Nationales, (Budapest) Collection de films, boîte C 74.

[13] Documents relatifs au trentième 1619 : Archives Nationales, Collection de films, boîte C 742.

Bártfa versent 1 268 florins de droits de douane en tout.[14] Nous ne connaissons du XVI[e] siècle que les chiffres relatifs au trentième entier établi sur les bourgeois de Cassovie: en 1555, cela fait 3 555 florins 75 deniers, en 1574, 2 210 florins 23 deniers, en 1585, 2 473 florins 55 deniers, et en 1597, 1 281 florins 40 deniers,[15] Considérant tous ces faits, et bien que les chiffres qui soient à notre disposition ne concernent pas la même époque, et qu'il se soit produit d'importantes fluctuations dans le domaine des sommes de trentième établies sur leurs propres bourgeois, nous ne pouvons estimer à plus de 6–8 000 florins la somme totale des trentièmes provenant d'ailleurs de l'activité commerciale des bourgeois de ces 4 villes et qui n'était pas versée à la Chambre de Szepes. Nous en savons moins quant à la ville d'Eperjes. Par conséquent, le revenu total provenant du trentième doit approcher de 300 000 florins, et dans les années 1590, tout porte à croire qu'il atteint 365 000 florins. En examinant les séries des chiffres du XVII[e] siècle relatives au revenu provenant des trentièmes pour y rechercher le reflet de quelque rupture importante, nous constatons que sur les territoires appartenant à la Chambre de Szepes, la recette totale – comme cela peut être illustré par des données bien différentes – ne diminue pas par rapport aux chiffres relatifs aux trois années connues du XVI[e] siècle, bien que, concernant l'importance des villes, il ait dû s'effectuer d'importants changements, et que, pendant les années de guerre, on puisse déceler d'autres écarts notables.

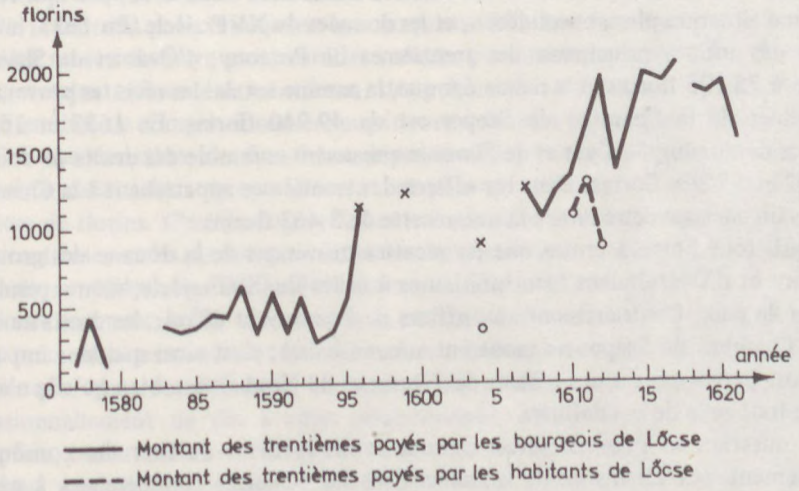


planche 4: Les recettes des trentièmes de Lőcse

[14] Documents relatifs au trentième de la ville de Bártfa, 1618 : Archives Nationales, Collection de films, boîte C 618.

[15] Les données de Kemény ont été précisées par les calculs de Gy. Granasztói (les premières *In : Magyar Gazdaságtörténeti Szemle* 1894 p. 309. et 1896 pp. 214–215).

Nous découvrons une situation tout à fait différente dans le cas des revenus des succursales des trentièmes à Pozsony et à Óvár qui reflètent les échanges dirigés vers l'Ouest et le Nord-Ouest. Il est vrai qu'à partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle, nous possédons moins de chiffres que pour le XVI^e siècle, mais les données dont nous disposons montrent, sans doute aucun, l'abaissement catastrophique des revenus de douane. Il est superflu d'insister sur le fait que les événements militaires et les immenses ravages de la fin du XVI^e siècle ont dû empêcher les activités du commerce extérieur. En plus, plusieurs fournisseurs de l'armée étaient déchargés du versement de douanes. En tout cas, le volume des recettes montre une baisse extrême.

Ce qui paraît être le plus grave dans toute cette situation, c'est que nous ne parvenons plus à retrouver nos importantes recettes douanières du XVI^e siècle, même après la disparition des obstacles amenés par la guerre. Les revenus provenant des territoires de l'office principal des trentièmes d'Óvár diminuent très fortement pendant le soulèvement de Gábor Bethlen, mais après les campagnes, ils remontent très énergiquement, complétant ainsi les recettes absentes des trois années précédentes. Les recettes moyennes des huit années comprises entre 1618 et 1625 sont quand même beaucoup moins hautes qu'en 1574 et 1576 et, surtout, qu'en 1587–1589. Les recettes du groupe de Pozsony au commencement du XVII^e siècle semblent être tout à fait négligeables en comparaison avec celles du XVI^e siècle. Mais ces donnés reflètent un état de guerre très grave.

Faisons la comparaison entre les chiffres des années 1630 à 1650 – qui reflètent déjà une situation plus consolidée –, et les données du XVI^e siècle. En 1633, la recette totale des offices principaux des trentièmes de Pozsony, d'Óvár et de Slavonie se monte à 73 125 florins; à la même époque, la somme totale des recettes provenant des trentièmes de la Chambre de Szepes est de 49 940 florins. En 1637 et 1638, les groupes de Pozsony, d'Óvár et de Slavonie encaissent ensemble des droits de douane de 54 502 et 55 898 florins. Dans les offices des trentièmes appartenant à la Chambre de Szepes on encaisse cette année-là une recette de 3 463 florins.

Ainsi, tout porte à croire que les recettes provenant de la douane des groupes de Pozsony et d'Óvár étaient bien inférieures à celles du XVI^e siècle, même pendant les années de paix. Contrairement aux offices de Pozsony et d'Óvár, les droits de douane de la Chambre de Szepes ne montrent aucune baisse; c'est ainsi que leur importance s'accroît par rapport à des offices de l'Ouest et du Nord-Ouest, bien qu'elle n'atteigne pas du tout celle de ces derniers.

La question se pose de savoir si nous avons le droit de tirer des conséquences relativement aux changements survenus dans les échanges commerciaux à partir de l'importance des sommes provenant des trentièmes. Il nous revient de répondre à la question suivante: la diminution des recettes des douanes montre-t-elle une diminution parallèle des échanges commerciaux ?

Les sommes provenant des recettes des trentièmes ne reflètent proportionellement et directement les variations dans les échanges internationaux que dans les cas où : 1., la gestion des trentièmes se fait directement et avec précision; 2., il ne s'effectue pas dans le domaine des donations des franchises de trentièmes un changement tel que, par

la suite, une grande partie des échanges traverse les frontières en franchise; 3., il ne faut pas tenir compte d'un changement notable concernant la somme des tarifs de droits de douane et des vectigaux; 4., la proportion des marchandises reste invariable – au moins dans son ensemble – au cours des échanges.

Les enregistrements qui contiennent les montants des recettes provenant des trentièmes ne répondent naturellement pas à ces exigences strictes; par conséquent, nous ne pouvons en tirer d'informations exactes concernant les changements quantitatifs dans le commerce extérieur. Quant à la loyauté de la gestion des trentièmes, nous avons connaissance d'abus successifs aussi bien au XVI[e] qu'au XVII[e] siècles, mais ces abus dévoilés, de même que la proportion de contrebande dénoncée restent de beaucoup inférieurs au volume des sommes encaissées – du moins depuis le renforcement remarquable de l'organisation dans le dernier tiers du XVI[e] siècle.

Pour pouvoir constater les justes proportions de la franchise des trentièmes, beaucoup de recherches sont encore nécessaires. Les recherches de Štefan Kazimir[16] ont démontré qu'au cours des années 1560 à 1590, à Nagyszombat, à Szenice, à Galgóc, et même sur le territoire de la Chambre de Szepes, les commerçants possédant les plus grands capitaux, comme par exemple István Tar, Sebestyén Thököly, Lázár Henckel, les frères Joanelli et beaucoup d'autres encore, étaient ceux qui mobilisaient des prêts élevés ou fournissaient des marchandises en quantité importante à la Chambre qui, ensuite, remboursait en permettant certaines livraisons exemptes de trentième, une partie ou le total de sa dette.

On comprend par conséquent que la quantité de marchandises exportées de cette manière ne se rencontre pas parmi les recettes provenant des trentièmes. A l'occasion, dans certains offices des trentièmes, des créanciers importaient ou exportaient des marchandises de somme douanière supérieure à la recette provenant des trentièmes de l'office. La donation des franchises dépendant des besoins fiscaux simultanés de la Chambre variait donc temporellement, et pouvait se monter à plusieurs dizaines de milliers de florins. C'est pourquoi Kazimir contemple assez sceptiquement les registres des trentièmes et les statistiques faites sur les recettes provenant des trentièmes qui, à son avis, ne reflètent pas les modifications quantitatives des échanges.

En ce moment, nous n'avons pas la possibilité de traiter cette question en détail, mais nous désirons continuer les recherches relatives à ce sujet. Pourtant, tout porte à croire que, dans les échanges, les acquits des prêts d'un ou deux mille florins (ou occasionnellement de dix à vingt mille florins), offerts par les commerçants à la Chambre, étaient admis en paiement – comme lettres de change.

Nous connaissons des cas où les commerçants réglèrent leurs dettes, l'un envers l'autre, en les transférant à la Chambre. Certains engagements ont passé par quatre ou cinq mains. J'ai des données sans équivoque qui prouvent que, si certains offices de douane recevaient des directives de la Chambre qui exigeait de laisser passer en

[16] Š. Kazimir, K pramennej hodnote col'ných registrov. Tridsiadkové stanice Trnava, Hlohovec a Senec v 16. storoči. (De la valeur documentaire des valeurs en douane. Les trentièmes de Nagyszombat, de Galgóc et de Szenc au XVI[e] siècle.) *Slovenská Archivistika* VII (1972) 2.

franchise tant de bovins du marchand X ou Y, dont les droits de douane égalaient la dette de la Chambre envers lui, cette somme était portée au chapitre des dépenses, comme si elle avait été versée en argent liquide aux prêteurs. Au dos des « litterae libreri passus », on portait précisément la date, le nombre de bêtes sorties du pays et la somme des droits de douane que le commerçant aurait dû payer, et qu'il ne versait pas. Dans le cas où le montant des prêts était égalé par la quantité d'animaux sortis, les « litterae » étaient révoquées et renvoyées au centre de la Chambre, comme de nombreuses données le prouvent. Une autre directive ordonnait aux offices de douane de payer une certaine dette en argent liquide *ou* par la sortie en franchise des bêtes. La solution choisie par les offices dépendait de leur situation fiscale au moment donné.[17]

Le problème principal reste de savoir si les offices enregistraient également dans la rubrique des recettes les versements par « schedas » et non pas par de l'argent liquide. Pour pouvoir répondre d'une façon plus ou moins satisfaisante à cette question, des recherches complémentaires sont encore à faire.

Si les offices enregistraient également les versements par « schedas », en ce cas, nos comptabilités nous permettent de tirer des conclusions relatives au changement quantitatif des échanges.

Dans le cas contraire, nous pouvons constater que pendant le dernier tiers du XVI^{e} siècle, les échanges étaient si actifs qu'on sortait dix ou vingt mille bovins de plus du pays que nous n'avions cru en consultant les chiffres enregistrés.

Si nous voulons comparer les échanges extérieurs pendant les XVI^{e}–XVII^{e} siècles, nous ne pouvons éviter d'étudier la question concernant la mesure des franchises données ou celle de leurs emplois effectifs durant ces deux siècles. Au cours des années 1630–1650, nous ne retrouvons plus le grand nombre de franchises que nous avons consultées pour le dernier tiers du XVI^{e} siècle. Sporadiquement, nous rencontrons des réductions de douane de quelques centaines de florins tout à fait négligeables. Cela se comprend aisément : au cours des années 1630–1650, nous ne voyons plus de commerçants et banquiers opulents ou de prêteurs de grosses sommes possédant des biens tels qu'il n'était pas rare d'en rencontrer au XVI^{e} siècle.

Henckel et Joanelli se sont retirés du commerce également; ils ont tourné leur attention vers les mines de cuivre et les affaires bancaires. Contrairement à ces phénomènes, les abus des nobles redoublent concernant la franchise douanière de leurs propres produits agricoles provenant de biens allodiaux. Il nous restait beaucoup de données qui prouvent que les nobles exportaient le vin en Pologne, soi-disant pour leurs propres besoins, comme des produits allodiaux. De même, les plaintes se multiplient contre les arbitraires des soldats de confins militaires liés également au commerce. Il est vrai que ces plaintes étaient déjà existantes au cours du XVI^{e} siècle.

[17] Archives Nationales E. 554. Városi és Kamarai iratok, Fol. Lat. 915. 100/v-101; Ibid., Fol. Lat. 957, 187. pag; Archives Nationales E. 15, Expeditiones Camerales, 1575, jan. 21. Ibid., 1596. jul. 18, No 19. (Dans ce dernier, un ordre à l'officier de Trentième de Szemp prescrivant que le salaire de Miklós Pálffy soit payé à partir des recettes de trentièmes : « *sive per liberum boum pulsum, seu parata pecunia* ».)

La mesure et les proportions de tous ces phénomènes doivent être éclairées par des recherches ultérieures.

Au sujet des caractéristiques intérieures de quelques seigneuries – hormis les Zrínyi dont l'activité exportatrice se dirige vers le Sud-Ouest et ne se trouve donc pas dans les relevés reflétant les échanges vers l'Ouest et le Nord-Ouest –, nous n'avons pas d'informations sur un commerce extérieur de volume vraiment important exercé par la noblesse, à la suite duquel un noble aurait été taxé de plusieurs milliers de florins. Il paraît que la mesure des abus des nobles pendant le XVII[e] siècle ne dépassait pas la mesure des franchises de douane des bourgeois pendant le XVI[e] siècle. En tout cas, le changement de place est très caractéristique. De plus, les commerçants bourgeois du XVI[e] siècle recevaient leur franchise contre des prêts effectifs donnés à la Chambre ou contre leurs livraisons, tandis que'au XVII[e] siècle, les nobles s'efforçaient d'exploiter leur franchise, se référant à leurs prérogatives, sans vouloir donner de contrepartie. Au milieu du XVII[e] siècle, nous avons certains points de repère concernant la mesure du commerce en franchise des nobles. Consultant l'écart qui sépare la somme provenant du demi-trentième (depuis 1635)* payé également par les nobles et par les bourgeois jouissant des franchises et le trentième entier, nous pouvons en tirer des conclusions : le demi-trentième était de 15 à 20 pour cent plus haut que ne l'aurait été la moitié du trentième entier ordinaire de la même année.

Quant aux tarifs de douane, nous avons des informations précises. Après les différents essais de réglementation – quelquefois irréels – des années 1540–50, en 1562 un tarif de douane est né qui resta valable pendant un siècle.[18] Ce n'est qu'en 1612 qu'un nouveau règlement douanier – déjà imprimé – fut édité.[19] En faisant la comparaison entre les postes du tarif douanier, nous pouvons constater l'accord presque parfait des deux tarifs. Ils n'étaient pas augmentés bien que les prix sur le marché changent beaucoup à la suite de la révolution des prix.

Pour un bœuf ou un cheval il fallait toujours verser 1,5 florins. Les tarifs de douane du vin, des cuirs, des métaux, des minéraux et même des textiles n'étaient, eux non plus, pas élevés. Il n'y a qu'une seule différence remarquable: en 1562, on établit 10 deniers de droit de douane sur une pièce de drap morave, en 1612, on différencia une variante ordinaire et une variante fine et on dut payer pour la première 13 deniers, pour la meilleure 25. Les tarifs de douane invariables restèrent valables jusqu'en 1656, quand le Vectigal Regium Reformatum fut édité. Ce document fut imprimé plusieurs fois durant un demi-siècle, mais toujours sous une forme inva-

*En dehors du trentième habituel on introduisit le « demi-trentième », destiné aux besoins des châteaux forts; en principe, les produits allodiaux des nobles étaient aussi assujettis à cette nouvelle douane.

[18] Archives Nationales E 554. Városi és Kamarai iratok, Fol. Lat. 928. Limitatio nova vectigalium pro tricesimis Regni Hungariae. Győző Ember a eu la bonté de me laisser m'informer dans des documents dépouillés par lui; à ce propos, je l'en remercie de nouveau.

[19] Vectigal Regium, Posonii 1612. Régi Magyar Könyvtár (Bibliothèque de la Hongrie ancienne = RMK) II. 349.

riable.[20] Les tarifs de douane de l'année 1656 ne modifiaient pas les droits de douane sur les animaux vivants, bovins ou chevaux. Le droit de douane de nombreux articles augmenta de 50 à 100 pour cent, puisque le vectigal ancien était resté bien inférieur aux prix du marché. Il déterminait également le tarif de douane d'un grand nombre d'articles récemment parus sur le marché, en premier lieu celui des textiles que nous n'avions pas rencontrés jusqu'ici. Mais ce dernier règlement du tarif de douane ne concerne pas nos recherches relatives à la première moitié du XVII[e] siècle. En tout cas, nous pouvons constater que les tarifs de douane sont restés tout à fait immobiles, indépendamment des prix du marché, de 1562 à 1656. (Par conséquent, pendant près d'un siècle, les mêmes quantités des mêmes articles coûtaient les mêmes droits de douane.)

Pour l'époque examinée et vu cette importante conclusion, la somme des recettes provenant des trentièmes refléterait presque exactement les modifications quantitatives des échanges si la composition de la totalité des marchandises constituant l'exportation et l'importation, c'est-à-dire la proportion des bovins, des textiles, du vin et d'autres articles, avait été invariable. Cette dernière hypothèse ne peut être prouvée parce que nous ne connaissons les espèces des articles que sporadiquement, de très peu d'années et seulement de quelques offices des trentièmes. Seuls les registres de douane détaillés de l'année 1542 rendent possible un examen complexe, mais, après 1542, les échanges augmentent de façon vertigineuse. Reste à savoir s'il nous est permis de supposer que l'augmentation des échanges et ensuite leur régression se firent dans les mêmes proportions dans tous les domaines. La réponse serait non. Peut-être sommes-nous près de la vérité si nous supposons qu'à l'époque étudiée, il ne s'effectuait pas de changement *fondamental* dans le domaine de la composition des articles; mais, par contre, des modifications remarquables pouvaient se produire. Tout nous laisse supposer que pendant la première moitié du XVII[e] siècle, ce fut surtout l'exportation de bovins qui diminua d'une façon importante, mais parmi les articles industriels, de nombreux produits nouveaux apparurent. De ces réflexions, nous pouvons tirer la conclusion que les changements dans la somme des recettes provenant de la douane pendant l'époque examinée, – s'ils ne reflètent pas très exactement les mouvements quantitatifs des échanges, – nous en informent approximativement quand même. En tout cas, ils indiquent le minimum des échanges, qui étaient toujours supérieurs comme le montrent les recettes de douane. Ainsi, – après avoir effectué des estimations modestes –, nous avançons l'hypothèse que pendant les décades de paix de la première moitié du XVII[e] siècle, les échanges avaient diminué de 50 pour cent en comparaison des années où ils atteignaient leur maximum au siècle précédent.

La régression des échanges internationaux ne s'était pas effectuée dans toutes les directions. Le problème fondamental fut le commerce dirigé vers le Nord-Ouest. Le pouvoir d'achat des consommateurs les plus importants, des commerçants sud-allemands, s'était affaibli, puisqu'ils étaient eux-mêmes aussi sinistrés par le déplacement des routes internationales du commerce.

[20] Le plus ancien, en 1676, à Pozsony : RMK II. 1388, en 1690, à Lőcse : RMK II. 1666; ensuite, en 1693, 1698 et 1711 à Nagyszombat : RMK II. 1759., 1942. et 2431.

A certains endroits, les ravages de la guerre de Trente Ans ruinèrent ce marché jusqu'à la catastrophe. Les habitudes alimentaires des habitants qui s'appauvrissaient changèrent également; dans leur menu, la viande fut remplacée par des plats moins onéreux des soupes ou des aliments à base de farine.[21]

Selon le témoignage des recettes provenant des trentièmes, la quantité des échanges dirigés vers le Nord n'avait pas régressé; de plus, la quantité d'articles exportés par les bourgeois de Lőcse augmenta beaucoup pendant une certaine période; mais il faut avouer qu'ensuite elle s'amoindrit. En tout cas, il est très intéressant de noter que, tandis que la bourgeoisie allemande avait restreint sa consommation de viande, la société polonaise qui traversait également une très forte crise, ne diminuait pas mais, selon les données, augmentait ses importations de vin hongrois. En contrepartie, des textiles moraves et silésiens, des outils en métal arrivaient dans notre pays en quantité toujours accrue. Remarquons que les échanges des produits miniers continuent à ne pas être reflétés dans les enregistrements, puisque dans des statistiques douanières sporadiques, nous ne rencontrons que des livraisons minimes par des commerçants au détail. Les grands entrepreneurs miniers continuaient à exporter en franchise, selon les accords privés conclus avec la Chambre.

A l'aide du grand nombre de recettes provenant des trentièmes récemment mis au jour, nous pouvons suivre bien plus aisément les modifications dans les échanges que nous ne l'avions fait auparavant, même dans les cas où nous avons besoin de recherches continues pour pouvoir déterminer la mesure de la franchise. Mais la composition des articles ne nous est pas rendue plus évidente par ces sources. Dans son étude la plus récente, László Makkai a tenté de reconstruire la composition d'articles des échanges commerciaux sous un autre aspect, partant des chiffres relatifs à la quantité d'exportation des bestiaux.[22] Parmi les données relatives au dernier tiers du XVI^e siècle, c'est-à-dire à l'époque de la plus forte conjoncture, certaines nous affirment que par le pont de Neuhäusel 82 282 bovins furent menés vers l'Ouest.[23] Ces animaux provenaient presque sans exception des territoires occupés par les Turcs. Ces bovins étaient sans aucun doute tarifés à Vác; ils ne franchissaient pas le Danube, étaient dirigés vers le Nord et, dans la majorité des cas, arrivaient aux marchés de Moravie (à Auspitz). D'autres sources, même turques, prouvent également que le nombre des animaux menés de la Grande Plaine hongroise vers les territoires du royaume de Hongrie était grand.[24] La région de la Kiskunság qui produisait 80 pour cent des

[21] W. Abel, Wandlungen des Fleischverbrauchs und der Fleischversorgung in Deutschland seit dem ausgehenden Mittelalter. Berichte über Landwirtschaft, Neue Folge Band XXII Heft 3. *Zeitschrift für Agrarpolitik und Landwirtschaft.* 1937. pp. 425 et squ.

[22] L. Makkai, Das Kerngebiet des Königreichs Ungarn (sous presse). *In : Europäische Sozial- und Wirtschaftsgeschichte.* Hrsg. von H. Kellenbenz.

[23] Publié par S. Takács, *In : Magyar Gazdaságtört. Szemle* 1897. p. 193 et squ.

[24] Gy. Káldy-Nagy, Statistische Angaben über den Warenverkehr des türkischen Eroberungsgebietes in Ungarn mit dem Westen in den Jahren 1560–1564. *Annales Universitatis Budapestinensis Sectio Historica* 1970; E. Vass, Türkische Beiträge zur Handelsgeschichte der Stadt Vác (Waitzen) aus dem 16. Jahrhundert. *Acta Orientalia* XXIV (1971).

animaux, s'étendait entre le Danube et la Tisza. Les animaux originaires de cette région parvenaient à Vác sans franchir les fleuves par les passages. L'autre territoire notable du point de vue de l'élevage, la Nagykunság, s'étendait sur la rive gauche de la Tisza, de la ville de Debrecen à Szolnok. Les bovins de cette région devaient franchir la Tisza, dans la plupart des cas à Szolnok, mais empruntaient également le passage de Tokaj.[25] Les animaux quittaient la Grande Plaine non seulement par Vác, mais aussi par de grands passages sur le Danube comme Ráckeve, Dunaföldvár et Bát.

László Makkai, après avoir résumé toutes ces données fragmentaires et après les avoir complétées par déduction, estime qu'au cours des années 1570, 80 000, et au cours des années 1580, 120 à 150 000 animaux furent menés vers l'Ouest depuis les territoires occupés par les Turcs. Il n'exagère pas quand il parle de l'exportation de 200 000 bovins pendant les années exceptionnellement bonnes.[26]

Cette importante quantité de têtes de bétail venait véritablement de Hongrie. A propos des bœufs utilisés comme marchandise de transit, venant d'ailleurs de Moldavie et de Valachie, les commerçants italiens qui étaient en l'occurrence les meilleurs connaisseurs, déclarèrent qu'ils constituaient un «negozio insolito et inconsueto».[27] La majeure partie des bétês arrivait en Autriche, en Allemagne et en Moravie, mais elles atteignaient également l'Italie : entre 1577 et 1583 une moyenne annuelle de 17 225 bovins, entre 1593 et 1597 22 000 en moyenne, et entre 1624 et 1647, une moyenne de 15 000 bovins furent menés à Venise. (Les chiffres du XVI[e] siècle contiennent également les animaux dirigés sur la «terra ferma».) Toutes ces données une fois réunies, László Makkai tire la conclusion suivante quant à la composition des articles : si nous comptons 120 000 bovins, vers 1575, pour un droit de douane de 1,5 florins et un prix de 10 florins par tête (ce dernier était vraiment aussi élevé à cette époque), nous calculons une valeur marchande de 1 200 000 et des droits de douane de 180 000 florins. En déduisant de cette somme la recette de douane qui, selon les calculs, donne 365 000 florins au maximum, il reste 185 000 florins pour les autres articles. Pour ces derniers, nous pouvons donc imaginer que les droits de douane approchaient d'environ 5 pour cent de la valeur marchande, conformément aux règlements; dans ce cas nous obtenons une valeur marchande d'à peu près 3 700 000 florins. Le cuivre n'est pas inclus dans ce total puisqu'il était exporté dans la majorité des cas autrement que par l'office de douane. Par contre, le vin (dont la région viticole occidentale de Sopron-Ruszt, Pozsony, Szentgyörgy a exporté 200 000 hectolitres surtout en Bohême et en Silésie, en quantité moins grande, en Pologne) représente une partie importante de cette somme. La région de Tokaj, elle, a exporté 30 000

[25] I. Szabó, A tokaji rév és Debrecen. (Le passage de Tokaj et Debrecen.) *In : Debreceni Képes Kalendárium* 1934; A. Horváth, The Cattle Trade of a Hungarian Town (Szolnok) in the period of Turkish Domination. *Studia Turcica* 1973.

[26] L. Makkai, Der ungarische Viehhandel 1550–1650. *In : Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450–1650.* Ed.s I. Bog. Köln–Wien 1971; H. Prickler, Das Volumen des westlichen ungarischen Aussenhandels vom 16., Jh. bis 1700. *In : Die wirtschaftlichen Auswirkungen* . . . passim.

[27] U. Tucci, L'Ungheria e gli approvigionamenti veneziani di bovini nel Cinquecento. *In : Rapporti Veneto–Ungheresi all' epoca del Rinascimento.* Budapest 1975.

hectolitres de vin, surtout en Pologne, mais dans d'autres pays également.[28] Vers 1575, un hectolitre de vin coûtait une dizaine de florins, ce qui nous permet d'estimer la valeur totale du vin exporté à 500 000 florins. Mais, supposant une exportation de vin et de bovins remarquablement plus grande, il nous reste encore environ une valeur de deux millions de florins de droits de douane à l'importation.

Les textiles rapportèrent probablement la majeure partie de cette somme – environ 70 pour cent – et les autres articles comme les outils en métal, les marchandises de Nurenberg et les épices, 30 pour cent. Nous disposons d'une masse de données prouvant l'importation et la présence de draps italiens, anglais, sud-allemands – et, de plus en plus, moraves –, dans le pays. Une certaine partie de ces marchandises était transportée sur des territoires occupés par les Turcs. La quantité des outils en métal augmentait rapidement. D'autre part, des marchandises parvenaient en grande quantité du Sud, des territoires turcs, en premier lieu pour l'approvisionnement des garnisons. On fournissait surtout du blé, (entre 1570 et 1580, environ 50 000 quintaux par année), mais également un volume moins important de riz, d'huile, de citrons, d'oranges, de café et d'épices.[29] Tous les calculs relatifs à la composition d'articles ne sont naturellement qu'approximatifs, et servent à déterminer leur ordre de grandeur. Sans aucun doute, notre commerce extérieur était extrêmement actif, même si nous avons omis l'exportation des produits miniers.

La dépression du XVII[e] siècle atteignit également la Hongrie comme le prouve la diminution dans les recettes des douanes. Nous avons déjà mentionné que la dépression caractérisait surtout les échanges dirigés vers l'Ouest et le Nord-Ouest. Etant donné que nous y exportions en premier lieu des bovins, c'est l'exportation de ces animaux qui fut, par conséquent, remarquablement touchée. Cela est d'ailleurs confirmé par des données isolées. La demande pour les bêtes de boucherie se réduisit et par suite des variations de prix sur les marchés – national et international –, le profit réalisable baissa également. Les achats des commerçants devenaient souvent déficitaires ou assuraient un gain minimal.[30] La littérature la moins récente s'y rapportant mentionne déjà la ruine des commerçants, mais elle attribue ce phénomène surtout à l'activité des Habsbourg. Quant à nous, nous sommes d'avis que les directives de la Cour autrichienne ne pouvaient nuire de façon notable au commerce extérieur hongrois jusqu'au milieu du XVII[e] siècle. Le mouvement des échanges internationaux était plutôt influencé par la dépression internationale, par l'importance accrue de la noblesse, par certains ravages guerriers (ici nous pensons en premier lieu à la guerre de Quinze Ans), et enfin, par la taxation toujours augmentée de la part des Turcs. Par exemple, les deux derniers motifs précités entraînèrent la ruine de plusieurs bourgades

[28] Confronter avec les données relatives au commerce de vin de la note 3.

[29] L. Fekete, *Budai török számadáskönyvek.* Budapest 1962, pp. 562–563.

[30] L. Makkai: Zákány Péter magyaróvári tőzsér bevételi és kiadási naplója 1630–39-ből. (Le livre de recettes et dépenses de Péter Zákány, commerçant de Magyaróvár à partir de 1630–39). *Agrártörténeti Szemle I.* (1957), 3–4; V. Zimányi, Adalékok a Batthyányak XVII. századi marhakereskedésének történetéhez (Remarques sur l'histoire du commerce de bovins de la famille de Batthyány au XVII[e] siècle.) *Agrártörténeti Szemle* III. (1961).

de la Transdanubie méridionale. L'exportation en baisse, l'importance toujours accrue de la noblesse, la dépression de l'élevage spécialisé et de la vente des animaux avaient comme conséquences le déclin de l'ensemble du marché national, la diminution de la division du travail, et le renforcement des tendances autarciques. La noblesse s'efforçait de renvoyer les conséquences de difficultés multipliées aux serfs, en augmentant les propriétés allodiales, ce qui entraînait l'accroissement de la corvée et des prestations en espèces, en instituant le système d'achats et de ventes forcés. La noblesse tâchait d'assurer ses propres possibilités de vente qui étaient également en danger, et de garder intact le niveau de ses anciens revenus. L'affaiblissement de la production marchande des paysans amenait, après un certain temps, l'affaiblissement de la production marchande des nobles. Les tendances qui avaient pour but de transformer certains grands domaines seigneuriaux en zones de marché fermé se renforcèrent, ce qui signifie un grand recul comparativement au niveau atteint par le marché national au cours du XVI[e] siècle.[31]

Mais dans d'autres domaines de la vie à cette époque, les formes de l'économie naturelle passèrent également au premier plan. Tandis que le budget de l'Etat des Habsbourg – qui, lui non plus, n'était pas moderne –, pouvait supporter dans une certaine mesure les soldats des confins militaires au cours du XVI[e] siècle, au XVII[e] siècle, le système militaire entier était en état de décomposition. Les soldats non payés commencèrent à cultiver la terre et à s'occuper de viticulture, dans les alentours des châteaux forts des confins, beaucoup plus intensivement que jusqu'alors. Ainsi se constituait la classe des paysans – soldats en partie ou entièrement francs –, en compensation des services militaires. Ce phénomène eut pour résultat que les soldats des confins militaires, au lieu d'acheter le vin et le blé, commencèrent à en produire de façon autonome, et ils contribuèrent ainsi à diminuer la circulation monétaire et à rétrécir le marché national. La formation des villes franches d'Haïdouks amoindrissait les recettes seigneuriales, donc le superflu du domaine vendable au marché : ce processus joua également son rôle dans la tendance de rétrécissement du marché. Les bourgeois des villes se tournaient aussi de plus en plus vers l'économie allodiale, ils achetaient de plus en plus de terres et de vignobles, et intensifiaient ainsi leur propre autarcie.[32] Les événements économiques de la première moitié du XVII[e] siècle menaient, par des effets réciproques multiples, non seulement à la diminution ou au déclin du marché extérieur, mais aussi à celle des échanges nationaux.

Le processus entier aurait pû être influencé par les circonstances spéciales en Hongrie, comme la présence des Turcs, ou l'opposition de plus en plus forte de l'Etat des Habsbourg et des Etats hongrois, mais, à l'époque examinée, l'activité d'exportation agraire des pays de l'Europe centro-orientale appartenant à la troisième zone,

[31] Zs. P. Pach, *Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV–XVII. században.* (Développement agraire en Europe occidentale et en Hongrie au cours des XV[e]–XVII[e] siècles.) Budapest 1963, pp. 241, 244–245.

[32] V. Zimányi, *Magyarország az európai gazdaságban.* (La Hongrie dans le cadre de l'économie européenne.) Budapest 1976, p. 111.

perdait de son importance internationale. L'économie mondiale capitaliste en voie de développement utilisait et ralliait les pays de cette zone comme expéditeurs d'aliments et de matières premières tant qu'ils en avaient besoin pour intensifier leur propre développement. Quant à l'Ouest, une nouvelle période de progression s'accomplissait. Ces pays ne montrèrent que peu d'intérêt à ces régions pendant longtemps; leur attention était tournée vers d'autres territoires, surtout vers les colonies qui, à cette époque, entraient également dans une nouvelle phase de croissance.[33]

[33] Zs. P. Pach, Diminishing Share of East-Central-Europe in the 17th Century International Trade. *Acta Historica* XVI (1970), 3–4.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Zsigmond Pál Pach

LE COMMERCE DU LEVANT ET LA HONGRIE AU XVI^e SIÈCLE

Depuis la parution en 1879 de l'ouvrage classique de *Wilhelm Heyd, Die Geschichte des Levantehandels im Mittelalter,* jusqu'aux années trente, l'acceptation pratiquement générale de deux conceptions a caractérisé l'historiographie hongroise et étrangère sur le commerce du Levant à la fin du Moyen Age et au début des temps modernes.

L'une de ces conceptions courantes portait sur les *XIV^e et XV^e siècles.* On peut en résumer l'essentiel en disant qu'à partir de la seconde moitié du XIII^e siècle, c'est-à-dire à partir de la naissance de l'hégémonie vénétienne dans le commerce levantin, les épices des Indes, les « articles du Levant » ne sont parvenus en Hongrie que par le commerce méditerranéen de Venise, *venant de l'Ouest* – et plus précisément soit directement des côtes de l'Adriatique, soit indirectement, en passant par Vienne. Par contre, c'est du moins ce qu'affirmaient les tenants de la conception qui nous occupe, les sources ne permettaient pas de prouver que des articles levantins et des épices aient été introduits à cette époque en Hongrie *à partir de l'Est,* en provenance des côtes de la Mer Noire. Les historiographes hongrois (*Dezső Csánki, Sándor Domanovszky, Ambrus Pleidell, Antal Fekete Nagy,* etc.) qui mirent au point cette conception écartant purement et simplement la possibilité qu'il y ait eu aux *XIV^e et XV^e siècles,* entre le Levant et la Hongrie, des échanges commerciaux directs par la terre ferme, se sont également efforcés de soutenir leur thèse en se référant aux travaux de *Wilhelm Heyd,* d'une manière, disons-le tout de suite, entièrement non-fondée, puisque le chercheur allemand prit position *contre* la thèse d'un itinéraire hongrois du commerce levantin, contre la « légende » (le terme est de *Franz Bastian*) du commerce danubien du début du Moyen Age, *non pas* en ce qui concerne les XIV^e et XV^e siècles, mais bien pour ce qui est de la période *précédente,* c'est-à-dire la période du XI^e au XIII^e siècles.

L'autre conception courante avancée par l'historiographie hongroise d'alors sur le commerce levantin portait sur les changements intervenus au *XVI^e siècle.* cette thèse voulait qu'à partir de la fin du XV^e et du début du XVI^e siècles, c'est-à-dire à dater de l'ouverture de la route maritime vers les Indes en contournant l'Afrique et à partir, également, de la conquête ottomane de la Syrie et de l'Egypte, les itinéraires traditionnels du commerce levantin médiéval aient été supprimés; le transport des épices orientales et des marchandises des Indes s'effectuèrent dès lors par la route con-

tournant le Cap de Bonne-Espérance : c'est exclusivement par cette route que les épices orientales parvinrent en Europe de l'Ouest, et c'est à partir de là, à partir des côtes de l'Atlantique (et donc une fois de plus *à partir de l'Ouest uniquement*) qu'elles étaient envoyées en Europe Orientale, et notamment en Hongrie. Les tenants de cette conception se réclamèrent eux aussi de *Wilhelm Heyd,* mais cette fois avec raison. En effet, Heyd considérait l'apparition des Portugais aux Indes à la fin du XV^e^ et au début du XVI^e^ siècle et la conquête ottomane de la Syrie et de l'Egypte en 1516/17 comme une « double catastrophe finale » pour le commerce levantin du Moyen Age.

En ce qui concerne la *première* de ces conceptions, celle qui porte sur les XIV^e^ et XV^e^ siècles, bien que le Hongrois *Dénes Huszti* ait exprimé dès 1941 des doutes à son égard, il a fallu attendre jusqu'à ces dernières années pour que la question soit examinée à fond. C'est la raison pour laquelle je résumerai brièvement dans la *première* partie de ma conférence les résultats – en partie publiés – de mes recherches sur le sujet.

Pour ce qui est de la *seconde* conception, qui touche aux changements intervenus au XVI^e^ siècle, l'historiographie économique internationale l'a soumise depuis les années trente à une révision approfondie, qui a marqué un véritable tournant. Dans «*Venetian Shipping during the Commercial Revolution*» et «*The Mediterranean Spice Trade : Further Evidence of its Revival in the Sixteenth Century*» (1933 et 1940), le savant américain *Frederic C. Lane* a démontré que l'apparition des Portugais aux Indes *n'a pas* entraîné de déclin définitif du commerce des épices du Levant. Après la crise qui marqua les premières décennies du XVI^e^ siècle, la circulation des épices redevint prospère sur les routes traditionnelles du Levant, malgré tous les obstacles qu'y mirent les Portugais. Non seulement l'Egypte participa à cette renaissance (dont le sommet coïncida avec les années 1560/70), mais ce fut également le cas de la Syrie, d'où Venise importa à nouveau en grandes quantités du poivre et différentes autres épices qu'elle envoyait sur les marchés européens. Tant pour les *Vénétiens* que pour les *Portugais,* c'est la pénétration des Hollandais et des Anglais dans l'Océan Indien qui représenta la catastrophe finale – mais seulement dans les premières décennies du *XVII^e^ siècle.* Les travaux de *F. C. Lane* ont été complétés depuis par d'autres recherches effectuées par *V. Magelhães-Godinho, Fernand Braudel,* etc.

Elles permettent toutes de considérer comme certain que le poivre « méditerranéen » (acheminé par le Levant) et le poivre «atlantique» (acheminé à Lisbonne en contournant l'Afrique, puis à Anvers) se livraient encore une concurrence considérable sur les marchés européens au *XVI^e^ siècle,* et que c'est seulement le *XVII^e^ siècle* qui vit la victoire finale des denrées «atlantiques», époque à laquelle la Hollande et l'Angleterre devinrent également maîtres du marché international des épices.

C'est pourquoi je voudrais rendre compte brièvement dans la *seconde* partie de ma conférence des recherches que j'ai effectuées sur le sujet, d'ailleurs pour la première fois : les changement intervenus aux *XVI^e^ et XVII^e^ siècles* dans le commerce *international* se reflètent-ils (et, si oui, comment ?) dans le commerce de la *Hongrie* avec le Levant et, plus précisément, dans l'approvisionnement en épices du marché hongrois ?

1.

Voyons donc de plus près la première thèse. Est-il exact qu'aux *XIV^e et XV^e siècles,* les épices orientales ne soient parvenues en Hongrie que par le commerce méditerranéen de *Venise,* à partir de l'*Ouest*? Les historiens pour qui les sources ne permettent pas de prouver que des épices et des articles levantins aient *aussi* été introduits en Hongrie à cette époque en provenance de l'*Est* et de la région de la Mer Noire ont-ils raison ?

Les travaux que j'ai effectués me permettent de répondre par la *négative.* Dès le troisième tiers du XIV^e siècle et le premier du XV^e siècle, toute une série de sources en latin et en langue slave (valacho-bulgare) provenant de Transylvanie et de Valachie nous apprennent d'une manière incontestable – et qui plus est régulièrement, en un flot ininterrompu – que du poivre, du safran et d'autres « marchandises maritimes » étaient importées de la région de la Mer Noire en Transylvanie, en passant par la Valachie, dans les villes allemandes (saxonnes) de Transylvanie, principalement à Brassó (Kronstadt, Braşov) et à Nagyszeben (Hermannstadt, Sibiu). Ces documents permettent aussi de retracer exactement l'itinéraire suivi par ces marchandises. Comme nous l'apprend un document daté de 1412, les épices et les articles orientaux qui étaient apportés de la région de la Mer Noire par des marchands sarrasins (Musulmans) : « *per Sarracenos asportantur* », provenant surtout, parmi les ports de la Mer Noire, de l'une des colonies gênoises, celle de Chilia, parvenaient à Brassó en passant par Brăila, Tîrguşor (à côté de Ploeşti), Tirgovişte, Dîmboviţa, Rucăr (à côté de Cîmpulung) – et ce, au cours du premier tiers du XV^e siècle, essentiellement par l'intermédiaire de commerçants saxons de Brassó. Au cours des années quarante et cinquante du XV^e siècle, en dépit de la pression de plus en plus forte des conquérants ottomans, nous rencontrons souvent sur le même itinéraire (Jean Hunyadi devait d'ailleurs emprunter la même route pour envoyer en 1453/54 des armes à Chilia, menacée par les Turcs[1]) des marchands de Brassó cherchant en Valachie du drap ou des articles de ferronnerie, ou bien revenant des côtes de la Mer Noire *(venientes de marinis partibus),* notamment avec des chargements de poivre, d'autres épices et de différentes marchandises du Levant.

En ce qui concerne l'itinéraire *ultérieur* des épices importées de la région de la Mer Noire dans les villes saxonnes de Transylvanie, des sources du XV^e siècle et du début

[1] G. Fejér, *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis,* IX, 2, Budae 1833, p. 688; IX, 4, Budae 1834, pp. 148–150; J. Bogdan, *Documente şi regeste privitoare la relaţiile Ţării Rumîneşti cu Braşovul şi Ungaria in secolul XV şi XVI.* (Documents et registres de la relation de Havasalföld avec Brassó et la Hongrie au XV^e–XVI^e s.) Bucureşti 1902, pp. 3–5, 9–10, 12–23, 49–50, 52–53, 59–62; Fr. Zimmermann–C. Werner–G. Müller, *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen,* III, Hermannstadt 1902, pp. 544–547; G. Gündisch, *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen,* IV, Hermannstadt 1937, pp. 102–103, 149–151, 170–173, 222–228, 365–367, 373–374, 425–429, 609–619, 626–628; G. Gündisch, *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen,* V, Bukarest 1975, pp. 8–10, 74, 90–91, 164, 227–228, 352, 441–442, 509–510, 581; etc.

du XVI[e] permettent de s'en faire une idée exacte. Les chargements de poivre des commerçants saxons de Transylvanie étaient envoyés de Brassó à *Nagyvárad* (Grosswardein, Oradea), et de là, par d'autres intermédiaires, le gros allait à *Kassa* (Kaschau, Košice). Parmi les sources utilisées, mentionnons seulement les « Registres » de la *Handelsgesellschaft* de Kassa pour les années 1502/1503, selon lesquels l'essentiel de l'activité de la société de *Kassa* consistait à se procurer du *drap* à *Cracovie*; elle vendait la plus grande partie de ce drap à *Nagyvárad*, surtout à des marchands de *Brassó* et d'autres villes de Transylvanie, à qui elle achetait en revanche du *poivre*. En outre, il est également vraisemblable qu'une partie des chargements de poivre provenant de la région de la Mer Noire était envoyée de Nagyvárad à la capitale du pays, *Buda* (Ofen), qui représentait au XV[e] siècle un important marché pour les épices orientales, mais qui recevait surtout son approvisionnement de l'Adriatique, par le truchement de Vienne.[2]

Le fait que l'avance turque (la chute de Constantinople en 1453, la main-mise turque sur les colonies gênoises en Mer Noire, dont Chilia en 1484) n'ait pas eu pour résultat d'anéantir avant la fin du XV[e] et le début du XVI[e] siècles la route des épices allant de la Mer Noire à la Hongrie en passant par la Valachie et la Transylvanie est démontré par deux sources de grande valeur, à savoir les *registres de la douane de Nagyszeben pour 1500 et de la douane de Brassó pour 1503.*[3]

Selon leur témoignage, l'essentiel des *exportations* de la Transylvanie vers la Valachie était constitué par les différentes sortes de drap occidentales (drap des Pays-Bas, de l'Allemagne du Sud et de Silésie) et par les articles de quincaillerie (couteaux « styriens » et autres). Les *importations*, extrêmement variées, portaient notamment sur le bétail vivant et le poisson de Valachie, dont la valeur était de loin dominée par celle des textiles en provenance de l'empire ottoman; la première place revient cependant incontestablement (à la fin du XV[e] et au début du XVI[e] siècles aussi !) aux épices orientales, et surtout au *poivre*. Et si nous nous occupons de plus près du poivre, nous découvrons ce qui suit : A la douane de *Nagyszeben*, en 1500, deux marchands de Valachie seulement (de Curtea de Argeş) passèrent au total 105 quintaux trois quarts de poivre, pour une valeur de 4 120,5 florins-or. A la douane de *Brassó*, en 1503, six marchands saxons de la ville *(mercatores magni seu grandi)*, pour la plupart membres de la *Handelsgesellschaft (societas magna)* de Brassó, passèrent au total 98 quintaux trois quarts de poivre, pour une valeur de 4 043 florins-or deux tiers. Cependant, ce sont surtout des marchands valaques et moldaves qui introduisirent dans la ville le précieux poivre : au nombre de 46 et venant principalement de Tîrguşor, de

[2] Gy. Kerekes, A kassai kereskedelmi társaság följegyzései, 1502 és 1503 (Notes de la société de commerce de Kassa pour 1502 et 1503), *Magyar Gazdaságtörténelmi Szemle* (= MGSz), 1902, pp. 106–117; *Das Ofner Stadtrecht.* Eine deutschsprachige Rechtssammlung des 15. Jahrhunderts aus Ungarn, Herausgegeben von K. Mollay, Budapest 1959, pp. 100, 192–193.

[3] *Quellen zur Geschichte Siebenbürgens aus sächsischen Archiven*, I. *Rechnungen aus dem Archiv der Stadt Hermannstadt und der sächsischen Nation*, I. Hermannstadt, 1880, pp. 270–307; *Quellen zur Geschichte der Stadt Kronstadt in Siebenbürgen*, I. *Rechnungen aus dem Archiv der Stadt Kronstadt*, I, Kronstadt, 1886, pp. 1–81.

Tîrgoviște, de Bucarest et de Suceava, en Moldavie, ils passèrent cette année-là 620,5 quintaux de poivre, pour une valeur totale de 27 843 florins-or. Pour 1503, les importations de poivre totales de la ville de Brassó représentèrent donc 719,25 quintaux, soit une valeur de 31 886 florins-or.

Étant donné que la somme et la proportion des revenus des douanes de Nagyszeben et de Brassó ne changèrent que négligeablement au cours des années en question, il semble raisonnable d'essayer d'additionner les importations de Nagyszeben pour 1500 et celles de Brassó pour 1503. Le résultat obtenu est le suivant : tout à fait au début du XVI[e] siècle, les importations annuelles en poivre de la Transylvanie *à partir de la Mer Noire* en passant par la Valachie atteignaient environ *825 quintaux*, pour une valeur de plus de 36 000 florins-or. Converti en quintaux-kilogramme, cela représente de *486 à 494 quintaux métriques.*

On peut déduire plusieurs conclusions importantes de ces données, dont nous ne mentionnerons ici que trois :

1. Un changement important s'est produit à la fin du XV[e] et au début du XVI[e] siècle dans la répartition des *intermédiaires* dans l'importation en Transylvanie d'épices venues de la région de la Mer Noire. Alors qu'au cours du premier tiers du XV[e] siècle, cette importation passait encore dans une proportion considérable par les mains de commerçants saxons de Brassó (cf. plus haut), les marchands saxons de Transylvanie ne participèrent plus qu'à raison de 12 % à l'importation de poivre à la fin du siècle et au début du suivant; par contre, les intermédiaires pour les 88 % restants étaient des Valaques et des Moldaves.

2. On peut considérer comme très importante du point de vue du marché transylvanien et hongrois l'importation d'épices venant de la région de la Mer Noire, et donc *de l'Est*: on peut considérer qu'elle était beaucoup *plus importante* que l'importation d'épices en provenance de l'Ouest, plus précisément des côtes de l'Adriatique. A ce point de vue, il est caractéristique que quelques décennies plus tôt, au cours de l'année 1457/58, le grand centre commercial et principal poste de douane de la frontière occidentale du pays qu'était *Pozsony* (Pressbourg, Bratislava – principal poste de douane sur la route des épices partant de Venise pour la Hongrie *via* Vienne) ne vit passer que 166 quintaux deux tiers de poivre, pour une valeur de 5 000 florins-or. En quintal-kilogramme, cette quantité équivaut *à 98 quintaux métriques.*[4]

On voit donc que la quantité de poivre importée de l'*Est*, de la région de la *Mer Noire* (par la route principale, passant par Brassó et Nagyszeben) représentait *près de cinq fois plus* que la quantité de poivre importée de l'*Ouest*, de l'*Adriatique* (par la route principale, passant par Pozsony).

3. La route commerciale allant de la Mer Noire à la Transylvanie par la Valachie et la Moldavie, puis par Nagyvárad, menant à Kassa (et Buda), route qui existait encore à la fin du XV[e] et au début du XVI[e] siècle et jouait un rôle important dans l'appro-

[4] F. Kováts, *Nyugat-Magyarország áruforgalma a XV. században a pozsonyi harmincadkönyv alapján* (Le commerce de la Hongrie occidentale au XV[e] siècle sur la base du Registre de Douanes de Pozsony). Budapest 1902, pp. 78–81.

visionnement en épices du marché transylvanien et du marché hongrois, peut dans un certain sens être comparée à la route marchande du commerce levantin allant de la Mer Noire en Pologne *via Caffa, Lvov et Cracovie.* Tout comme la Pologne, la Hongrie était aussi en rapports commerciaux directs avec la région de la Mer Noire et le Levant à la fin du Moyen Age.

2.

Passons à la *seconde* question : le commerce de la Hongrie avec le Levant reflétait-il (et si oui, comment ?) les grands changements et événements internationaux des *premières décennies du XVI^e siècle,* à savoir la circumnavigation de l'Afrique, l'apparition des Portugais aux Indes, patrie des épices, et la main-mise turque sur les sources d'approvisionnement en épices de Venise, c'est-à-dire la Syrie et l'Egypte ? Les marchandises importées en Hongrie par les itinéraires commerciaux traditionnels du Levant, venues de la *Mer Noire* et de l'*Adriatique* (marchandises vénitiennes), avaient-elles déjà perdu droit de cité dans l'approvisionnement en épices de la Hongrie au *XVI^e siècle,* pour faire place à l'hégémonie des marchandises venues des côtes de l'*Atlantique ?*

Deux points géographiques se révèlent particulièrement aptes à permettre de juger de l'effet des événements du XVI^e siècle sur la Hongrie : Kassa et Buda. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, *Kassa* constituait au XV^e siècle, et même au cours des premières années du XVI^e siècle, le terminus du transport des épices à partir, précisément, de la *Mer Noire.* Quant à *Buda,* comme nous l'avons également mentionné, c'était surtout de l'*Adriatique,* par l'intermédiaire de Venise, de Vienne et de Pozsony.

Différentes sources montrent que le transport des épices orientales à partir de la *Mer Noire* par la Transylvanie et Nagyvárad en direction de *Kassa* se poursuivit pendant un certain temps au XVI^e siècle encore. C'est ainsi que les registres de la douane du comitat de Bihar pour *l'année 1520* nous fournissent des détails, non seulement sur les précieuses marchandises que contenaient les chariots des commerçants saxons de Transylvanie, mais encore sur certaines de leurs étapes sur la route menant à Nagyvárad. En effet, à plusieurs postes de douane du comitat, le long de la « grande route » menant de Transylvanie en Hongrie, les marchands passant avec des chariots couverts fixés avec des cordes *(« currus ligatus »)* (qui étaient ceux transportant les denrées les plus précieuses) devaient payer la douane non seulement en argent, mais aussi en nature, et plus précisément en *poivre.*[5] Les registres des postes de douane de Brassó et de Nagyszeben datant de la première moitié du XVI^e siècle témoignent d'une procédure semblable. Parmi les marchandises d'importation enregistrées à la douane de Nagyszeben en *1540,* les épices orientales constituaient toujours la part du lion (poivre, surtout, et safran).

[5] B. Iványi, Bihar és Bars vármegyék vámhelyei a középkorban (Les postes de douane des comitats de Bihar et de Bars au Moyen Age), *MGSz* 1905, pp. 81–104, 112–127.

Mais le transport des épices sur cette route devait progressivement *se réduire et cesser* au cours du XVI^e siècle. En 1540, déjà, l'importation de poivre était bien inférieure à celle de l'année *1500*. Cette année-là, comme nous l'avons vu plus haut, Nagyszeben vit passer 105 quintaux trois quarts, c'est-à-dire près de *63 quintaux métriques* de poivre, pour une valeur de 4 120,50 florins-or. En *1540*, ces chiffres étaient tombés à *35 quintaux métriques* et 2 000 florins-or environ. Cette réduction se transforma en chute verticale au cours du dernier tiers du siècle : en *1578*, l'importation de poivre à Nagyszeben était de 18 quintaux métriques, et elle avait chuté à 12 quintaux métriques en *1597*. Les importations en provenance de Valachie vers la Transylvanie furent peu à peu dominées par les « turqueries » *(res turcales)*, qui provenaient réellement de l'empire ottoman, et non pas d'Extrême-Orient : des tissus de soie et de coton, des fils, des cuirs, etc., le tout en un éventail extrêmement varié. Parallèlement à ce phénomène, on vit disparaître presque entièrement les articles qui avaient auparavant constitué l'essentiel des *exportations* de la Transylvanie vers la Valachie : draps et articles de ferronnerie venus de l'Ouest, que les marchands transylvaniens se procuraient précisément en partie par l'intermédiaire de Kassa, comme nous l'avons vu plus haut.[6]

Tous ces changements eurent des répercussions très nettes sur l'approvisionnement en épices de Kassa *au milieu du XVI^e siècle*. Alors qu'au XV^e siècle et au début du XVI^e siècle, c'était le poivre importé du *Sud*, de la *Transylvanie*, qui jouait le rôle le plus important, les registres de la douane de Kassa pour l'année 1555 indiquent qu'à cette époque, la ville recevait désormais son poivre du *Nord*, de *Pologne*; et au cours des années 1570, les marchands de Kassa (comme le clerc Gergely Kalmár) se procuraient aussi d'autres épices (safran, gingembre) à *Cracovie*. On assista à d'autres changements au cours des décennies qui suivirent : au début du XVII^e siècle, les marchands de Kassa (par exemple István Almássy) faisaient venir leur poivre et autres épices de l'*Ouest*, et plus précisément de *Vienne*.[7] C'est ainsi que *la transformation de l'approvisionnement de Kassa en épices devint complète par rapport au XV^e siècle*. Et la situation née au début du XVII^e siècle, en l'occurrence l'appui sur le marché viennois, devait se stabiliser pour bien longtemps.

3.

Comment évolua de son côté l'approvisionnement en épices de *Buda* au XVI^e siècle, de Buda qui, auparavant (comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises), faisait surtout venir ses épices de l'Adriatique, de Venise (principalement par le truchement de Vienne et de Pozsony) ?

Au cours des premières décennies du XVI^e siècle, en raison des catastrophes qui déferlèrent sur le commerce de Venise avec le Levant, cette ligne d'approvisionnement

[6] S. Goldenberg, Der Südhandel in den Zollrechnungen von Sibiu (Hermannstadt) im 16. Jahrhundert, *Revue des Etudes Sud-Est Européennes*, 1964, N° 3-4, pp. 385-399.

[7] *MGSz*, 1894, pp. 307-309; 1903, pp. 78-80; 1902, pp. 207-209, 322.

eut visiblement, pour ainsi dire, des ratés. C'est ce dont témoigne, entre autres, un barème des prix des épices de la ville de Buda *(Observatio in speciebus aromaticis et ceteris aliis rebus vendendis)* qui date de quatre ans plus tôt que la défaite de Mohács, puisqu'il est daté de 1522, et dans lequel on trouve une allusion on ne peut plus claire à la *nécessité de mieux assurer à l'avenir (cum tempore melius provideatur)* l'approvisionnement en poivre de la cité.[8]

Quinze ans après la bataille de Mohács, en 1541, Buda tombait aux mains des Turcs, ce qui eut évidemment aussi pour effet de modifier radicalement les conditions du commerce en épices de la ville. Si l'importation de poivre de Vienne à Pozsony se poursuivit même au milieu du XVI[e] siècle (on trouve des indications détaillées sur ce sujet dans les registres pour 1559 de l'octroi de Pozsony),[9] les épices reçues par Pozsony ne parvenaient plus du tout à Buda, occupée par les Turcs. Mais n'assista-t-on pas à cette époque, précisément du fait de l'intégration à l'empire ottoman, à l'ouverture d'*une nouvelle route des épices vers Buda*?

Nous nous trouvons en mesure de répondre à cette question avec précision, car nous disposons de sources importantes datant de la seconde moitié du XVI[e] siècle. Les notes de caisse quotidiennes de l'organisme financier turc du *Munkátaa* pour Pest et Buda pour les années *1550/51, 1571/74* et *1579/80* nous sont en effet parvenues. Etant donné que ces notes portent pour la plupart sur des affaires douanières (précisant qui a apporté quelle quantité de quelle marchandise à la douane, et à combien la taxe à payer se montait), c'est à juste titre que leur éminent publicateur, *Lajos Fekete,* leur a donné le titre de « *Registres douaniers turcs de Buda et de Pest* » *(Budai és pesti török vámnaplók).*[10] Nous avons entrepris d'établir les statistiques ressortant de ces registres, et nous résumerons dans ce qui suit une *partie* de nos résultats *provisoires,* en ce qui concerne les importations d'épices.

1. Dans le premier registre, qui porte sur la période allant *du 19 novembre 1550 au 6 mai 1551,* on ne trouve *pas encore* mention de livraisons d'épices – peut-être parce que le texte en est assez sommaire et que les différentes sortes de marchandises y sont peu détaillées.

2. Par contre, on rencontre un peu partout dans le deuxième registre, qui porte sur la période allant *du 26 février 1571 au 15 février 1572,* soit pratiquement sur un exercice fiscal entier, mention d'importations d'épices, et avant tout de *poivre.* Si l'on tient uniquement compte des données chiffrées sur les quantités de poivre taxées, on obtient une somme de *396 denk.* Etant donné que le *denk* (« un demi chargement à dos de cheval ») représente en poids environ 75 kg, cela revient à un poids de *297 quintaux métriques* environ. Si nous ajoutons à ce chiffre 13 livraisons où la mention de la quantité de poivre introduite dans la ville ne figure pas dans le registre, en

[8] *Történelmi Tár* (= TI) (Archives Historiques), 1889, p. 376.

[9] *MGSz,* 1903, pp. 32–35.

[10] L. Fekete–Gy. Káldy-Nagy, *Budai török számadáskönyvek 1550–1580* (Livres de comptes turcs de Buda pour les années 1550–1580). Budapest 1962, A vámnaplók (Registres douaniers), pp. 13–276.

déduisant la quantité de l'ordre de grandeur de la taxe payée, on peut rallonger ces 297 quintaux métriques de *32 denk*, soit environ *24 quintaux métriques*. En d'autres termes, en 1571/72, en l'espace d'une année, quelque 320 quintaux métriques de poivre *provenant de l'empire ottoman* furent livrés à *Buda*.

3. Le troisième registre, qui porte sur la période allant *du 16 février 1572 au 20 juin 1572*, soit quatre mois seulement, et le quatrième, qui embrasse une période allant *du 4 février 1573 au 20 janvier 1574*, soit, pour l'essentiel, un exercice fiscal entier, témoignent de la poursuite de l'intensification des importations d'épices. En 1572, *en l'espace de quatre mois à peine*, on trouve mention de l'enregistrement de 202 *denk* de poivre, soit à peu près *151,5 quintaux métriques*. Du début de 1573 au début de 1574, en l'espace d'un an, la somme des livraisons dont la quantité est mentionnée atteint *720 denk*, soit environ *540 quintaux métriques*. Si l'on ajoute à ce chiffre la somme supposée des livraisons non chiffrées (environ 10 quintaux métriques), il apparaît que *550 quintaux métriques* de poivre furent introduits à Buda au cours de l'année 1573/74, en provenance de l'empire ottoman. Cette quantité est *beaucoup plus forte* que celle enregistrée au début du siècle dans l'importation de poivre en Transylvanie à partir de la Mer Noire (de 486 à 494 quintaux métriques), et représente *plus de cinq fois et demie* la quantité de poivre importé de l'Adriatique (98 quintaux métriques) sur Pozsony *via* Vienne au milieu du XV^{e} siècle.

4. Quant aux autres résultats obtenus à partir de ces registres de douane, nous ne ferons que les effleurer ici. Nous nous contenterons de mentionner que le poivre et différentes autres épices orientales telles que le gingembre ou le clou de girofle (qui arrivaient principalement en Europe par le port de *Constantinople*) étaient en grande partie directement acheminés à Buda à partir de *Belgrade*, par le Danube, ou en chariots ou à dos de cheval par la route bordant le fleuve. Parmi les intermédiaires, les marchands *musulmans (rendjber)* étaient les plus nombreux; après eux, un rôle important revenait aux marchands *hongrois (zimmi)* et *juifs (yahudi)*. Sur les marchés de Buda (et de Pest), la marchandise changeait partiellement de mains; le reste était emporté par ceux qui l'avaient apportée, vers le territoire de la Hongrie dévolu au roi. On trouve un témoignage de ce dernier exemple dans une lettre adressée en 1589 par le pacha de Buda, Ferhat, au comte Miklós Pálffy, dans laquelle il réclame le paiement de la dette contractée auprès d'un marchand juif de Buda, Jakab, par le capitaine du guet à Komárom, entre autres pour l'achat de poivre et de gingembre.[11]

Tout ce qui précède nous permet de conclure qu'*au milieu du XVI^{e} siècle, on assista effectivement à l'ouverture d'une route marchande nouvelle et prospère permettant l'importation à Buda d'épices venues de l'intérieur de l'empire ottoman*, de Constantinople, principalement *via* Belgrade. Cette conclusion réfute à nouveau la thèse de la « double catastrophe finale » avancée par *Wilhelm Heyd*; par la même occasion, elle renforce les conclusions de *Frederic C. Lane* et d'autres chercheurs, pour qui le commerce des épices, après la crise des premières décennies du XVI^{e} siècle, prit un nouvel essor sur les routes traditionnelles du Levant, essor qui devait culminer au

[11] *TT*, 1881, pp. 693–694.

cours des années 1560–1570. On peut même dire que notre conclusion *complète* celles de Lane, dans la mesure où il apparaît que *Venise ne fut pas seule* à participer à cette renaissance du commerce levantin au milieu du XVI[e] siècle : en effet, de considérables quantités d'épices orientales arrivèrent sur le marché européen en provenance d'Egypte et de Syrie, *en passant par l'empire ottoman,* et plus particulièrement par Constantinople.

4.

Pour terminer, la question se pose de savoir *jusqu'à quand* dura la renaissance que connut au XVI[e] siècle le commerce levantin. Ou, plus exactement : jusqu'à quelle date peut-on démontrer que du poivre et d'autres épices orientales furent importées *en Hongrie* de l'empire ottoman ?

Le cinquième registre douanier turc de Buda qui nous soit parvenu, qui embrasse une période allant *du 21 novembre 1579 au 8 novembre 1580,* soit encore une fois pratiquement un exercice fiscal complet, accuse une nette retombée à cet égard. En l'espace d'un an, il ne mentionne en effet que *139 denk* et *725 vakijje* de poivre taxé à l'entrée de Buda. Si nous convertissons cette quantité, nous obtenons le résultat de *113,5 quintaux métriques* seulement.

Bien entendu, nous ne pouvons savoir si cette grande retombée de 1579/80 par rapport à 1573/74 n'est qu'un phénomène portant sur cette année précise, ou s'il est indicatif d'une tendance générale. Il est certain, par contre, que lorsque le prince de Transylvanie envoya à la Porte, une bonne dizaine d'années plus tard, un ambassadeur en la personne de László Szalánci, celui-ci écrit dans ses notes datées de la fin de 1591 et du début de 1592 que Constantinople était encore alors un marché fort actif des épices. Mais l'ambassadeur ajoute que l'offre est loin d'être uniforme : « Lorsque les vaisseaux ne peuvent naviguer en paix, elles (les épices) coûtent plus cher ».[12]

Et même un quart de siècle plus tard, *en 1615,* on voit mentionner l'envoi *en Hongrie* et *à Vienne* (!) d'épices en provenance de l'empire ottoman comme une pratique ancienne à reprendre après la conclusion de la «longue guerre» et la *signature du premier traité commercial avec les Turcs.* A l'occasion de délibérations tenues en octobre 1615 dans la maison viennoise du commerçant Lázár Henckel, cette pratique était décrite de la manière suivante : les marchands de Pozsony, Komárom, Győr, Vác, Buda, Pest, Tur et Simánd faisaient le voyage de Vienne; là, ils choisissaient les marchandises dont avaient besoin les Turcs, et les transportaient en territoire turc par bateau. Sur place, ils faisaient l'acquisition d'articles turcs (tels que des soies, du coton, des tapis et des *épices* venant de *Constantinople*) et les rapportaient à Vienne. Il est vrai, ajoutent les participants à ces délibérations, que les Viennois pouvaient acheter les mêmes marchandises à des marchands venus de *Venise* (!) et de l'*empire germanique.*[13]

[12] *TT,* 1881, pp. 173–180.

[13] S. Takáts, A dunai hajózás a XVI. és XVII. században (La navigation danubienne aux XVI[e] et XVII[e] siècles), *MGSz,* 1900, pp. 174–175.

Mais cette situation devait connaître un changement radical au cours du demi-siècle qui suivit. Lorsqu'en *1665*, un *deuxième accord commercial fut signé* entre l'empereur et le sultan à l'issue du traité de paix de Vasvár, le vent avait tourné. On peut considérer comme caractéristique à cet égard l'activité de l'*Orientalische Handelskompagnie,* créée sur la base de cet accord, et qui commença en 1667 ses exportations de Vienne sur Constantinople (de Vienne à Belgrade en bateau, puis de Belgrade à Constantinople en chariots). Voyons de plus près le premier fret, qui quitta Vienne en juillet 1667 : (entre autres) *35 quintaux de poivre,* 9 quintaux d'indigo, 50 livres de safran, et 84 livres de fleurs de muscadier, dans une livraison à destination de *Constantinople,* où l'envoi parvint à la fin de l'automne ! Au printemps suivant, on trouve dans l'inventaire *18 quintaux de poivre,* 4 quintaux d'indigo et 3 de gingembre; en février 1672, nouvel envoi comportant *20 quintaux* de poivre, 10 de gingembre et 5 de clous de girofle, *envoyés de Vienne à Constantinople*! Et l'on pourrait énumérer longtemps encore des données similaires. Dans l'envoi *parti de Constantinople pour Vienne* en 1668, date du premier fret d'importation de l'*Orientalische Kompagnie,* on trouve les « turqueries » habituelles . . . sans épices . . .[14]

Ces faits se passent de commentaire. Il est évident qu'au milieu du XVII[e] siècle, *un tournant radical s'était produit dans le commerce international des épices.* Dès lors, ce ne fut plus *de Constantinople* que l'on envoya des épices orientales en Hongrie et à Vienne, mais *de Vienne* à Constantinople, en passant par la Hongrie ! C'est là un symptôme frappant du fait qu'au milieu du XVII[e] siècle, *les routes marchandes traditionnelles du commerce levantin étaient parvenues à un déclin définitif.* Le commerce maritime international des Hollandais et des Anglais accéda à une position de monopole. Dès lors, ceux-ci approvisionnèrent en denrées « atlantiques » tout le marché européen – et même, par l'intermédiaire de Vienne, une partie du Levant.

[14] *MGSz,* 1900, pp. 175–176, 194–196, 202–203, 216. Cf. H. Hassinger, Die erste Wiener orientalische Handelskompagnie 1667–1683, *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte,* 1942, pp. 1–53.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

György Granasztói

LA VILLE DE KASSA DANS LE COMMERCE HUNGARO-POLONAIS AU XVI^e SIÈCLE

Kassa (Košice, Kaschau) est l'un des importants centres industriels et commerciaux de la Tchécoslovaquie actuelle. Elle est la capitale de la Slovaquie de l'Est. C'est à la fin du XIII^e siècle que la colonie de *hospes* obtient ses premiers privilèges; elle acquiert bientôt une situation clé le long d'un des principaux itinéraires du commerce extérieur hongrois vers la Pologne.

Cette route historique, allant de Kassa à Cracovie, passe par la rivière Hernád (Hornad), pour suivre la vallée de la rivière Tarca (Torysa) jusqu'à Eperjes (Prešov). De là, elle bifurque vers le Nord-Est, vers Bártfa (Bardejov), ensuite à l'Est et, touchant Malcó (Malcov) conduit à la vallée de la rivière Poprád. La route longe ensuite cette rivière pour arriver au bord du Dunajec entre Ó- et Új Szandec (Stary et Nowy Sącz). De là, passant par Czhów et Bochina, elle aboutit à Cracovie. Une autre route, plus abrupte, donc moins utilisée, passe au Nord de Bártfa, par Zboró (Zborov) et les Beskides orientales, pour aller à Gorlice et ensuite à Cracovie.

Kassa occupe une position limitrophe entre les Karpathes et la Grande Plaine hongroise, position qui explique som importance géographico-économique de jadis. A l'époque de l'occupation turque s'y ajoute encore son importance stratégique puisque, de là, on peut contrôler les routes conduisant en Transylvanie, vers le Nord et l'Ouest. Depuis le Moyen Age, des murailles entouraient la superficie de la ville, soit près de quarante-cinq hectares, habités au XVI^e siècle par une population bourgeoise de deux mille cinq cents âmes. Dans les faubourgs, en dehors des murailles, vivaient en outre un millier et demi d'habitants.

Dans ce qui suit, nous parlerons du commerce extérieur qu'exerçaient au XVI^e siècle les bourgeois de la ville. Outre les sources documentaires, nous nous sommes servis de quelques sources qui se prêtent à l'analyse quantitative (rôles d'impôts, registres de douane). Malheureusement, les archives de la ville ne conservent pas de sources quantitatives formant de longues séries.

Si nous abordons l'examen de la situation de cette ville sous l'aspect de l'évolution du sort de la Hongrie historique, il est superflu de démontrer que Kassa était bien la ville la plus importante de la région Nord-Est, mais que son évolution, tout comme celle des autres villes du pays, fut bloquée avant même la constitution d'un réseau

cohérent de villes. C'était un centre régional et son importance ne se mesure bien entendu pas à celle des grandes villes les plus proches, Cracovie, Wrocław, Prague, Vienne, ou Buda d'avant 1526. La question qui se pose n'est pas de savoir pourquoi Kassa n'est pas devenu une ville aussi grande que celles-là. Plus exactement, si nous nous intéressons aux détails, poser le problème sous cette forme ne fait que rendre notre travail plus ardu. Il faut aborder la question en sens inverse. Il faut élucider le rôle *régional* de cette ville, ce qui nous aidera à comprendre les limites de son expansion.

Un registre douanier qui nous est parvenu de l'année 1555 permet d'avoir une idée sur ce que les bourgeois de la ville exportaient et importaient. En 1555, la somme totale des droits de douanes (les trentièmes) s'élevait à 3 555,75 florins de calcul (1 florin valait 100 deniers). Notons qu'en ce temps-là on comptait trois deniers pour un sol polonais.

En ce qui concerne le trentième *(tricesima)*, il faut savoir que c'était un droit de douane régalien, perçu sur les marchandises exportées ou importées, et qui représentait 5 % de la valeur en douane de l'objet. Kassa était l'un des principaux points de douane du pays.

Selon ce registre, en 1555 la majeure partie des échanges (80 %) s'effectuait sur l'itinéraire Bártfa–Cracovie, et la bourgeoisie importait trois fois plus de marchandises qu'elle n'en exportait. Cette dernière donnée se rapporte plutôt à la technique qu'au volume du commerce. En conclure à un grave déficit du commerce de la ville conduirait à un sérieux malentendu. Toutefois, il convient d'éclaircir cette question dès le début de notre étude, bien que nous nous heurtions à certaines difficultés.

La principale contrepartie des marchandises importées était le vin provenant de la région de Tokaj, dont une quantité correspondant à 5 253,29 hectolitres meublait les caves des bourgeois, selon les auteurs d'un rôle d'impôts fait au début de l'année 1557. Il faut cependant savoir que les récoltes et les prix n'évoluaient pas parallèlement. Les prix ne suivaient qu'avec lenteur la diminution des récoltes, et l'exportation ne réagissait guère aux changements. Plusieurs raisons peuvent être invoquées à ce phénomène, mais nous ne parlerons que de l'une d'entre elles. Il s'agit de l'accumulation des réserves, en d'autres termes, des efforts fournis pour tirer du profit du commerce du vin, non seulement par le débit, c'est-à-dire par la consommation sur place, mais également par les réserves accumulées en vue d'une occasion plus favorable. Les besoins locaux étaient d'ailleurs satisfaits par les produits de qualité inférieure des vignobles de Kassa. Selon le même rôle d'impôts, la quantité des vins entreposés à Kassa était supérieure à 5 600 hectolitres.

En effet, il n'est pas du tout certain que le vin accumulé dans les caves des bourgeois fut écoulé dans son ensemble, par exemple en 1557.

Nous sommes toutefois en droit de supposer que les réserves servaient à couvrir les importations. La question est de savoir si elles les équilibraient réellement.

Nous sommes loin de pouvoir donner une réponse satisfaisante à cette question. Au lieu des registres de douane (trentièmes), nous devons recourir à d'autres sources et les données que nous y trouvons ne nous permettent que des déductions, et ne nous fournissent pas les quantités.

Il est incontestable que le commerce est impossible sans capital. Par conséquent, c'est parmi les plus fortunés qu'il faut chercher l'élite de la bourgeoisie marchande; les rôles d'impôts nous fourniront des renseignements. Choisissons donc ceux qui, en 1556, payaient les plus grosses sommes de trentième et confrontons leurs noms à ceux des plus gros contribuables. Le résultat n'est pas tout à fait celui auquel nous nous attendions.

Trente-six bourgeois en tout ont soumis leurs marchandises à la douane, mais 85 % du trentième imposé incombaient à neuf personnes. Cela semble montrer que le commerce était concentré entre les mains de quelques individus.

Ce tableau n'est pas moins unilatéral. Le registre des douanes révèle que sept personnes sur les neuf se limitaient à des importations, autrement dit qu'il devait y avoir une quelconque division du travail. La confrontation avec la liste des plus gros contribuables appuie cette thèse. Parmi les grands commerçants il n'y en a que quatre dont le nom apparaît sur la liste des vingt bourgeois les plus fortunés. Nous en trouvons l'explication dans le fait que l'impôt était en partie fixé d'après la valeur du vin stocké dans leurs caves. Chez les neufs personnes en question, on a trouvé peu de vin. Cela démontre que de nombreux bourgeois se spécialisaient dans le commerce du vin, et que d'autres s'occupaient d'importations.

Malheureusement, le caractère complexe du système d'imposition ne nous permet pas de confronter, de quelque façon que ce soit, la valeur des marchandises exportées et celle des articles importés. Le revenu des marchands vendant les articles d'importation *(cromer)* était déterminé approximativement par le débit de leur magasin, tandis que pour établir la taxe sur le vin, les moyens disponibles étaient bien plus précis.

Ici, nous n'avons pas les possibilités de procéder à des calculs, mais il ne peut y avoir de doute que par suite de la spécialisation du commerce, la contre-valeur des marchandises importées par les commerçants devait se trouver dans la ville, en premier lieu dans les caves des bourgeois – marchands de vin –, et en quantité excédentaire.

Malgré les renseignements numériques qu'elles contiennent en abondance, nos sources sont malheureusement trop fragmentaires et embrassent des périodes trop brèves pour pouvoir nous donner une idée d'ensemble sur la balance du commerce de la ville. Les rôles d'impôts ne peuvent offrir qu'un tableau global, les registres de douane (trentièmes) ne reflètent qu'une partie des échanges et présentent en outre un défaut : les différentes positions douanières ne suivent pas les prix du marché. Rien que pour cette raison, il serait difficile de conclure au rapport des valeurs entre les exportations et les importations. Il était en effet fort commode pour le douanier de compter 50 deniers pour un tonneau de vin aussi bien à Bártfa qu'à Kassa, au début du XVI^{e} siècle comme dans les années 1550. Il est pourtant exclu – pour ne mentionner que cet article – que les frais de transport et de transbordement n'aient pas modifié le prix du vin déjà entre Kassa et Bártfa. Partant du trentième sur un tonneau de vin l'on penserait que son prix avoisinait dix florins. Or, à Kassa, selon le livre de comptes de 1556, on distinguait au moins six sortes de vin selon leur origine et leur cru. L'« icce » (itze = 0,84 litres) le meilleur marché coûtait trois deniers, et le plus cher dix deniers. Donc, il y a lieu d'imaginer que le prix par tonneau de valeur en douane était supérieur

à ces sommes, même en tenant compte des différences de prix entre la vente en gros et en détail.

On devra donc procéder avec beaucoup de prudence, même si le registre de douane reflétait le trafic entier du commerce extérieur de la ville de Kassa. A notre avis, la question n'est pas résolue si, pendant un exercice de comptabilité, le solde montre un débit à Cracovie ou à Kassa. Ces déficits peuvent être accidentels, et si l'on dispose de fonds, peuvent être couverts à n'importe quel moment, autrement dit, si les relations commerciales ne sont pas unilatérales. A Kassa, nous venons de le voir, elles ne l'étaient pas, car au milieu du XVI[e] siècle, les commerçants de la ville non seulement importaient mais exportaient aussi; ils payaient avec des marchandises. De ce point de vue, banqueroute ou dettes non réglées ne sont que des problèmes secondaires. Les provisions de vin, gradées dans des caves sûres protégées par les fortifications de la ville, les différents biens immobiliers, vendables en cas de besoin, des objets d'orfèvrerie et d'autres biens mobiliers précieux, constituaient le garantie du commerce. Si besoin était, on pouvait toujours demander du crédit ou de l'argent comptant à un bourgeois.

Le commerce, vu son intensité et ses ramifications multiples, était compliqué. Il suffit d'évoquer le fait que, dans de nombreux cas, les importations étaient effectuées par les uns et les exportations par les autres. Rien que cette division des activités nous force à conclure à des transactions considérables, et par conséquent à certaines variations dans les prix. Il est presque impossible de suivre ce genre d'affaires. Le commerce exigeait, outre la connaissance des marchandises, des relations et surtout la solvabilité, donc toute une organisation d'affaires où une seule personne n'était plus en mesure de se charger de toutes les tâches. Nous devons donc terminer nos réflexions sur la question à l'étude : au milieu du XVI[e] siècle, le commerce extérieur de Kassa était-il ou non déficitaire ?

Vu que nous n'avons guère d'espoir d'obtenir une réponse à l'aide de renseignements statistiques, nous devons nous tourner vers les protagonistes, vers les commerçants de Cracovie et Kassa. L'histoire des relations commerciales entre les deux villes est plus ou moins connue. Des ententes assurant le respect réciproque des intérêts, de nombreuses relations personnelles garantissaient le trafic des marchandises dans les deux sens. Nos sources, en premier lieu les livres de la ville, révèlent qu'au milieu du XVI[e] siècle c'étaient en substance trois familles, on pourrait dire dynasties, de commerçants cracoviens qui effectuaient les échanges. C'étaient les familles Banck, Gutether et Schilling; les familles Banck et Schilling étaient déjà des clients permanents au XV[e] siècle. Erasmus Banck et Jorg Gutether, que nous rencontrons le plus fréquemment, remplissaient aussi la dignité de *consul à* Cracovie. Les trois familles réglaient les affaires par voie de facteurs. Une seule fois, le cas se produisit où le partenaire lui-même, en la personne d'Erasmus Banck, se rendit à Kassa. Les mandataires plénipotentiaires faisaient, en cas de besoin et selon les coutumes de Kassa, inscrire les dettes dans le livre de la ville, sous forme d'interdit *(Verbot)*. L'importance et la fréquence de ces interdits nous informent quant au volume de dettes que les bourgeois de Kassa avaient ou n'avaient pas.

Nous avons étudié ces interdits à partir de 1553, car, précédemment, pour des raisons que nous ne pouvons pas analyser ici, Kassa ne put réaliser de commerce avec Cracovie pendant plus d'une décennie. Tout compte fait, les dettes réglées et non réglées à l'échéance envers Cracovie totalisèrent cette année-là 4 410 florins hongrois. L'année 1553 était pourtant exceptionelle. En 1555, à côté d'une dette hongroise de 1 900 florins, on n'en a noté qu'une autre de 200, et une troisième de 300 florins. Jusqu'au début des années 1560, on ne voit que des dettes inférieures à 1 000 florins, à une seule exception près, et leur valeur totale reste en général inférieure à 2 000 florins par an. Donc, les dettes sont faibles par rapport à la valeur totale du commerce.

Par conséquent, nous estimons qu'au milieu du siècle, la bourgeoisie de Kassa, dans son commerce avec la Pologne, couvrait ses importations par des marchandises négociables. On sait également que l'article principal des exportations était le vin. La question suivante se pose maintenant : quels étaient les articles des échanges commerciaux.

Parmi les marchandises exportées par Bártfa, à côté du vin, les différents cuirs représentent un lot important. Les trentièmes imposés révèlent pourtant que leur valeur totale était de loin inférieure à celle du vin, s'y ajoutant encore le suif, la cire et des prunes.

La composition des importations est évidemment plus riche; on y dénombre plus de 60 sortes d'articles. Nous n'avons malheureusement pas assez de place pour analyser l'ensemble des importations. Parmi les textiles, on trouve souvent du drap de Görlitz (Zgorzelec), Wrocław, Nuremberg, Londres, Igló (Iglau, Jihlava) et d'autres draps de Moravie, de la toile bon marché polonaise et autres, et des gazes moraves. Parmi les épices, le poivre occupe la première place, ensuite viennent le safran, le clou de girofle et le bois brésil. Les articles en métal sont représentés par différents instruments tranchants comme couteaux, faux, sabres. Parmi les articles vestimentaires, il convient de mentionner les coiffes de jeunes filles (noires, de Wrocław) et le grand nombre de chapeaux « hongrois ». Dans les divers articles importés du dernier groupe, on trouve à la première place le fil venant de Bohême. Le reste ne formait que de petits lots. Cependant, on rencontre relativement plus souvent du papier, des chaises de Wrocław, des bijoux bon marché, des plumes de parure, du plomb, du soufre, du lard, de l'huile d'olive, des oranges.

Bien qu'il s'agisse d'une assez grande variété d'articles, ceux que les bourgeois de Kassa importaient de préférence n'étaient qu'une dizaine en 1555 (voir tableau à la page suivante).

La taxe de douane (trentième) établie d'après les dix articles énumérés ici, totalise 92 (!) % des importations. Ainsi, on est loin de pouvoir affirmer que le choix des marchandises en provenance de Pologne fut riche. Tout au contraire ! Le plus grand lot était constitué par du drap, et encore, du drap à bon marché. L'importation de drap à Kassa semble avoir été considérable même sur le plan national, et elle satisfaisait non seulement les besoins de la ville, mais aussi ceux d'une région plus vaste.

A Kassa, le drap jouait un rôle peut-être encore plus grand pour l'importation, que ne le faisait le vin pour l'exportation. Si nous nous fions aux proportions de valeur

Marchandises le plus souvent importées à Kassa
(Tricesima, 1555)

Article 1	2 Nombre des entrées	3 Taxe sur une unité		4 Nombre des unités importées	5 Total de la valeur marchande en florins
		unité	taxe, fl		
1. Drap de Görlitz	57	1 balle	3,75	248,5	18 637
2. Drap karasia	22	1 pièce	0,40	1 101	8 808
3. Drap de Nuremberg	18	1 balle	10,00	30,5	6 130
4. Chapeau (hongrois)	21	100 p.	0,43	42 900	3 715
5. Fil de Bohême	17	1 livre-quintal	0,50	359	3 590
6. Poivre	36	– » –	2,00	78,4	3 132
7. Drap de Wrocław	12	1 pièce	0,15	686	2 058
8. Couteaux	22	100 p.	0,10	76 900	1 538
9. Drap de Londres	9	1 pièce	0,75	52	780
10. Drap de Lwów	10	1 balle	3,75	9,5	712
				Total	49 100

remarque: Pour la valeur en douane cf. p. 3.

révélées par la douane, il s'avère que le drap constituaient 70 % du total des importations. Une question reste évidemment à débattre, et il faut la poser une fois de plus : ces proportions de valeur peuvent-elles, et dans quelle mesure, être considérées comme réelles. Quelles qu'elles soient pourtant, il est indiscutable que les importations de la ville étaient tout aussi uniformes que ses exportations.

M. Zsigmond Pál Pach a démontré comment les changements, au XVI[e] siècle, dans l'importation du drap ont influencé le commerce extérieur hongrois. Tout d'abord, au cours de la première moitié du siècle, des articles plus fastueux, donc plus onéreux et ainsi circulant en quantités relativement moindres ont cédé la prédominance aux articles de masse bon marché, et à la suite de ce changement, les routes commerciales se sont également modifiées. Le drap bon marché arrivait moins des anciens centres textiles, le long du Danube, que du Nord, de Silésie, Moravie, ou bien d'Angleterre, par ces voies-là. Dans son étude, M. Pach a donné une appréciation globale de l'importance des importations de drap par Kassa, et ce sur la base d'un registre des douanes (trentièmes) datant du milieu du XVI[e] siècle. Il a constaté que le centre de gravité du trafic de textile s'est déplacé vers les routes de la zone du Nord et du Nord-Est et que, dans cet état de choses, Kassa avait joué un rôle primordial.

Nous devons donc maintenant essayer de déterminer le rayon d'attrait de la ville. Les données contenues dans les rôles de douane ne contiennent pas de renseignement qu'y sont relatifs mais, par des moyens indirects, elles nous offrent des informations étonnamment nettes. Examinant les variations mensuelles des recettes fournies par les

taxes sur les importations, on volt qu'en l'année 1555 il y eut trois fois des recettes maximales : en mai (598 fl.), en juin (394 fl.) et en octobre (502 fl.). En mai et en octobre ont eu lieu les deux grandes foires de la ville, l'une pendant quatorze jours à partir de la Trinité (en 1555, le 9 juin) et l'autre, une semaine avant et une semaine après la Sainte Elisabeth (le 19 novembre). Le 27 juin, par contre, c'était la foire de la Saint Ladislas à Várad. Or, depuis le début du XV^e siècle, Várad était le point terminal du commerce de Kassa; c'est là que les marchands de la ville échangeaient leurs produits avec ceux de Transylvanie. Les importations massives de juin étaient donc liées à la foire de Várad. Au milieu du XVI^e siècle, le commerce de la ville se déroule toujours en direction Nord-Sud, et les deux destinations finales restent Cracovie et Várad. Les fluctuations dans les importations montrent indiscutablement que des intermédiaires transportaient une partie des marchandises encore plus loin, tandis que l'autre était écoulée dans une région plus restreinte. Les importations ne se limitaient pas aux grandes foires. Celles de Kassa servaient également à l'approvisionnement de sa région.

Connaissant les villages dont la ville était propriétaire, la région restreinte qui assurait le recrutement de la population, ainsi que les renseignements géographiques que fournissent les inscriptions dites d'interdit, on peut tracer approximativement les limites de cette région par le triangle Kassa – Miskolc – Munkács – Kassa. Elle renferme donc des étendues plus ou moins grandes des comitats Borsod, Abaúj, Zemplén, Ung et Bereg.

Des villes hongroises et étrangères constituaient la troisième zone, les deux premières étant les villages domaniaux les plus proches, et la modeste région d'attrait. Parmi les villes, il faut noter en premier lieu des villes de la Haute-Hongrie, parmi lesquelles Lőcse, Eperjes, Bártfa entretenaient des relations particulièrement intenses avec notre ville de Kassa. Des interdits étaient posés par des bourgeois de Várad, Debrecen et Szeged, ville de la Grande Plaine et par un bourgeois de Pozsony (Presbourg) de la Hongrie occidentale. Parmi les villes transylvaines, on rencontre les noms de Kolozsvár et de Nagyszeben. Ceux de Cracovie occupent évidemment la première place au-delà des frontières mais on rencontre aussi des interdits de bourgeois de Lwów, Wrocław et de Görlitz (Zgorzelec). A partir de la fin des années 1550, les interdits des commerçants de Vienne, d'Ulm et d'Augsbourg se multipliaient.

Tout cela appuie la thèse selon laquelle Kassa serait restée le centre commercial de la Haute-Hongrie et de la région septentrionale de la Tisza, mais avec une restriction : au milieu du XVI^e siècle, l'activité commerciale de la ville était concentrée sur cette dernière région. Eût-elle été près d'une voie navigable, Kassa aurait pû être décrite comme un port mouvementé, sur les quais duquel les marchandises étaient transbordées des bâtiments vers des véhicules de transport moindres. Dans un certain sens, cela correspond à la réalité, car, malgré le caractère purement terrestre du commerce de Kassa, les marchandises faisaient partie du trafic international. Elles arrivaient et partaient sous un volume correspondant à des charges de navires de moindres dimensions, voiturées par des fourgons immenses que six à huit chevaux tiraient. Malheureusement, dans les registres douaniers de Kassa qui sont parvenus jusqu'à nous,

on n'a pas toujours noté sur quel type et sur combien de véhicules de transport les livraisons étaient véhiculées. Des remarques accidentelles offrent quand même un tableau assez clair qui nous montre le rôle du droit de relâche de la ville et de sa situation géographique particulière dans les échanges.

Au milieu du XVI[e] siècle, à Kassa, deux sortes de véhicules de transport étaient utilisées. La première, la plus petite, était le char, que nos documents désignent toujours sous son nom hongrois *(kochy)*. Sans aucun doute, ce véhicule est identique à celui *(currus kochy)* que Domanovszky avait décrit de type léger, rapide, provenant de la Grande-Plaine, ne contenant à ses débuts aucune pièce en fer, attelé de trois chevaux. Sa charge ne pouvait être bien grande. Domanovszky dit aussi qu'il ne pouvait transporter que quatre personnes. En février 1555, un propriétaire transportait dans un *kochy* en tout et pour tout une balle de drap de Görlitz et quelques moindres paquets d'objets divers. Les fourgons *(currus summarius)*, venant de pays lointains, transportaient par contre d'importantes quantités, et les livraisons comprenaient souvent plusieurs fourgons. Un bourgeois de Kassa nommé Benedek Pap fit par exemple venir en avril, sur deux fourgons, 2 balles de drap de Nuremberg, 8 balles de drap de Görlitz, 1 balle de drap de Lwów, 10 pièces de toile polonaise, 1 tonneau (2 livres-quintaux) de poivre. L'un des fourgons transportait encore 12 pièces de toile pour son compagnon.

Peu de ces grands fourgons devaient être la propriété des bourgeois de Kassa. En effet, pour les livraisons arrivées dans des fourgons, le préposé à la douane notait dans chaque cas, qu'elles étaient conduites par des étrangers aux destinataires de Kassa. Le domicile des mandataires se trouvait le long de la route conduisant à Cracovie, pour la plupart à Bártfa et à Szandec.

La division du travail que nous voyons dans les transports explique pourquoi les bourgeois de Kassa payaient des trentièmes surtout après leurs importations routières vers Cracovie. En général, c'étaient leurs mandataires, et non eux-mêmes, qui transportaient les marchandises. *Au retour*, les fourgons ne repartaient sûrement pas à vide, mais transportaient d'ailleurs pour leurs commettants du vin, différents cuirs, des prunes, etc. Ce sont eux qui payaient le trentième, et pas obligatoirement à Kassa. Ceux de Bártfa payaient certainement dans leur ville.

Les grands fourgons mentionnés au début du XVI[e] siècle dans quelques sources documentaires sous le nom de fourgons *de Kassa*, n'étaient plus utilisés au Sud de la ville. Là, le transport était effectué par des voituriers de la Grande-Plaine, par exemple de Debrecen, qui allaient jusqu'à Kassa, Eperjes et Bártfa. Ce n'est donc sûrement pas un hasard si les propriétaires des voitures mentionnées dans les rôles de douane de Kassa étaient toujours des bourgeois de la ville ayant un nom hongrois, au contraire des propriétaires des grands fourgons.

Les voitures *(kochy)* légères, mais de petite capacité de chargement, et les grands fourgons sont les véhicules de deux régions géographiques différentes qui symbolisent en même temps deux aspects divergents du commerce. Ils caractérisent bien la position intermédiaire qu'occupait Kassa dans le commerce à distance. Cette situation particulière lui était assurée par le droit de relâche qui permettait d'obliger les commerçants

venus de la Grande Plaine, de Transylvanie ou de Pologne, à rebrousser chemin. Ou bien ils vendaient leurs marchandises, ou bien les échangeaient pour d'autres, mais ils ne pouvaient les transporter plus loin. Kassa et les autres grandes villes hongroises étaient par conséquent les points terminaux du commerce international.

Elles écoulaient donc les articles industriels importés dans le petit commerce, ou bien les réservaient aux fins du petit commerce. C'est pour cette raison que pour le trafic avec la Grande-Plaine, et en général à l'intérieur du pays, on n'avait pas besoin de gros moyens de transport. Le rôle que jouait la ville était le même en sens contraire. En sa qualité d'intermédiaire pour le commerce des produits marchands des paysans, elle s'intégra dans le processus des échanges internationaux à tel point que l'objet du petit commerce devint article du grand commerce international. Dans ce processus, les bourgeois de la ville achetaient aux petits producteurs. Le commerce de transit n'avait qu'une importance minime.

Pour concevoir la situation dans toute sa réalité, il faut noter que le premier rôle de douanes qui nous soit parvenu, celui de 1555, nous renseigne sur un état du commerce extérieur qui caractérisait les décennies précédentes et qui, les années suivantes, subit d'importants changements. Voyons d'abord les antécédents !

Comme nous le savons, au XV^{e}, selon les documents polonais, le principal article d'exportation de Kassa n'était pas le vin, mais le cuivre extrait dans les villes minières des environs. La crise minière, la pénétration dans l'extraction du cuivre du capital des Thurzó–Fugger, étaient accompagnées à la fin du siècle, par des mutations considérables : de moins en moins de livraisons de cuivre traversaient Cracovie. Les inscriptions de la société commerçante de Kassa, qui nous sont parvenues (de 1502 et 1503) montrent déjà une duplicité spéciale : le client cracovien le plus important était encore l'entrepreneur minier capitaliste György Thurzó. C'est à lui que la société achetait la plus grande quantité de drap, mais parmi les articles exportés, le cuivre ne figure pas du tout : c'est le vin qui est le plus souvent mentionné. Nous ne savons pas comment s'accomplissait l'adaptation à la nouvelle situation, ne connaissant presque aucune source sur le commerce de Kassa avant la bataille de Mohács (1526). Nous savons que depuis longtemps, on faisait le commerce avec des vins provenant du Sud du pays, de la Sirmie, mais nous ne connaissons malheureusement pas la part de ces vins dans les exportations. C'est toutefois un fait acquis qu'à partir de la fin du XV^{e} siècle, il y eu des à-coups dans leur livraison. En outre, les bourgeois de la ville achetaient des vignes aux environs de Tokaj, dès les années 1470, ce qui est un signe précoce de l'essor que connaîtra la région viticole plus proche. Dans les quelques comptes municipaux qui nous sont parvenus, les revenus dus au commerce du vin tenaient une part considérable (au moins un tiers) des recettes.

Au début du XVI^{e} siècle, le commerce de la ville traversait une crise sérieuse. Le montant de tous les trentièmes perçus à Kassa peut être évalué, ces années-là, à 2 000 florins par an en moyenne. En ce qui concerne le XV^{e} siècle, nous sommes réduits à des conjectures prudentes. Une donnée datant de 1484 permet de tirer quelques conclusions. Conformément à cette donnée, le montant total des trentièmes aurait été de 8 000 florins. Il faut toutefois noter que nous ignorons la composition du volume

de marchandises taxé. Aussi, malgré la confrontation qui se présente, ne pouvons-nous comparer les données numériques de 1484 à celles de 1555. Tout ce que nous pouvons affirmer, c'est que dans le dernier quart du XV^e siècle, la ville a réalisé un trafic de commerce extérieur plus important que dans les décennies suivantes.

Les mutations importantes dans la structure professionelle de la bourgeoisie donnent, à notre avis, une preuve décisive de la grande transformation. Nous ne pouvons entrer ici dans les détails de ces mutations, mais nous estimons qu'elles corroborent notre constatation selon laquelle nous devons rechercher la cause principale des changements dans la modification des structures économiques.

Un certain temps dut s'écouler avant que la ville ne se décide à assurer le commerce avec une autre espèce de marchandise, et aussi avec une autre région en voie de développement. Pour le moment, la date à laquelle la situation de Kassa s'est consolidée reste énigmatique. Pour rapide que fût le déroulement de ce processus, le changement n'est pourtant pas survenu d'un jour à l'autre. Le commerce avec l'argent et le cuivre par exemple, encore que d'un volume réduit, se poursuivit dans la première moitié du XVI^e siècle.

Le rôle de douane de l'année 1555 reflète en tout cas le changement des conditions. Il est également certain que le commerce avec les régions du Nord a atteint à cette époque un nouveau point culminant. Selon le témoignage des rôles de douane datant de la seconde moitié du XVI^e siècle, le montant total des droits de douane obtenu par la bourgeoisie montre une nouvelle diminution.

1555	3 555 fl 75 den
1574	2 210 fl 23 den
1585	2 473 fl 55 den
1597	1 281 fl 40 den

Nous avons toutes les raisons de supposer que les années précédant 1555 n'étaient pas tellement fructueuses. Nous abordons là un problème que l'on peut, certes, spécifier, mais que l'on ne peut encore situer dans un contexte clair.

Il s'agit notamment des causes du nouveau recul que l'on observe dans le commerce extérieur réalisé par la ville au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. La raison fondamentale est sans aucun doute le déclin général des villes hongroises, ou leur stagnation commerciale parce qu'elles étaient de proche en proche mises à l'écart du commerce international intermédiaire. A Kassa aussi, ce processus comportait dans la seconde moitié du XVI^e siècle plusieurs éléments essentiels. Le premier qui nous frappe, c'est que, dans les importations, les droits de douane des marchandises arrivées par Pozsony (Bratislava) atteignaient presque ceux des articles originaires de Pologne. Cela signifie que le commerce s'est très vite orienté vers l'axe Ouest-Est. En 1585, les trentièmes établis sur les marchandises de Cracovie représentaient 20 % du total, et en 1597, à peine 15 %. Ce changement est déconcertant, car au cours d'une année excellente comme 1555, presque rien ne fut importé des régions occidentales du pays,

et de plus, à la fin du XVI[e] siècle, la guerre battait déjà son plein sans menacer les routes vers Cracovie, mais plutôt la direction de Vienne. Nous sommes également déconcertés par le fait que, précisément au cours de la seconde moitié du XVI[e] siècle, le trafic des régions occidentales s'intensifiait considérablement avec notre voisine l'Autriche. En d'autres termes, d'après les registres douaniers on a l'impression que le commerce de Kassa connut un net déclin, mais en même temps, il se vouait totalement, par ses importations, à développer cette relation.

Il nous reste encore un élément mystérieux. Notamment ce déclin coïncide non seulement avec la conjoncture dans le trafic occidental, mais aussi avec la transformation, dans un sens positif, de la viticulture des environs de Tokaj. Selon des recherches récentes, cette transformation prit son essor vers la seconde moitié du XVI[e] siècle et s'accompagna d'assimilation de quelques nouveaux instruments de travail, de changements dans l'organisation du travail, et de l'apparition de nouvelles espèces de vin. Les espaces cultivés prenaient de l'expansion et la récolte augmentait. Les changements survenus étaient substantiels pour la viticulture de la région. A notre avis, on pourrait choisir l'un de leurs traits fondamentaux parmi les possibilités qui s'offraient, dans la première moitié du XVI[e] siècle, aux viticulteurs de cette région, soit : 1. étendre considérablement la superficie des vignobles, utiliser les pressoirs pour produire des vins meilleur marché mais en plus grande quantité; 2. produire des vins de meilleure qualité, diversifiés selon les espèces et les crus, soigneusement traités, ce qui demande plus de travail et plus de connaissances professionnelles. Le pressoir était, certes, déjà en usage dans plusieurs grands domaines, mais dans la région viticole des environs de Tokaj il ne s'était jamais répandu. Les nouveautés introduites dans la seconde moitié du siècle ne servaient pas la quantité mais la *qualité*. 3. Retarder les vendanges jusque fin octobre, aménager une culture en gradins, construire des rigoles, etc. Dès les années 1570, nous connaissons des données relatives au vin de liqueur (Tokaj).

Nous voyons donc que Kassa, peut-être pour la première fois au cours de son histoire, ne pouvait s'adapter aux conditions du commerce subissant une évolution favorable. Ce n'est pas un hasard si, précisément à partir des années 1550, la ville se heurtait à des problèmes de plus en plus graves à cause du commerce du vin. Celui-ci portait atteinte à ses droits, à proprement parler, à ses avantages. En 1556 par exemple, un négociant polonais en vins fut arrêté et condamné à une amende de 260 fl pour avoir acheté du vin directement aux producteurs, en évitant Kassa. La présence des militaires, les abus et l'arbitraire des capitaines suprêmes ne faisaient qu'empirer la situation, et le Conseil estimait ses droits violés même lorsque certains personnages haut placés, fut-ce le roi de Pologne lui-même, profitant de leur situation privilégiée, se procuraient du vin dans les environs de Tokaj, sans passer par Kassa. En 1611, Kassa perdit tous ses privilèges douaniers, et le rôle douanier datant de cette année-là montre que seulement 17,5 % des vins exportés vers la Pologne, et taxés étaient passés par Kassa. Il est vrai qu'il s'agissait de près de 12 000 hectolitres, quantité au moins égale, selon toute probabilité considérablement supérieure, à celle exportée au milieu du XVI[e] siècle, car nous avons vu qu'en 1557, une quantité approximative était stockée dans la ville. Mais plus de la moitié était alors d'origine locale.

Le changement survenu au cours des années 50 concernant les exportations des vins vers le Nord consistait en ce que l'augmentation de la récolte entraînait l'augmentation du trafic, mais celui-ci évitait Kassa pour suivre d'autres itinéraires. La ville ne tirait pas de profit, soit-il peu important, de l'intensification des exportations, et elle n'exportait point d'autres articles. Dans les importations, par contre, comme nous venons de le voir, le sens du trafic s'est également modifié. Au lieu de l'axe traditionnel Sud-Nord-Sud, s'en sont créés d'autres, Sud-Nord et Ouest-Est. Posons la question suivante : quelle était la raison de ce changement, et quelles en étaient les conséquences ?

A cette question non plus, nous ne pouvons donner une réponse entièrement satisfaisante, bien que, dans le cas de Kassa aussi, il s'agisse du changement en rapport avec l'ébranlement du capital sud-allemand, avec le renforcement du rôle joué par Vienne de part et d'autre dans les mutations survenues dans les structures de l'économie polonaise. Nous ignorons malheureusement l'influence de cette évolution générale exercée dans la pratique sur les activités quotidiennes des négociants de Kassa. Au fond, nous ne pouvons faire que quelques observations qui caractérisent indirectement le tournant pris par le commerce de la ville.

Nous voyons par exemple des changements intéressants dans le type des importations. Dès 1404, parmi les textiles écoulés à Kassa, on rencontre le plus souvent les sortes les moins chères (draps polonais et de Cologne, futaine) et, parmi les articles de luxe, on trouve à la vérité les produits de masse de meilleur marché, anglais (*kersey*) et flamands (harnass – d'Arras). En dehors de cela, on n'importait que des épices variées et des chapeaux. En 1475, un document énumère de nouveau, parmi les différents textiles, la toile, le lin, la futaine et le drap d'Arras, et mentionne encore, parmi les articles courants, de l'or, du fil à coudre et des pantoufles. Des journaux de commerçants datant de 1502 et de 1503, témoignent d'inscriptions sur de nombreux achats de drap, mais seul le drap d'Arras arrivait des Flandres; le reste provenait de régions plus proches. C'étaient donc des articles bon marché. Le drap de Görlitz y figure souvent, mais la préférence va à celui d'Arras qui comptait alors six variantes, et qui était le moins cher parmi tous ceux des Pays-Bas. Jusqu'au début du XVI^{e} siècle, on vendait très peu de drap de luxe, plus cher, mais, à la fin de ce siècle et au début du suivant, la société des commerçants de la ville s'occupait presque exclusivement de commerce de drap.

Comme nous venons de le voir, la situation était restée la même cinquante ans plus tard, à cette exception près qu'au lieu du *harris* (drap d'Arras), l'article le plus recherché était alors le drap de Silésie, de Görlitz. Pour conclure : à partir du début du XV^{e} jusqu'au milieu du XVI^{e} siècle, ce sont les articles de masse, surtout le drap, qui constituent la plupart des importations de la ville. Nous découvrons ici une différence radicale d'avec le célèbre registre de douane de Pozsony (Bratislava) datant du milieu du XV^{e} siècle. Kassa approvisionnait la population d'un rayon de marché producteur d'articles d'exportation – population qui avait un pouvoir d'achat *limité* – de marchandises à bas prix. Le commerce intense avec Cracovie se basait donc, en dehors de l'exportation de cuivre et de vins, sur le tissage du lin et la production de drap qui prirent leur essor au XV^{e} siècle dans les villes polonaises, silésiennes, bohémiennes et

moraves. L'une des bases, peut-être la plus importante, était fournie par l'économie polonaise qui se développait et accédait peu à peu à une certaine unité, et plus particulièrement par le pouvoir d'achat croissant de la population des villages et des bourgs. La coïncidence est claire : Kassa a pu s'intégrer à cette zone parce qu'elle pouvait écouler les articles de grande consommation et bon marché, produits dans cette zone ou transités par elle.

Les marchands de la ville achetaient au marché de Cracovie des articles qui, à peu d'exception près, venaient de Wrocław, ou par l'intermédiaire de Wrocław. A la fin du XV^e^ et au début du XVI^e^ siècle, la majeure partie du drap était d'origine flamande ou anglaise, mais à partir des années vingt, les produits de Silésie arrivaient en grande quantité à Cracovie. C'est également de là que venaient une partie des toiles de lin, ainsi que les différents articles en métal (avant tout des faux), et ce qu'on appelait les merces norimberges, ou *wratislawenses*. En outre, les épices (surtout du poivre et du safran) qui, antérieurement, venaient de l'Est ou des marchands vénitiens, arrivaient au cours du XVI^e^ siècle par l'intermédiaire silésien, des dépôts de Linz, de Francfort sur-le-Main et de Leipzig, ou même d'Anvers. Comme nous l'avons déjà dit, vers la fin du XVI^e^ siècle, la valeur et le volume des marchandises taxées à Kassa diminuaient. La composition des articles importés se transformait également encore que les draps, surtout la karasia, continuaient à en représenter la majeure partie. Par contre la gamme des autres articles s'élargaissait. On y trouve de nombreux articles de luxe (fils de soie, de laine, de flanelle, fils d'or et d'argent, du coton, du sucre, du riz, des coupes de verre, des boîtes en fer blanc, etc.) Dans les magasins les commerçants offraient alors un choix d'objets bien plus grand que cinquante ans auparavant.

Les registres de douane datant de la seconde moitié du XVI^e^ siècle montrent bien que les temps étaient révolus où des mandataires transportaient les marchandises d'au-delà des frontières. Maintenant, c'est le négociant-même qui se rendait à Vienne, à Cracovie. Il faut certainement attribuer à la longueur de la route de Vienne le fait que les transports venant de là étaient plus importants que ceux venant de Cracovie, et qu'aucun négociant n'acceptait de faire plus de trois voyages par an.

Durant ce bref laps de temps, on a donc assisté à la transformation, non seulement des itinéraires du commerce, mais aussi de sa technique et de la variété des articles. Vers les années cinquante de ce siècle, le plus grand importateur de la ville, Benedek Pap, était encore un marchand de drap qui faisait son commerce avec des articles peu nombreux. A la fin du siècle, son descendant et successeur, Ferenc Pap, tenait déjà un vrai bazar. La tendance allait en effet dans ce sens, ce dont témoigne clairement le fonds de boutique d'István Almássy, personnalité importante de la fin du siècle, et du début du XVII^e^, fonds qui montre bien plus de variété que celui de Benedek Pap.

Les livres d'interdits de la ville témoignent, eux aussi, de changements au milieu du siècle, par rapport à la longue période précédente. Non seulement les interdits sont devenus plus nombreux, mais, et c'est un changement substantiel, le montant des sommes exigées par les créditeurs étrangers a également augmenté. Les données sur trois ans montrent la situation suivante :

Montant des crédits, sur la base des interdits

1. de Cracovie	2. de Vienne et de l'Allemagne du Sud	3. de Brassó (Braşov, Cronstadt)
1579 2 220 fl	6 200 fl	1 276 fl
1580 1 282 fl	9 572 fl	–
1595* –	20 367 fl	–

remarque: *Cette année-là, dans la plupart des cas, on n'a pas noté le domicile des auteurs d'interdit. Les sommes citées sont donc fragmentaires.

Ces données sont éloquentes. On a toutes les raisons de dire que les négociants de Kassa dépendaient des créditeurs viennois, les sommes exigées étant en effet bien plus grandes que lors de la période antérieure, disons « médiévale ». Ce thème demande encore des études. Nous n'en avançons pas moins l'hypothèse que l'augmentation brusque des créances, avant tout viennoises et sud-allemandes (Augsbourg, Nuremberg) ne sont pas signe de l'endettement de l'élite commerçante. L'explication peut en être la suivante : l'acheteur polonais payait le vin en argent comptant, mais cet argent devait couvrir les achats non plus à Cracovie mais à Vienne. Une étude sur la vie d'István Almássy révèle également que ce bourgeois de Kassa faisait des achats à Vienne pour plus de 10 000 florins hongrois, selon le cas, et remboursait régulièrement ses dettes en six mois ou un an. Il a décédé sans dettes et avait investi ses profits dans des biens immobiliers. L'envers de la médaille, que les chercheurs ont déjà découvert, est qu'au moment de sa mort, son capital était inférieur à celui du début, et sur près de 7 000 florins, environ 5 400 servirent à payer ses dettes.

Est-ce que la balance du commerce extérieur de la ville était active ou passive pendant cette période ? C'est une question difficile à résoudre. Une chose est certaine, nous ne voyons pas de trace de faillite spectaculaire. Il nous faut par contre rester prudents si nous voulons formuler des jugements sur la base de la réduction des trentièmes prélevés aux bourgeois de la ville. Ces données ne reflètent qu'un aspect du commerce, les importations, tandis que nous n'avons pas de renseignements sur la valeur des exportations. Nous supposons que la balance du commerce de Kassa est restée équilibrée.

Cette réponse pourtant ne résoud pas l'autre question qui touche un fait bien plus important de la vie urbaine, à savoir le *volume* de ce commerce. Si la balance du commerce n'était pas constamment et considérablement active, la diminution des droits de douane sur les importations devrait refléter un déclin dans le trafic.

Malheureusement, nous ne possédons aucun moyen de calculer. Certains faits pourtant, du moins à notre avis, témoignent d'un certain déclin. En tout cas, le rayon d'activité commerciale de Kassa continua à rétrécir dans la seconde moitié du XVI^{e} siècle, ses relations avec la Transylvanie étant interrompues. La foire de Várad à la

Saint Ladislas fut transférée à Debrecen, et à Várad même, dans les années 1570, la foire nationale eut lieu à la Pentecôte, ce qui gênait nettement la foire de Kassa à la Trinité au lieu de la prolonger. En outre, les négociants transylvains, surtout ceux de Kolozsvár, faisaient des voyages de plus en plus fréquents à Cracovie pour y acheter, en échange de vin et de miel, des draps, des toiles, des articles de métal. Le caractère hétérogène de la gamme des marchandises montre également la transformation du rayon d'affaires et de la clientèle de Kassa. Les textiles importés diminuaient en quantité, la toile prenait une plus grande place. Dans les magasins, on vendait beaucoup d'articles de luxe, inconnus auparavant, mais la valeur douanière des marchandises importées diminuait aussi. L'élargissement de l'assortiment et la diminution de la valeur des fonds de marchandises signalent que Kassa était de proche en proche écartée de la région aux producteurs de laquelle elle fournissait plus tôt les articles de grande consommation. Ce tableau est fort bien complété par le fait que vers les années 1570 le nombre de tailleurs diminuait aussi.

Par conséquent, la clé de cette énigme doit être recherchée dans les raisons qui avaient provoqué la modification de l'assortiment. Ne doutons pas que les changements dans les goûts, les nouvelles habitudes de consommation y jouaient un certain rôle. Quant à l'essentiel, pourtant, le commerce et le capital de Kassa étaient, et restaient, des parasites de l'économie. Son caractère médiéval se manifestait surtout, et c'est le plus important, en ce qu'elle ne stimulait pas le développement de la production marchande dans l'agriculture et dans l'industrie, ni le renforcement de la division du travail. D'autre part, il s'ensuit de sa particularité fondamentale, de sa faiblesse aussi, que son commerce était incapable d'orienter la consommation, tout au contraire, c'est lui qui devait s'adapter à cette dernière. Cela seul peut expliquer le tournant vraiment trop brusque à la suite duquel les importations glissèrent des relations polonaises, en apparence profitables, vers l'itinéraire viennois. Selon les connaissances que nous avons à ce jour, ce tournant ne peut pas être rattaché à des changements à Cracovie où le commerce était florissant même au premier quart du XVII^{e} siècle.

Le caractère parasitaire du commerce explique que Kassa ne pouvait profiter du commerce des bestiaux, pourtant florissant, qui s'effectuait dans les régions du Sud de la ville. Quelques décennies plus tôt, Kassa avait encore assez de puissance pour investir les capitaux tirés du commerce dans la viticulture, dans cette activité de production marchande qui, effectuée dans des conditions médiévales, pouvait être considérée comme développée. Maintenant, au milieu du siècle, la ville était déjà incapable de s'adapter au tournant. Les raisons n'en étaient pas seulement son déclin graduel, la réduction de son rôle local, et la modicité du capital accumulable. Une raison décisive était que la ville, tout comme les autres, ne pouvait réussir sans garanties juridiques, vu son sous-développement. Or, le droit de relâche, conçu pour le trafic vers le Nord, et les autres privilèges qui s'y rattachaient, ont perdu leur utilité dans l'intense mouvement Est-Ouest, dont le centre se trouvait à Debrecen. A défaut de privilèges et de capitaux mobiles, les négociants de Kassa en étaient réduits à des affaires occasionnelles.

Tout compte fait, le commerce des bourgeois de Kassa sert de bon exemple pour le phénomène dont L. Makkai, Zs. P. Pach, O. Paulinyi, J. Szücs et d'autres ont parlé

dans des contextes généraux. Les négociants hongrois, participant au commerce international, dépendaient de leurs partenaires capitalistes étrangers. C'est presque à l'extrémité de la chaîne d'intermédiaires qu'ils entraient dans le trafic, aussi leurs possibilités étaient-elles fort réduites. Ils n'obtenaient qu'une part minime des profits du commerce intermédiaire, ne pouvaient écouler leurs marchandises que dans certaines relations, tandis que leurs clients avaient des possibilités multiples pour payer avec des articles négociables. Ce qui est essentiel dans ce phénomène, c'est que les négociants de Cracovie, Wrocław, Vienne et d'autres grandes villes négociaient sur une échelle bien plus grande, disposaient d'une organisation, de capitaux et de crédits qui de loin dépassaient ceux des commerçants hongrois. Aucun d'entre eux, même exceptionnellement, n'a jamais pu échapper à cette situation.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Andrzej Wyczański

PARALLÉLISME DES STRUCTURES SOCIO-ÉCONOMIQUES AU XVI^e SIÈCLE

Le texte suivant ne représente pas les résultats définitifs d'une recherche terminée. En réalité, il ne reflète que quelques remarques ou réflexions prises en marge de l'étude de la société polonaise du XVI^e siècle. Cette fois, il s'agit de réflexions comparatives, parce que celles-ci – à mon avis – peuvent être utiles aux historiens aussi bien polonais que hongrois. Evidemment, il serait irraisonnable de discuter maintenant tous les problèmes attenants et je désire souligner que ce petit rapport ne touche que quelques questions choisies et celles-ci ne visent que la structure verticale de la société de l'époque.

Le point de départ pour notre recherche était le partage de l'Europe au XVI^e siècle, le partage socio-économique bien connu, lié à la frontière de la rivière d'Elbe. Nous sommes d'opinion que le principe de ce partage, comme toute règle, représente l'expression d'une réalité d'autrefois, mais comme toujours dans le cas d'une généralisation poussée il est nécessaire de simplifier, ce qui exige une approche réfléchie. Les observations de la recherche historique polonaise après la II^e Guerre Mondiale démontrent que l'acceptation simplifiée de cette règle peut appauvrir notre image de la société de jadis. Quelques exceptions faites, le principe mentionné n'encourage pas les approches plus nuancées, la poursuite des phénomènes qui cadraient mal avec la structure bien ordonnée, divulguée par nos manuels. A notre avis la règle générale n'exclut pas la réalité beaucoup plus riche et les différences générales ne constituent pas obligatoirement des oppositions totales.

Pourtant, il y a d'autres obstacles, qui freinaient de même la recherche de la structure socio-économique conçue dans un sens plus dynamique, plus proche de la réalité toujours vivante, toujours difficile à saisir et à présenter. C'est le point de vue juridique, le classement logique et formalisé de la société, créé par les historiens du droit. D'ailleurs il ne s'agit pas de la création d'une image complètement fausse. La société partagée en ordres (ou états), possédant chacun ses propres droits et obligations, est un tableau non seulement théorique, postérieur, mais aussi une image acceptée et présentée par les gens d'autrefois. Seulement, les gens de l'époque étaient conscients de la vie réelle, de ses nuances, des situations intermédiaires ou ambivalentes des individus, des groupes, des couches sociales. Ainsi, les nouvelles approches ne rejettent pas l'image d'une société hiérarchisée, juridiquement ordonnée, mais ils

exigent une analyse approfondie, aussi bien dans le cadre de la légalité, qu'en dehors de celle-ci ou bien à travers la grille formalisée de la société-modèle.

Retrouvons maintenant notre ligne de raisonnement, qui mène vers un tableau plus ou moins dynamique. L'étude de la base économique de la société polonaise du XVI^e^ siècle et de celle des autres pays européens, nous conduit vers la conclusion suivante, à savoir, la constatation de plusieurs phénomènes communs. Il existe d'abord un échange de marchandises déjà relativement volumineuses, par exemple le commerce des tissus, du sel, des céréales, du bois, des bœufs, pour ne pas mentionner les épices, les boissons, etc., ces derniers produits d'une consommation plus limitée. Nous pouvons observer une spécialisation régionale de la production, le transfert international des marchandises, enfin la divulgation assez large de la production vers le marché lointain et, simultanément, la consommation élargie des produits arrivés des régions éloignées.

La circulation des produits provoquait la circulation de la monnaie (métallique ou symbolique). Ainsi, nous sommes en droit de supposer que la majeure partie de l'Europe du XVI^e^ siècle était liée, directement ou indirectement, à la vie économique active, encadrée par l'économie de l'échange des marchandises et des paiements. Il serait certainement trop hasardeux de parler d'une économie européenne unifiée à cette époque, mais les liens communs existaient, déjà nombreux, et le rythme de croissance n'était pas dissemblable, comme le suggère l'observation des prix. Les phénomènes mentionnés ne concernent pas seulement la partie occidentale de l'Europe, mais dans une certaine mesure, celle qui est située à l'Est de l'Elbe. Est-il possible que la parenté étroite de la vie économique ou au moins des phénomènes semblables aient provoqué des résultats sociaux complètement différents dans des pays particuliers ?

Les historiens européens sont presque unanimes, quand il s'agit des tendances générales de la vie économique au XVI^e^ siècle. A leur avis, l'essor de la vie économique n'est pas discutable, bien que ses débuts et ses ralentissements aient pu varier largement. L'expérience historique montre que les périodes de l'essor économique sont en général celles d'une mobilité sociale accrue, tandis que les époques difficiles, du ralentissement ou d'une crise économique, représentent une tendance à la pétrification des relations sociales, à la stabilité sociale jusqu'aux limites de l'éclatement. La règle est peut-être discutable, mais elle nous livre une supposition, selon laquelle le XVI^e^ siècle devait être pour les pays européens plutôt une période de mobilité sociale que de stabilisation. Pouvons-nous être sûrs que les sociétés à l'Est de l'Elbe étaient au XVI^e^ siècle stables, pétrifiées, enfermées complètement dans la formule rigide de la société féodale, tandis que les différentes sociétés occidentales prenaient une forme dynamique, parfois même celle du capitalisme ?

Après cette introduction de caractère plutôt général, il serait juste de discuter quelques problèmes particuliers d'une portée magistrale. La première question que nous voudrions discuter maintenant, c'est le problème d'une crise ou d'une restructuration de la noblesse au XVI^e^ siècle. Selon une opinion assez traditionelle, la noblesse européenne a vécu une crise aigue au XVI^e^ siècle, provoquée surtout par l'abaissement de ses revenus, à savoir des redevances paysannes en argent, parce que la monnaie de

l'époque perdait de sa valeur, de sa force d'achat. Les expressions de cette crise étaient multiples : les guerres religieuses, menées surtout par les gentilhommes sans solde et sans revenus, l'offensive de la noblesse de robe, qui remplaça successivement la noblesse d'épée dans l'administration puis autour du roi, enfin l'extinction de plusieurs grandes familles aristocratiques, suppléées par des gens nouveaux jouissant d'une richesse récemment acquise. Il faut ajouter que certaines de ces thèses, plus ou moins modifiées, sont largement acceptées en Pologne, notamment celle de la dévaluation du revenu foncier exprimé en argent, phénomène qui a dû expliquer la nécessité de créer des réserves.

Nous pourrions utiliser les observations mentionnées, d'ailleurs plus ou moins exactes, pour éclaircir un autre phénomène que celui de la crise, à savoir celui de l'activité économique accrue de la noblesse et, partant, sa restructuration. Les historiens contemporains, par exemple J. Topolski, ont avancé une thèse concernant le XVI[e] siècle, conçu comme période d'activité renforcée de la noblesse. Ils se penchent sur l'activité des nobles, qui se traduisait dans les grandes découvertes et la création des empires coloniaux, dans leur participation au commerce, à l'industrie et à l'exploitation minière – participation parallèle à celle des bourgeois – enfin dans leur activité d'organisateurs des grandes productions marchandes : celle des céréales et celle du bétail.

Certainement, l'acceptation de la thèse de Topolski et d'autres auteurs pourrait faire naître des doutes au sujet du parallélisme de cette activité. Selon nos connaissances actuelles, c'était la noblesse occidentale qui participait aux grandes découvertes, qui épaulait le bourgeois dans son activité économique, tandis que la noblesse de l'Est de l'Elbe limitait ses efforts à la production céréalière et à l'élevage.

Cette fois pourtant, nos propres observations n'approuvent pas les doutes mentionnés. Parmi les nobles d'Europe, l'intérêt particulier à l'agriculture s'exprimait partout et il suffit de mentionner la publication de livres consacrés entièrement ou partiellement à l'agriculture, ou de textes de l'Antiquité récemment parus en France, Angleterre, Espagne, Italie, Allemagne etc. L'introduction et la diffusion des formes plus rentables de l'exploitation, comme le métayage, le fermage, les redevances supplémentaires, démontrent que les seigneurs savaient augmenter leurs revenus agricoles et exploiter les paysans qui labouraient leur sol. Il serait tout aussi injuste de lier tout le progrès agraire, comme les travaux d'irrigation ou d'assèchement, l'introduction de nouvelles plantes, l'amélioration du système d'assolement, etc., à l'activité des bourgeois, excluant celle plus imaginable des nobles propriétaires fonciers. Enfin, malgré les constatations de travaux récents, il est bien vraisemblable que la participation directe de la noblesse à la production agricole, céréalière ou animale, ne constituait pas dans les pays occidentaux de rares exceptions.

La participation de représentants de la noblesse à l'activité économique non agricole est maintenant reconnue pour les pays de l'Ouest. Le cas polonais démontre que des phénomènes semblables, de degré encore inconnu, avaient lieu au moins en Europe Centrale. Nous connaissons plusieurs exemples de migration presque massive des petits nobles vers les villes, surtout en Mazovie et dans la Grande Pologne, et leurs fonctions

économiques et administratives urbaines (par exemple les maires) sont évidentes. L'administration royale et privée aussi bien que la jurisprudence sont, au XVI^e siècle, pleines de fonctionnaires d'origine noble. De même, on rencontre des gentilshommes engagés dans l'industrie minière, la perception des impôts, la douane, et nous savons bien que c'étaient des situations très rémunératrices. De même dans les professions libérales, médicin ou avocat, enfin dans le placement des fonds à la recherche des intérêts. Toutes ces fonctions étaient aussi accessibles aux nobles, bien que ce dernier mode de vie ne semble pas s'être trop répandu. D'ailleurs, nous pourrions multiplier cette liste de professions ou de fonctions nobiliaires liées à la vie économique non agricole, à l'administration, etc., quoique les sources dont nous disposons ne nous livrent pas de données exactes nous permettant d'évaluer la divulgation de cette activité de la noblesse polonaise du XVI^e siècle. Cependant, on peut en conclure que la différence de la participation nobiliaire dans l'activité non agricole entre l'Occident et la Pologne du XVI^e siècle possède probablement un caractère quantitatif, et non qualitatif.

Toutes ces observations indiquent que le noble polonais du XVI^e siècle n'était pas uniquement propriétaire foncier (de fortune et de revenus plus ou moins grands), mais qu'il pouvait exercer plusieurs professions, modestes ou profitables, professions parfois reconnues comme propres au monde bourgeois. Pour cette raison, il est nécessaire de voir la structure socio-économique et socio-professionelle de la noblesse polonaise de l'époque sous un aspect plus compliqué et plus multiforme qu'on ne l'ait envisagée jusqu'à présent. L'autre conclusion qu'on peut tirer de cette analyse offre une image plus différenciée et en même temps plus dynamique. Il s'agit cette fois d'un phénomène parallèle, à savoir de la perméabilité sociale : celle d'un noble qui s'insère dans le monde social bourgeois et celle d'un bourgeois qui s'insère dans les rangs de la noblesse, ce dernier devenant en général propriétaire foncier et s'annoblissant. Sous cette perspective d'une société nobiliaire active, les changements de la stratification sociale et du fonctionnement de l'élite deviennent parfaitement compréhensibles.

Les possibilités de faire la comparaison entre la noblesse occidentale et celle de la Pologne au XVI^e siècle semblent être beaucoup plus acceptables que les essais de comparaison entre les situations socio-économiques de la paysannerie des deux régions respectives. En principe, la situation des paysans en Occident et la situation des paysans en Pologne apparaissent entièrement opposées, en accord avec la règle de la frontière de l'Elbe. En Occident vivent des paysans personnellement libres, économiquement différenciés, assez fréquemment de riches fermiers, qui n'ont qu'à payer une somme d'argent à leur seigneur; de l'autre côté, des pauvres dépossédés. Simultanément, les paysans en Pologne – comme dans les autres pays voisins – se trouvent grevés par la corvée toujours croissante, et liés à la terre par l'interdiction d'abandonner leurs villages, enfin subordonnés à leurs seigneurs qui les exploitent et les jugent. Donc, la possibilité de trouver les éléments communs à la structure et à la situation socio-économique du paysan occidental et du paysan polonais semble être nulle.

Pourtant, sur ce point, nous pouvons exprimer quelques réserves. D'abord, la conjoncture favorable pour la production agricole (la montée rapide des prix) existait partout et il est peu probable que le paysan polonais ait été immunisé contre son influence.

Ensuite, nous savons que la situation du paysan français, anglais, italien ou espagnol, d'ailleurs variée, n'était pas trop aisée. La dépendance juridique du paysan subsistait presque partout, aussi bien que les redevances diversifiées. Les traces de la corvée même ne constituaient pas une exception. Le paysan savait profiter de la conjoncture, mais il y avait un revers à cette économie agraire commercialisée : l'endettement. Les formes nouvelles n'étaient pas trop diffusées et certes le métayage était profitable surtout au seigneur, non au paysan. Les paysans riches, qui bénéficiaient du fermage, se procuraient la terre des autres paysans plus pauvres. Eux-mêmes, pourtant, n'étaient ni trop nombreux, ni sûrs de leur avenir jamais stabilisé. Enfin, le droit de sortie, la liberté personnelle du paysan donnaient plutôt une occasion de le chasser de sa terre.

Une recherche plus détaillée nous présente une image du paysan polonais légèrement différente de celle que divulguent les manuels. Au lieu d'une créature pauvre, passive, obscure, parfois révoltée, on observe des gens économiquement très actifs. En général, le laboureur cultive sa terre et celle de son seigneur par l'intermédiaire de ses valets. Il afferme, individuellement et collectivement, les champs, les prés, les lacs, les jardins, parfois même la réserve seigneuriale.

Par exemple,vers le milieu du XVI^{e} siècle plus de 70 % des paysans de la starostie de Korczyn étaient engagés dans les baux. Les paysans profitaient de la conjoncture pour agrandir la production des céréales et en même temps développaient l'élevage. Ils louaient aussi leurs attelages pour les travaux de transport etc. Conséquemment, ils achetaient beaucoup de produits artisanaux, dont les textes des inventaires *post mortem* nous présentent la richesse.

Ainsi, il est évident que l'économie commercialisée encadrait bien l'exploitation paysanne et le paysan savait en profiter directement ou indirectement. Le processus de différenciation socio-économique se déroulait largement sous les apparences d'une unité nominale des couches socio-professionnelles de la population villageoise. Si le paysan supportait relativement bien le fardeau des redevances au XVI^{e} siècle en Pologne, nous pouvons tout de même souligner sa dépendance personnelle, ses liens à la terre. Accepter l'opinion selon laquelle chaque paysan était fixé à sa terre et qu'il ne lui restait que la fuite pour se libérer temporairement, serait peut-être simplifier la réalité de façon excessive. Il faut se demander comment et dans quelle mesure il était attaché à sa terre, par sa personne ou par ses possessions.

Cette dernière question pourrait bien expliquer les migrations des paysans, leur afflux vers les villes, leur travail salarié à la campagne, comme serviteurs, valets ou filles de ferme, bergers, et enfin manœuvres ambulants. On comprend par ce processus la formation de groupes d'ouvriers dans l'industrie, dans les mines, dans les transports. On peut parler parfois même de carrières individuelles. Il faut se rappeler qu'au XVI^{e} siècle, en Pologne, vivait même un grand poète d'origine paysanne, phénomène qui ne se produira à nouveau que vers la fin du XIX^{e} siècle.

Accepter, malgré le servage légalement institué, l'existence d'une aisance relative du paysan en Pologne au XVI^{e} siècle, d'une stratification socio-économique de la paysannerie, enfin d'une mobilité assez large de la population campagnarde, est une

hypothèse peut-être hasardeuse, mais très utile à la compréhension de la réalité polonaise du XVI^e siècle. En même temps, cette conclusion facilite la comparaison de la paysannerie polonaise et occidentale du XVI^e siècle, malgré des différences socio-économiques et légales importantes, différences dont l'influence va s'affirmer lourdement dans un avenir proche.

Abordons maintenant la troisième question d'ordre général. Est-il raisonnable de comparer la société capitaliste plus ou moins avancée, en train de voir le jour en Occident et la société purement féodale qui existait en Pologne au XVI^e siècle ? Nous n'avons pas le temps de présenter largement notre opinion sur l'existence de la société capitaliste en Europe occidentale du XVI^e siècle. Pour le moment, il suffit de souligner que selon notre optique, la société dans les pays occidentaux du XVI^e siècle n'était pas capitaliste. L'existence du travail salarié, du commerce développé, du crédit important, parfois, bien que rarement, des formes nouvelles de l'industrie (Verlagsystem, manufactures) nous éloignent de l'idée d'une société capitaliste. Les formes nouvelles étaient peu répandues, et c'étaient l'agriculture pas trop avancée, et l'artisanat traditionnel qui dominaient la vie économique en Occident. Le crédit, malgré le progrès, était assez primitif, puisque c'est l'époque suivante qui a créé la banque moderne. Le commerce, bien que plus développé, n'est pas particulier à la période capitaliste, puisqu'il existait auparavant. Enfin, le salariat croissait lentement. L'évolution fut bien lente pour la formation de la classe ouvrière, la partie intégrale du système capitaliste.

Il en résulte que, si nous rejetons la notion du capitalisme multiforme et éternel, nous n'avons aucune raison d'accepter plus que l'existence de certains éléments, plutôt précapitalistes que capitalistes.

Cette thèse, c'est-à-dire l'acceptation de l'existence de certaines formes précapitalistes en Occident – sans l'existence d'un capitalisme réel – pourrait poser la condition d'une comparaison de la société occidentale de tel ou tel pays au XVI^e siècle et de la société polonaise, à savoir la comparaison de leurs structures socio-économiques. De ce point de vue, nous pouvons comparer certains traits caractéristiques des sociétés, notamment la dissolution d'une société hiérarchisée et traditionnelle et la formation d'une société plus mobile et plus dynamique. Il s'agit surtout de la perméabilité entre les ordres juridiques, du mélange des sangs (mariages mixtes) et des statuts, de la formation d'une hiérarchie modifiée, basée sur une richesse non seulement foncière, et des professions et situations intermédiaires. Il s'agit aussi de mobilité spaciale et de la création de marchés élargis pour les différentes marchandises et parfois pour la main-d'œuvre salariée.

Les phénomènes mentionnés n'étaient pas complètement étrangers à la société polonaise du XVI^e siècle.

Tout d'abord, la noblesse n'était pas légalement close avant 1578 et nous savons que, même après, l'anoblissement – légal ou illégal – n'était pas rare. Nous assistons à l'affluence de la noblesse, la petite surtout, dans les villes, et son intégration à la société urbaine aux différents niveaux professionnels et économiques. Parallèlement, l'achat d'immeubles urbains par les nobles et de domaines fonciers par les bourgeois, malgré les interdictions répétées, étaient chose courante. Evidemment, nous observons

aussi l'afflux de nombreux paysans dans les villes, tandis que les cas inverses sont presque inexistants.

Nous avons déjà rencontré de nombreux mariages mixtes entre représentants de la noblesse et de la bourgeoisie, et au XVI[e] siècle cela était courant dans toutes les couches sociales, notamment les plus riches. On rencontre le même phénomène quand il s'agit de dignités très hautes, surtout ecclésiastiques. Les situations prévues uniquement pour les nobles sont parfois données aux roturiers, plus exactement aux bourgeois. Les mariages mixtes entre les petits nobles et les paysans sont certainement moins habituels, soit à cause de leur rareté, soit par suite d'une recherche insuffisante, nous ne savons exactement. La situation de maire d'un village *(scultetus)* représente l'objet de convoitises aussi bien pour les nobles pauvres que pour les paysans aisés.

Les modifications dans la hiérarchie socio-économique sout tout aussi visibles dans la Pologne de l'époque. Il s'agit de l'effacement de plusieurs vieilles familles aristocrates (par exemple Tęczyński, Tarnowski, Górka, Kmita, Melsztyński, Chodecki, Łaski, Firlej, etc.) remplacées par des familles nobiliaires neuves, enrichies par des donations, des achats, la location de douanes, de mines, etc. (par exemple Zamoyski, Lubomirski, Potocki, Myszkowski, Mniszech et autres). Ainsi, nous pouvons parler de l'échange de l'élite socio-économique, ou d'une crise de la vieille aristocratie, fait observé dans la France ou l'Angleterre du XVI[e] et du début du XVII[e] siècle.

Pour expliquer l'existence du phénomène de la formation des professions intermédiaires, c'est-à-dire mal encadrées par la structure légale de la société de l'époque, nous pouvons indiquer l'apparition de différents notaires, nobles et bourgeois, qui formaient les chaînons des administrations royale, municipale, ecclésiastique, juridique et économique. De plus, comme nous l'avons déjà dit, on observe l'existence de « professions libérales » , comme avocats, médecins, gens de lettre plus ou moins riches et nombreux.

Je ne peux citer maintenant toutes les catégories de gens mobiles de provenance villageoise ou urbaine, et caractériser les différents mouvements spaciaux de la société polonaise de l'époque. Je voudrais simplement souligner l'existence des différents groupes d'ouvriers dans l'industrie, dans les mines, même à la campagne, des ouvriers qualifiés et non qualifiés, pourvus de salaires minimes ou de salaires plus élevés, d'ouvriers établis dans leur condition, puisque chefs de familles.

Cette présentation pourra certainement paraître un peu exagérée. En réalité, les phénomènes cités ci-dessus existaient en Pologne dès le XVI[e] siècle, cela est prouvé. Mais nous ne connaissons ni leur nombre, ni leur diffusion, ni leur importance relative. Nous pouvons soupçonner des proportions quantitatives beaucoup plus modestes que celles qu'on peut observer en Occident et seules les recherches futures pourront nous renseigner avec précision à ce sujet. Maintenant, nous ne pouvons que suggérer la conclusion suivante : la différence principale des systèmes socio-économiques entre la Pologne et les pays occidentaux au XVI[e] siècle n'exclut pas l'existence de nombreux phénomènes semblables et n'exclut pas non plus des comparaisons fructueuses. Il est seulement très important de poursuivre en profondeur nos recherches sur la société d'autrefois en évitant la simplification et la pétrification de l'image de cette société, qui était animée et multiforme.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Janina Leskiewicz

QUELQUES PROBLÈMES DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL EN AGRICULTURE (LE MÉTAYAGE ET LA CORVÉE)

Les progrès et le développement de l'histoire comparative qui, ces temps derniers, apparaissent si nettement, apportent de plus en plus d'observations sur les analogies de ces deux systèmes, dont je voudrais parler ici.

Au Congrès de Copenhague, les auteurs du rapport sur les exploitations agricoles paysannes, avant et au début de la révolution industrielle, Messieurs les professeurs Jerzy Topolski et Andrzej Wyczański, avaient introduit la notion des « exploitations dépendantes », parmi lesquelles ils ont placé les métairies et les exploitations corvéables, en leur opposant « les exploitations indépendantes ». Ils désignaient du terme « exploitations indépendantes » ces unitées économiques qui constituaient la pleine propriété paysanne, de même que les exploitations censitaires et affermées.[1]

Trouver des formes optimales de l'organisation de la production agricole, c'est-à-dire des formes qui, pour des frais minimaux donneraient une production maximale, voilà une question qui s'impose à l'homme depuis le moment où il quitta la cueillette pour l'économie agricole. Chaque époque et chaque région culturelle trouvaient une solution différente à ce problème. Je voudrais attirer votre attention sur deux parmi celles-ci, notamment la réserve seigneuriale et le métayage qui ont joué un rôle important dans l'agriculture européenne des temps modernes.

Malgré les différences fondamentales qui existaient à l'origine de la formation et de la stabilité des deux systèmes qui nous intéressent ici, on accentue particulièrement fort leurs ressemblances et leurs traits communs. Ce n'est pas d'ailleurs une attitude nouvelle. Georges Lefèbvre déjà, dans son ouvrage « Question agraire au temps de la terreur »,[2] indiquait que le métayage renouait à la corvée et même à la servitude.

Le métayage et le servage, nous les comprenons ici comme deux systèmes distincts de l'organisation de la production agricole.

Le premier trouve son expression dans l'établissement des proportions de la répartition des revenus en nature qu'apporte une exploitation agricole. Mezzadria, Teilbau, métayage, połownic-two, tous des termes qui fonctionnent dans plusieurs langues et qui

[1] J. Topolski, A. Wyczański, L'exploitation paysanne avant et au commencement de la révolution industrielle.

[2] G. Lefèbvre, *Questions agraires au temps de la terreur.* La Roche-sur-Yon 1925, p. 93.

définissent ce système, parlent du partage des biens entre le propriétaire de la terre et celui qui la cultive.

La notion du second système se réduit à l'explication du caractère de la main-d'œuvre sur laquelle est fondée la production agricole, la main-d'œuvre assurée par le paysan serf.

Je ne me propose pas ici ni de définir ni de comparer en détails ces deux systèmes. C'est un sujet qui ressemble à la mer ou même à l'océan par son étendue et, ce qui plus est, dans cette partie qui traite du métayage il est parfaitement connu des historiens, économistes et juristes occidentaux, tandis que le servage intéresse surtout les historiens de l'Europe orientale. Je ne veux que signaler ici certaines affinités et différences des deux systèmes de production, le métayage en France et la corvée en Pologne pris comme base et exemple. Cependant, pour le faire il vaut mieux préciser de quoi il sera question.

Le métayage et la corvée, phénomènes qui concernent un territoire tellement étendu et qui existent depuis tant de centenaires, doivent être, chose évidente, fort différenciés.[3] La classification basée sur l'objet du contrat permet de distinguer les types suivants du métayage existant en Europe, dont chacun entraîne, à ce qui me semble, de différentes conséquences économiques et sociales :

PRIMO : Le métayage classique, c'est un système dans lequel une exploitation agricole constitue l'objet du contrat, avec une superficie définie, avec ses bâtiments, son cheptel, d'habitude aussi avec ses ensemencements. Le propriétaire de la terre apporte le capital d'investissement et il couvre une partie des frais d'exploitation. La famille paysanne, qu'elle soit petite ou grande, souvent de deux générations (parents et enfants adultes) fournit la main-d'œuvre. L'exploitation agricole dans le régime du métayage constitue l'unité fondamentale de l'organisation de la production agricole, l'unité formée d'une façon durable.

SECONDO : La deuxième forme du métayage, populaire à l'Ouest et au Sud de l'Europe, est formée par les contrats qui ne comprennent pas les exploitations agricoles entières, mais des parcelles particulières. Le propriétaire de la terre laisse la culture de l'ensemble ou d'une partie des terres qu'il possède sous forme d'une parcelle à part; ce sont, de règle, des monocultures : des vignobles, des plantations du tabac, du maïs, etc. Ce type de contrats est d'usage le plus souvent pour des cultures particulièrement laborieuses, qui mobilisent périodiquement, à l'époque des récoltes surtout, une considérable quantité de main-d'œuvre. Nous avons alors affaire au métayage que l'on pourrait définir comme parcellaire ou spécialisé.

TERTIO : Le système du métayage est appliqué aussi dans l'élevage; même quand l'ensemble de l'exploitation agricole constitue l'objet du contrat, souvent un contrat à part définit le cheptel vif et la division des revenus de la production animale. Dans ces

[3] *Enciclopedia agraria italiana*, t. 7, Roma 1972; E. Labrousse, *La crise de l'économie française à la fin de l'ancien régime et au début de la Révolution*, Paris 1944, p. 537; A. Soboul, *Les campagnes à la fin de l'Ancien Régime*. Mémoires et Documents, Paris 1961; J. Rutkowski, *Badania nad podziałem dochodu w Polsce w czasach nowożytnych* (Analyses de la répartition des revenus dans la Pologne du temps moderne) Kraków 1938, p. 104–109.

conditions ce dernier contrat peut être considéré comme un complément du contrat de base.

Les contrats dont l'objet est l'élevage qui ne reste pas lié à la production agricole possèdent un caractère différent.

Le terme elliptique de « corvée » signifie, nous le savons, un système de l'économie agricole où les terres qui constituaient une propriété à part étaient divisées entre la réserve seigneuriale et les petites tenures paysannes. Le paysan cultivait non seulement les terres qu'il exploitait directement, mais aussi – en raison du servage – les sols seigneuriaux. La propriété de la terre, propriété supérieure, appartenait aux représentants des Ordres privilégiés et le droit coutumier à son exploitation héréditaire (dominium utile) appartenait au paysan. La corvée allait de paire avec le servage (sauf à la période du déclin de ce genre de l'économie, c'est-à-dire au XIX^{e} siècle), ce qui nivellait les différences entre les exploitations paysannes. Ces différences résultaient des types de propriété (royale, ecclésiastique ou noble), des droits divers à la terre, du montant et du genre des charges, de la surface des sols dont disposait le paysan.

Au cours de la colonisation et des règlements postérieurs on formait deux types essentiels de tenures : des exploitations plus grandes, dites « kmiece » , obligées à fournir la main-d'œuvre avec les bêtes de trait, et les tenures plus petites dites « zagrodnicze » situées aux confins de la campagne chargées de redevances à pied. Ces deux types d'exploitation se maintenaient jusqu'au début du dix-neuvième siècle quand se fit remarquer une tendance à liquider des exploitations plus grandes, comme conséquence du progrés de la culture du sol. Celui-là exigeait que l'on pourvoie la réserve en bêtes de somme et outils, au lieu d'employer les bêtes et les outils du paysan.

Si entre le métayage et la corvée nous pouvons retrouver maintes ressemblances, il ne faudrait pas perdre de vue les différences, voire les oppositions. Du point de vue théorique les deux systèmes s'excluent mutuellement. Sur les terrains où l'économie corvéable existait, il n'y avait pas de métayage classique. L'une des rares exceptions c'est la Dalmatie, où les métayers, jusqu'aux années soixante-dix du siècle passé, étaient obligés à un nombre défini de jours de corvées par an. Ces prestations cependant n'avaient pas d'importance décisive dans l'ensemble de l'économie.

Le colonage partiaire était bien connu dans l'Italie antique, mais nous n'allons pas nous attarder ici sur l'Antiquité et les pays en dehors de l'Europe.

Le métayage réapparaît sur le peninsule des Apennines, si je ne me trompe pas, aux XIII^{e}–XIV^{e} siècles, quand les communes en voie de développement attirent dans les villes la noblesse de campagne.[4] La propagation du métayage en France cependant reste liée aux conséquences de la guerre de cent ans et ensuite à la crise économique du

[4] Voir par exemple, G. Luzzato, *Storia economica, l'età moderna,* Padoue 1933; I. Imberciadori, *Campagna toscana nel 700 dalla Regenzo alla Restaurazione (1737–1815).* Firenze 1953; le même : *Per la storia della società rurale.* Parma 1971 (recueil d'articles – rééd.); Contratti agrari e rapporti sociali nelle campagne, *Storia d'Italia,* t. V, vol. I, Torino 1973; P. L. Spaggiari, *L'agricultura negli Stati Parmensi dal 1750–1859.* Milano 1966.

XVII[e] siècle. Les métairies se développaient aussi sur le terrain occupé auparavant par les tenures paysannes. La grande propriété foncière transforme la terre de ses réserves en métairies.[5] On rencontre ce type de l'économie dans presque tous les pays d'Europe occidentale et méridionale : depuis le Portugal et certaines régions de l'Espagne, en passant par le Nord et le centre de l'Italie, par l'ouest et le sud de la France, et certaines régions de la Suisse, jusqu'à la Yougoslavie actuelle et la Russie. En Grèce et en Turquie la plupart des terres de l'Etat est partagée entre les colones.[6]

Le reste de l'Europe, sa partie orientale, était – comme nous le savons – le domaine de la corvée. Au début le système de l'économie « corvéable » s'est répandu en premier lieu sur les territoires situés au sud-est de la côte Baltique. En Lettonie et en Estonie déjà vers les dernières décennies du XV[e] le faire-valoir corvéable se développait rapidement pour englober ensuite les terres polonaises ainsi que plusieurs régions de la Russie, de l'Allemagne de l'Est, de la Hongrie et ensuite le territoire tchèque.

Vers la fin du XVIII[e] siècle la nouvelle période de la croissance économique a provoqué le développement de la corvée sur de nouveaux territoires, cette fois au sud de la Russie à l'arrière de la Mer Noire. Par les ports de la Mer Noire on exportait le blé vers l'Ouest de l'Europe. Toutefois, ce n'était qu'une courte période.

L'introduction du métayage s'accompagnait, en Europe Occidentale, de travaux théoriques glorifiant ses vertus. Au XVII[e] siècle, c'est entre autres Olivier de Serres qui le propage dans son traité « Le théâtre de l'agriculture » . Si le propriétaire ou son représentant veut se libérer des ennuis et frais inévitables quand on recherche la main-d'œuvre pour la moisson, la meilleure solution est, selon de Serres, sans quitter son domaine de le donner à bail à mi-fruits.

Le même auteur est très exigeant pour le preneur, qu'il soit métayer ou fermier; chacun d'eux devait être un « homme de bien, loyal, de parole et de bon compte, sain, âgé de vingt-cinq – soixante ans, marié avec une sage et bonne mésnagère, industrieux, laborieux, diligent, espargnant, sobre, non amateur de bonne chère, ny yvrogne, ny babillard, ny plaideur, n'ayant aucun bien au soleil, mais ayant plutôt de moyens à la bource . . .».[7] Ce prodige, devait, en plus, être soumis et accepter facilement la direction du propriétaire.

A partir du milieu du dix-huitième siècle, parallèlement à la propagation des théories physiocratiques, on peut rencontrer dans la littérature économique non seulement des descriptions mais aussi des critiques de l'économie pour la moitié des

[5] J. Loutchisky, *L'état des classes agricoles en France à la veille de la Révolution*, Paris 1911 ; H. Sée, *La vie économique et les classes sociales en France au XVIII[e] siècle*, Paris 1924, pp. 15, 21; E. Labrousse, *Histoire économique de la France*, V. 2[e], red. P. Goubert, E. Labrousse, L. Leon, Paris, p. 142; *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et Civilisation rurale en France.* Publ. sous la direction de Georges Friedmann, Paris, A. Colin (s. date), p. 111.

[6] Wl. Pappafave, *Studien über den Teilbau in der Landwirschaft besonders in Dalmatien*, Innsbruck 1894; W. Rocher, *System der Volkswirtschaft*, Stuttgart–Berlin 1903; W. L. Biegeleisen, *Rozwój nowoczesnej wsi polskiej* (L'évolution de la campagne moderne en Pologne), t. I, Kraków 1916, p. 362.

[7] O. de Serres, *Le théâtre de l'agriculture*. Lyon 1675, p. 51.

récoltes. Nous pouvons citer ici les noms de François Quesnay, Duhamel de Monceau, Anne Rober, Jacques Turgot.

L'agronome français de renom, l'abbé Tessier, dans sa dissertation publiée en 1787 et consacrée à l'agriculture, plaide ainsi la cause des métayers : « Ce n'est qu'à regret que le métayer voit la moitié du produit de ses champs, le fruit de ses peines, passer dans les mains d'un propriétaire qui recueille où il n'a pas semé ».[8]

La condamnation la plus véhémente du système de métayage en France provient toutefois du voyageur anglais, Artur Young. Il écrit : « Les pauvres gens qui cultivent la terre ici (il est question de la région située au sud d'Orléans) sont les métayers, c'est-à-dire les hommes qui louent la terre sans avoir les moyens de fournir le capital d'exploitation; le propriétaire est obligé de fournir le cheptel et les semences, il partage le produit de la ferme avec le tenancier : un misérable système qui perpétue la pauvreté et empêche l'instruction . . . .» [9] Et plus loin : « Quand je vois un aussi beau pays si pitoyablement cultivé par des métayers mourant de faim au lieu de prospérer sous des fermiers riches, je ne sais plus plaindre des seigneurs, quelques grandes que soient leurs souffrances d'aujourd'hui . . . »[10] (la date du voyage de l'auteur explique cette dernière phrase).

Au milieu du XIX[e] siècle, quand le développement de l'industrie attire de plus en plus de main-d'œuvre, quand la production agricole de la grande propriété foncière ressent de plus en plus vivement le manque de cette main-d'œuvre, la situation commence à changer. L'économie de métayage trouve son défenseur dans l'économiste éminent que fut John Stuart Mill. A son avis, la critique de ce système reposait avant tout sur l'évaluation de la situation en France, tandis que les conditions en Italie (l'héritage coutumier des exploitations, une culture agraire beaucoup plus haute, surtout au Piémont) indiqueraient les avantages du partage des récoltes entre le propriétaire et le métayer. Celui-ci se sent l'associé du propriétaire foncier.

Une littérature abondante apparaît, des ouvrages juridiques et économiques en plusieurs langues deviennent de plus en plus nombreux; souvent intervient la législation d'Etat qui considère le métayage soit comme association, soit comme bail, soit comme contrat de travail. Le plus souvent il s'agit dans ces initiatives de trouver des solutions qui, d'une manière optimale, assureraient les intérêts du propriétaire de la terre.[11]

L'adaptation du système de métayage se présenta comme une nouveauté sur les terrains où, jusqu'au milieu du siècle passé, régnait l'économie corvéable. La corvée, entièrement acceptée par les traités agricoles du XVI[e] et du XVII[e] siècles, a connu au siècle des Lumières de vives critiques. Son rapport étroit avec le servage était la cause du fait que la victoire de la Révolution française à l'Occident entraîna la liquidation de la réserve corvéable à l'Orient.

[8] Encyclopédie Méthodique ou par ordre de matières par une société de gens de lettres, de savants et d'artistes, serie 2, t. I Agriculture, premier discours par M. l'abbé Tessier, p. 27.

[9] A. Young, *Voyages en France en 1787, 1788 et 1789*, éd. par H. Seé, Paris 1931, p. 91.

[10] *Ibidem*, p. 274.

[11] H. Dietzel, Über Wesen und Bedeutung des Theilbaues in Italien *In: Zeitschrift für Gesamte Staatswissenschaft*, t. 40,1884; Hermes, *Das Teilbau in Frankreich*, Jena 1907.

C'est à partir de 1807 que commença le processus juridique de liquidation de la corvée, dépassé, comme nous le savons, par le processus économique. Le domaine propre du seigneur n'est pas donc retranché par ces réformes (sur le territoire du Royaume de la Pologne seulement, pour des raisons politiques, les possessions de la noblesse ont été diminuées) et on commence à chercher d'urgence de nouveaux moyens de s'assurer la main-d'œuvre. Dans ces exploitations agricoles on se tire d'affaire à l'aide du travail d'acquittement : pour le bois de chauffage, pour le droit du pâturage, pour des lopins de terre où l'on plante la pomme-de-terre, aliment de base, parfois pour l'argent emprunté au temps de la disette avant les moissons, le paysan est obligé de s'acquitter.

Au sud-est le système dit de Podolie devient très populaire; l'ouvrier y est payé d'une partie de la récolte, surtout de la onzième ou de la douzième gerbe de blé récolté. Dans le Royaume de la Pologne il est d'usage d'installer les paysans sur de petites parcelles de terre en les rémunérant d'une partie de récoltes de blé pour le travail sur les champs du domaine du grand propriétaire.

Le système de métayage éveille également, surtout dans les pays appartenant à la monarchie autrichienne de l'Autriche-Hongrie, un vif intérêt. Les grands propriétaires fonciers qui affrontent d'énormes difficultés à cause du manque de la main-d'œuvre, reconnaissent dans le métayage ce système idéal qui servira de solution à toutes les difficultés : il assurera un travail à haut rendement, une culture de terre soignée, des récoltes abondantes, sans aucune dépense en argent liquide. C'est ce système qui représente l'association du capital et du travail, estimée comme juste du point de vue social.

Malgré l'idéalisation du métayage proclamée dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle le système n'est pas devenu populaire sur les terres polonaises. Il serait difficile de présenter ici une analyse développée des raisons de cet état de choses. Sans aucun doute, la tradition de l'économie de réserve développée et la peur de quitter la campagne y avaient joué un rôle important. Car où pourrait-il aller, ce gentilhomme abandonnant sa demeure rustique, quand il n'y avait pas d'industrie dans le pays et quand l'administration d'Etat et l'armée se trouvaient dans les mains des étrangers ? Cependant, ce qui a freiné cette évolution c'étaient aussi les différences entre les deux systèmes de l'organisation de la production agricole, particulièrement important pour les terrains de la production des céréales en Europe Orientale.

En quoi consiste donc la différence entre les deux systèmes et quels sont leurs traits communs sauf leur disposition territoriale et chronologique ?

Les éléments fondamentaux de la production sont la terre et l'homme. Comment donc les droits à la terre se présentaient-ils ? Quels étaient les systèmes d'aménagement spacial des propriétaires de la terre et celle de ses exploiteurs ? Enfin quelle structure d'organisation assurait le fonctionnement de ces deux systèmes de la production agricole ?

Le métayer qui prend la terre représente, comme nous le savons, le travail, celui qui la donne représente le capital et, le plus souvent, la propriété (uniquement dans les cas où la terre est transmise par le fermier général celui-ci ne représente pas la propriété).

Le droit de l'exploitation de la terre résulte du contrat passé, écrit ou oral, basé sur les coutumes du pays. Dans le système de métayage le contrat décidait des droits de l'exploiteur à la terre. Le règlement se rapportant à la dénonciation du contrat et établissant sa durée était particulièrement important. Différant suivant la période et la région, il dépendait du potentiel économique des deux parties contractantes, mais aussi des coutumes régionales ou des normes juridiciaires en vigueur. Les moins favorables, du point de vue de l'exploiteur de la terre, étaient les règlements qui prévoyaient l'expulsion du métayer, sans préavis, quand le propriétaire de la terre n'était pas content de lui. Les contrats sans terme n'étaient pas favorables non plus aux paysans, car ils pouvaient être dénoncés, au cours de leur durée à un terme défini, par chacune des parties. Les métayers de France s'étaient opposés avec une violence particulière à ces conditions, aussi supprima-t-on les contrats sans terme pendant la Révolution, par la loi de l'année 1790.

Les intérêts des exploiteurs étaient toutefois protégés par des contrats héréditaires et des contrats qui assuraient aux paysans l'inamovibilité, et qui étaient pratiqués sur certains terrains de la Yougoslavie actuelle. Mais les plus populaires étaient les contrats passés pour un nombre d'années défini, avec une tendance générale à les renouveler par les deux parties, ce qui faisait que les métayers devenaient des exploiteurs héréditaires des terres.

Dans l'économie du servage la propriété de la terre et le caractère du *dominium directum* s'exprimaient dans l'entière liberté du seigneur à disposer de la terre de la réserve et dans la propriété domaniale par rapport aux terres des paysans.

Le problème essentiel, l'assurance à la famille paysanne des droits héréditaires à la tenure, trouvait des solutions diverses dans de différents pays et régions; on définit généralement ces différences comme «meilleurs» et «pires» droits à la terre – «pires» désigne ceux qui assuraient à un degré moindre la possession de la terre par le paysan et facilitaient l'expulsion de celui-ci par le seigneur. Les droits paysans à la terre étaient toutefois défendus par les intérêts du seigneur, jusqu'aux temps où la réserve commença à se servir du travail salarié. Les superficies des exploitations agricoles ne pouvaient pas descendre au-dessous de la «parcelle alimentaire» pour le paysan et sa famille, mais aussi pour le bétail vivant, employé à la culture du sol du seigneur et du paysan. Quel était le niveau minimum auquel on pouvait réduire cette alimentation du paysan et du bétail, cela constitue une question à part.

Dès la fin du XVIII[e] siècle les droits paysans à la terre deviennent fort différenciés. Chacun des Etats copartageants trouvait une solution différente aux problèmes agraires de l'époque. En Galicie les édits impériaux assurent la propriété paysanne de la terre. Dans la Duché de Varsovie l'ancien seigneur devient le propriétaire foncier capitaliste et le paysan, le preneur qui paye en main-d'œuvre le sol qu'il exploite. Sa possession, du point de vue judiciaire et en réalité, s'empire beaucoup. Ce n'est que la réforme de 1864, qui freine l'expropriation du paysan de la terre.

La propriété paysanne entière et indépendante se propage le plus tôt en Prusse.

Les tendances à stabiliser les contrats de métayage d'un côté et la tradition de reconnaître les droits des paysans à exploiter la terre de l'autre, contribuaient à diminuer l'écart des deux systèmes.

Passons maintenant aux problèmes de l'aménagement spatial des sols.

Le métayage pour ainsi dire classique, c'est la répartition d'une propriété foncière en de petites ou moyennes unités de production; cette répartition avait une grande stabilité à cause des investissements nécessaires pour la formation des exploitations agricoles. La réserve du seigneur ou bien n'existait pas du tout ou bien n'était pas grande (on y profitait soit du travail salarié libre, comme par exemple en France, soit du travail servile, comme en Dalmatie).

Il en résulte que l'habitat est dispersé, les bâtiments paysans forment des closeries séparées ou de petits hameaux. Il y manquait souvent ce point central qu'était, à l'est de l'Europe, le manoir et les bâtiments du domaine.

La grandeur des exploitations agricoles des métayers était limitée par les possibilités de la main-d'œuvre familiale. La structure de la production, prévue dans le contrat, c'est-à-dire végétale ou animale décidait de cette demande. Théoriquement les exploitations étaient d'autant plus petites que les cultures demandaient plus de travail.

C'était ce genre d'exploitation qui formait, d'une manière durable, la structure agraire et le paysage agricole, que nous pouvons observer, de nos jours encore, par exemple en Ombrie.[12]

Le métayage est le domaine de petites exploitations agricoles paysannes, tandis que la corvée fonctionne dans le système mixte. Il est basé, simultanément, sur de petites tenures paysannes et les grandes réserves des seigneurs, qui sont étroitement unies et réciproquement dépendantes. Il faut remarquer que cette dépendance a double face pour le paysan : économique et extra-économique.

La coexistence des exploitations grandes et petites dans le sein d'une seule propriété et d'une seule unité de production, cette coexistence de deux types différents, du point de vue de l'aménagement de l'espace, de l'organisation de la production agricole, constitue un trait caractéristique du système de l'économie basée sur le servage.

L'homme est le second élément fondamental des systèmes de la production agricole. Ce problème aussi doit être analysé sur deux plans : celui du propriétaire de la terre et celui de l'exploitateur de la terre.

Sous l'Ancien Régime le caractère social de la propriété de terre était fort différent si l'on compare la France ou l'Italie, où le monopole des nobles dans ce domaine n'existait point, avec les pays de l'Est de l'Europe. Les propriétaires de la terre mise à l'exploitation des métayers (ou bien donnée à bail) provenaient de différentes couches sociales : ils se recrutaient parmi l'aristocratie et la noblesse, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie riche, les artisans de campagne et aussi parmi les paysans qui possédaient la terre, mais qui travaillaient ailleurs. En Turquie l'Etat (le sultan) était le propriétaire principal des terres mises à l'exploitation des métayers. Dans les domaines plus grands on vit devenir toujours plus populaire l'usage de donner à bail l'ensemble des terres

[12] H. Desplanques, *Campagne ombrienne – contribution à l'étude des paysages ruraux en Italie centrale*, Paris 1969; M. Kiełczewska-Zaleska, *Przegląd Geograficzny, t. XLVI, 1974, nº 2; P. Georges, Géographie économique et sociale de la France.* Paris 1949, p. 63.

aux fermiers généraux qui, à leur tour, représentaient les intérêts du propriétaire mais aussi leurs propers intérêts et qui cédaient la terre aux métayers.

Les métayers sont les paysans qui ne possèdent pas de terre ou bien ceux qui la possèdent mais qui tendent à augmenter leurs revenus, prenant l'exploitation agricole dont ils partageront les récoltes.

Le métayer passe le contrat avec le propriétaire de l'exploitation agricole en tant que chef de famille et tous les membres de celle-ci sont obligés d'y travailler. Quand il manque de main-d'œuvre, les frais de l'ouvrier salarié sont payés conformément à ce que le contrat décide. L'excédent de la main-d'œuvre stimule les investissements supplémentaires, tels que les améliorations foncières, l'établissement des cultures durables, etc. Certains contrats de métayage interdisent aux membres de la famille du métayer d'entreprendre le travail rémunéré en dehors de l'exploitation. Dans ce domaine également nous observons donc des restrictions visibles de la liberté d'action de l'exploiteur de la terre.

Sur les terrains ou régnait la corvée, les droits domaniaux à la terre appartenaient au roi, à la noblesse, au clergé et, à titre d'exception seulement, aux villes ou aux citadins.

La position sociale du paysan était définie par le servage. Le pouvoir du seigneur pesait sur l'ensemble de la population paysanne qui habitait le domaine. La corvée était obligatoire pour les propriétaires des tenures, mais aussi pour ceux qui n'avaient que la chaumière ou même une chambre uniquement. Les tenures paysannes profitaient aussi des valets, car la main-d'œuvre de la famille ne suffisait pas pour la culture en même temps du sol de la tenure et des terres seigneuriales.

Les divisions en ordres de toute la société, dans laquelle la bourgeoisie constituait une marge de petite importance, trouvaient leur correspondant dans la structure générale de la propriété de la terre et, à l'échelle la plus basse, dans chaque propriété foncière où le système social se fondait nettement sur la dychotomie seigneur-paysan. Les relations du seigneur et de son paysan étaient normalisées par la politique économique de la noblesse, par les normes d'usage, fixées d'habitude dans les relevés des exploitations agricoles paysannes, établis pour des domaines particuliers, avec leur redevances obligatoires. Ces relations sont aussi sanctionnées par l'Etat, surtout à l'époque de la propagation du système au XV^{e} siècle, et plus tard, à l'époque de l'absolutisme éclairé, quand la monarchie prend sous sa défense la population paysanne, voulant non seulement assurer la possession de la terre aux paysans, mais aussi voulant normaliser les redevances paysannes et freiner les tendances à les augmenter incessemment.

Les facteurs que nous venons d'énumérer influençaient l'organisation de la production agricole – c'est évident – mais qui est-ce qui dirigeait cette production à l'intérieur de l'unité économique, définie et isolée du point de vue juridique, économique et dans l'espace ? A quel degré cette direction concernait-elle le propriétaire ou le fermier général et quel était le degré de l'autonomie du métayer et du paysan corvéable ? Malgré les différences régionales, chronologiques et celles qui résultent du type de la propriété foncière, la sphère des fonctions de direction et d'exécution quant au métayage paraît nettement précisée au moyen du contrat passé entre le propriétaire et

l'exploiteur de la terre. Ce contrat définit non seulement les obligations réciproques des deux parties, mais aussi les directions principales de l'exploitation de la terre, comme par exemple les cultures durables, les améliorations, les investissements, etc., dont l'initiative et le financement appartenaient de règle au propriétaire.

Pendant la durée du contrat le propriétaire (ou le fermier, son remplaçant) assumait principalement les fonctions de contrôle.

Ce contrôle incessant était l'une des raisons des antagonismes mutuels, il augmentait la mauvaise disposition de l'exploiteur pour le propriétaire, bien que l'organisation elle-même des travaux directs de la production dépendait du métayer. C'était lui qui décidait de leur cours et qui était responsable de leur exécution. Le propriétaire le plus souvent habitait en ville ou vivait à une autre campagne, sans s'occuper directement de l'administration de ses biens.[13]

Un type de l'organisation de production tout à fait différent était le domaine de servage. Le propriétaire des biens, le noble, habitait en général la campagne et, à l'aide des officiers (*officiarius*), dirigeait l'ensemble des travaux courants, il établissait des plans détaillés des travaux de chaque jour pour les paysans serfs et il contrôlait le cours de tous les activités de la réserve. Toutefois, c'étaient uniquement les terres du domaine qui dépendaient de l'administration du seigneur, les exploitations de ses sujets étant en dehors de son attention. Il est surprenant combien peu le seigneur s'intéressait à ce qui se passait à la campagne. Les instructions, nombreuses au XVIII[e] siècle, contenaient des recommandations détaillées concernant l'organisation et la technique que le propriétaire des biens transmettait à ses officiers. Elles apportent avant tout des indications agrotechniques de même que celles de l'administration et du contrôle, mais du domaine seigneurial uniquement. On rencontre des remarques générales concernant la campagne, qui constatent soit le fait que les exploitations paysannes déchoient, soit au contraire que les terres des paysans sont mieux cultivées que celles du seigneur, mais c'est tout. Il est bien vrai que le système de l'assolement triennal, dans les cadres de l'ensemble des champs communs pour toute la campagne, ne laissait pas beaucoup de place à l'initiative des paysans par rapport à l'intensification de l'économie, il donnait cependant une marge de décision là où il s'agissait de l'élevage, de la culture des plantes industrielles ou potagères.

[13] Voir par exemple : R. H. Andrews, *Les paysans des Mauges au XVIII[e] siècle.* Tours 1935, p. 31; Ph. Bossis, Le milieu paysan aux confins de l'Anjou, du Poitou et de la Bretagne 1770–1789, *Etudes rurales,* no 47, 1972, p. 122; J. Bourcier, *Le métayage dans la région d'Aix au XVIII[e] siècle.* Aix-en-Provence 1960 (thèse dactylographiée); G. Chavarnac, *Essai sur les origines du métayage en Provence.* Marseille 1900; L. Merle, *La métairie et l'évolution agraire de la Gatine poitevine de la fin du Moyen Age à la Révolution.* Paris 1958; P. Raveau, *L'agriculture et les classes paysannes. La transformation de la propriété dans la Haute-Poitou au XVI[e] siècle,* Paris 1926; E. Sol, *La vie économique et sociale en Quercy aux XVI[e] et XVII[e] siècles.* Paris 1950; P. de Saint Jacob, *Les paysans de la Bourgogne du Nord au dernier siècle de l'ancien régime.* Paris 1960; H. Seé, *Les classes rurales en Bretagne du XVI[e] siècle à la Révolution.* Paris 1906; L. Vigier, *Essai sur la répartition de la propriété foncière dans la région alpine,* Paris 1963.

Pourtant ces initiatives dans le domaine de la production étaient freinées par la politique du seigneur, qui tendait à isoler le paysan du marché et à intercepter en ses mains les excédents de la production (interdiction de vendre le blé par exemple ou la clause du droit de préemption). Ces initiatives étaient aussi freinées par l'appréhension des paysans que l'augmentation de leurs revenus n'entraîne pas l'augmentation de leurs redevances pour le seigneur.[14]

Compte tenu des remarques ci-avant présentées nous pouvons constater que les deux types de l'exploitation de la terre présentent des différences distinctes quant à l'organisation technique du travail dans l'agriculture et aux méthodes de l'administration.

Un autre problème qui, à vrai dire, devrait être analysé en premier lieu c'est la comparaison de la condition du paysan serf d'un côté et, de l'autre, des formes et de la sphère de la dépendance personnelle du métayer du propriétaire de la terre et du paysan corvéable (caractère et durabilité des diverses prestations personnelles). Ces questions dépassent toutefois les cadres du problème de l'organisation de la production agricole adoptés par ce rapport.

Si nous abordons les sujets traités ici dans un aspect plus vaste, nous pourrions risquer de formuler les différences et les ressemblances des deux systèmes, sans pour autant oublier leur énorme différentiation dans le temps et dans chaque région.

Les différences se laissent voir nettement dans certains domaines, à savoir :

- caractère des droits à la terre
- forme de l'habitat et de l'aménagement du sol
- organisation et gestion de la production
- rôle de la contrainte extra-économique
- mode de vie des propriétaires fonciers.

Les traits communs, ou proches, pourraient être définis comme suit :

- séparation des droits de propriété de la terre (entière ou en qualité de seigneur) du travail
- importance fondamentale de la famille en tant qu'unité de production
- isolement de la tenure paysanne du marché (bien qu'à l'intérmédiaire d'autre mécanismes fonctionnants)
- mode de vie des paysans.

Ces remarques présentées ici en abrégé pourraient se terminer par une question qui, en fait devrait être posée au début : peut-on comparer ces deux systèmes tout en gardant les règles de la pensée historique ? Mais ce problème demande certainement à être précisé historiquement d'une manière plus ample.

[14] J. Rutkowski. Le régime agraire en Pologne au XVIII[e] siècle. *Revue d'histoire économique et sociale*, 14, 15 Paris 1926, 1927; le même : *Poddaństwo włościan w Polsce i niektórych innych krajach Europy (Le servage en Pologne et dans quelques autres pays européens). Poznań 1921; B. Baranowski, Histoire de l'économie rurale en Pologne jusqu'à 1864.* Wrocław 1966; *Historia chłopów polskich* (Histoire de la paysannerie polonaise), t. I–II, Warszawa 1970–1972.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Domokos Kosáry

LE SYSTÈME DES ORDRES A LA CROISÉE DES CHEMINS. CONTRIBUTIONN A L'HISTOIRE DES TENDANCES POLITIQUES EN HONGRIE, 1765–1795.[1]

Au cours des dernières décades du XVIII^e siècle, les idées et les aspirations politiques de la noblesse hongroise montrent – par rapport à celles des années précédentes – une certaine modification, développant de nouveaux motifs, bien que d'autre part la noblesse, avec de rares exceptions, s'attachât jusqu'au bout à l'ancien système des Ordres.

Il y a presque un demi-siècle, l'un des initiateurs des recherches typologiques des constitutions des Ordres déclara que le système des Ordres était un phénomène général européen qui cependant présentait des caractéristiques quelque peu variées dans les différentes parties du continent.[2]

Dans la région correspondant à peu près au territoire de l'empire Carolingien de jadis. l'ancien bicaméralisme commença à être remplacé à partir du XV^e siècle par un système de trois *curiae*, et le pouvoir central s'accrût. Dans les pays « périphériques » de l'Europe, cependant – au Moyen-Age l'Angleterre en faisait partie –, le système bicaméral ainsi que le système local de l'autonomie des Ordres persistaient. C'était le cas en Europe centro-orientale également, où – comme on le sait – ce fut le pouvoir des Ordres qui s'accrût aux dépens du pouvoir central du souverain. Cependant, cette recherche ne tendait pas à élucider si par hasard au cours du XVIII^e siècle, ce système des Ordres n'aurait pas laissé entrevoir, justement en Europe centro-orientale, certaines tendances de modernisation ou de renouvellement qui pourraient donner lieu à une nouvelle recherche typologique.

[1] Le développement plus ample de ce thème. avec l'énumération détaillée de la littérature qui s'y rattache, se trouve dans un essai de l'auteur: Felvilágosult abszolutizmus – felvilágosult rendiség (Absolutisme Eclairé – Tendance Nobiliaire Eclairée), *Történelmi Szemle* 1976, N° 4. L'auteur a résumé les conclusions principales dans un court rapport en langue française, présenté au 3. Colloque organisé à Mátrafüred en automne 1975, sur les Lumières en Europe Centrale et en Europe Orientale.

[2] Hintze, Typologie der ständischen Verfassungen des Abendlandes. *Historische Zeitschrift* 143. Bd. 1931, pp. 1–47; nouvelle édition : *Staat und Verfassung.* Göttingen, 1962, pp. 120–139. Cf. R. R. Palmer, *The Age of Democratic Revolution.* I. Princeton 1959; Gerhard (rééd.), *Ständische Vertretungen in Europa im 17. und 18. Jahrhundert.* Göttingen, 1969.

L'approche de cette question fut gênée en Hongrie par la discussion et la partialité des adhérents à la *thèse royale* et à la *thèse nobiliaire*. Les auteurs, relevant le rôle historique du pouvoir central monarchique, voire même de l'absolutisme, considéraient le système des Ordres dans son ensemble, à cause de ses tendances rétrogrades, comme étant absolument négatif. Ils jugeaient *a priori* invraisemblable qu'au cours de l'époque des Lumières, il en résulte de nouvelles aspirations plus ou moins réalisables et qui pourraient retenir une attention toute spéciale. Les adhérents à la *thèse nobiliaire*, dont le nombre dominait bien entendu parmi les historiens hongrois, se montraient, si possible, encore moins aptes à distinguer de cette manière les phénomènes anciens et nouveaux. Ils considéraient le système traditionnel des Ordres du type des XVI^e^–XVII^e^ siècles comme étant *a priori* juste et représentant les intérêts nationaux même au XVIII^e^ siècle; ce système ne pouvait être jugé ou condamné – à leur avis – pour ses côtés négatifs; la fonction des Ordres devait donc être considérée substantiellement comme étant positive. Faisant face à ces deux sortes de généralisations, il est clair qu'il faudrait établir l'existence ou la non-existence d'un phénomène nouveau, et, dans l'affirmative, rechercher son point de départ, ses origines et la manière dont il différait de l'ancien système.

Il faudrait commencer par caractériser les principales variétés régionales des Lumières.

VARIÉTÉS DES LUMIÈRES

C'est l'essor de la bourgeoisie précédant et préparant la Révolution Française qui dominait les idées politiques de l'époque des Lumières en France. Cela ne veut pas dire que les philosophes auraient tous appartenu à la nouvelle bourgeoisie qui, d'ailleurs, n'avait pas été homogène, ni qu'ils auraient été préparés à la révolution. Mais leurs idées étaient adoptées, interprétées puis adaptées par l'idéologie bourgeoisie. Montesquieu, châtelain de la Brède, représentait en réalité une conception quasi-aristocratique de la monarchie, avec son système de pouvoirs intermédiaires, mais la bourgeoisie en retenait le refus du despotisme et les idées de la sécurité et du régime censitaire.[3]

Pourtant, notons qu'à l'arrière-plan des Lumières françaises se prolongeait – dans une certaine mesure et sous différentes formes – le dialogue traditionnel de la *thèse royale* et de la *thèse nobiliaire*. Ce dialogue se retrouve même parmi ceux qui faisaient l'éloge du modèle anglais de niveau plus élevé. Montesquieu soutenait les privilèges des parlementaires. Voltaire, par contre, évoquant le souvenir d'Henri IV, penchait pour un pouvoir central fort et contre les parlementaires nobiliaires, en condamnant essentiellement le système nobiliaire.[4] Il soutenait jusqu'à un certain point la cause de Frédéric II, de même que Maupertuis, La Mettrie, D'Alembert ou Helvétius. Dans sa politique subordonnée à l'économie, Diderot sympathisait avec la monarchie anglaise, mais aussi, comme on le sait, avec Catherine II. La notion de « despotisme légal » fut

[3] J. Touchard, *Histoire des idées politiques*. II. Paris 1959, p. 399.

[4] E. Rostworowski, Wolter a Polska. *Kwartalnik Historiczny* 1969, pp. 849–867.

introduite par l'un des physiocrates français, Le Mercier de la Rivière, bien qu'avec peu de succès. Contrairement à Voltaire, Rousseau refusait carrément toute sorte de despotisme et témoignait d'une certaine compréhension envers la politique de la noblesse polonaise.

Bien entendu, ce dialogue était plus intense encore dans les périphéries européennes moins développées aux points de vue économique et social, surtout à l'Est (mais aussi dans le Nord et le Midi), dans les régions où la bourgeoisie ne prenait encore ni trop d'importance, ni trop d'indépendance. Les idées des Lumières, partout nuancées, se différenciaient ici séparément, suivant des tendances indépendantes, contradictoires. Chacune des forces sociales, politiques composant la base de ces variétés modifiait différemment les motifs idéologiques nouveaux, selon ses propres exigences. Ces variétés se succédaient dans un certain ordre chronologique et, par la suite, développèrent leur dialectique parallèlement l'une à l'autre.

Dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle se côtoient en Hongrie les tendances suivantes, dont les équivalents peuvent être retrouvés ailleurs en Europe centrale et orientale:

1. La première est celle de l'absolutisme éclairé, qui – malgré son centre de Vienne – avait des partisans hongrois et non-hongrois en Hongrie. De plus, l'absolutisme éclairé était une autre sorte d'école politique pour ceux-là aussi qui s'élevèrent tôt ou tard contre lui, surtout du temps de Joseph II. Cette variété, par laquelle on essayait d'élever l'état féodal à un niveau plus moderne, avait également – on le sait – des pendants russe et prussien.

2. La deuxième tendance – qui en partie suivait, en partie rejetait la première – était représentée par les éléments et les groupes éclairés de la noblesse. Cette tendance avait pour but de renouveler, moderniser la structure politique nobiliaire ancienne, le système de représentation féodale, de l'amener à un niveau plus élevé et de le rendre capable de rivaliser avec l'absolutisme éclairé, sans dépasser cependant le cadre du féodalisme. Ce que les représentants de cette tendance voulaient réaliser, on pourrait le nommer en français – faute d'expression meilleure – programme nobiliaire éclairé. Cette tendance peut être retrouvée hors de Hongrie et de Croatie, surtout en Pologne.

3. La troisième tendance est représentée par des nobles réformistes et des intellectuels roturiers qui, n'étant pas très nombreux, adoptaient la véritable idéologie bourgeoise des Lumières – s'élevant au-dessus du dialogue mentionné. ils voulaient éliminer le féodalisme et non le moderniser. Etant donné qu'ils ne disposaient pas d'une force politique considérable, ils commencèrent par soutenir – en tant que joséphistes hongrois – le despotisme éclairé qu'ils avaient essayé de rendre plus progressiste. Après la chute du système joséphiste (1790), ils adhérèrent au mouvement nobiliaire-national croissant et cherchèrent à persuader son aile éclairée de créer des réformes sociales et politiques. Ce sont eux surtout qui grossirent par la suite les rangs des jacobins hongrois dans lesquels se produisit la tragédie de 1795, comme chez les jacobins polonais.

Afin d'éviter des malentendus, il faut ajouter quelques remarques à ce propos : d'abord, les tendances principales esquissées ci-dessus sont toutes des variations

diverses des Lumières. Elles ont été cependant confrontées par des forces rétroactives adverses, également de nuances différentes, mais cependant très vigoureuses. On ne peut concevoir un tableau général des forces en jeu sans tenir compte de ces circonstances. Une autre remarque tend à démontrer que ces variations de la Lumière n'étaient nullement des catégories raides et closes que l'on ne pouvait dépasser, bien au contraire, puisque – comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus – le centre viennois de l'absolutisme éclairé jouait parfois un rôle d'école politique pouvant servir de point de départ aux représentants d'autres tendances. Il suffit de citer un personnage éminent de la noblesse éclairée : le comte Ferenc Széchényi qui, en 1785, après la suspension de l'autonomie des comitats, accepta sous Joseph II la charge de commissaire départemental. Le poète János Batsányi soutint d'abord les tendances des Ordres éclairés mais bientôt, dépassant celles-ci, il se ralliait à l'étendard de la Lumière bourgeoise, antiféodale. Les possibilités et les exemples de développement ou changement personnel ne modifient pourtant rien au fait que ces tendances existaient.

Parmi les principales variations, c'était certainement la troisième, la tendance antiféodale joséphiste hongroise qui était, sinon la plus forte, du moins la plus avancée. Ce fut elle qui – surtout dans les pamphlets politiques de József Hajnóczy – inaugura le premier programme éclairé de la transformation bourgeoise-nationale en Hongrie. Pour le moment cependant, nous voudrions, par quelques réflexions élucider plutôt la seconde variation : sa fonction historique, ses caractéristiques principales. Cette seconde variation n'a pas encore été reconnue par l'histoire de la littérature comme variation indépendante et spéciale. Elle parle naturellement souvent des nobles éclairés et de leurs aspirations. Mais on s'est à peine posé la question : pouvons-nous parler d'un modèle à part, dans le cas de la deuxième tendance, visant à la création d'un ordre nobiliaire éclairé ?

Afin de pouvoir trouver la réponse juste à cette question, il faut d'abord examiner quelques hypothèses concernant la première variation : celle de l'absolutisme éclairé.

LE MODÈLE DE L'ABSOLUTISME ÉCLAIRÉ

La légende libérale – essayant de présenter l'absolutisme éclairé comme une sorte de tentative révolutionnaire bourgeoise – s'est prouvée depuis longtemps indéfendable. En réalité, l'absolutisme éclairé n'aspirait qu'à l'élimination des défauts les plus manifestes de l'ordre social et politique du féodalisme, dans l'intention de le moderniser et d'en préserver l'essentiel. Mais l'autre théorie, selon laquelle l'absolutisme éclairé n'aurait été qu'un moyen de défense contre la révolution bourgeoise, une tentative ayant pour but d'empêcher les bourgeois de se mettre à la tête des luttes de classes paysannes, ne nous semble pas non plus satisfaisante. L'absolutisme éclairé cherchait à modérer les luttes de classe des paysans en limitant les excès individuels des seigneurs terriens féodaux, ainsi qu'en relâchant les liens immédiats entre les propriétaires et leurs serfs. Cherchait-il à le faire juste dans les régions plus arriérées de l'Europe, où la bourgeoisie relativement faible et sous-développée, incapable de

soutenir une lutte de classe menaçante, n'avait aucun désir de se mettre à la tête des paysans ? En même temps, le nouvel Etat avait certainement besoin de l'activité économique de cette même bourgeoisie.

Le type antérieur de l'absolutisme européen, en Angleterre et en France, sur le plateau plus développé du continent, était le produit des conditions sociales et politiques intérieures. Le capitalisme naissant y atteignait déjà un certain niveau, niveau auquel il ne pouvait encore prétendre dans les périphéries. Cependant, les conditions réunies sur le plateau auraient pu exercer une influence sur tout le continent, y compris les périphéries. L'Etat absolutiste, en effet, une fois établi dans tel ou tel pays plus avancé, provoque, dans le jeu d'échecs international des puissances, la concurrence des pays de structure économique et sociale plus arriérée, par son organisation plus efficace et par la suprématie de ses forces financières, politiques et militaires. La rivalité des Etats développés et moins développés force inévitablement ces derniers à essayer de moderniser leur propre structure arriérée. Dans ce cas, les conditions intérieures moins développées sont complétées par une poussée extérieure. C'est ainsi qu'ultérieurement prit naissance un autre type d'absolutisme éclairé, par exemple en Prusse, dans la Monarchie des Habsbourg et en Russie.

L'absolutisme éclairé était donc la tentative d'Etats périphériques européens plus arriérés, soit un moyen par lequel ils essayaient d'atteindre le niveau du plateau européen, et en concentrant leurs forces, de rattraper le modèle français, tout en restant dans le cadre du féodalisme. Le déroulement de ce processus devait voir se combler bien des lacunes, ce que les pays plus développés avaient déjà réalisé durant la période d'absolutisme féodal du XVII^{e} siècle, notamment dans les domaines de la centralisation, de l'unification politique, de l'économie politique, de l'administration sanitaire, de l'enseignement, de la standardisation de la langue et de la littérature. Dans ces domaines, l'absolutisme éclairé finissait par atteindre certains résultats.

Dans le cas de la monarchie des Habsbourg, c'est la rivalité avec la Prusse qui fournit la pression directe extérieure. Parmi les facteurs intérieurs, c'est la bourgeoisie austro-allemande ascendante qui jouait un rôle digne d'attention. Elle aspirait à une position privilégiée dans la monarchie entière. L'idéologie et la doctrine d'Etat de l'absolutisme éclairé – se basant, tout comme en Prusse, sur la philosophie de Christian Wolff – étaient formulées entre autres par Sonnenfels, représentant à la fois la bureaucratie et la bourgeoisie, ainsi que le joséphisme et les aspirations de la langue et de la littérature allemande.

En Hongrie, l'un des premiers objectifs de l'absolutisme éclairé des Habsbourg était une certaine amélioration de la situation des paysans opprimés, l'augmentation de leur capacité de contribuables et de leur production de marchandises, ainsi que la limitation des privilèges nobiliaires. Aussi visait-il – surtout sous le règne de Joseph II – à liquider les autonomies nobiliaires comme noyaux de l'opposition et à intégrer dans la plus grande mesure du possible la Hongrie, de position économique et politique subordonnée, à une monarchie centralisée dont la langue officielle était l'allemand. Pourtant, il eut aussi des conséquences positives : la politique ecclésiastique de Joseph II, la tolérance, la réforme du système de l'enseignement, l'introduction du

contrôle de l'Etat sur les écoles, l'organisation de nouvelles écoles élémentaires, la modernisation de l'enseignement supérieur – surtout en ce qui concerne la formation des ingénieurs et des médecins –, et l'utilisation des nouvelles connaissances techniques et scientifiques.

L'énumération la plus détaillée ne peut, certes, effacer les côtés négatifs du système de l'absolutisme éclairé. Tout cela paraît bien insuffisant pour une future transformation bourgeoise. Cependant, comparé au passé, c'était certainement un pas sensible vers des améliorations, vers des buts bien plus modernes. Il est indiscutable qu'il était bien plus développé et moderne que l'ancien système des Ordres en Hongrie.

LES DÉBUTS DU PROGRAMME NOBILIAIRE ÉCLAIRÉ

Lors de la diète de 1764–65, la noblesse hongroise était encore totalement attachée à ses conceptions traditionnelles. La Cour a essayé d'initier des réformes en Hongrie avec l'aide des chefs des Ordres, telles la taxation du clergé, celle de la noblesse, en perspective, et la protection des serfs assurée par l'Etat. Avec leurs propositions et leurs publications, les premiers adhérents hongrois de l'absolutisme éclairé offraient leur concours à cette tendance. Les Ordres, eux, s'y refusaient nettement. Le point de vue politique de la noblesse, outre l'indignation générale dont témoigne un afflux de *pasquilli*, fut exprimé dans un pamphlet alors anonyme (*Vexatio dat intellectum*, 1764), mais dont nous savons aujourd'hui qu'il fut composé par le prélat György Richwaldszky, secrétaire confidentiel du comte Ferenc Barkóczy, archevêque d'Esztergom. Selon lui, le conseil de lieutenance devrait désormais être élu par le parlement, qui, en tant qu'organe des Ordres, pourrait éliminer les décrets royaux contredisant les privilèges. La souveraineté serait partagée entre le monarque et les Ordres. Le roi, bien que *princeps*, n'était seigneur foncier que sur ses propres terres; le fait qu'il voulait taxer la noblesse propriétaire de terres aurait donc équivalu à un vol. C'est l'ancien type de république nobiliaire polonaise que l'auteur avait en vue.

L'ancienne historiographie hongroise était naturellement portée à découvrir dans ces faits une certaine défense de l'autonomie nationale. Mais la vérité est que l'archevêque comte Barkóczy, tout comme le palatin comte Lajos Batthyány, deux personnages de tout premier plan dans la politique nobiliaire, étaient connus comme partisans zélés et intimes de la Cour des Habsbourg. Etait-ce en défendant les privilèges qu'ils devinrent soudain les palatins de l'autonomie nationale ? La taxation du clergé et de la noblesse ou la protection des serfs ne menaçaient en rien l'autonomie nationale, d'autant moins que plus tard, dans le cadre de programmes progressifs, en connexion avec de vraies revendications nationales, elles surgirent de façon encore plus nette.

La Cour en tira des conséquences et ne convoqua pas la diète avant 1790, entamant en Hongrie l'époque de l'absolutisme éclairé. L'*urbarium* fut introduit par décret (1767), tout comme les réformes scolaires, législatives, etc. La noblesse hongroise, grâce à sa force d'inertie, sut défendre ses privilèges, mais perdit l'initiative et, dans une

position négative, fut incapable de soutenir la concurrence de l'absolutisme éclairé. Afin de remonter la pente et de pouvoir finalement entrer en action, elle aussi dut se transformer et s'enrichir d'une nouvelle tendance, qui représentait également un programme éclairé. Le système des Ordres se trouvait à la croisée des chemins.

Cependant, à partir des années 1770, on vit naître dans les rangs de cette même noblesse des groupes d'esprits éclairés.[5] Ces groupes s'intéressaient aux problèmes de production des marchandises qui avaient commencé à émerger de l'ancienne économie plus primitive. Leurs rangs s'enrichirent des intellectuels d'origine noble ou roturière qui s'étaient bien entendu ralliés à cette noblesse. A l'aide de lectures et de voyages d'études à l'étranger, surtout dans les universités allemandes (Göttingen), l'avant-garde de ces groupes éclairés faisait connaissance avec certaines idées modernes des Lumières. Au lieu de conserver des préjugés démodés, elle visait à renouveler, à moderniser, la «constitution» féodale, à rendre l'ancien système des Ordres capable d'assumer des fonctions nouvelles, à le hausser à peu près au niveau de son rival: l'absolutisme éclairé. Un processus un peu semblable se déroulait ici, comme antérieurement lors de la naissance de l'absolutisme éclairé. Ici aussi, les conditions intérieures s'épanouissaient lentement : production de marchandises par la noblesse, demande d'exportation de produits agricoles, puis aspiration à développer le marché intérieur et l'industrie manufacturière. Il y avait là encore une pression extérieure accélérant le développement : c'était la pression de l'absolutisme éclairé, à laquelle le système des Ordres devait tenir tête pour arriver à faire un pas en avant, s'il en était encore capable. Cette nouvelle tendance, elle non plus, n'aspirait qu'à la modernisation du féodalisme, sans sortir des cadres de l'ordre social existant. Néanmoins, comparée à la conception nobiliaire antérieure traditionnelle, elle représentait une avance importante. Au début, elle se limita plutôt à des aspirations linguistiques-littéraires, culturelles. Mais plus tard, dans sa deuxième phase, son programme s'élargit au point d'embrasser presque tous les problèmes importants de la politique, de la constitution, de l'économie, de l'éducation, etc.

György Bessenyei, l'écrivain que l'on considère d'ordinaire comme pionnier de la nouvelle littérature hongroise nationale, fut le véritable initiateur de toute cette deuxième tendance, dont il élabora le programme initial culturel. Il ne fut pas l'initiateur de l'ensemble des idées des Lumières en Hongrie, mais plus spécialement celui de la tendance nobiliaire éclairée. Dans son drame inaugurant une ère nouvelle de la littérature hongroise (*Agis*, 1772), il met en scène un personnage tout nouveau : un noble réformiste. Dans sa comédie, il présente aussi, comme ses contemporains polonais, la figure «populaire» du noble d'esprit arriéré. Dans ses poèmes, ainsi que dans ses pièces de théâtre, il s'occupe beaucoup de problèmes d'Etat et de politique, problèmes qu'il avait rencontrés, comme officier de garde, dans l'atelier idéologique de

[5] É. H. Balázs, A reformkori nacionalizmus XVIII. századi gyökerei. (Racines du nationalisme à l'époque des réformes au XVIII[e] siècle.) *Történelmi Szemle* (Revue Historique) 1960, pp. 319–322; du même auteur : *Berzeviczy Gergely, a reformpolitikus.* (Gergely Berzeviczy, politicien réformiste.) Budapest 1967, pp. 7–12.

l'absolutisme éclairé à Vienne. Il suit aussi l'exemple de l'ascension de la langue et de la littérature allemandes quand, dans plusieurs brochures, il prend la parole en faveur de l'émancipation et la modernisation de la langue hongroise. Or, dans ces mêmes brochures, il représentait déjà une conception de politique culturelle plus large, embrassant les projets d'une « société savante », de l'Académie, l'enseignement des sciences en langue maternelle, ainsi que la réforme de l'éducation nationale.

Le programme politique plus étendu de la noblesse éclairée en Hongrie ne fut mis à jour qu'en 1790, d'une manière explosive. Jusque-là, sous le règne de Joseph II, il ne put se développer qu'en coulisses, bien que ses aspirations culturelles eussent toujours été propagées par la presse de langue hongroise dès 1780.[6] Le peu que nous sachions sur l'activité contemporaine des loges maçonniques atteste l'amplification de l'intérêt.[7]

Ce sont surtout les couches supérieures et moyennes de la noblesse ainsi que les intellectuels s'y rattachant qui trouvèrent dans les loges maçonniques de Hongrie cette forme d'organisation qui, comme un forum de discussion développant les opinions, servit à réunir les éléments éclairés, aidant à formuler leurs aspirations et leurs idées.

La première loge hongroise fut formée à Eperjes (Prešov) vers 1769, à l'instar de la grande loge polonaise de Varsovie suivant de son côté les traces du Grand Orient français. Cette loge donna ensuite naissance à d'autres filiations dans la région septentrionale du pays. Ce réseau, réunissant à peu près les plus importantes familles nobiliaires de 6 comitats de la partie nord-est du pays, était caractérisé par un intérêt économique et scientifique très prononcé, mais accusait en même temps un certain penchant vers le rosicrucianisme et l'alchimie. Dans les parties centrales et sud-ouest du pays, par contre, un autre type de maçonnerie commençait à se développer, une variété plus empreinte de sens politique, représentant encore mieux les aspirations de la noblesse éclairée. Son initiateur, le comte János Draskovich, et ses compagnons « à cause de leur amour de la liberté et de l'indépendance » tentèrent d'instituer une organisation maçonnique séparée et indépendante pour la Hongrie et la Croatie. C'est le règlement élaboré par lui – nommé « observance Draskovich » – qui prévalut ensuite en Hongrie. Une loge formée dans les années 1770 à Pest, sous le nom de « Générosité » servit de modèle central. Mais on connaît toute une série de loges importantes dans d'autres villes également. Au début de la décade joséphienne en Hongrie, il y avait 28–30 loges, comprenant en tout 700 – éventuellement plus –

[6] Gy. Kókay, *A magyar hírlap- és folyóiratirodalom kezdetei. 1780–1795.* (Débuts de la littérature des journaux et périodiques en Hongrie, 1780–1795.) Budapest, 1970.

[7] L. Abafi, *A szabadkőművesség története Magyarországon.* (L'histoire de la franc-maçonnerie en Hongrie.) Budapest s. d., S. Domanovszky, *József nádor élete.* (La vie du palatin Joseph.) I, Budapest 1944, pp. 137–142. K. Benda, A magyar jakobinizmus története. (L'histoire du jacobinisme hongrois.) *In : A magyar jakobinusok iratai.* (Les écrits des jacobins hongrois.) I. Budapest, 1967 (*passim*); É. H. Balázs, op. cit. (1967, *passim.*), et du même auteur : L'ère des Lumières et le joséphisme en Hongrie, *In : Les Lumières en Hongrie, en Europe Centrale et en Europe Orientale.* Budapest 1971, pp. 31–45.

MAGYAR
TUDOMÁNYOS AKADÉMIA
KÖNYVTÁRA

personnages contemporains significatifs. Si l'on considère le fait que leurs rangs comptaient tout un groupuscule de membres éminents de familles nobles, on peut plus facilement évaleur le rôle joué par la franc-maçonnerie dans la société contemporaine hongroise.

Les thèmes principaux dont les membres des loges Draskovich discutaient précisent un peu mieux l'orientation intellectuelle de la noblesse éclairée. On voit que, loin de vouloir renverser l'ordre social existant, ils s'efforçaient plutôt de le corriger, en soulageant les opprimés et en diminuant le pouvoir des puissants. Afin de pouvoir évaluer la manière dont on pouvait réaliser ces plans, les membres devaient étudier certaines questions économiques, juridiques, etc. Par exemple : faut-il, à cause des changements survenus, modifier l'ancienne constitution des Ordres, et dans l'affirmative – comment ? Ou bien encore : comment pourrait-on alléger le sort des serfs, comment restaurer le commerce, et quels principes d'éducation devrait-on faire prévaloir dans les écoles. Si l'on pense aux diverses propositions de réformes ultérieures, ainsi qu'à leurs auteurs maçonniques, cette aspiration d'élargir le programme ne peut être considérée comme vaine.

Les loges hongroises paraissent d'abord soutenir plutôt que combattre la politique joséphiste, ses membres sont fonctionnaires, protestants et intellectuels, – surtout mais non exclusivement. Une certaine séparation intérieure s'annonça déjà en automne 1784, quand les comitats nobiliaires s'opposèrent à l'ordre du recensement. Le comte Miklós Forgách, franc-maçon et préfet du comitat Nyitra, plus tard l'un des chefs du mouvement des Ordres éclairés, témoigna une si vive opposition que Joseph II le destitua. Cependant, la majorité des chefs nobles maçonniques choisit l'obéissance passive lorsque, en guise de représailles, l'organisation des comitats fut dissoute. Il y en eut même un certain nombre qui acceptèrent, comme auparavant, de hautes fonctions. Il est certain qu'eux aussi avaient de plus en plus leurs réserves. Un seigneur protestant, le baron József Podmaniczky, nommé membre du conseil de lieutenance par Joseph II, dans une lettre écrite en automne 1785, dit qu'il serait désirable que les sages du pays profitent des changements (dus au joséphisme) pour le bien du pays : quant à lui, il préférerait les observer de loin : « Montesquieu y trouverait plus d'un problème. » Il paraît pourtant que les nobles éclairés maçonniques se décidèrent comme à contre-cœur à renier Joseph II, instigateur du décret de la tolérance et d'autres dispositions modernes, et plus lentement que les partisans de l'ancien féodalisme n'avaient renié le système des Ordres traditionnel. Cela n'est même pas surprenant, puisque c'était justement aux membres de cet ancien système des Ordres qu'ils faisaient face et qui, au début, se rapprochèrent par conséquent du joséphisme. La levée du cadastre (1786) préparant la réforme des impôts effraya non seulement les partisans tenaces de l'ancien régime mais aussi la noblesse foncière éclairée qui imaginait, en échange des avantages d'un Etat moderne, avoir à verser une modeste contribution volontaire à la taxation. Prise entre le gouvernement joséphiste et la majorité de la noblesse, dont le courroux augmentait toujours, la noblesse éclairée marchait dans la direction où la portait son appartenance sociale, féodale, ainsi que le courant des forces. Elle se trouvait donc sur le même front que l'opposition nobiliaire. Quand Joseph II éliminant la

constitution des Ordres du Brabant en 1787 et introduisant aux Pays-Bas un gouvernement absolutiste, dut temporairement – grâce à la résistance des patriotes belges – battre en retraite, le comte Miklós Forgách, déjà préalablement anti-joséphiste, soumit au monarque dans un pamphlet « illégal » , une présentation publique des revendications de l'opposition nobiliaire (*Patriotische Vorstellung*, 1788). Les Hongrois – écrit-il – « ces sujets fidèles mais malheureux » mériteraient également que leur constitution, très ressemblante, leur soit rendue. Mais en 1787 même le comte Ferenc Széchényi démissionna, allant étudier la Belgique qui se révoltait contre Joseph II, puis se rendit en Angleterre pour étudier l'agriculture et les idées d'Adam Smith. Le baron Podmaniczky, l'un des chefs du mouvement nobiliaire-national, en train de s'organiser, et préparant la séparation de la maison Habsbourg, fut dans le cadre des plans de la politique extérieure le représentant de l'orientation anglaise. Dans la loge « Première Innocence » de Buda, dont il était le grand maître, Gergely Berzeviczy, son jeune collaborateur, de retour de son voyage à Göttingen, en Angleterre et en Belgique, jeune gagiste du conseil de lieutenance qui jadis cherchait emploi auprès de Joseph II, rédigea en mai 1789 un exposé portant le titre « Remarques sur la maçonnerie » qui représentait directement la fraction de l'opposition nobiliaire éclairée et patriotique, contre le despotisme. La défense contre la bêtise et contre le despotisme sont la raison de la liberté – écrit-il. « C'est caractéristique pour la nature humaine, qu'elle abuse du pouvoir illimité, qu'elle en abuse souvent cruellement. » La référence est claire, bien que l'exemple soit ici encore l'Angleterre, « patrie de la liberté, où l'humanité, le droit sont respectés », mais qui cependant « traita ses colonies américaines avec un despotisme oppressant. » Quelques mois plus tard, la loge dut cesser son activité car la police, sur rapport, commença une perquisition chez les chefs, dans une affaire de complot contre Joseph II. Un article de Berzeviczy, écrit en automne 1789, peut-être destiné à l'étranger et portant le titre «Sur les principes de l'Autriche concernant le gouvernement de la Hongrie», commence par une citation de Montesquieu, disant que l'esclavage démoralise l'esclavagiste. Faute de reconnaître cette vérité, Vienne empêcha pendant des siècles le relèvement de la Hongrie – et en même temps le sien. La Hongrie ne peut être gouvernée par despotisme, « cela annule le contrat ». Cependant, mention est faite ici même des fautes propres aux Ordres en Hongrie, comme celles qui sont bien connues par les membres éclairés de la noblesse : « l'oppression du paysan, l'immunité fiscale complète de la noblesse, les différences démesurées entre privilégiés. » [8]

Ces données semblent prouver la vérité de notre hypothèse. Mais, avouons-le, elles ne suffisent pas à déterminer, à elles seules, le modèle caractéristique d'une tendance. C'est l'exemple de la Pologne qui nous vient en aide. Le programme éclairé de la noblesse y apparut plus tôt et son influence put s'épanouir sur un terrain plus vaste. Ce processus fut accompagné par tant de symptômes sans équivoque qu'à l'aide de l'historiographie polonaise, on pouvait déjà construire le modèle qui facilite la compréhension de symptômes hongrois similaires, mais plus fragmentaires.

[8] Ces textes de Berzeviczy sont publiés par É. H. Balázs, *op. cit.* (1967) dans l'Appendix.

La structure sociale et politique de la Hongrie et de la Pologne – à cause de leurs similitudes – représentait deux variantes du même type. Les deux pays étaient dominés par une noblesse relativement nombreuse, dont les diverses couches s'étendaient cependant sur un champ social assez vaste. Similaires quant à leur évolution intérieure, les deux pays étaient touchés cependant par des influences extérieures différentes. Dans le cas de la Hongrie, le principal facteur extérieur était le despotisme éclairé des Habsbourg qui s'efforçait de liquider la structure politique traditionnelle des Ordres. En Pologne, par contre, le facteur extérieur principal était la Russie des tzars qui voulait conserver la structure traditionnelle et l'anarchie nobiliaire inhérente. Selon la tradition historique hongroise ancienne, les réformes furent repoussées avec acharnement par la noblesse hongroise, car elles étaient étroitement liées à l'oppression nationale. En Pologne, par contre, l'intérêt de l'autonomie nationale et de la réforme éclairée coïncidaient plus ou moins. Pourtant, les résultats – au moins en ce qui concerne les aspirations politiques de la noblesse – ne différaient pas beaucoup.

Dans les deux historiographies, polonaise et hongroise, on découvre un dialogue entre les interprétations « optimistes » ou « pessimistes » du passé national. Les « pessimistes » polonais rapprochaient la chute de la Pologne du propre déclin intérieur de leur Etat et de leur société. Les « optimistes », par contre, la liaient à l'avidité des conquérants extérieurs plus puissants. Comme le démontrèrent d'éminents historiens marxistes polonais (surtout M. Leśnodorski), la Pologne – en réalité – fut forcée de faire un détour dès le XVI^e siècle dans la direction du féodalisme tardif de l'Europe orientale.[9] Ce n'était pas une spécialité nationale polonaise; le développement de la Hongrie prit la même direction. Ce tournant impliquait un arrêt de l'évolution économique et sociale, ainsi que la conservation de l'appareil politique des Ordres. La faiblesse qui en résulta ainsi que l'appétit des puissances extérieures existaient déjà au début du XVIII^e siècle. Le XVIII^e siècle n'était pas en Pologne non plus une période de déclin, mais celle d'une ascension lente et graduelle. Ce n'est pas le déclin, mais au contraire la tentative d'émancipation et de réformes nobiliaires éclairées – si modestes fussent-elles – qui provoqua l'intervention extérieure. La fédération de Bar (1768) – de type encore ancien – fut suivie par le premier partage (1772), la Grande Diète et la constitution nobiliaire éclairée (1791), par le deuxième (1792), l'insurrection de 1794, à laquelle participèrent déjà des jacobins, puis par le troisième (1795), tout comme en Hongrie, où le mouvement nobiliaire-national de 1790 fut suivi par la consolidation du pouvoir de Léopold II, et la conjuration jacobine de 1794 stimulée en partie par l'exemple polonais, puis l'exécution des chefs jacobins en 1795 en tant que mesure intermédiaire. Pour la Pologne, pourtant – comme elle a su garder une indépendance apparente, ne faisant pas partie d'*une* monarchie composée de plusieurs nations – la

[9] B. Leśnodorski, Les partages de la Pologne. Analyse des causes et essai d'une théorie. *Acta Poloniae Historica* VIII. 1965, pp. 7–30.

défaite amène une catastrophe bien plus grave et néfaste : sa division entre *trois* pouvoirs.

La Pologne, moins ravagée par les guerres du XVII[e] siècle et nominalement indépendante, rattachée à la France par des liens traditionnels, adoptait les idées des Lumières un peu avant la Hongrie. Celles-ci se manifestèrent d'abord, ici aussi, dans le domaine culturel.[10] Le premier théâtre public fut ouvert à Varsovie en 1765. La presse de langue polonaise propagea dès 1763 les nouvelles aspirations morales et littéraires des groupes éclairés, opposés au « sarmatisme » nobiliaire de type traditionnel.[11] Les écrivains de la noblesse éclairée, Ignace Krasicki en tête, s'appliquaient à élaborer une langue littéraire moderne. Comme en Hongrie, on publiait des grammaires, des dictionnaires. La réforme de l'enseignement, mise à l'ordre du jour dans les deux pays après la dissolution de l'Ordre des Jésuites (1773) et réalisée en Hongrie par l'absolutisme éclairé (*Ratio Educationis,* 1777), fut confiée, en Pologne, à un organe nobiliaire : la Commission d'Education Nationale.[12] Cette commission devint une sorte d'école politique des patriotes nobles. Parmi eux, Hugo Kollataj dépassa les limites du programme de la noblesse éclairée et finit par s'opposer à tout le système féodal.

Une nouvelle phase fut abordée en 1788 par la Grande Diète.[13] Son résultat principal fut la Constitution du 3 mai 1791, l'établissement d'un régime nobiliaire éclairé et le refoulement de la prépondérance des magnats et l'anarchie politique. C'est surtout en gagnant les couches supérieures de la bourgeoisie des villes que ce régime essayait d'élargir sa base sociale. Il ne s'effectuait pas, cependant, de changements profonds dans la situation des serfs. On leur assurait une certaine protection sous le contrôle de l'Etat, ainsi que la possiblité de changer leur dépendance personnelle, sous certaines conditions, en un rapport contractuel. Cela n'excédait point ou n'atteignait même pas le programme que l'absolutisme éclairé de Joseph II eut voulu réaliser en Hongrie. Les écrits politiques polonais de l'époque, ainsi que la littérature économique inspirée dans une certaine mesure par les physiocrates, reflétaient la même conception nobiliaire éclairée.

Tirons-en notre conclusion. La structure sociale de la Hongrie ressemble à celle de la Pologne. Par suite de l'équilibre des forces intérieures, du développement économico-social, ici aussi ce seront les idées des couches plus avancées des gentilshommes fonciers de la noblesse moyenne et de l'aristocratie qui déploiront une force active. Ceux-ci sont encore renforcés par le fait que la bourgeoisie s'affermit et que

[10] B. Leśnodorski, Les facteurs intellectuels de la formation de la société polonaise moderne au siècle des Lumières. *In : La Pologne au X[e] Congrès International des Sciences Historiques à Rome.* Warszawa 1955, pp. 167–216; et du même auteur : La pensée politique de Rousseau en Pologne. *Annales Historiques de la Révolution Française,* 1962, pp. 497–514.

[11] St. Salmonovicz, La presse et la diffusion des Lumières en Pologne dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle. *Annales Historiques de la Révolution Française.* 1964, pp. 295–307.

[12] A. Jobert, *La Commission d'éducation nationale en Pologne.* Paris 1941.

[13] E. Rostworowski, La Grande Diète 1788–1792. Réformes et perspectives. *Annales Historiques de la Révolution Française,* 1964, pp. 306–328.

le nombre des intellectuels s'accroît, ce qui en soi ne renverse pas encore la prépondérence de la noblesse, mais permet à la noblesse éclairée de se munir d'un équipement plus moderne. Les Lumières devenaient donc en Hongrie aussi l'arme idéologique de la noblesse, et non de la bourgeoisie. Le même développement, qui produisit en Pologne le système des Ordres éclairé, apportait en Hongrie également une tendance similaire. On se pose seulement une question : pourquoi cette tendance hongroise ne réussit-elle pas à marcher de front avec celle de la Pologne ?

L'une des raisons était sans doute la présence de l'absolutisme éclairé en Hongrie. En partie parce qu'étant en possession du pouvoir, il prenait lui-même l'initiative de réformes et supportait mal les concurrents. De plus, en tant qu'initiateur des réformes, il attira pendant assez longtemps la noblesse éclairée, plutôt qu'il ne la repoussa, c'est-à-dire qu'il divisait ses forces, en quelque sorte. Le nombre de nobles éclairés était naturellement assez minime comparé à la masse de la classe régnante. L'importance de leur rôle ne dépendait pas de leur nombre.

Nous voilà arrivés à la seconde raison pour laquelle la tendance nobiliaire éclairée se développa plus lentement et plus difficilement en Hongrie qu'en Pologne, et dut faire face au sein de la classe féodale régnante à des forces rétrogrades. Comme certains de nos chercheurs l'ont déjà constaté, son avancement a préalablement été entravé par un conservatisme acharné et une insensibilité complète envers les réformes.[14]

La troisième cause qui s'y rattache, est que la tendance nobiliaire éclairée avançant plus lentement en Hongrie, atteignait son développement alors que le choc de la Révolution Française se faisait déjà bien sentir dans la classe dirigeante féodale. Finalement, au lieu de la compétition antérieure de l'absolutisme éclairé et de la tendance nobiliaire éclairée, on retrouve la Cour, ainsi que la majorité de la noblesse, effrayées par le événements, se rallier contre la France révolutionnaire et contre ses adhérents.

LE PROGRAMME NOBILIAIRE ÉCLAIRÉ

Lors de la chute du système de Joseph II, dans le vaste chœur politique de 1790, la tendance de la noblesse éclairée ne donna pas la note, mais elle reçut au moins un rôle : celui de développer l'initiative de Bessenyei, d'un essor linguistico-littéraire en un large programme politique, et, à la place de l'absolutisme éclairé de Joseph II, de développer un Etat hongrois basé sur le système des Ordres, sous la direction de la noblesse moyenne.

On peut accéder à leur façon de voir et à leurs aspirations par l'étude des données dérivant des documents, mémoranda, représentations et instructions des comitats préparant ou suivant la Diète de 1790–91, ainsi que des pamphlets écrits à la main ou imprimés, diffusés par centaines, des manifestations de la Diète, des publications de

[14] Gy. Concha, *A kilenczvenes évek reform-eszméi és előzményeik.* (Les idées de réformes des années quatre-vingt-dix et leurs antécédents.) Budapest 1885.

presse et finalement, des vastes correspondances.[15] Nous avons encore une autre source d'informations précieuses : les écrits des neuf Commissions des Ordres (*regnicolaris deputatio*), déléguées par la Diète – selon le témoignage de l'article de la loi 1791 : 67 – pour élaborer des plans de réforme et des projets de loi pour la Diète suivante. Ces Commissions commencèrent leur travail en 1791 et le terminèrent au début de 1793. Parmi leurs membres, on trouve – naturellement entre autres personnalités – une grande partie des adhérents au système des Ordres éclairés, qui au cours de la préparation des projets et au cours des discussions faisaient tout afin d'élaborer leurs programmes en détail et afin de les faire adopter. Ces Commissions furent cependant formées au début du déclin du mouvement nobiliaire-national et leurs discussions intérieures montrèrent graduellement comment le regroupement des forces intérieures et extérieures refoula, pas à pas, les aspirations positives des réformateurs éclairés. A l'époque des guerres françaises, la Cour et la noblesse écartèrent les projets de compromis, pour les laisser se couvrir de poussière.

Lors de l'essor de 1790, ce fut naturellement la revendication de l'autonomie nationale qui réussit à ranger la noblesse sur un front commun. Bien entendu, ce cadre même était conçu différemment par les partisans de l'ancien régime qui voulaient simplement que personne ne les dérangeât dans le maintien des anciennes circonstances et des anciens privilèges et par les représentants éclairés de la noblesse qui avaient naturellement une autre conception : ils voulaient élaborer une nouvelle constitution, institutionalisant et élargissant l'influence de la nation nobiliaire, s'assurer le droit de contrôle sur les affaires étrangères et la défense nationale, ayant été jusqu'alors, comme droit souverain, dirigés de Vienne. Ils avaient pour but l'égalité en droit et l'autonomie de l'Etat hongrois au sein de la monarchie des Habsbourg, puisque par suite des changements de la situation internationale, il ne pouvait plus être question, dès l'automne 1790, ni d'une indépendance totale, ni d'un changement de dynastie. C'était en premier lieu la revendication de l'autonomie nationale qui pouvait compter sur un écho politique unanime. La différence, voire même l'antithèse, était renfermée dans une question : comment, par la suite, remplir le cadre autonome ? Il est clair qu'on ne pouvait placer ce problème de premier abord au centre du programme. Ce fait ressort clairement de ce projet de constitution – bien connu d'ailleurs – rédigé par voie des loges maçonniques – dans le programme des comitats et du mouvement nobiliaire-national qui était une formulation très déterminée des exigences de la noblesse moyenne envers la Cour et l'aristocratie.[16] Selon ce projet de constitution, la continuité de la succession cessait par les illégalités de Joseph II, la nécessité surgissait donc – dit-il en citant Rousseau – d'un nouveau contrat entre la nation, c'est-à-dire la noblesse, et la dynastie. Ce contrat assurerait à la Hongrie une autonomie complète,

[15] Pour ces deux textes : D. Kosáry, *Bevezetés a magyar történelem forrásaiba és irodalmába.* (Introduction aux sources et à la littérature historiques hongroises.) II. Budapest, 1954.; K. Benda, A magyar nemesi mozgalom 1790-ben. (Mouvement nobiliaire hongrois en 1790.) *Történelmi Szemle* (Revue Historique) 1974, pp. 183–210.

[16] Décrit par H. Marczali, *Az 1790/1-diki országgyülés.* (La Diète de 1790/1.) I. Budapest 1907, pp. 89–100.

bien qu'elle restât soumise à la dynastie des Habsbourg, avec royauté élective, tout en évitant l'anarchie des Ordres, avec une armée séparée et (au lieu du conseil de lieutenance) un parlement et un sénat, où le pouvoir serait tenu par la noblesse moyenne des comitats. Dans tout cela, le manque des propositions réformistes des Ordres éclairés saute aux yeux, ne serait-ce que par des allusions générales, comme : il faut assurer aux taillables « la sécurité de leurs personnes et le gain de leur travail » ; ou encore par l'élaboration d'un projet pour la prochaine Diète – concernant le peuple taillable et les villes – par une commission. Cette formulation était certainement acceptable pour la majorité du front nobiliaire. La noblesse éclairée reçut donc, en se mettant à la tête du mouvement nobiliaire national, une base politique pour se libérer des confins du « despotisme » joséphiste et le confronter au nom de la « nation ». Elle tenta de profiter de cette possibilité pour atteindre le programme éclairé des aspirations nationales de la noblesse, qui comprenait aussi une certaine réforme intérieure. Cependant, c'était en réalité sa nouvelle alliée, la noblesse non-éclairée du front commun, qui se montra rétractive, de sorte que la noblesse éclairée ne put représenter que très modestement cette réforme intérieure et extérieure dont les groupes avancés de la noblesse étaient encore capables.

Il y avait pourtant encore un point qui permit aux Ordres éclairés de mobiliser un front assez vaste : ce fut l'objectif de l'élévation et de la mise en valeur de la langue hongroise, tant sur le plan de l'éducation que sur celui de l'administration. De plus, ce programme fut accepté par les larges masses des intellectuels et des nobles. Naturellement, les adhérents de deux sortes de tendances nobiliaires ne représentent pas ici non plus, la même idéologie. Il se trouvait qu'on pouvait représenter des idées rétrogrades, féodales, cléricales, foncièrement opposées à la Lumière, voire même en fabriquer des devises « patriotiques » en se réclamant des droits de la langue ; ce qui déviait foncièrement de ce que les Ordres éclairés avaient représenté depuis Bessenyei qui rattachait la cause de la langue maternelle à la culture éclairée, jusqu'à Sámuel Decsy (pour ne mentionner que lui), dont l'un des pamphlets (*Pannóniai Főnix* – Phénix de Pannonie – 1790) présentait la langue hongroise comme l'un des moyens les plus efficaces pour le développement de l'industrie et du commerce. L'accent mis sur l'importance de la langue hongroise pouvait surtout prendre corps sous la direction des auteurs éclairés sur une grande échelle.

Le nombre de quelques manifestations prenant ouvertement parti pour des réformes intérieures ayant une certaine relation avec le programme nobiliaire éclairé est d'autant plus modeste que les discussions contemporaines tombent en avalanche. Or, nous ne pouvons considérer ici que la variété des écrits tendant aux réformes. Il devait pourtant certainement y avoir des nobles éclairés qui, afin d'atténuer les tensions et d'éliminer les désastres, proposaient aussi de telles réformes dans les cadres structurels des Ordres à moderniser. Ces nobles citaient déjà la Révolution Française, naturellement pas comme exemple à suivre, mais bien comme avertissement : si les réformes tardent, le mal pourra surgir en Hongrie aussi. Prenons comme exemple le comte Alajos Batthyány : il allait entrer chez les jésuites, devint anticlérical et mena la vie mouvementée d'un seigneur foncier pendant quelque temps officier; il publia une

remarquable série de cahiers (*Ad amicam aurem*, 1790), étudiant la façon dont la classe privilégiée pourrait réduire ses antagonismes intérieurs. Mentionnons encore un mémoire politique manuscrit rédigé vraisemblablement (avec la collaboration de Forgách et de Podmaniczky) par Miklós Skerlecz, chef éclairé de la noblesse croate, proclamateur de la collaboration des Ordres éclairés hongrois et croates. (*Genuina constitutionis Hungaricae . . . principia.*) Cet écrit fut conçu en automne 1790, lorsque le mouvement nobiliaire était déjà contraint à une convention avec la Cour, tandis que la constitution polonaise n'avait pas encore abouti. Cela montre bien les principes que les partisans hongrois de Montesquieu voulaient réaliser dans les circonstances données. «Quand la France créa la forme terrible de la monarchie démocratique, et elle n'était pas encore au bout des extrêmes; lorsqu'il ne reste plus qu'un pas à faire pour que le gouvernement de la Suède devienne despotique, lorsque la Pologne, bien qu'elle eût déjà rectifié sa constitution, souffre entre l'étreinte de l'oppression et de l'anarchie, lorsque les colonies américaines ont de diverses formes d'Etat, dont la majorité pourtant est la démocratie, c'est l'Angleterre seule qui montre l'exemple, la façon de répartir uniformément les trois pouvoirs.»[17] Il s'ensuit naturellement que certains privilèges de la constitution doivent être étendus aux bourgeois libres mais non-nobles, qu'il faut donner des possibilités de développement aux serfs, ne serait-ce que par mesure de sécurité pour la noblesse.

C'est l'idéologie nobiliaire éclairée qui est proclamée, bien que nuancée différemment, dans les pamphlets où János Nagyváthy explique ses conceptions. Nagyváthy, fils d'artisan de la petite noblesse de Miskolc, officier, franc-maçon, devint plus tard l'auteur d'un fameux livre d'agriculture, écrit en langue hongroise en 1791. Dans l'un de ses pamphlets (*A tizen-kilentzedik században élt igaz magyar hazafinak öröm órái*, 1790. Heures joyeuses d'un patriote hongrois du XIX^{e} siècle), il envisage l'avenir, l'utopie réformiste de la manière maçonnique : dans un délai d'un siècle, les nations cultivées «après une noble délibération» auront mis fin aux inégalités, bien qu'il y ait encore des seigneurs fonciers, ils ne seront que les amis et les pères du paysan qui, de son côté, sera leur «aide». Dans un autre pamphlet en vers, c'est un religieux templier qui pressent la victoire future de l'humanisme et de la fraternité: «C'est alors que le loup et l'agneau, le serf et le tyran se mettront d'accord.» C'est justement la tendance nobiliaire éclairée qui soutint l'illusion des réformes réalisables sans combats, basées uniquement sur l'abnégation volontaire et sur la compréhension. Le troisième pamphlet de Nagyváthy (*Tsillagok forgásibul polgári jövendölés Lengyel országra, 1790*) est un remaniement du texte du franc-maçon Stefano Zannochius : *L'Horoscope de Pologne*, pour servir d'exemple aux Hongrois, expliquant à la noblesse hongroise, sur la base de l'exemple polonais, le besoin de réformes. C'est l'ancien

[17] Voir pour le soi-disant parallèle des constitutions anglaise et hongroise, conception fausse surgie à cette époque : Gy. Concha, Az angolos irány irodalmunkban. (Tendance anglaise dans notre littérature politique.) *In : Hatvan év tudományos mozgalmai között.* (Parmi les mouvements scientifiques de 60 années.) I. Budapest 1928, pp. 213–227. Cf. I. Szabó, *A burzsoá állam- és jogbölcselet Magyarországon.* (Théorie de la politique et philosophie du droit bourgeois en Hongrie.) Budapest 1955.

système des Ordres qu'il rend responsable des désastres menaçant la Pologne, cette noblesse arriérée et égoiste, tyrannique envers les paysans. L'exemple polonais surgit souvent ailleurs aussi. L'auteur anonyme d'un article dans *Ephemerides Budenses*, se hâte de noter avec joie, quinze jours après la proclamation de la constitution polonaise (en mai 1791) son caractère différent de celle de la Révolution Française, en cela qu'elle était pacifique et de caractère réformiste.[18]

Nous ne pouvons énumérer ici tous les détails particuliers. Cependant, nous devons au moins signaler jusqu'à quel point les partisans des réformes de la noblesse éclairée sont parvenus à avancer dans quelques problèmes importants.

L'avantage principal du programme nobiliaire éclairé, en comparaison avec l'absolutisme, était la modernisation du système constitutionnel et parlementaire – seulement, bien sûr si la base sociale du pouvoir politique pouvait être en quelque sorte élargie, en intéressant aux affaires publiques de nouvelles couches sociales. Batthyány était enclin à accorder aux paysans le droit d'exercer des fonctions publiques, mais seulement de telle manière qu'ils soient représentés au parlement par deux nobles par comitat – rien que par des nobles. Un pamphlet anonyme (*Egy igaz hazafiúnak elmélkedései*, 1790 – Les méditations d'un vrai patriote), présente une proposition selon laquelle les grandes bourgades devraient également se faire représenter au parlement, tandis que les villages devraient se faire représenter dans l'assemblée des comitats par leurs maires; ces derniers pourraient ainsi se persuader de la protection bénévole de la noblesse, et de retour dans leur villages, pourraient mener à bien le peuple. Comme ces propos semblent correspondre de temps à autre presque littéralement à ce que nous ne connaissons aujourd'hui que par l'intermédiaire des réflexions du comte János Fekete adressées à József Vay,[19] il se peut que l'auteur ne soit autre que sa personne, ou celle de son partenaire. Forgách élabora aussi un projet sur la manière dont on pourrait ranger les bourgades du côté de la noblesse. Dans son pamphlet datant de cette époque (*Postulata candida ab optimo principe*, 1790), cependant, il n'en parle pas : ici, à côté de l'assurance des privilèges nobiliaires, il prend surtout le parti de l'accord de l'égalité en droit du pays en fait de politique et d'économie. D'un autre côté, il entame aussi une action à sa manière pour gagner la sympathie de la haute bourgeoisie. C'est sur ses incitations et son aide que le patricien de Pozsony, un certain Bernát Wachtler élabora un essai, dans lequel il fait appel aux intérêts communs du noble seigneur terrien en tant que producteur de biens, et de la bourgeoisie, suggérant de s'unir contre le système de douanes autrichien; cette suggestion fut adoptée par plusieurs villes, telles que Buda, Kassa et Sopron. En tout cas, c'est un fait que les intellectuels réformateurs placèrent beaucoup d'espoirs en sa personne. En 1790, Batsányi, au nom des écrivains,

[18] I. Csapláros, Francia elemek a felvilágosodás korabeli magyar irodalom Lengyelország iránti érdeklődésében. (Eléments français dans la littérature hongroise des Lumières dans son intérêt pour la Pologne.) *In :* Köpeczi, B.–Sziklay, L. (red.) *„Sorsotok előre nézzétek"* (Regardez votre sort futur) Budapest 1971, pp. 201–226; Cf. J. Reychman, *Ze stosunków kulturalnych polsko-węgierskych w epoche Oświecenie.* (De la relation culturelle hungaro-polonaise à l'époque des Lumières) Warszawa 1960.

[19] H. Marczali, *op. cit.* pp. 306–308.

lui demanda son aide pour la fondation d'une Société Scientifique, en ajoutant que les Lumières ne peuvent être imaginées que dans la langue de chaque nation.

L'autre face de l'histoire, cependant, révèle que la majorité de la noblesse, non seulement s'était gardée du moindre élargissement des droits politiques, mais dans l'un des premiers arrêtés, refusait aux roturiers le droit d'exercer un office publique.

En ce qui concerne la taxation, le comte Ferenc Széchényi, dans un mémorandum intitulé *Unpartheyische Gedanken* (1790), soumet une proposition selon laquelle la noblesse participerait à la taxe militaire. Dans la vision utopique de Nagyváthy, cela se produit. Batthyány exhorte également la noblesse à assumer volontairement une certaine charge fiscale. Ce fut cependant sans doute sur ce point, – en contradiction avec le joséphisme – que le programme nobiliaire éclairé eut le moins de succès, et que cette tendance se heurta toujours à l'opposition de la noblesse.

Le règlement des termes entre serfs et seigneurs fonciers à été déclaré urgent dans un pamphlet manuscrit (*Aut nunc, aut nunquam, 1790*), d'autant plus qu'à l'instar de l'exemple français, n'importe quelle action pouvait devenir funeste pour la noblesse. Batthyány reconnaissait le droit de migration aux serfs, leur droit d'acquérir des terres; il voulait supprimer la justice seigneuriale, transformer les termes censitaires en contrat, mais semble-t-il, de façon formelle seulement, c'est-à-dire sans renonciation aux redevances. Cette dernière idée surgit parfois ailleurs. Le manuscrit rédigé au printemps 1790 par Gergely Berzeviczy (*De Dominio Austriae*) et qui, peut-être, faisant suite à une commission de Podmaniczky, ira – en connexion avec ses projets de politique anglaise – le plus loin en ce qui concerne l'autonomie nationale : se séparant des Habsbourg, il désire élever sur le trône un prince anglais, mettant naturellement en évidence la question nationale et le front plus large de la noblesse moyenne, et non pas les réformes sociales.[20] Dans une courte référence, pourtant, il signale son point de vue concernant les serfs. Il écrit : « Si le pays, désormais autonome, s'affermissait économiquement, les manufactures seraient érigées, le noble, le bourgeois et le pauvre, pâtissant sous le poids des taxes s'enrichiraient; ce dernier, s'élevant moralement, se trouverait digne d'un meilleur sort, – qu'il jouisse donc d'une vie plus libre (*ad liberiorem statum*), car lui aussi est un être humain, qui nous égale et qui a été doté par le Créateur du même droit à la réussite. La force, l'épanouissement du pays dépendent certainement du fait que la classe taillable – qui est le fondement du pays entier – soit dans une position aisée, gouvernée avec justice, élevée à respecter et à chérir sa patrie. » Cette déclaration ne dépasse pas encore les plans de réformes de la noblesse éclairée. Cependant, dans la correspondance entre Berzeviczy et le seigneur foncier transdanubien Pál Czindery[21] (partisan de la réforme des Ordres, de la taxation volontaire, etc.), on voit bien qu'an début de 1790, il avait déjà des projets bien plus avancés, songeant sérieusement à la libération des serfs, en leur accordant des droits politiques. Cependant, la majorité de la noblesse déclina la moindre réforme. Dans plusieurs comitats, on chantait les louanges des lois répressives de 1514, voulant

[20] Publié : K. Benda, *op. cit.* (1957) pp. 92–106.
[21] Publié : É. H. Balázs, *op. cit.* (1967) pp. 310–318.

retourner à l'état précédant l'*Urbarium* de 1767. József Hajnóczy, qui après la défaite du joséphisme essaya de rapprocher les aspirations nobiliaires, relativement avancées et réformistes – dans les cadres du mouvement national nobiliaire – et son propre idéal antiféodal, expliqua sans grand succès que l'autonomie nationale ne peut être réalisée qu'avec le concours des paysans et de la bourgeoisie; à cet effet, il est nécessaire de réaliser le rachat des biens féodaux, et sans se contenter de l'assurance d'une liberté personnelle des non-nobles, de leur octroyer le droit d'assumer la charge de fonctionnaires et le droit de posséder des terres.

Le programme nobiliaire éclairé pouvait se vanter de résultats plus positifs en fait de politique économique. József Podmaniczky, durant la décade joséphienne, essaya en sa qualité de conseiller de lieutenance et sur la base des études qu'il avait suivies à Göttingen, d'évaluer, à l'aide de statistiques, la position de l'industrie-manufacture. Maintenant membre de la Commission Commerciale (fonctionnant sous la présidence de Forgách), il fut le premier à analyser le système douanier autrichien, en tant qu'obstacle au développement industriel de la Hongrie (*Principia vectigalis*, 1791). Ce furent cette statistique et cette analyse – entre autres – qu'utilisa le croate Miklós Skerlecz[22] dans ses travaux préparés pour la Commission (1791–92) pour l'étude des problèmes de peuplement, d'agriculture, du commerce extérieur, du trafic, du marché intérieur et du développement de l'industrie, en formulant catégoriquement l'exigence de la noblesse éclairée à ce que le pays soit élevé à niveau égal dans la monarchie des Habsbourg par l'augmentation du niveau de la production intérieure et par une direction douanière autonome, pour relever le pays de sa position économique subordonnée, position que Skerlecz appelait pour la première fois « système colonial » (*systema coloniale*).

Les partisans de la tendance nobiliaire éclairée voulaient un Etat qui, dans sa propre sphère d'activité, par intérêt national, continuât à élargir toutes les fonctions modernes d'économie, de technique, de culture, etc. qui avaient été mises en route, d'une certaine manière, par l'absolutisme éclairé. En guise d'exemple, il suffit de citer l'institution de la formation des ingénieurs, la construction routière, la cartographie et la régularisation des eaux, les débuts des notations statistiques, ou encore les efforts faits pour le développement de la technique agraire, et qui, du reste, étaient complétés au cours du programme des Ordres éclairés par un patronage positif de l'industrie. Cependant, la majorité de la noblesse – à l'instant d'une victoire apparente – ne se contenta pas de retirer ses unités organisées, les comitats, du système absolutiste en désintégration, mais comme Skerlecz s'en plaignit bientôt, elle s'exempta également des nouvelles fonctions économiques et techniques. Les initiatives dans le domaine des constructions routières et fluviales disparurent complètement avec ce système; leur mémoire même n'a été découverte que récemment, et à la suite de recherches.

[22] V. Lunacek, *Hrvatski kameralist Nikola Skrlec Lomnicki* (N. S. L. caméraliste croate), Zagreb 1962; D. Kosáry, A hazai statisztika kezdetei és a felvilágosodás a XVIII. században. (Débuts de la statistique et Lumières au XVIII[e] siècle en Hongrie.) *In : V. Statisztikai Vándorülés.* (V[e] Congrès Ambulant de Statistiques) Gödöllő 1967.

Débutant un peu plus tard et n'ayant pas l'occasion de s'accomplir dans la même mesure, la tendance de la noblesse éclairée avait essentiellement les mêmes objectifs en Hongrie qu'en Pologne.

Cependant, le programme éclairé ne fut représenté que par certains groupes relativement peu nombreux de la noblesse, c'est-à-dire par une modeste minorité. En 1790, les adeptes de la tendance éclairée, opposés au système de l'absolutisme éclairé des Habsbourg, formaient un front commun avec la majorité d'esprit traditionnel de la noblesse. Mais leur programme, exepté peut-être la question de la langue nationale, ne fut pas du tout adopté par cette majorité, repoussant toute « innovation » et persistant toujours dans ses traditions. Cette majorité, imbue de l'idée des « vertus » ancestrales, contrariait dans une grande mesure, par sa force d'inertie, la réalisation du programme nobiliaire éclairé. D'autant plus que cette autre tendance nobiliaire, traditionnelle, « populaire », longtemps limitée aux couches inférieures des privilégiés et à leur culture plus ou moins orale, plutôt que de s'affaiblir, devenait de plus en plus ferme. Ces couches sociales, initiées elles aussi à la connaissance de l'écriture et de la lecture, par suite des progrès du XVIII[e] siècle, formaient un public croissant et très réceptif aux suggestions des adversaires du progrès social, déguisés en apologistes des vieilles « Vertus » nationales. Faisant front aux idées « étrangères » des Lumières, cette tendance traditionnelle se manifestait aussi en littérature. Ce conflit entre deux tendances nobiliaires divisées, ce redressement de la tendance traditionnelle antiprogressiste, étaient, eux aussi, caractéristiques des structures nobiliaires de l'Europe centrale et orientale.

Peu après, toutes les variantes de la politique éclairée devaient succomber. Malgré les exhortations de certains groupes « jacobins », la grande majorité de la noblesse hongroise, effrayée par la Révolution Française, battait en retraite et s'alliait aux Habsbourg contre la France. Après 1795, le « nationalisme » féodal de la tendance nobiliaire antiprogressiste prédomina pendant longtemps. Les traditions politiques éclairées, refoulées, ne subsistaient plus que sous les cendres. Pourtant, certaines aspirations culturelles et économiques des Lumières, comme par exemple la presse, la littérature nouvelle, la standardisation de la langue ainsi que l'interprétation des sciences en langue maternelle ou l'introduction de nouvelles techniques agricoles survécurent à l'échec, pouvant se déployer même dans des conditions plus difficiles. Dans la situation nouvelle en effet, elles paraissaient de plus en plus nécessaires à la noblesse qui pouvait les adopter sans compromettre ses privilèges. Ainsi, certaines idées des programmes éclairés continuèrent-elles à se développer dans une mesure non négligeable, même sous la domination d'une tendance politique et philosophique qui s'était opposée essentiellement aux traditions des Lumières.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Jerzy Michalski

LE SARMATISME ET LE PROBLÈME D'EUROPÉISATION DE LA POLOGNE

L'écart qui allait en croissant tout au long du XVII^e siècle entre l'évolution de la Pologne et celle de la plupart des pays d'Europe, était connu et accepté par la noblesse polonaise. Jusqu'au milieu du XVII^e siècle, cette acceptation découlait aussi bien d'une satisfaction béate devant la situation du pays, que ne venait troubler aucun événement de taille, que de l'évaluation critique de celle des autres pays ravagés par les guerres de religion ou marqués par la montée de l'absolutisme qui tendait à abolir les libertés et les privilèges nobiliaires. Le cataclysme des guerres cosaques et de l'invasion suédoise, l'affaiblissement progressif de l'Etat et les progrès de l'anarchie en Pologne n'ont guère engendré, dans la seconde moitié du siècle, de courant autocritique qui compte; au contraire, c'est en faisant fi de la réalité que l'idéologie « sarmate » à son apogée se complaisait à ériger en axiome la thèse sur le caractère exceptionnel de la Pologne nobiliaire parmi les autres pays d'Europe et sur la supériorité aux autres Etats. Les guerres et les invasions alimentaient la xénophobie et l'attachement à un système « libertaire » de plus en plus différent des structures et des institutions politiques des autres Etats, à des rapports économiques et sociaux traditionnels, à des mœurs et à un mode de vie menacés de l'extérieur. Le fait que pendant un temps, la Pologne venait à bout des plus graves difficultés et même remportait des victoires, confirmait la conviction de la justesse des principes qui lui servaient de fondements et de l'efficacité des moyens dont elle disposait, et en même temps affermissait la foi en la protection particulière dont la Providence entourerait la Pologne sarmate.

Dans des cas moins extrêmes, libres de la mégalomanie qui prônait la supériorité de la Pologne et des Polonais aux autres Etats et Nations d'Europe, même si l'on admettait que les rapports régnant dans d'autres pays leur fussent peut-être bons, on faisait tout de suite la réserve que la Pologne ne saurait s'y taire car ceux qui y régnaient lui étaient propres à titre exclusif en raison du caractère national spécifique polonais. L'on tenait pour un trait essentiel de ce caractère national l'amour de la « liberté d'or » et le sentiment que c'était elle qui constituait l'élément propre et indispensable aux Polonais. Aux Polonais, c'est-à-dire à la noblesse qui était seule à bénéficier de cette liberté et à se considérer comme « nation ». Cette position prédominante de la noblesse, sans pareil dans d'autres pays, l'opinion excessivement favorable qu'elle avait d'elle-même, son mépris pour les autres Etats, étaient les caractéristiques essentielles du

sarmatisme. La cour royale dont le poids allait en diminuant, n'exerçait pas d'attrait sur la noblesse polonaise, pas plus que les villes en décadence économique, donc la culture sarmate avait un caractère éminemment rustique. L'idéologie sarmate alliait au mépris envers les roturiers, à la désaffection et à la suspicion à l'égard des étrangers et leurs mœurs, l'hostilité envers toute innovation et le culte du passé national dans lequel on entrevoyait, même en remontant à des siècles fort reculés, l'idéal libertaire et républicain. Il est vrai que quelquefois le sarmatisme était conçu comme continuation de l'idéal de la vie ancienne, chevaleresque et austère en opposition à une vie dans la mollesse et dans le faste, le plus souvent pourtant il traduisait une pleine approbation du mode de vie et des usages propres aux propriétaires terriens. Le sarmatisme était étranger et hostile à la civilisation et aux mœurs de la ville et de la cour, à l'activité économique, intellectuelle et même politique. Selon l'idéologie sarmate d'une époque plus tardive, la Pologne ne devait pas avoir de visées de grande puissance, et c'est uniquement des guerres défensives qu'elle devait mener. Pareillement, elle ne devrait pas se mêler du jeu politique en Europe, avoir un trésor bien rempli et une armée régulière nombreuse. L'activité politique de l'Etat et le développement de ses structures dans d'autres pays étaient jugés défavorablement, comme donnant lieu à des pratiques machiavéliques moralement suspectes, à l'oppression de la société et à sa soumission au souverain. C'est le mode de vie du gentilhomme campagnard, libre des influences moralement néfastes de la ville et de la cour royale, qui était considéré comme le plus digne modèle de vie.

Bien que les événements de la seconde moitié du XVII[e] siècle eussent dû saper les fondements de la suffisance et de la mégalomanie sarmates, celles-ci ont résisté à l'épreuve de la situation catastrophique dans laquelle s'est trouvée la Pologne à l'époque de la guerre du Nord. L'idéologie sarmate régnait sur la mentalité de plus en plus uniformisée de la noblesse; les voix critiques ne se laissaient entendre que rarement et restaient sans écho. Plus on se ressentait des défaites et des malheurs qui ont frappé le pays, plus on s'en tenait au passé et à la spécificité nationale. On n'a pas voulu voir ou on sous-estimait les disparités croissantes entre les pays européens les plus avancés et la Pologne qui pourtant, au XVI[e] siècle et à bien des égards au début du XVII[e], n'avait pas fait figure d'un pays arriéré. La mégalomanie sarmate évoluait de plus en plus dans un univers de fiction et a fini par ne faire que prôner la « liberté d'or » nobiliaire comme seule valeur rendant la Pologne supérieure au reste de l'Europe. Sous le règne d'Auguste II ce culte et la xénophobie ont encore gagné davantage du terrain parmi la noblesse qui se sentait menacée dans ses privilèges par les velléités absolutistes d'un roi allemand. Ce sentiment a eu pour effet, en 1733, le soutien enthousiaste et presque général de la candidature d'un compatriote (le « Piast »), Stanisław Leszczyński à la couronne polonaise.

L'échec de cette élection, révélateur de la faiblesse de la Pologne est devenu l'un des facteurs du tournant décisif dont les origines sont à rapporter à la quatrième décennie du XVIII[e] siècle. La grandiloquence des tenants de la « liberté d'or » commence à décliner sous l'effet du crépuscule de la manière rhétorique du baroque tardif. Une pensée critique analysant les réalités polonaises, les comparant avec celles de la vie européenne

et se refusant à se référer constamment au passé national et à la tradition antique, a fini par se faire jour de plus en plus souvent et à trouver une audience dans la société.

L'auteur du plus marquant écrit politique de l'époque « La voix libre du citoyen » (attribué au roi Stanisław Leszczyński) constatait dans ses pages les grands changements intervenus dans la vie des autres nations européennes. « Elles ont a présent d'autres mœurs, d'autres lois, d'autres usages, d'autres systèmes de gouvernement, d'autres façons de faire la guerre, j'ose même dire, une plus grande ambition : cette ambition s'est augmentée avec les moyens de la satisfaire. Sommes-nous en étant de leur résister, si nous ne profitons, comme elles, des découvertes de ces derniers temps, si utiles à la grandeur, à la sûreté, à la prospérité des royaumes? »

« Esclaves de nos usages, nous abhorrons tout ce qui peut nous en écarter. Je ne sais pas par quelle malheureuse fatalité nous croyons notre façon de nous gouverner supérieure à celle de tous les autres peuples. Cette fastueuse prévention nous retient dans notre ignorance. Nous ne savons, ni ne voulons rien savoir de ce qui se passe chez eux; et comment pourrions-nous profiter de leurs sages maximes. Il suffit qu'elles nous soient étrangères pour nous paraître étranges ».

Des idées semblables se retrouvent dans plusieurs autres écrits d'éminents écrivains ou hommes politiques. C'est le piariste Stanisław Konarski qui, le plus résolument, a pris position, à la charnière de la sixième et la septième décennies du XVIII[e] siècle, contre le sarmatisme et pour l'européisation de la Pologne.

Konarski, écrivain politique marquant, honoré plus tard par le roi Stanisław Auguste de la médaille « Sapere auso » s'employait, en mettant à contribution les écoles piaristes qu'il avait réformées, à propager en Pologne la culture littéraire, la pédagogie, la philosophie et la science européennes dans leurs manifestations qui pour n'être pas des plus récentes et des plus hardies, n'en étaient pas moins une grande nouveauté en Pologne. Konarski a battu en brèche le mythe sarmate selon lequel le caractère spécifique de la Pologne et des Polonais appelait des usages et des institutions différents de ceux qui étaient propres au reste de l'Europe. Fasciné par l'évolution des pays les plus avancés de l'Occident, il s'employait à prouver leur supériorité à tous points de vue à la Pologne. C'est lui probablement qui s'est servi le premier en mauvaise part du terme « sarmate », synonyme d'esprit rétrograde et de déviation culturelle.

La vision de l'Europe propagée par les « européisateurs » était évidemment idéalisée, quelquefois peut-être délibérément, à des fins de propagande. Les pays les plus haut prisés étaient les pays avancés de l'Ouest : Angleterre, France, Pays-Bas, Suisse, partiellement l'Allemagne. Par contre, dans quelques pays du midi de l'Europe, en particulier dans certaines régions de l'Italie, on constatait un retard semblable à celui de la Pologne. Certains des pays avancés, telle l'Angleterre, étaient connus aux auteurs du courant européen non pas d'une vue directe mais des lectures d'ouvrages français. C'est en effet la littérature française qui, lue en original ou en traduction, fournissait le plus de renseignements sur le monde et diffusait l'idéologie du Siècle des Lumières. Les influences du Siècle des Lumières allemand et plus tard italien ont joué un rôle bien moins important et leur infiltration s'effectuait en partie également par l'intermédiaire d'écrits en français.

A la fin de l'époque des rois de la maison électorale de Saxe, la réception en Pologne de modèles européens en rattrapage d'un retard quelquefois plus que centenaire, a embrassé des milieux restreints de magnats, de noblesse aisée et du clergé. Une bonne partie des magnats, l'écrasante majorité des nobles et du clergé continuait à persister dans la culture et les mœurs sarmates, dans un attachement béat à la tradition.

La mentalité du sarmatisme déclinant se caractérisait par un minimalisme de visées, un optimisme à bon compte, l'acceptation passive de la faiblesse de l'Etat et de l'anarchie dans laquelle il fut plongé, considérées comme des phénomènes inchangeables et, en fait, bénins. Elle se caractérisait aussi par un rétrécissement du champ d'intérêt de l'opinion à des menus faits de politique intérieure, souvent d'échelle régionale ou locale, et avant tout par une satisfaction insouciante du bien-être relatif qu'une longue période de paix a valu à la communauté nobiliaire.

Pendant le dernier interrègne de 1764, le parti des Saxes représentant les éléments conservateurs ayant essuyé un échec, le parti victorieux des Czartoryski bénéficiant d'un appui de la Russie, a élevé à la dignité royale Stanisłas Auguste Poniatowski. Soigneusement éduqué, le nouveau monarque qui était un Européen achevé, avait la conviction de la nécessité de « civiliser » la nation polonaise et de supprimer la distance qui sépare la Pologne des autres Etats.

Le nonce apostolique Visconti donnant le portrait de Stanisłas Auguste dans une de ses dépêches au cardinal secrétaire d'Etat a écrit : « Il Re ha talento, cognizioni, e sopra tutto un desiderio vivissimo di riformare, se potesse, in un giorno tutto il paese, e tutta la nazione, per elevarla allo stato delle altre nazioni più colte. »

Le nouveau règne a mis au jour tout ce qui en Pologne appartenait à la nouvelle formation intellectuelle déjà éclairée et européisée, et l'a opposé comme jamais après à l'élément conservateur, sarmate. La consigne de Stanisłas Auguste : « créer un nouvel univers polonais » appelait à combattre tout ce qui depuis plus d'un siècle en constituait le trait dominant. Cela n'était pas sans stimuler une réaction hostile de la collectivité nobiliaire. L'activité de Stanisłas Auguste et de son entourage apparaissait à celle-ci comme un danger pesant sur la liberté nobiliaire polonaise, les privilèges de la noblesse, la foi catholique et les mœurs anciennes.

Pour les réformateurs éclairés en Pologne, la théorie et la pratique européennes avaient valeur d'autorité dans tous les domaines : économie, art militaire, enseignement, etc. Invoquer l'exemple des pays bien gérés était un argument souvent utilisé dans des articles, projets et mémoires. Cette confrontation permanente avec l'étranger ayant pour but de démontrer le retard de la Pologne, découlait de l'idéal du progrès propre au Siècle des Lumières et de la conviction que l'Europe du XVIII[e] siècle a atteint le plus haut niveau de développement social et culturel, amorcé à l'époque de la Renaissance quand elle venait de se libérer de la nuit « gothique » du Moyen Age et de l'anarchie féodale. La Pologne qui, au XVI[e] siècle, avait accompagné l'Europe dans ce processus s'est attardée au siècle suivant en s'embourbant dans le sarmatisme dont elle n'est pas parvenue à se tirer entièrement. L'Europe était invoquée dans les écrits des réformateurs qui attaquaient des problèmes tabous : conviction des nobles de leur supériorité sur les autres états, l'asservissement des paysans et l'économie de corvée.

On n'a pas hésité à louer les réformes européisatrices de Pierre le Grand et d'établir un parallèle entre son activité et celle de Stanisław Auguste. Il est vrai que presque personne n'a pris position contre les principes libertaires du système politique de la Pologne ni préconisé la monarchie absolue; néanmoins certaines institutions de l'absolutisme éclairé, sa prétendue sollicitude de l'intérêt social et son administration rationnelle faisaient l'objet de louanges et étaient posés en exemple digne d'être imité. Ce sont surtout les Etats « libres », qui servaient de modèle, en particulier l'Angleterre à laquelle le roi Stanisław Auguste s'est référé plus d'une fois dans ses interventions publiques. L'Europe était plus qu'un modèle; elle fournissait à la Pologne les spécialistes nécessaires à la création et à la modernisation de l'enseignement, de l'armée, de l'administration, de l'industrie, des services de santé, etc. L'européisation de la Pologne se manifestait aussi dans l'urbanisation de la culture et des mœurs. Sous le règne de Stanisław Auguste, Varsovie a recouvré sa fonction de capitale qu'elle avait perdue des dizaines d'années auparavant, tant sur le plan politique que culturel, et grâce à un accroissement rapide du nombre de ses habitants et au développement économique, elle devenait la première grande ville de la Pologne des temps modernes, à l'échelle, bien sûr, de l'époque. Aussi, les contemporains de Stanisław Auguste, surtout dans la première période de son règne, ont-ils senti vivement le contraste entre une capitale européisée et une province sarmate.

Dans le processus de l'européisaiton de la Pologne, le retard plus que séculaire a fait qu'on puisait dans le patrimoine de civilisation européenne des éléments chronologiquement et par là, même intellectuellement disparates. La diversité des éléments ainsi adoptés était fonction du degré de réceptivité, des attitudes, des intérêts et des dispositions intellectuelles des gens qui en décidaient. D'où l'opinion conventionnelle sur l'existence dans la Pologne de l'époque de deux mondes : l'un progressiste, européisé sinon cosmopolite, l'autre conservateur, sarmate. Mais ce n'est qu'une approximation. La situation était bien plus complexe, la frontière entre les deux mondes n'était pas aussi nette. Il y avait une interpénétration des deux mondes et le progressisme dans le mode de vie et dans les mœurs ne correspondait pas toujours à celui des idées politiques, sociales, philosophiques ou religieuses.

Toutefois, tout le monde était conscient que la majorité des nobles, surtout de province, continuait à persister dans les mœurs et la mentalité « sarmates », ce fait-là constituait un élément de poids qui influait sur l'attitude de ceux qui ont eux-mêmes rompu en principe avec le sarmatisme. La vigueur des éléments conservateurs s'est manifestée dans deux mouvements de masse de la noblesse : la confédération de Radom (1767–1768) et celle de Bar (1768–1772). Les deux confédérations étaient dirigées contre les initiatives réformatrices du roi et des Czartoryski. Autant le roi Stanisław Auguste poursuivait conséquemment, encore plus que prudemment son programme, autant les Czartoryski essayaient de se rapprocher de l'univers des idées de la noblesse tant dans le domaine politique, en devenant des partisans des principes du républicanisme, que sur le plan culturel et des mœurs. En devenant dès 1775, le parti de l'opposition antiroyale, les Czartoryski ont adopté l'attitude de défenseurs de la « liberté polonaise » menacée par les réformes rapprochant les institutions de la

Pologne de celles des autres Etats européens. Les milieux proches des Czartoryski inspiraient des apologies de l'usage polonais ancien, le costume en tête, et la critique de l'imitation du mode de vie étranger et de la mode étrangère gagnait du terrain surtout à Varsovie. Les « moustaches sarmates » que les personnalités des milieux proches du roi Stanisław Auguste considéraient comme un symptôme de l'esprit rétrograde et provincial, sont devenues sous la plume du poète de la cour des Czartoryski, Kniaźnin, un symbole de la tradition chevaleresque nationale par opposition à la mode française qui allait de pair avec l'efféminations et le manque de patriotisme.

Les inspirations des Czartoryski rejoignaient la puissante vague du traditionalisme qui, après le premier partage de la Pologne, a entraîné une bonne partie des milieux éclairés du pays. Le plus grand poète de l'époque, Ignacy Krasicki, écrit un roman didactique dont le héros, un gentilhomme campagnard éclairé mais en même temps traditionaliste, est présenté comme modèle du Polonais. Autant la satire et la comédie moralisatrice des années 1760 battaient en brèche une noblesse provinciale inculte et rétrograde, autant depuis environ 1775, elles visaient principalement les petits-maîtres francisés, la dégradation des mœurs de la capitale, fait d'influences étrangères, et leur oppose l'honnête et patriarchale noblesse de province cultivant la morale et l'usage polonais anciens. Ce compromis spécifique entre l'esprit éclairé et l'esprit sarmate était aussi consécutif à l'extension de l'idéologie des Lumières, naguère limitée à une élite restreinte, à des milieux plus larges de la noblesse qui apportait à la culture polonaise du Siècle des Lumières des éléments de ses idées et de ses préférences. Ce compromis était aussi un effet de la montée, après le premier partage du pays, des sentiments patriotiques et la recherche d'une compensation psychique des malheurs et des humiliations dans un passé plus glorieux, vu d'ailleurs en rose.

En même temps, on était conscient que sous le règne de Stanisław Auguste le fossé séparant la Pologne des pays avancés de l'Europe a été en partie comblé et que ceux-ci ont cessé d'être pour la Pologne des modèles absolus.

Le début de la Diète de Quatre ans qui aura marqué la défaite politique de Stanisław Auguste, a apporté le triomphe des conceptions républicaines renouant avec les traditions libertaires polonaises. On a essayé de mettre en œuvre un modèle politique spécifiquement polonais. Il consistait en la souveraineté entière d'une « nation » nobiliaire, s'exprimant dans le transfert du pouvoir législatif aux diétines auxquelles siégait l'ensemble de la noblesse, dans la réduction de l'exécutif et sa soumission totale au législatif. Ce modèle devait se substituer à un système déjà plus rapproché de modèles européens instauré en Pologne dès les années 1775–1776.

Au début de la Diète de Quatre ans, l'éveil du sentiment patriotique s'accompagnait d'un regain de suffisance nationale allant même jusqu'à l'autoadmiration si propre à la mentalité sarmate. La tradition nationale, l'exemple des ancêtres et non les modèles européens, animaient les orateurs « patriotiques » de la Chambre. Soucieux de leur popularité, les politiciens ont échangé le costume français contre le costume polonais. La désaffection pour les modèles étrangers s'est manifestée avec le plus de vigueur dans le domaine militaire; c'est elle qui a fait adopter à la Chambre une loi sur le développement d'une cavalerie nobiliaire périmée aux dépens de l'infanterie et de

l'artillerie. Ce divorce avec les modèles d'armées européennes était expliqué par le «génie» propre aux Polonais et par la vaillance exceptionnelle de la noblesse polonaise de nature à suppléer aux forteresses, au nombre et à l'équipement.

La coopération d'éléments authentiquement conservateurs avec des milieux éclairés mais pénétrés de l'esprit républicain et traditionaliste a connu son apogée dans la phase initiale de la Diète de Quatre ans. Outre les motifs de tactique politique, cette coopération était l'effet de l'influence exercée sur les Polonais par une phase évoluée de l'idéologie des Lumières comportant la critique de l'absolutisme. Si en Pologne, cette critique trouvait plus d'une oreille favorable, c'est qu'elle harmonisait avec la persistance dans la noblesse de la crainte obsessionnelle de l'«absolutum dominium» et avec l'amour traditionnel des «libertés républicaines». L'évaluation critique de nombreux phénomènes et institutions de la vie sociale de l'Europe de l'époque s'accompagnait de la conviction de l'existence de «lois naturelles» immuables d'après lesquelles doivent être modelés les rapports sociaux. C'est donc vers cet idéal que doit tendre la Pologne – disait on – au lieu de considérer comme modèle l'Angleterre, la France ou les autres pays européens. De l'avis de Hugon Kołłataj, principal écrivain politique polonais de l'époque de la Diète de Quatre ans, les rapports en vigueur dans ces pays-là n'offraient pas de «modèle de la raison et de la perfection». Kołłataj préconisait une réforme de la Pologne, conforme à la «vérité» appréhendée par la raison, «vérité ... divinité éternelle des mains miséricordieuses de laquelle la nature entière a reçu des lois immuables» Si une telle réforme avait été mise en œuvre, «si la Providence miséricordieuse avait accordée à notre siècle d'aussi nobles avantages de la raison, notre nation aurait surpassé en justice toutes les autres qui aient jamais existé sur notre globe» .

Autant ces modèles idéaux conformes à la raison et à la nature contrastaient avec les rapports sociaux régnant en Pologne, autant ils ne différaient pas beaucoup des principes du système politique polonais. Aussi les conceptions de système politique lancées par Kołłataj et plusieurs autres idéologues polonais du Siècle des Lumières ont-elles gardé un grand nombre d'éléments propres à l'ancien républicanisme sarmate.

Les opinions de Jean-Jacques Rousseau exprimées dans les «Considérations sur le gouvernement de Pologne» n'ont pas été sans affermir ces éléments. Elles approuvaient maints principes du système politique polonais ancien et avant tout conseillaient aux Polonais de conserver le caractère distinct qui leur était propre, leurs mœurs, costumes, institutions et structures économiques spécifiques et de ne pas se laisser influencer par la civilisation européenne cosmopolite. Prises à la lettre, les opinions de Rousseau amenaient de l'eau au moulin du traditionalisme. L'éloge des vertus des Polonais compris dans les «Considérations» et l'opinion que la Pologne anarchique et faible a fait preuve de plus de vivacité que les Etats les mieux structurés mais en fait pourris et proches de l'anéantissement, étaient de nature à aboutir à la perte de l'esprit autocritique et à l'autoadmiration nationale.

Avec le temps, et surtout pendant la crise révolutionnaire en France, le modèle de l'«Europe» opposé aux réalités polonaises a perdu l'actualité. Il est vrai qu'une partie de l'opinion éclairée polonaise considérait ce qui s'amorçait en France comme sommet

des réalisations européennes dignes d'être imitées. Toutefois, même les admirateurs des changements intervenant au bord de la Seine désapprouvaient leur extrémisme ainsi que les actes de violences dont ils s'accompagnaient. Après le vote de la Constitution du 3 mai, la propagande officielle polonaise, trouvant de la résonance dans l'opinion publique, affirmait que la Pologne a égalé l'Europe et par l'adoption dans le calme de la Constitution, a surpassé une France jetant les bases d'un système politique nouveau au milieu de luttes et d'actes de violence.

La Constitution du 3 mai elle-même traduisait un recul des sentiments du républicanisme sarmate si puissants dans la phase initiale de la Diète de Quatre ans. Elle marquait une victoire imcomplète des conceptions de Stanisłas Auguste. Bien qu'elle ait conservé maints éléments de l'ancien régime polonais, la monarchie constitutionnelle créée le 3 mai 1791 s'inspirait du modèle anglais. Par contre, les politiciens hostiles à la Constitution, prônaient le rétablissement de la « liberté polonaise » abolie et la défense des traditions politiques nationales, en comptant sur le soutien de la noblesse provinciale, fortement attachée à ces traditions. Et sans doute auraient-ils pu rassembler sous leur bannière une bonne partie de la collectivité nobiliaire s'ils ne s'étaient pas compromis par la recherche d'une protection étrangère qui a dégénéré en intervention armée russe en 1792 et a abouti à l'abolition de la Constitution du 3 mai. Les événements de 1792 ont cependant marqué une baisse du prestige de Stanisłas Auguste qu'on a jugé responsable de la capitulation devant la Russie; ce qui a entraîné un regain de tendances républicaines qui tout en renouant avec les modèles français ou américains n'étaient pourtant pas dépourvues d'éléments procédant du républicanisme sarmate. Or au moment de la lutte contre un ennemi extérieur, la tradition nationale gagnait en vivacité. La perte de l'indépendance, bien qu'incitant à une reflexion autocritique sur ses causes intrinsèques, a cependant contribué à une idéalisation du passé national par la nostalgie de ce qui n'était plus. L'« européisation » réalisée par les envahisseurs entraînait une réaction et a renforcé l'attachement à la tradition nationale. Dans l'usage et le costume polonais anciens on a vu volontiers une garantie de la spécificité nationale qu'on croyait menacée sous le joug de la captivité par une civilisation européenne uniforme. Dans les gentilhommières de province où le vieux mode de vie allait bon train on a vu le bastion de cette spécificité. Au XIX^{e} siècle ces tendances seront affermies par le romantisme hostile à la civilisation cosmopolite du Siècle des Lumières et attachant du prix à l'originalité nationale.

Progressant à une cadence variée, le processus de l'européisation de la Pologne se heurtait constamment à une résistance psychique procédant des états d'esprit dont les liens avec le sarmatisme étaient tantôt plus faibles, tantôt plus forts comme c'était le cas au milieu du siècle dernier marqué par une tentative de sa pleine réhabilitation sinon glorification. Par contre, les partisans de la réception de modèles européens renouaient aux traditions éclairées du règne de Stanisłas Auguste.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Katalin Péter

DAS SKYTHISCHE SELBSTBEWUSSTSEIN DES UNGARISCHEN ADELS

Zu den am längsten lebenden Komponenten des ungarischen Wir-Bewußtseins gehört das Wissen über unsere Verwandtschaft oder Identität mit den Skythen, mit den aus Skythien kommend die halbe Welt erobernden Hunnen. Der erste ungarische Geschichtsschreiber, der berühmte „P. dictus magister", den wir Anonymus nennen, hat die frühesten Andeutungen im 12. Jh. niedergeschrieben,[1] aber noch Glieder der Generation unserer Großväter, im reichen Ausland lebende arme ungarische Intellektuelle, fanden eine stille Genugtuung beim Gedanken an den mit Waffen der Hunnen erniedrigten Westen,[2] und sogar heutzutage soll es Leute geben, deren Gefühle man mit der Behauptung, die skythisch-ungarische Identität sei eine aus fiktiven Elementen erbaute Konstruktion, verletzen kann.

Jenő Szücs, der unlängst die Geschichte des Nationalbewußtseins erklärt hat, verglich diese Konstruktion mit einem geräumigen ideellen Edelhof, dessen Gebäude auf die im 13. Jh. gelegten Grundsteine im 15. erbaut und um die Wende des nächsten Jh. unter Dach gebracht wurden.[3] Eigentlich kann man Anonymus nicht zu den Baumeistern zählen, da er zwar die erste Anspielung auf die hunnisch-ungarische Verwandtschaft gemacht hat, damit aber noch nicht um die Erforschung des Beginns der „natio", sondern um die des Herrscherhauses bemüht war. Seine Behauptung nämlich, Álmos sei ein Nachkomme Attilas gewesen, diente zur Legitimierung der Macht des Hauses Árpád, speziell gegenüber einer aufsteigenden neuen Schicht der Herren. Dagegen bot die später ausgebaute Theorie der skytho-ungarischen Identität eben dem adeligen Selbstbewußtsein eine Äußerungsform.

Das Werk des Anonymus gehört einer früheren Periode der an die europäische Kultur gebundenen ungarischen Ideengeschichte an als die Konstruktion der hunno-

[1] P. magistri, qui Anonymus dicitur, Gesta Hungarorum. Praefatus est textumque recensuit Aemilius Jakubovich. Annotationes exegeticas adiecit Desiderius Pais. *In: Scriptores rerum Hungaricarum tempore ducum regumque stirpis Arpadiana gestarum.* Ed. E. Szentpétery. Budapest 1937–1938, Bd. 1, S. 33 ff. (im folgenden als Scriptores abgekürzt).

[2] Über solche Gedanken berichtet Gyula Illyés in einem autobiographischen Roman: *Hunok Párizsban* (Die Hunnen in Paris). Budapest 1970, Bd. 1, S. 17–19.

[3] J. Szücs, *Nemzet és történelem. Tanulmányok* (Nation und Geschichte. Aufsätze). Budapest 1974, S. 94.

ungarischen Identität. Jedoch mag der zuerst bei ihm in das Schrifttum gelangte Gedanke einer skythischen Verwandtschaft dazu beigetragen haben, daß Kézai aufhorchte, als er in Zentren mittelalterlicher Bildung der Geschichte der Hunnen begegnete. Simon Kézai, der vielgereiste und gebildete, auch schon genial genannte Kleriker des Königs am Ende des 13. Jh., wurde der Verfasser der ersten hunno-ungarischen Erzählung. Der erste „liber" seiner „Gesta Hungarorum" trägt den Titel „Hunnorum Gesta". Nach der Edelhof-Analogie hat er den Grundstein gelegt und damit über das Gefüge bestimmt. Das spätere Gebäude wurde auf den Konturen seines Planes erbaut.[4]

Kézai schreibt noch etwas unklar über die trotz der ethnischen Identität der Abstammung unter den Ungarn bestehende Knechtschaft. Er äußert sich nicht viel eindeutiger über den Entschluß der in Freiheit Lebenden, der „communitas", die Macht dem Herrscher zu übertragen. Zum Teil unbekannte Begriffe oder wenig vertraute historische Situationen kehren durch Kézais Vermittlung, noch etwas verschwommen, in unser politisches Denken ein. Sie sind noch nicht genau umrissen, ihr Vorhandensein in der mittelalterlichen Gedankenwelt Ungarns ermöglichte aber zur Zeit der Renaissance den Weiterbau. Als alle Welt, nach würdigen Ahnen trachtend, zur Geschichte griff, fand man bei uns die Hunnen, der Gegner des Kaisers – König Matthias – den mächtigen Attila. Die hunno-ungarische Geschichte fand neuen Anklang. Zuerst arbeitete daran der Protonotarius János Thuróczi, dessen Interesse für die Vergangenheit in Gesprächen mit seinen humanistisch gebildeten Kollegen geweckt wurde.[5] Der volkstümliche Redner und Jurist ist damit „der Historiker" für Generationen geworden, da er in einer an nicht wenigen Stellen bis heute lebhaft anmutenden Darstellung Wichtiges für den Adel aussagte.

Die Begriffe Kézais erhielten bei ihm klare Bedeutung, die historischen Gegebenheiten Eindeutigkeit. Über die gesellschaftliche Ungleichheit äußert sich Thuróczi bereits nicht mehr; diese ist seit Kézais Zeiten zur Selbstverständlichkeit geworden. Der Akt der Machtübergabe aber ist um so genauer definiert: „Attilam super se unanimi voto pariter et consilio regia dignitate extulerunt".[6] Attila erhielt die Herrschaft aus Willen und mit der Stimme eines Jeden. Unmißverständlich ist für Thuróczi die Quelle der Macht die „communitas", und da er keinen Unterschied zwischen „proceres" und „nobiles" machte, war das Gebäude fertig. Werbőczi, der zweite Rechtsgelehrte unter den Baumeistern, fertigte nur noch das Dach, als er in seiner bekannten These „una eademque nobilitas" die große Illusion aller Adeligen aussprach.[7]

[4] Ebd., S. 413 ff.

[5] E. Mályusz, *A Thuróczy-krónika és forrásai* (Die Thuróczy-Chronik und ihre Quellen). Budapest 1967, S. 145 ff.

[6] M. Joh. de Thurocz Chronica Hungarorum. *In: Scriptores rerum Ungaricarum.* Ed. Jo. Ge. Schwandtner. Viennae 1746–1748, Bd 1, S. 61.

[7] S. Werbőczi, *Tripartitum. Opus iuris consuetudinarii.* Viennae 1517. Praefatio authoris. (Unnumerierte Seiten.)

Diese in einer fast unerlaubten Weise vereinfachte Skizze der Geschichte der dem adeligen Selbstbewußtsein zu Grunde liegenden Ideenkonstruktion läßt den Gleichtakt des Rhythmus der Ideen-und der Gesellschaftsgeschichte leicht erkennen.

Am Anfang steht die sachliche und etwas unbestimmte Schilderung Kézais, die aus einer Zeit stammt, in welcher der aufsteigende Adel, seiner Position noch bei weitem nicht sicher, sich noch zu behaupten hat. Dann kommt die an subjektiven Elementen reiche Erzählung Thuróczis. Sie ist entstanden, als der mit Mitteln der Zentralisation geförderte Adel, ermuntert durch eine ungeheuere, von Seiten des Königs bewirkte Mobilität, sich mit den Mächtigsten der herrschenden Klasse gleichzustellen wagt. Und zuletzt Werbőczi, als die auf den Tiefpunkt gesunkene königliche Macht sowie die nach der Adelsgunst strebenden Magnaten den Eindruck entstehen lassen, als wären die Adeligen die Herren der Lage. Der alte Traum scheint Wirklichkeit geworden zu sein: Es gibt nur Mächtige und Mächtigere; die ganze Herrscherklasse ist eine unzerteilbare Einheit.

Alles, was man über das in der hunno-ungarischen Geschichte verankerte adelige Selbstbewußtsein bis zum Anfang des 16. Jh. weiß, drängt zu der Annahme, man könne die Ergebnisse der bisher geführten Betrachtungen verallgemeinern. Das heißt, man könne behaupten, die Tendenz ginge weiter und die Aufdringlichkeit der Berufungen auf die aus der hunno-ungarischen Geschichte gezogenen gesellschaftlichen Lehren bewege sich parallel zur Aktivität des Adels auch in späteren Zeiten. Demnach hätte das skythische Selbstbewußtsein des Adels im 17. Jh. besonders stark sein müssen.

In den Jahren der sog. Freiheitskämpfe, in welchen der Adel gegen das „fremde" Herrscherhaus aufgeboten wurde, sucht man automatisch nach Äußerungen der ethnischen Einheit der „natio"; in den Jahrzehnten, wo – nach den Erkenntnissen von Zsigmond Pál Pach – die Auswirkungen der zweiten Verschärfung der Leibeigenschaft sich auch auf das Leben des Adels auswirkten und ihn mit einem neuen Reichtum beschenkten,[8] nimmt man logisch an, die Beteuerung einer alten Herkunft müßte augenfällig sein; in einer Epoche, als der Adel – nicht zuletzt durch Kraft seines neuen Reichtums – sich aus den Banden der feudalen Familiarität befreiend, um die gesellschaftliche Selbständigkeit kämpfte,[9] vermutet man natürlich das Lautwerden der Behauptung, die Mitglieder der Gemeinschaft der Freien wären untereinander nicht zu unterscheiden; in Zeiten, wo unter den Umständen eines stürmischen politischen Lebens und gesellschaftlicher Umgestaltungen das publizistische Wirken der auf den Adel rechnenden Aristokratie und dasjenige des Adels selbst besonders aktiv ist, nimmt man an, Anspielungen auf die kampflustige hunno-ungarische Vergangenheit wären in vielen Schriften zu lesen.

Diese Voraussetzungen werden durch klar ersichtliche Tatsachen des 17. Jh. verstärkt. Die „domini" und die „nobiles" der Ungarn erscheinen gleich orientalisch

[8] Zs. P. Pach, *Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV–XVII. században* (Westeuropäische und ungarische Agrarentwicklung im 15.–17. Jh.). Budapest 1963, S. 204 ff.

[9] *A magyar irodalom története 1600-tól 1772-ig* (Die Geschichte der ungarischen Literatur von 1600 bis 1772). Red. T. Klaniczay. Budapest 1964, S. 269 ff.

gekleidet, obschon ihr Unterschied natürlich auf den ersten Blick erkenntlich ist. Welcher Adelige hätte den Schmuck eines Magnaten aus der Schublade oder die kostbaren Pelze aus der Truhe nehmen können? Die Schneider in den Burgen und an den Edelhöfen bedienten sich aber derselben Schnittmuster, die den Herren und den Adeligen gleichsam eine östliche Herkunft verliehen. Und wirklich brachten emsige Händler von dort die Teppiche, mit denen der Boden und die Wände der Burgen und Schlösser reich verziert, aber auch die Edelhäuser vor der Kälte des Winters geschützt waren. Die Gäste wurden bewirtet auf orientalisch bestickten Tischtüchern, und den Wein schenkte der Hausherr aus morgenländisch anmutenden Kannen in ähnliche Humpen, wie sie aus Gold und Silber, eventuell einfach aus Zinn gearbeitet, wenn nicht Gäste da waren, auf Gestellen die Zimmer schmückten. Wer sich nach der Arbeit Muße erlaubte und Sinn für etwas Intellektuelles hatte, kaufte sich Bücher, von denen, selbst wenn nur zwei vorhanden waren, das eine bestimmt über die Hunnen erzählte. In keiner Bibliothek dieser Zeit fehlen Werke der Geschichte. Man findet Thuróczi im 17. Jh. nicht mehr sehr oft, da seine „Gesta" eben im Jahre der Jahrhundertwende, in einer gekürzten Ausgabe, zuletzt erschien. Die Bücher aber, die auf seine Erzählung gestützt über die hunnische Vergangenheit der Ungarn berichteten, waren ohne Zahl. So ist es leicht verständlich, daß in den Ahnengalerien des 17. Jh. die Feldherren der Hunnen zwischen den Voreltern abgebildet waren. Solche Galerien konnte sich der Adel nicht leisten, wenn aber ein Magnat die Vorfahren seiner Sippe darstellen ließ, gemalt an den Wänden seiner Burg oder als Kupferstich, standen da, meistens in starrer Haltung, fiktive Gestalten der hunnischen Geschichte. Und nicht auszuschließen waren Hunnenwesire innerhalb der Reihe ungarischer Könige. In einem prächtig ausgestatteten Buch, dem berühmten „Mausoleum", das dem Lobe der Tugenden der Herrscher gewidmet ist und ihrer aller Bilder enthält, ist Attila – den späteren Königen ähnlich – mit einer Krone abgebildet.[10]

Eine nicht kleine Anzahl historischer Analogien, sowie viele Tatsachen der Geschichte weisen in dieselbe Richtung, auf das vorhandene skythische oder hunnische Selbstbewußtsein im Denken des 17. Jh. Solche Anführung könnte man wahrscheinlich noch lange fortsetzen; eine Parallele soll hier erwähnt werden. Es ist die auffallende Ähnlichkeit des im 17. Jh. äußerst lebhaften Sarmatismus mit dem, was allgemein Skythen-Selbstbewußtsein genannt wird. Der Gedanke ist nicht neu, Endre Angyal hat schon vor mehr als zehn Jahren auf ihn hingewiesen. Er ging soweit zu sagen, die ganze ungarische Adelskultur im 17. Jh. trüge starke sarmatische Züge.[11] Diese Behauptung schafft weitverzweigte Probleme, wenn man aber bedenkt, welch große Wirkung die polnische Kultur auf ihre Nachbarländer eben im 17. Jh. ausübte, und das riesige ungarische Interesse für Polen hinzurechnet, ist man fast geneigt, Angyal im Grunde genommen Recht zu geben.

[10] Mausoleum . . . militantis Ungariae ducum . . . Norimbergae 1664.

[11] A. Angyal, Die osteuropäische Bedeutung des Sarmatismus. *In: La renaissance et la réformation en Pologne et en Hongrie*, Budapest 1963, S. 507.

Man könnte viele Beweise dieses lebhaften Interesses anführen, da im Ungarn des 17. Jh. sozusagen keine politische Schrift ohne Anspielungen auf polnische Ereignisse verfertigt wurde. Es scheint, als ob die Politiker bei uns mit einem Gefühl der Schicksalsgemeinschaft über die Grenze nach Polen spähend den eigenen Angelegenheiten nachgegangen wären. Statt vieler kleiner Indizien aber sei ein einziges, und zwar im Zusammenhang mit Fragen des adeligen Selbstbewußtseins besonders vielsagendes vermerkt. Es handelt sich um eine Erzählung, nach welcher eigentlich der polnische „dux" hätte die Stefanskrone bekommen müssen. Der Papst, der nichts über die Ungarn wußte, hatte sie für ihn schon vorbereitet, als die Engel kamen und die Mahnung Gottes, die Krone statt nach Polen dem ungarischen König zu schicken, übermittelten.[12]

Die Geschichte stammt aus der Hartvic-Legende des 12. Jh. und ist zur Zeit des Humanismus schon breiteren Kreisen bekannt geworden, wurde aber damals noch nicht in die „Idee der Heiligen Krone" eingegliedert. Das geschah erst Ende des 16. Jh., als ein in vielen Wissenschaften wirkender Protestant, Heltai, die Legende der „wunderbaren Herkunft" mit der Idee der Krone verschmolz.[13] Das Verfahren gelang ihm so meisterhaft, daß diese Legende der wunderbaren Herkunft im nächsten Jh. das stärkste Element in der Argumentation um die Krone geworden ist. So ist das aus dem Mittelalter stammende Gefühl der polnisch-ungarischen Schicksalsgemeinschaft ein Teil des Selbstbewußtseins des ungarischen Adels geworden.

Es wäre leicht zu erklären, wenn der ungarische Adel, im Mittelalter noch mit Gottes Gnaden den Polen gegenüber bevorzugt, im 17. Jh. jedoch die „polnische Freiheit" mit Neid betrachtend, die sarmatisierenden Nachbaren nachgeahmt und die den sarmatischen ähnelnden eigenen skythischen Eigenschaften schon ihretwegen betont hätte. Angyal jedenfalls hat die Anziehungskraft des „freien und stolzen Polens" in diesem Zusammenhang stark hervorgehoben.

Die Frage, ob die „polnische Freiheit" dem ungarischen Adel als wünschenswert schien, hat man bei uns schon diskutiert.[14] Es hätte keinen Sinn, jetzt auf sie einzugehen, um so weniger, da es sich herausstellt, daß sie in bezug auf unser Thema falsch gestellt ist. Man kann ja nicht nach den Ursachen der Ähnlichkeit des sarmatischen und des skythischen Selbstbewußtseins fragen, wenn Ungarn im 17. Jh. ein Skythen-Selbstbewußtsein nicht gekannt hat. Allen historischen Analogien und geschichtlichen Tatsachen zum Trotz findet man nämlich in dieser Zeit keine Bezugnahmen auf die aus der hunno-ungarischen Geschichte gezogenen gesellschaftlichen Lehren.

[12] Legenda S. Stephani regis maior et minor, atque legenda Hartvico episcopo conscripta. Praefata est, textum recensuit, annotationibus instruxit E. Bartoniek. *In: Scriptores* Bd. 2, S. 365–376 und 401–440.

[13] Gy. Szekfű, Szt. István a magyar történelem századaiban (Stephan der Heilige in den Jahrhunderten ungarischer Geschichte). *In: Szent István Emlékkönyv* (Gedenkbuch Stephan d. H.). Budapest 1938, Bd. 2, S. 28.

[14] L. Benczédi, A lengyel nemesi demokráciáról (Über die polnische Adelsdemokratie). *Századok* 1971/2, S. 420.

Ich habe in der Mitte angefangen und die Prosawerke Zrínyis auf der Suche nach Skythentum durchgelesen. Seine Schriften erschienen für ein solches Studium besonders geeignet, weil Zrínyi erstens eine große Vorliebe für alles Historische hatte; es gehört zur Eigenart seines Schaffens, bewußt aus der Geschichte zu lehren. Er hat zu den ihn beschäftigenden zeitgenössischen Problemen ähnliche aus der Vergangenheit gesucht, um auf Grund ihrer Analyse zu einer Folgerung für die eigenen Zeitgenossen zu gelangen. Der zweite Grund für das Suchen nach Skythen-Selbstbewußtsein bei Zrínyi ist der Umstand, daß er, ein Magnat, mit seinem Reichtum eigentlich einer der ersten vier Magnaten, als Publizist dennoch für den Adel schrieb. Und da er alles nach dem Maß eines Höchstbegabten machte, war er auch als Publizist unübertrefflich. Wenn Zrínyi den Adel gewinnen wollte, gewann er ihn. Ich meine natürlich die Mehrheit der Politisierenden, aber auch dieser ziemlich kleine Teil des Adels war so weit von der Kenntnis einer damals modernen Staatsphilosophie entfernt, um damit ins Bewußtsein zu rufen, daß neue Gedanken, ohne Hilfe der im allgemeinen Bewußtsein schon lebenden alten, schwer zu verbreiten sind. Alles in allem, so scheint es mir, hätte Zrínyi unbedingt skythenfreundliche Argumente verwendet, wenn unter seinen Lesern ein skythisches Selbstbewußtsein verbreitet gewesen wäre.

Im in modernen Ausgaben mehr als zweihundert Seiten umfassenden Prosawerk Zrínyis habe ich sechs Stellen gefunden, wo er Skythen, Hunnen oder Attila erwähnt.

In „Vitéz hadnagy" (Der tapfere Leutnant) – am Anfang der 1650er Jahre geschrieben – stehen deren zwei. Die erste in einem Gedankengang, wo Zrínyi Betrachtungen anstellt über die These: „dimidium facti qui bene coepit habet".[15] Über die nach rechtem Anfang zu Ende geführten Taten meditierend, schreibt er zuerst von der Standhaftigkeit des Fabius Maximus. Dann kommen die Ungarn, die aber im Gegensatz zum Römer Muster für das schlechte Beenden des gut Angefangenen sind: „Was hat es genützt" – brütet Zrínyi – „so viel christliches Blut zu vergießen", wenn wir das Angefangene nicht gut beenden: „Wahrlich, hätten die tapferen Ungarn, die mit so vielem Blutvergießen aus Skythien gekommen sind, und die Könige, die ihr Leben so oft auf's Spiel gesetzt, gehört, daß wir, Entartete, ihren Absichten und unserem Erbe so ein schlechtes Ende machen, hätten sie sich nicht bemüht. Attila wäre in Skythien geblieben und seine Nachkommen wären nicht zu Gespött der Nationen geworden". Nach diesem Ausbruch liest man im selben Teil bunt durcheinander über die Beispiele folgender Männer: Julius Caesar, Coriolanus, Capitolinus, Marcellus, Catilina, Epaminondas, Pelopidas und Leonidas, György Thuri, Lázár Svendi, der Urgroßvater des Verfassers und schließlich der ungarische König Ludwig I.

Die zweite Stelle aus diesem Werk vergleicht Alexander den Großen, Timur Lenk, Julius Caesar und Attila, da ihrer aller Taten Beweise sind für den Zrínyi so wichtigen Gedanken: „ohne gutes Glück ist der Kriegsführer ein Nichts". Wodurch Attila sich

[15] *Zrínyi Miklós Összes művei* (Nikolaus Zrínyis Sämtliche Werke). Hrsg.: T. Klaniczay. S. 448 f.

auszeichnet, ist nicht näher beschrieben.[16] Außer ihm und den vier mit ihm zusammen erwähnten figurieren noch die folgenden in diesem „Discursus": Hannibal, Scipio, Cicero, Milo, Andrea Doria, der ungarische König Andreas II., Bartholomaeus Gramond, Quintus Curtius, Mucius Scaevola, Appius, Heinrich IV., Marschall Biron, die Sippen der Appier, Curtier, Camiller, Timotheus aus Athen, Josephus Riccius und zuletzt Brutus.

Die nächsten zwei Stellen kommen in Zrínyis Werk von 1656, über König Matthias, vor. Wieder stehen hier Alexander der Große, Julius Caesar, Timur Lenk und Attila zusammen. Jetzt ist aber der Hunne, da Zrínyi über Vergänglichkeit des Ruhmes schreibt, hervorgehoben, weil er allein „ein ewiges Königreich dem Ungarn gemacht hat",[17] der anderen Ruhm aber mit ihnen gestorben ist. Man würde schon meinen, Attila als alleinstehenden und großen bei Zrínyi gefunden zu haben, wenn er einige Seiten vorher, an Matthias gewandt, nicht geschrieben hätte: „Dir . . . hat das Fatum eine große Erleichterung geschaffen und hat dir das schändliche Vergehen Attilas, der seinen Bruder, Buda umgebracht hat, ersparen wollen."[18]

In „Török áfium" (Türkisches Opium), geschrieben im Winter 1660–61, ergeht es Attila nicht viel besser. Als Zrínyi seinen Blick auf die Nationen richtet, die eventuell – seiner Ansicht nach nicht – gegen die Türken helfen könnten, schreibt er: „das Rauben und die Verheerung der alten Hunnen mit Attila und auch der späteren Ungarn" sind in Deutschland nicht vergessen.[19] Und endlich die letzte Stelle aus derselben Flugschrift: „Oh Himmel! Oh Gott! Warum hast Du uns aus Skythien herausgebracht!" Wenn Gott uns nicht von dort herausgeholt hätte, wären wir entweder nicht „so zerrüttet" geworden, oder „es hätte uns nicht so viele Welt wegen unser eigener Schlechtheit verloren gehen gesehen."[20]

Es kann sein, daß ich vielleicht nicht alle Stellen, wo Zrínyi Skythen, Hunnen oder Attila erwähnt, gefunden habe. Viel mehr können es aber bestimmt nicht sein, und diese würden das Bild bei Zrínyi über das Skythentum nicht verändern. Dieses Bild zeigt Attila, der die Hunnen oder Ungarn mit Gottes Willen, viel christliches Blut vergießend, aus Skythien herausbrachte und ihnen ein „ewiges Königtum" schuf, zeigt die Hunnen als Räuber und Verheerer des Westens. Seine Berufungen auf die hunno-ungarische Vergangenheit zeugen von einem Wissen über die skytho- oder hunno-ungarische Identität, sind aber weit davon entfernt, als Quelle irgend eines Selbstbewußtseins zu dienen. Sie sind weit entfernt sogar davon, eine Bevorzugung der hunno-ungarischen Geschichte bei ihm zu zeigen.

Nach Zrínyi wandte ich mich Ferenc Nádasdy zu, dessen Flugschrift „Oratio"[21] (1668) aus denselben Gründen wie Zrínyis Werke für die Suche geeignet schien. Auch

[16] Ebd., S. 459.
[17] Ebd., S. 601.
[18] Ebd., S. 632.
[19] Ebd., S. 655.
[20] Ebd., S. 646.
[21] *Történelmi Tár* 1896, S. 101 ff.

er hat – wie übrigens fast die ganze Herrenwelt dieser Zeit – einen ausgesprochenen Sinn für das Historische. Das beweisen die historischen Bilder seiner Burg und das schon erwähnte „Mausoleum", das auf seinen Befehl verfertigt wurde. Und als Publizist war er nicht der Schlechteste; seine Flugschrift nennt man nur deshalb nicht genial, weil auch Zrínyis Werke dieses Attribut nicht bekommen hatten. Sie ist aber einmalig, da mit ihr Nádasdy ein Meisterstück gelang: die der Aristokratie gegenüber feindlichen Gefühle des Adels gegen den Hof zu wenden.

Er, das Mitglied einer vom ersten Augenblick der ungarischen Reformation an protestantischer Familie, der mit seiner Katholisierung alle Protestanten entrüstete und als neuer Katholik und Protestantenverfolger mit den Pharaonen verglichen wurde, wagte zu behaupten, die Gegenreformation in Ungarn wäre die Angelegenheit des „fremden" Hofes. Und das Phantastische ist, daß ihm der Adel Glauben schenkte. Unter Umständen, wo ein jeder die gegenreformatorische Tätigkeit der Magnaten vor Augen hatte und wissen mußte, daß der Hof – das gilt für die Zeit vor 1670 – keine Mittel für die Einmischung in Religionssachen hatte, brachte es Nádasdy fertig, daß man ihm und nicht den Fakten glaubte.

Dieser Gedankengang ist ein wenig übertrieben, es waren ja bei der Täuschung des protestantischen Adels viele Faktoren beteiligt. Fest steht dagegen, daß die „Oratio" eine an den Adel gerichtete äußerst überzeugende Schrift war.

Um aber nach dieser langen Einleitung die Ergebnisse der Suche nach Skythentum kurz zu fassen: Im Text dieser, die Gefühle des Adels geschickt ausspielenden Flugschrift steht kein Wort über die Hunnen, die Skythen oder Attila.

Die Ergebnisse des Suchens nach Skythen in den Werken Zrínyis und Nádasdys lassen nicht darauf schließen, als hätten es die beiden erfolgreichsten Magnatenpublizisten des 17. Jh., um den veröffentlichten Gedanken Sympathien zu verschaffen, für nötig gehalten, dem Adel mit hunno-ungarischen Illusionen zu schmeicheln. Und sie haben recht gehabt. Das Lesen der von Mitgliedern des Adels selbst verfaßten Flugschriften ergibt dasselbe. Ich habe zehn davon durchgesehen – für und gegen die Habsburger, katholische und protestantische, zwei lateinische, die anderen ungarisch. In ihren nach barocker Art verwickelten Sätzen bin ich aber nicht auf die Hunnen gestoßen.[22]

Blieben noch die Agitationsschriften der Freiheitskämpfe, der Bewegungen von Bocskai, Bethlen und Georg Rákóczi I. Es gibt weniger solche Schriften, als man denken sollte, so ist ihre Durchsicht keine große Aufgabe. Ich habe nur in einem Schreiben aus dem Bocskai-Aufstand die Erwähnung Skythiens gefunden.

Auf dem Landtag zu Szerencs im Frühling des Jahres 1605 hörten die Teilnehmer: „Jetzt müssen wir nicht auf unser Haus, auf die Verwüstung unserer schönen Häuser und Habe schauen... sondern unser Leben, unseren guten alten Ruf und Namen müssen wir schützen, die das deutsche Geschlecht mit bitterer Schmähung mit Füßen getreten hat. Hiemit gibt Gott der Herr auch uns, wie den alten, aus Skythien

[22] K. Péter, *A magyar nyelvű politikai publicisztika kezdetei* (Die Anfänge der ungarischsprachigen politischen Publizistik). Budapest 1973, S. 67 f.

gekommenen Ungarn, die ihre Frauen und Kinder auf Pferderücken herausgebracht hatten.. Haus statt unser Haus, Güter statt der unseren und anstatt unser Vieh durch unsere Waffen Vieh genug."[23]

Die schönen Worte Bocskais sprechen ebensowenig über ein Skythen-Selbstbewußtsein wie die Schriften von Zrínyi. Dem Leiter des Freiheitskampfes ist die Tatsache, daß die Ungarn aus Skythien gekommen sind, wohlbekannt. Und wenn er sozusagen von einer neuen Landnahme spricht, beruft er sich natürlich auf diese, ohne daß er deswegen Grund für irgendwelches Selbstbewußtsein spürte.

Bedenkt man aber, in wie vielen Geschichtsbüchern dieser Zeit König Matthias der zweite Attila genannt wird, kommt man in die Versuchung zu sagen, Bocskai hätte mit dieser Anspielung auf eine neue Landnahme nicht so sehr Attila als eher den großen König den Teilnehmern seiner Bewegung vor Augen stellen wollen.

Die zu diesem Gedanken führende Logik mag verwirrt anmuten. Die Umstände aber sind äußerst suggestiv: Der erste Landtag des Freiheitskampfes wurde einberufen, bzw. hat eben begonnen. Man ist bei der Verlesung der Eröffnungsschrift, da ja Bocskai die Formen wahren will und alles organisieren läßt, als wären die Anwesenden auf Ruf eines legitimen Herrschers zusammengekommen. Er hat auch die „Propositio" verfaßt, die gewöhnlich im Namen des Königs auf dem Landtag verlesen wird. Alle wissen aber, obwohl kein Mensch mehr – die Teilnehmer des Freiheitskampfes bestimmt nicht – den in Prag residierenden Rudolf zum Herrscher haben will, daß die Position Bocskais etwas unsicher ist. Er mag den Landtag einberufen haben und eine „Propositio" verlesen lassen, der rechtmäßige Herrscher ist er trotzdem nicht. Und dieser Tatsache ist sich auch Bocskai bewußt. Die Entthronung der Habsburger steht vor der Tür, es wäre aber befremdend, würde er selbst, der einzige mögliche Kandidat, offen über eine neue Königswahl sprechen. Statt dessen wendet er sich der Geschichte zu und macht Anspielungen auf eine bevorstehende neue Landnahme. Eine solche hatte – das wußten alle – Attila geleitet, mit dem man im 17. Jh. gerne den letzten Nationalkönig, Matthias, verglich. Der jetzt bevorstehende Führer, Bocskai, wäre demnach mit Attila zu vergleichen. Wenn alle in Matthias einen zweiten Attila sahen, könnten sie vielleicht auch auf Bocskai als ein Abbild des Königs schauen, der vor nicht viel mehr als hundert Jahren Ungarn den größten Ruhm schenkte.

Unbestreitbare Beweise für Bocskais Versuch, sich durch Berufung auf den Hunnenwesir als einen wünschenswerten nationalen Herrscher hinzustellen, würden sich wahrscheinlich nur ergeben, wenn es ihm gelungen wäre, seine Herrschertugenden beweisen zu können. Wäre er der nächste Nationalkönig geworden, hätte man möglicherweise überall über ihn als über den zweiten Matthias lesen können. In Wirklichkeit aber hat ihm persönlich der Freiheitskampf nicht viel gebracht. Die Sieger des Ringens zwischen Ständetum und Zentralismus sind die ungarischen Magnaten geworden. Sie fühlten sich, sobald sie ihre Macht dem Herrscher gegenüber behauptet hatten, als gefürchtete Untertanen des Hauses Habsburg ziemlich wohl. In einem in drei Teile

[23] *Monumenta Comitialia Regni Hungariae.* Ed. A. Károlyi, Bd. XI, S. 151.

zerrissenen Land aber blickte man gerne in die schöne Vergangenheit, von Miseren des Alltags erschüttert, dachte man immer häufiger an den herrlichen König Matthias.

Grund für ein Gefühl nationalen Selbstbewußtseins im 17. Jh. geben nicht mehr die Taten der Hunnen, sondern die des Matthias, des letzten Nationalkönigs, der in einem großen, unbesiegbaren Königtum Herrscher war.

Die Skythen im 17. Jh. habe ich gezählt, um aber vom Vorhandensein der Erinnerung an Matthias zu überzeugen, ist ein solches Verfahren überflüssig. Das auffallendste Element des Gedankengangs der Herrscherklassen dieser Zeit bei uns ist nämlich gerade eine außerordentlich belebte Tradition Matthiae.

Sie ist natürlich nicht in dieser von politischen Kämpfen so bewegten Epoche geboren; es ist eine bekannte Tatsache, daß die Person des großen Königs schon nach Mohács zum Symbol wurde. Für die von religiösen Gegensätzen, politischen Uneinigkeiten, von den Verheerungen der Türken geplagten Zeitgenossen wurde Matthias die Verkörperung der Ordnung und der Einheit. Die Schriftsteller des Humanismus und der Reformation haben die Sehnsucht nach Ruhe gegenüber der Anarchie mit seinem Namen verbunden.[24]

Für das 17. Jh. dann hat sich diese Tradition Matthiae verwandelt. Vom Träger gesellschaftlicher Bestrebungen ist sie eher zu einem Gedankenkomplex von politischen Ideen geworden. Und da sie sich in politischen Argumenten veränderte, ist man allgemein der Meinung, diese Verwandlung wäre, als logische Fortsetzung des Denkens über Matthias im vorhergehenden Jh., darauf gerichtet, die Gedanken an den König mit einer habsburgfeindlichen Argumentation zu identifizieren. Solche Deutung ist freilich mit der Gestalt des Nationalkönigs, der seinerzeit gegen den Kaiser gekämpft hat, wahrhaftig verwachsen. Die Umgestaltung des Erbes des Königs scheint aber nicht so einfach gewesen zu sein.

Der Inhalt der Beobachtung, die Tradition hätte sich zu dieser Zeit verändert, ist weiter auszudehnen, da irgendwann um die Wende des 16. zum 17. Jh. die Person Matthias' nicht einfach zum Symbol der Gegnerschaft gegen die Habsburger geworden ist. Es geschah gleichzeitig mehr und weniger; mehr, da sich alle politischen Vorstellungen auf ihn berufen, weniger, weil unter diesem fortwährenden Erwähnen die Tradition Matthiae ihre Eindeutigkeit verlor. Während sie nämlich noch im 16. Jh. nur das bedeutete, wofür die Besten der Gesellschaft im Interesse breiter Volksmassen kämpften, müssen im nächsten schon alle an Matthias erinnern, die mit der Absicht, andere zu überzeugen, zur Feder griffen.

Die Agitatoren gegen das Nationalkönigtum berufen sich auf sein Andenken, und seine Befürworter tun dasselbe. Wer über die Ohnmacht des Landes jammert, führt ebenso den Namen des Vaters, Hunyadis, und den des Matthias im Munde wie der, der hofft, es werde uns möglich sein, den Feind aus dem Land zu jagen. Eine die Partei der Habsburger ergreifende Flugschrift behauptet, die „herrlichen Taten" Hunyadis und des Königs Matthias wären vergessen, wir müssen uns, unfähig die Türken zu

[24] T. Klaniczay, *Zrínyi Miklós* (Nikolaus Zrínyi). Zweite, neu bearbeitete Ausgabe. Budapest 1964, S. 552–554.

bekämpfen, unter die „ewige" Herrschaft des Herrscherhauses begeben. Einen Nationalkönig können wir nicht wählen, weil der schwere Lasten auf das Land legen müßte, wo doch gegen solche die „regnicolae" schon zu Zeiten der „blühenden Herrschaft" Matthias' geklagt haben.[25] Eine um einige Jahre jüngere Schrift dagegen meint zuversichtlich, wenn wir dem König Matthias ähnliche Befehlshaber hätten, würde sich „viel unzähliges Volk" neben ihnen erheben.[26] Und die schönsten Worte hat vielleicht Zrínyi formuliert: „Liegt es nicht in Gottes Macht, die Siege Hunyadis, die Herrlichkeiten des Königs Matthias in unseren Händen von neuem erblühen zu lassen? "[27]

Das ruhmvolle Andenken des Königs Matthias in der Argumentation für Habsburg, und in der für ein Nationalkönigtum – es scheint, die in die Politik einbezogene Tradition Matthiae ist ein organischer Teil des Denkens im 17. Jh. geworden. Keiner konnte sie, sich über Fragen der Politik äußernd, umgehen.

Die auf solche Art entstandene Situation in der Ideengeschichte ist nicht einfach spannend, sondern des Studiums besonders wert, weil sie vor der Gefahr mahnt, allein mit einem Ja oder Nein auf die Fragen der Geschichte zu antworten. Wenn man keiner Argumentation die Aufrichtigkeit abspricht, wird man die ehrenhaften Züge vielleicht beider suchen.

Die Suche nach einer möglichst gerechten Behandlung der politischen Bestrebungen soll natürlich weder heißen, die Zeitgenossen hätten Verständnis füreinander gehabt, noch bestätigen, ein Gefühl der unbedingten Zusammengehörigkeit hätte den Grund für ihre einheitliche Beurteilung der Zeiten Matthias' gelegt. Die Gegensätze aber – das eigenartige Anwenden des Erbes des Königs läßt darauf schließen – bestanden ihren Kampf nicht im Streit um dem Ruhm in der Vergangenheit, sondern – wie die Auseinandersetzungen auf den Landtagen zeigen – im Ringen um die Freiheit der Religion in der Gegenwart.

Dieses Ringen ist wahrscheinlich die bekannteste Tatsache unserer Geschichte. Man kann sich niemanden vorstellen, der mit unserer Vergangenheit im mindesten vertraut ist und nicht wüßte, daß im Ungarn des 17. Jh. Kämpfe für die Religionsfreiheit ausgefochten wurden. Vielleicht wissen nicht alle von der Statue Bocskais auf dem Reformationsdenkmal in Genf, obwohl wir diese bei jeder Gelegenheit erwähnen –, doch ist die starke Verbindung der nationalen Freiheitskämpfe mit der Sache der Religion jedem bekannt.

Viel weniger wird von dem Zusammenhang geredet, der die Forderung der Religionsfreiheit mit den gesellschaftlichen Interessen der Herrscherklassen verknüpft. Man betrachtet den für die Glaubensfreiheit geführten Kampf der Protestanten als selbstlos, und große Erörterungen wurden aufgebaut um das Problem, wie es dazu kam, daß sich im Streit um die Seele der Leibeigenen einander scharf entgegengesetzte

[25] B. Baranyai, *Tanulmányok és közlemények a magyar jog-, alkotmány- és köz-történet köréből* (Aufsätze und Mitteilungen aus dem Kreis ungarischer Rechts-, Verfassungs- und politischer Geschichte). Karcag 1927, Bd. 2, S. 93–98.

[26] K. Péter, a.a.O., S. 99–103.

[27] Zrínyi, a.a.O., S. 649.

Auffassungen der Katholiken und der Protestanten bildeten; warum die Katholiken als Vertreter des „ius patronatus" auftraten, die Protestanten aber, obwohl Mitglieder derselben Klasse, unter Zurückdrängung ihrer eigenen gutsherrlichen Rechte, allein für das Wohl der Bauern zu Vertretern der Glaubensfreiheit geworden sind.[28]

Nur eines wurde nicht gefragt: ob da wirklich das Heil der Leibeigenen und nicht eventuell die Berücksichtigung anderer Interessen im Spiele war.

Betrachtet man die Gesetze an sich und stellt die die Religionsfreiheit berührenden nebeneinander, zeigen sie wahrlich nur Unterschiede hinsichtlich der Rechte der Leibeigenen. Am Anfang steht der erste Artikel aus dem Jahre 1608, der aussagt, der Stand der Bauern erfreue sich derselben Freiheit der Religion, die allen Ständen des Landes zusteht.[29] Und am Ende – wenn man die Zeit, als die gutsherrliche Gegenreformation eben begonnen hatte, in dieser Hinsicht ein Ende nennen darf – das Gesetz von 1647, welches zur Glaubensfreiheit die Dörfer mit dem freien Gebrauch der Kirchen und der Friedhöfe beschenkt.[30]

Nichts ist logischer, als zu folgern: Der Protestantismus hat am Anfang für die bloße Religionsfreiheit der Bauern gerungen, und dann, als diese erreicht worden war, für die Möglichkeit der Ausübung dieses ihres Rechtes. In diesem Kampf ist er auch zum Gegner des „ius patronatus" geworden.

Unterzieht man aber die Umstände der Geburt des ersten Artikels einer näheren Prüfung, stellt sich heraus: Die Gesetzgeber von 1608 haben von der Aufhebung der gutsherrlichen Rechte in Sachen der Religion nichts gewußt. Für sie und für alle, die um die Jahrhundertwende über die Religionsfreiheit der Leibeigenen sprachen, bedeutete diese Freiheit die Außerkraftsetzung der alten, gegen den Protestantismus gerichteten Gebote. Dem Umstand entsprechend, daß die Vertreter des Protestantismus in dieser Zeit die Magnaten waren, stand die Religionsfreiheit von 1608 in ihrem Interesse und diente dem Fernhalten der Zentralmacht von den Angelegenheiten der gutsherrlichen Untertanen.[31]

Den ganzen Kampf um die Religionsfreiheit mit Hilfe dieses einzigen Ergebnisses zu erklären, wäre übereilt. Eine Folgerung aber läßt auch dieses zu, den Schluß nämlich, daß die Phasen des Ringens um die Glaubensfreiheit in ihrer eigenen historischen Umgebung zu untersuchen sind. Die Religionsangelegenheiten dürfen nicht herausgerissen aus den Zusammenhängen der dann und dort gegebenen Verhältnisse betrachtet werden, da sie, keine Erscheinungen an sich, nur in ihrer immer wechselnden wirklichen Umgebung erkannt werden können.

Auf Grund dieser Überlegung darf vielleicht noch gesagt werden: Der Protestantismus hat sich in dem Maße mit den Interessen des Adels verbunden, wie die

[28] I. Szabó, *Tanulmányok a parasztság történetéhez* (Aufsätze zur Geschichte der Bauern). Budapest 1948, S. 228.

[29] *Corpus Juris Hungarici* Bd. 1608–1657. Budapest 1900, S. 8.

[30] Ebd., S. 422.

[31] K. Péter, Az 1608. évi vallásügyi törvény és a jobbágyok vallásszabadsága (Das Gesetz in Sachen der Religion aus dem Jahre 1608 und die Religionsfreiheit der Leibeigenen). *Századok* 1977/1, S. 93 ff.

Adeligen, nachdem sich die Aristokratie zurückgezogen, seine Vertreter in der Politik geworden sind.

Statt den Hunnen und Attila findet man Matthias und den Protestantismus im Selbstbewußtsein der Herrscherklassen des 17. Jh. Und wie viele Analogien und Tatsachen auch ein Suchen begründet erscheinen ließen, sollte das Fehlen der Skythen eigentlich doch nicht überraschen. Wir wissen ja von Kálmán Benda schon seit langem, daß die Türkenkriege mit einer auf christliche Argumentation aufgebauten Propaganda organisiert wurden.[32]

Wäre man von dieser Tatsache ausgegangen, hätte man von Anfang an angenommen, eine sich auf christliche Phrasen stützende Agitation hätte die als Heiden geltenden Hunnen aus dem Bewußtsein des 17. Jh. verdrängt.

Diese Voraussetzung aber hätte sich als ebenso unbeweisbar erwiesen, wie die entgegengesetzte. Beim Suchen stellte es sich heraus, daß die Hunnen aus dem adeligen Selbstbewußtsein verschwunden sind; hätte man mit ihrer Anwesenheit nicht gerechnet, wären sie vielleicht im Bewußtsein dieser Zeit überhaupt nicht wahrgenommen worden. Sie sind aber da, hatten nicht einmal einen sehr langen Weg zurücklegen müssen, nur den, der vom ausgesprochenen Selbstbewußtsein in das einfache Wissen führte.

Die Frage bleibt, wie sie immer wieder den Rückweg fanden. Wie kam es dazu, daß nachdem die Berufungen auf die hunno-ungarische Vergangenheit im 17. Jh. schon überflüssig geworden waren, ihre Anziehungskraft doch nicht gänzlich erlosch?

[32] K. Benda, *A magyar nemzeti hivatástudat története* (Die Geschichte des ungarischen Berufungsbewußtseins). Budapest 1937, S. 39.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Janusz Tazbir

LA NOTION D'EUROPE A L'ÉPOQUE DES LUMIÈRES

Au déclin du Siècle des Lumières prenait fin une certaine étape des transformations intervenant dans la vision du monde, leur manifestation extérieure étant l'élargissement de l'horizon géographique. Les individus des couches sociales les plus instruites se sentaient tout d'abord citoyens de l'Europe, puis du Vieux Monde, donc également des territoires voisins, l'Afrique et l'Asie, pour arriver enfin, après les découvertes géographiques, à la notion de taches blanches sur les deux continents, ou d'endroits que n'avait pas encore foulés le pied de l'Européen. L'espace non exploré, situé hors de portée du monde civilisé, s'était réduit à des terrains strictement déterminés, à cette époque encore mal connus. En même temps, l'on acquérait la conviction de l'importante contribution des peuples orientaux aux réalisations de la civilisation. L'on commença à en rechercher les origines chez les Chaldéens et les Egyptiens, en Chine et aux Indes, autrement dit au-delà de la sphère culturelle européenne. Le déclin des Lumières correspond au début des activités de Joachim Lelewel qui, le premier parmi les historiens polonais, a formulé une conception moderne de l'histoire universelle, englobant l'histoire de tous les continents et territoires.[1]

A l'époque des Lumières, le terme « humanité » englobe tous les habitants de la Terre, indépendamment de leur religion; tous ont non seulement un droit égal au bonheur, mais sont égaux dans la souffrance. Ce n'est pas fortuitement qu'au XVIII^e siècle, seuls les paysans corvéables sont comparés aux Nègres, et les Indiens luttant pour leur liberté aux Polonais. Le parallèle avec les Nègres avait des fonctions sociales, l'analogie avec l'Indien portait un caractère national. Le premier était le symbole de celui qui, patiemment, subissait l'oppression, le second, celui de la résistance armée, sans grandes chances de succès cependant. A l'époque des partages et des insurrections nationales, les premiers habitants de l'Amérique, leur histoire, surtout les conquêtes, servaient de masque sous lequel pouvait apparaître au grand jour le patriotisme polonais, malgré l'œil scrutateur du censeur. Nous en trouvons l'expression, entre

[1] Voir m. H. Serejski, *Koncepcja historii powszechnej Joachima Lelewela* (La conception de l'histoire universelle de Joachim Lelewel). Warszawa 1958, pp. 36–37, 40–41, 269 et 302.

autres, dans l'oeuvre de Wojciech Bogusławski et dans d'autres drames de l'époque célébrant le patriotisme des « Incas ».[2]

Qui plus est, la poésie et les publications d'actualité jacobines, lancent en Pologne un appel à la fraternité des peuples des deux continents: l'Amérique et l'Europe. Aux yeux des hommes baroques, ils étaient unis par l'œuvre évangélisatrice de l'Eglise; à présent, l'aspiration à un avenir heureux devait suppléer ce lien. Les almanachs lus dans les manoirs et châteaux, comme les ouvrages scientifiques relatant impartialement les mœurs et les croyances de tous les peuples et tribus symbolisent les transformations affectant les mentalités dans ce sens. Les civilisations qui diffèrent de la civilisation européenne cessent d'être uniquement un fatras de choses ridicules, bizarres, et de préjugés et superstitions; on tente les premiers essais pour les comprendre en quelque sorte de l'intérieur. La nature humaine est semblable sous toute latitude, indépendamment de la couleur de la peau et des croyances. L'intérêt porté à la nature exotique et aux mœurs étrangères conduit à constater que les usages des habitants primitifs de différents continents se ressemblent considérablement. On commence aussi bientôt à reprocher aux enthousiastes des mondes nouvellement découverts de ne pas connaître leur propre pays, où ils peuvent rencontrer dans la culture populaire des traces de la très ancienne civilisation de la nation. Les éléments primitifs et exotiques, si volontiers recherchés en Amérique, en Afrique ou en Asie, trouvèrent leur pendant dans la campagne polonaise, lituanienne ou biélorusse. De cette manière, le primitivisme indigène devint l'objet de recherches scientifiques à l'instar des sauvages orientaux. L'intérêt manifesté aux continents découverts aux XVI^{e}–XVII^{e} siècles, contribua donc dans une certaine mesure à développer les études folklorique polonaises, surtout celles de l'école varsovienne qui leur avait donné de l'impulsion.[3]

On prend conscience du fait que chaque nation est membre d'une grande communauté, dispersée à la surface du globe. Le monde entier devrait être « une grande République, où tous les hommes vivraient comme des frères et chacun serait citoyen non pas d'un pays, mais du monde entier », écrivait le piariste Wincenty Skrzetuski. Ceci concernait les représentants de tous les états de la société: « l'esclave blanc ou noir est un être humain et ne diffère en rien de nous », constatait Hugo Kołłataj. Le même Skrzetuski avait consacré un des chapitres de ses « Discours sur les principales matières politiques » à des considérations sur « les obligations qu'ont certaines nations envers les autres ». Nous y lisons que le temps est enfin venu où les nations civilisées ont entendu la voix de la nature et compris que les citoyens de tous les pays sont frères. Il faudrait encore souhaiter qu'après la compréhension des obligations réciproques s'ensuive leur matérialisation. Chaque nation partagerait alors avec les autres les conquêtes de sa civilisation.

[2] J. Tazbir, *Rzeczpospolita szlachecka wobec wielkich odkryc* (La république des nobles et les grandes découvertes). Warszawa 1973, p. 178 et sq.

[3] Voir *Dzieje folklorystyki polskiej, 1800–1863,* (Histoire de l'ethnographie polonaise) réd. par H. Kapeluś et J. Krzyżanowskiego, Wrocław 1970, pp. 62–65.

Quand on critiquait les méthodes de la conquête, on la faisait surtout du point de vue de la conviction que les nations européennes n'avaient pas rempli au XVI[e] siècle leur devoir essentiel: au lieu, en effet, de s'occuper de la civilisation des Indiens, elles en avaient fait une boucherie. En même temps, cependant, l'on rappelait les effets, positifs en dépit de tout, entraînés par la conquête par les blancs des territoires du Nouveau Monde. Dymitr Michał Krajewski écrivait que la découverte de l'Amérique avait apporté, il est vrai, l'anéantissement de ses anciens habitants, mais l'introduction de l'instruction l'a « rendue de beaucoup plus parfaite qu'elle n'avait été avant la découverte ». Agissant tout d'abord avec cruauté dans différentes parties du monde, l'Europe leur porte à présent « le flambeau de la science » grâce à laquelle les habitants des autres continents « se libèrent peu à peu de leur ignorance et grossièreté ». L'ancienne violence et l'oppression devaient céder la place à l'action culturelle ce qui, en définitive, menait au même résultat: l'assujettissement au blanc des habitants « sauvages » d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie.[4]

Władysław Tatarkiewicz remarque que, dans la génération postérieure à celle de Jean-Jacques Rousseau, il n'y eut à proprement parler aucun poète, romancier ou moraliste qui n'ait consacré à ces hommes dignes d'admiration et d'envie, sinon un livre entier, du moins un chapitre. Le « bon sauvage » était en effet à cette époque un personnage littéraire obligatoire, dans la bouche duquel on mettait la critique du fanatisme, de l'inégalité sociale ou des préjugés. Ce rôle revenait généralement à l'Indien, exceptionnellement au Noir qui travaillait péniblement dans les plantations et se résignait humblement à son sort d'esclave. Il était de ce fait difficile de le représenter sous les traits d'un défenseur de la morale naturelle et d'un critique du régime féodal. Quant à l'humble peau-rouge, on savait très bien qu'il luttait vaillamment contre les colonisateurs; il pouvait donc être dans les contes philosophiques le porte-parole de la liberté et de la tolérance.[5]

Sur de nombreuses gravures et toiles du XVII[e] siècle, on représentait le missionnaire, donc un blanc, venu prêcher la nouvelle foi aux jaunes, noirs et rouges. Au XVIII[e] siècle, les rôles changent: l'apôtre est le sage chinois ou le « bon sauvage », remontrant à l'élégante société d'un salon parisien ses crimes et vices engendrés par la corruption sociale. L'apostolat était resté, seuls les rôles avaient changé; pourtant, si l'on mettait dans la bouche des « sauvages Américains » l'éloge de la simplicité, de la naïveté, du primitivisme même, donc des valeurs tellement prisées par les partisans de Jean-Jacques Rousseau, les habitants de la Chine, des Indes ou de l'orient musulman intervenaient en revanche dans le rôle critique des rapports socio-politiques régnant en Europe, donnant des conseils et des enseignements concrets sur les questions institutionnelles. Ce n'est donc qu'à l'époque des Lumières que l'on s'est aperçu de l'existence en Orient d'une source de nouvelles valeurs morales et culturelles, capables de rafraîchir la civilisation européenne.[6] Les habitants des autres continents suscitaient

[4] J. Tazbir, *op. cit.*, pp. 139–194.

[5] W. Tatarkiewicz, *O szczęściu* (Du bonheur). Warszawa 1965, pp. 453–455.

[6] J. Reychman, *Orient w kulturze polskiego Oświecenia* (L'Orient dans les Lumières polonaises). Wrocław 1965, p. 189.

par leur exotisme l'intérêt des lecteurs, sans soulever de réserves chez les censeurs, tant ces pays étaient lointains et leurs descriptions enthousiastes assez souvent puisées dans les rapports des missionnaires et les considérations des philosophes.

Ceuxi-ci présentaient dans leurs récits un Orient extrêmement idéalisé, peuplé par des hommes qui, depuis des siècles, auraient découvert le chemin du bonheur et de la vérité. Aujourd'hui, nous savons que ceux qui, au XVIII[e] siècle, étaient pleins d'admiration pour l'Etat des Incas ou pour la Chine de leur époque, au fond connaissaient très mal ces pays. Surtout les Français excellèrent dans ce genre, au grand scandale des futurs chercheurs. Mais il ne s'agissait pas d'exactitude scientifique: il importait de créer un miroir idéal où pourrait se refléter l'Europe chargée de crimes. Aussi fermait-on les yeux sur les traits universellement connus des institutions de nombreux pays d'Aise, tels que le despotisme outré qui piétinait les droits de l'individu, ou certains aspects culturels, tel que la stagnation de la civilisation en Chine. De même attribuait-on aux philosophes de ces contrées des idées auxquelles ils n'auraient jamais souscrit. Chacun cherchait tout simplement dans ces Etats des preuves à l'appui de ses propres conceptions politiques ou économiques. Pour les physiocrates polonais, par exemple, comme pour les Français, la puissance et la longue existence de la Chine, associées au développement de l'agriculture, venaient confirmer la théorie de Quesnay. Les partisans de l'absolutisme éclairé affirmaient qu'un tel système avait justement régné au Mexique ou dans le Pérou précolombien. L'état réel des choses avait ici moins d'importance. Pour ceux qui, à partir des articles Aigle ou Jeûne de la Grande Encyclopédie de Diderot, avaient su forger une arme pour combattre l'Eglise, le bon bramine (sur lequel on trouvait aussi un article), le sage vizir ou le docte mandarin, fournissaient une excellente occasion de critiquer le fanatisme et l'obscurantisme du clergé catholique. Mais il serait difficile de trancher lequel des deux y eut le plus de mérite, les Lumières ou l'Orient.

Le « bon sauvage », il est vrai, avait surgi des îles lointaines, apôtre du retour à la nature, remède bénéfique contre toutes les infirmités du blanc. Des Indes, de Chine et du Pérou le sage bramine, le vertueux mandarin et l'Aztèque étaient habiles à gouverner le pays – tous maîtres de meilleures formes institutionnelles, d'une pensée politique plus parfaite, plus profonde et meilleure que le christianisme et la morale chrétienne. Les philosophes ou les littérateurs avaient beau se pâmer d'admiration devant l'éthique des Chinois, la philosophie des Hindous et le régime du Pérou, on savait généralement que c'était là un certain mode d'expression, une convention littéraire ou philosophique demandant que la critique du système politique ou de l'Eglise soit vêtue d'habits orientaux. L'élite intellectuelle de Paris, de Londres ou d'Amsterdam savait parfaitement que les partisans des Lumières mettaient dans la bouche des sages vizirs, bramines ou mandarins, leurs idées propres. Les patries de ces personnages exotiques étaient cependant sujettes à l'expansion militaire, ou tout au moins à la pénétration économique de l'homme blanc. La Turquie fut considérée dès le XVIII[e] siècle comme « l'homme malade » de l'Europe, les Etats des Aztèques ou des Mayas n'étaient plus que ruines, et personne ne comptait sérieusement avec la Chine. Aux Indes, en revanche, s'amplifiait l'influence des Etats européens, surtout celle du

futur empire britannique. Tout ceci ne pouvait éveiller en Europe ni vrai respect pour les autres continents ni véritable désir de s'approprier leurs modèles culturels.

Il ne faudrait pas non plus surestimer l'importance de la polémique anti-européenne menée à cette époque. Chabod considère à juste titre qu'il faut en rechercher la genèse dans l'amour et non dans la haine. On n'y sentait pas en effet résonner de vœux d'anéantissement de la civilisation sur ce continent. « Personne n'avait une mentalité plus européenne que ceux qui critiquaient si violemment les rapports régnant en Europe, personne ne croyait plus profondément dans les hautes valeurs culturelles représentées par la tradition européenne ».[7] C'est au nom justement du salut de ces traditions que les philosophes et hommes de lettres des Lumières stigmatisaient la division politique de l'Europe, les haines entre Etats, les guerres incessantes dévastant des pays entiers. Du désir de faire de ce continent le guide et l'enseignant des autres parties du monde naquirent les projets de fédération des Etats européens. Leur mise en œuvre devait éliminer tous conflits, favoriser l'essor économique, instaurer à demeure la tolérance religieuse. Un tel projet avait été formulé entre autres, il y a presque exactement deux siècles (1772), par le piariste Kajetan Skrzetuski qui, dans son manuel d'histoire politique, constatait que l'Europe était devenue une unité de fait grâce à la communauté des moeurs, à la reconnaissance des principes du droit international, au développement des sciences et du commerce ainsi qu'à l'établissement d'un certain état d'équilibre politique. Et, bien que notre continent se soit composé d'Etats ayant réciproquement besoin les uns des autres, il était toujours déchiré par des conflits et des querelles. Skrzetuski ne voyait qu'une issue à cette situatuion: instituer un parlement des pays européens qui, à l'aide de pourparlers pacifiques, résoudrait tous les conflits.[8]

Chez certains écrivains seulement, l'admiration pour les succès des Européens se mêlait à la crainte qu'ils pourraient tous s'avérer momentanés, et que les Etats et empires coloniaux créées par les habitants de ce continent partageraient un jour le sort de l'Egypte, de la Grèce ou de Rome. Les premiers accents de ce catastrophisme *sui generis* se firent entendre dès le déclin du XVIII[e] siècle. Dans la grande polémique déclenhée à cette époque sur la supériorité de l'Europe par rapport à l'Amérique, les publicistes américains non seulement s'élevaient contre la prétention européenne à dominer le monde mais aussi, faisaient des allusions à la fin toute proche de cette hégémonie. Parmi les écrivains européens qui s'attaquaient au problème de la décadence éventuelle de l'Europe, Gibbon comme Condorcet arrivaient à des conclusions optimistes. L'auteur de l'Histoire de la Décadence et de la Chute de l'Empire Romain citait les raisons pour lesquelles les Européens ne partageraient jamais le sort des Romains, alors que Condorcet avait la conviction, fondée sur sa foi dans le progrès, que notre continent se développerait d'une manière continue. Plus, même: ses

[7] F. Chabod, *Der Europagedanke. Von Alexander dem Grossen bis zur Alexander I.* Stuttgart 1963, p. 48.

[8] K. J. Skrzetuski, *Historia polityczna dla szlachetnej młodzi* (Histoire de la politique destinée à la jeunesse noble). Warszawa 1773, pp. 290–335.

habitants propageraient dans les autres parties du monde « les principes et l'exemple de la liberté, les lumières et la raison de l'Europe ». Seul Constantin-François Chasseboeuf de Volney, l'auteur du livre « Les Ruines », traduit à cette époque en polonais, formulait des craintes, justifiées par de nombreuses analogies historiques: au bord de la Seine, de la Tamise et du Zuyderzée, il ne resterait un jour que des ruines, témoins d'un illustre passé.[9]

Cette voix pessimiste isolée n'eut cependant pas de retentissement. La tête de file des Lumières était pleine de foi en l'Europe en tant que communauté de culture et de moeurs, fondée avant tout sur l'hégémonie de la civilisation française. Dès le déclin du XVII[e] siècle, le canon de ce qui devait être considéré comme la plus parfaite réalisation de la culture européenne était représenté par les Français dont on disait qu'ils occupent sur notre continent la place qui, autrefois, avait appartenu aux Romains et aux Grecs. La littérature française, ses arts et sa langue commençaient à s'identifier à la littérature, les arts et la langue européens. La conviction quant au rôle pilote de la civilisation française en Europe était partagée par presque tous les représentants des couches éclairées polonaises, indépendamment de leurs idées politiques. Le jacobin Wojciech Turski commençait ainsi le discours qu'il prononça en 1792 devant la Convention de Paris: « Première nation du monde, Français, nous sommes vos disciples [...] ». Ainsi notre continent à l'époque des Lumières était, comme l'écrit Denis de Rougemont, une Europe fondée sur la conviction de la supériorité absolue « de la religion européenne, de la race blanche et de la langue française ».[10]

On parlait de religion européenne, mais en même temps, au XVIII[e] siècle, la notion de monde chrétien commence à céder la place au terme d'Europe au sens actuel, c'est-à-dire d'une Europe qui ne se bornait pas uniquement à l'acception géographique du mot. Ceci est dû, d'une part, à la sécularisation de la vie favorisée par le développement de l'idéologie humaniste, puis des sciences exactes, de l'autre, au fait que le christianisme s'était étendu à l'époque non seulement jusqu'en Afrique ou en Asie Mineure, mais aussi en Extrême-Orient et en Inde Occidentale (Amérique). Peu à peu, cependant, en bien des endroits on cesse de mettre sur un pied d'égalité la notion d'Europe et le terme « Christianitas ». Selon Chaunu, dans les pays limitrophes du monde musulman, tels l'Espagne, l'Autriche, la Hongrie ou la Pologne, le terme « monde chrétien » devait survivre assez longtemps encore.[11] En France cependant, aux Pays-Bas ou en Angleterre, l'opposition païen-chrétien cesse de coïncider avec l'antithèse Européen-habitant d'un autre continent. Une autre s'y substitue: l'homme civilisé (donc appartenant à la sphère de la culture européenne) – barbare. En même temps, l'adjectif « chrétien » commence à être associé au terme de civilisation qui, au

[9] Voir A. Gerbi, *La disputa del Nuovo Mondo. Storia di una polemica, 1750–1900.* Milano–Napoli 1955, *passim* et D. de Rougemont, *Vingt-huit siècles d'Europe. La conscience européenne à travers des textes, depuis Hésiode à nos jours,* Paris 1961, pp. 155–156.

[10] D. de Rougemont, *op. cit.*, p. 143 et J. Tazbir, *Rzeczpospolita i świat. Studia u dzieiow kultury XVII wieku* (La république et le monde. Etudes sur l'histoire de la civilisation du XVII[e] siècle). Wrocław 1971, p. 62.

[11] P. Chaunu, *La civilisation de l'Europe classique.* Paris 1966, p. 19.

dire de Dupront, « n'est pas autre chose que la civilisation européenne, et la justice d'un apostolat neuf ».[12]

Nous trouvons l'apologie de l'eurocentrisme de cette époque dans le Grand Dictionnaire historique de Louis Moréri, de 1674. Nous y lisons entre autres: « Les peuples d'Europe, par leur adresse et par leur courage, se sont soumis ceux des autres parties du Monde. Leur esprit paraît dans leurs ouvrages, leur sagesse dans le gouvernement, leur force dans les armes, leur conduite dans le commerce et leur magnificence dans leurs villes. L'Europe surpasse aussi en toutes choses les autres parties du monde », et c'est elle aussi qui, avant les autres, a été éclairée par la lumière de l'Evangile. Un demi-siècle plus tard, Montesquieu écrit que l'Europe est parvenue à un degré de puissance que l'histoire n'avait pas connu. Dans son introduction au Siècle de Louis XIV (1752), Voltaire voit sa supériorité dans le respect des « principes de droit public et politique » ; c'est, d'après lui, « une espèce de grande république partagée en plusieurs Etats» régis par des institutions politiques différentes. De même, Montesquieu constate: « L'Europe est un Etat composé de plusieurs provinces ».[13] Emmer de Vattel, un diplomate et publiciste suisse, écrivait que toutes les nations forment dans l'Europe moderne une sorte de république dont les membres indépendants mais liés par un intérêt commun s'associent pour y maintenir l'ordre et la liberté. Marcellus Caraccioli définissait l'Europe comme une seule famille habitant diverses régions.[14]

La conviction de la supériorité de l'Europe et des Européens par rapport aux autres peuples du monde, se fortifie au XVIII[e] siècle et s'enrichit par une motivation supplémentaire. Nous la retrouvons dans presque tous les compendiums polonais de géographie et d'histoire de cette époque, pour ne citer que « Nowe Ateny» (Nouvelle Athènes) de Benedykt Chmielowski ou les manuels scolaires de Władysław Łubieński et Jan Naumański. Ces auteurs font l'éloge unanime tant du climat qui règne sur notre continent que de la civilisation matérielle hautement évoluée, du magnifique essor des sciences et des arts, des réalisations dans le domaine des institutions politiques et du droit. Ils mentionnent aussi élogieusement la piété qui caractérise les habitants de l'Europe. Les auteurs qui appréciaient d'une manière critique les institutions des Etats européens ou déploraient la propagation, dans certains d'entre eux, de toutes sortes d'hérésies, mettaient en même temps la supériorité de notre continent et la mission civilisatrice de la race blanche sur l'autre hémisphère en avant. Les Européens, écrivait-on, y propagent la religion comme l'art du commerce, le droit, les sciences et les arts pratiques.

La supériorité de l'Europe sur les autres continents ne fut absolument mise en doute par personne au Siècle des Lumières. Les mêmes écrivains qui stigmatisaient les violences des conquistadors deux siècles plus tôt, affirmaient que l'Europe est « la première » partie du monde parce qu'elle est habitée par des peuples « supérieurs » par

[12] A. Dupront, *Unité des chrétiens et unité de l'Europe dans la période moderne*, Moscou 1970.

[13] D. de Rougemont, *op. cit.*, pp. 122 et 143.

[14] M. H. Serejski, *Europa a rozbiory Polski* (L'Europe et les partages de la Pologne). Warszawa 1970, pp. 113–114.

rapport à ceux des autres continents. Dans les Rozmowy młodych Polakow (Entretiens des jeunes Polonais) de Jozef Kanty, nous lisons que «les sciences, les mœurs, la vaillance, le bonheur, les lois» sont depuis longtemps déjà passés du continent asiatique sur le continent européen. C'est en vain que l'Asie rappelle qu'elle avait été autrefois le berceau de la civilisation; au dire de l'auteur, le despotisme et la cruauté qui y règnaient[15] disqualifiaient ce continent en tant que concurrent de l'Europe. Ne pouvaient non plus l'égaler ni l'Afrique ni l'Amérique, puisque la barbarie et le cannibalisme y faisaient loi. Le monde contemporain a une mère, et c'est l'Europe; elle trouvait donc confirmation de sa supériorité et de son caractère distinct par voie de confrontation avec la culture des autres continents. L'extermination relativement facile des Indiens et l'assujetissement sans grande difficulté des Nègres faisaient naître la conviction de l'infériorité des races de couleur, conviction étrangère à l'Européen avant l'époque des grandes découvertes. Plus tard cependant, la mentalité des Européens s'habitua à l'idée qu'ils avaient connu les autres continents pour y avoir étendu leur domination. Ce point de vue est partagé par les nombreux précis d'histoire universelle de la charnière des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, où l'Europe ne cesse d'être le centre de référence. Avec cette différence toutefois que c'est la culture européenne et non le christianisme qui devient alors le critère fondamental d'évaluation des autres civilisations. On le voit nettement dans les manuels d'histoire universelle de l'époque de Stanislas écrits par Kajetan et Wincenty Skrzetuski, Dominik Szybiński et Karol Wyrwicz. C'est d'une façon analogue d'ailleurs que Joachim Lelewel devait présenter plus tard ce problème: les continents interviennent chez lui uniquement en tant qu'objets de l'histoire et sont traités sous l'angle de l'action exercée sur eux par les Européens. D'après lui, l'histoire des Etats et des civilisations asiatiques aurait déjà dû être considérée sous l'angle de l'empire romain qui aurait été le point de départ du développement ultérieur de toute l'humanité. A l'époque des grandes découvertes, les habitants de l'Europe portent leur religion sur les autres continents; ceci s'accompagne de nombreuses violences et cruautés; puis ils propagent la civilisation en Amérique et en Asie, ce dont on doit se féliciter. L'influence culturelle va d'ailleurs de pair dans une certaine mesure avec l'action positive exercée par «l'union chrétienne» sur le globe tout entier; c'est cependant un christianisme supra-confessionnel, qui ne se borne pas au seul catholicisme. Lelewel reprend aussi la thèse connue depuis Machiavel selon laquelle l'Asie symbolise le despotisme poussé à l'extrême, mais l'Europe, en revanche, l'esprit des libertés civiques. On trouve la justification de cette thèse surtout chez Montesquieu.[16]

On ne saurait manquer d'ajouter, en terminant, qu'à l'idée d'unité européenne s'opposaient ceux qui mettaient en avant la signification des traits individuels des différentes nations, caractéristiques à elles seules. Jean-Jacques Rousseau lui-même déplorait, avec une exagération évidente, l'uniformisation très poussée des habitants de ce continent. Celle-ci, d'après lui, allait si loin, lisons-nous dans les «Considérations sur

[15] Voir J. Tazbir, *Rzeczpospolita i świat* (La république et le monde). p. 52 et squ.

[16] Por. przyp. 1

le Gouvernement de Pologne », qu' « Il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemand, d'Espagnol, d'Anglais même, quoiqu'on en dise; il n'y a que des Européens. Tous ont les mêmes goûts, les mêmes passions, les mêmes mœurs ». Et il conseillait aux Polonais d'élever leur jeunesse de telle sorte que, attachés à sa culture nationale, elle pût conserver les caractères qui distinguent sa patrie des autres pays.[17] Comme le constate justement Chabod, tant dans le domaine de la culture qu'en tout ce qui touche aux mœurs et usages, l'auteur de l'Emile était un adversaire résolu de l'européisation et de la standardisation des sentiments, des pensées et des mœurs. Partant de ces principes, ses futurs partisans devaient être les principales figures de l'orientation anti-française en Italie (tel Vittorio Alfieri) ou en Allemagne. Et ceci aussi bien pour les influences de la Révolution ou de Napoléon, que pour la prépondérance de la culture française reconnue comme le fondement de l'unité européenne. Le conflit entre le caractère transcendant de la culture européenne dans son entité et les aspirations de différents pays a également trouvé son reflet dans l'idéologie politique. Aux projets des Etats unis d'Europe et de paix perpétuelle, on opposait les doctrines nationalistes par lesquelles s'exprimait la tendance à porter sa propre patrie au rang de puissance imposant son hégémonie sur le continent.[18]

Pour ce qui est de la Pologne, d'une part, on partageait la plupart des opinions et préjugés dominants de la sphère culturelle européenne à laquelle appartenait la civilisation polonaise, d'autre part cependant, les habitants de ce pays refoulé par les puissances intéressées au partage sur les positions d'un Etat semi-colonial, pouvaient plus facilement critiquer la politique analogue pratiquée en Amérique, en Afrique ou en Asie. La coïncidence des deux processus historiques, soit l'essor de la domination coloniale des Européens et la chute progressive de la République, amena l'opinion polonaise à manifester dès l'époque des Lumières beaucoup de sympathie, de compassion et de compréhension envers tous les pays d'Amérique ou d'Asie qui, par suite des grandes découvertes, avaient partagé le même sort. Nombre d'entre eux avaient disparu pour toujours de la carte politique du monde au cours des XVII[e] et XVIII[e] siècles, ce qui suggérait irrésistiblement des analogies: en 1788, Hugo Kołłataj écrivait par exemple que la malheureuse Pologne « était démembrée de la façon la plus infâme, comme autrefois l'Amérique ».[19] On ne s'étonnera donc pas que la lutte des « peuples de couleur » contre les envahisseurs blancs a joué un certain rôle dans la formation de la conscience nationale polonaise des temps modernes. Tout en partageant à l'époque des Lumières le point de vue eurocentrique, l'on soulignait avec fierté que les Polonais n'avaient pas pris part à la conquête des autres continents. Dans ce contexte, dès le déclin du XVIII[e] siècle, se forge une idéologie que l'on pourrait appeler l'alibi colonial polonais.[20]

[17] D. de Rougemont, *op. cit.*, pp. 140–141.

[18] F. Chabod, *op. cit.*, passim.

[19] H. Kołłataj, *Listy Anonima i prawo polityczne narodu polskiego* (Lettres anonymes et le droit politique de la nation polonaise), t. 2, Krakow 1954, p. 203.

[20] Voir J. Tazbir, Poland and the Concept of Europe, *"European Studies Review"*, vol. 7: 1977, number 1, pp. 29–45.

La Pologne et la Hongrie aux XVI^e–XVIII^e siècles
Actes du colloque polono-hongrois, Budapest 15–16 octobre 1976

Áron Petneki

ORIENS IN OCCIDENTE. UNGARN UND POLEN ALS EXOTISCHES THEMA IN DER KUNST DES 16. UND 17. JAHRHUNDERTS

Charles Ogier, der Sekretär des französischen Botschafters, hat im Jahre 1635 die folgenden Zeilen über die Polen geschrieben: „Tatsächlich, wenn ich auf sie blickte, und am vorhergehenden Tag in der Kirche der Jesuiten die in ihrer Nationaltracht betenden Wojewoden sah, fiel mir die Huldigung ein, mit der die Könige aus dem Morgenlande mit großer Pracht und Gefolge der Hofleute und mit Kamelen zum Jesuskind eilten – wenn man den Malern und den Teppichwebern glauben kann."[1]

Was konnte den Franzosen des „grand siècle" dazu bewegen, von einem anderen europäischen Volk eine solche pittoreske Beschreibung zu geben? Und warum skizzierte er eben ein biblisches Bild?

Wenn man die Phasenverschiebung nicht beachtet, war das mittelalterliche Europa bis zur Mitte des 15. Jh. im großen und ganzen einheitlich. (Selbstverständlich denke ich dabei an das lateinische und nicht an das griechisch-byzantinische Europa.) Von dieser Zeit an beginnen sich die Nationalcharaktere und ihre äußeren Erscheinungsformen immer stärker voneinander abzusetzen. Ungarn und Polen erhielten eine neue Rolle im europäischen Handel, in der Politik und auch auf den Schlachtfeldern. Ihre eigentümliche Entwicklung hat diese Länder von gewissen Gesichtspunkten aus von Westeuropa immer mehr getrennt. Deshalb wurden die beiden Länder und ihre Söhne in Westeuropa für besonders, ungewöhnlich, nicht alltäglich, mit einem Wort für exotisch gehalten; obwohl all das viel näher und realer war als das China Marco Polos, das Afrika Vasco da Gamas oder das Amerika des Columbus. Der Europäer ergänzte seine Kenntnisse über die weniger bekannten Länder mit seiner Phantasie. Gleichzeitig imponierten ihm die vielen fremdartigen Gewohnheiten und Verhaltensformen und vor allem der für ihn unermeßliche Reichtum. Mit diesem Reichtum legte der Europäer das Fundament seiner Kolonialreiche, und dieser Reichtum erregte seine Phantasie.

Der Begriff des Reichtums und der Begriff Asiens waren von Anfang an miteinander eng verbunden. Unter dem Begriff „Barbar" verstanden die alten Griechen nicht nur die ungebildeten (d. h. nicht griechisch gebildeten), sondern die zugleich unermeßlich reichen Perser.

[1] *Cudzoziemcy o Polsce. Relacje i opinie* (Ausländer über Polen. Berichte und Meinungen). Bearb. von J. Gintel. T. 1. Kraków 1971, S. 228.

Gerade wegen seines Reichtums war Asien nicht immer ein pejorativer Begriff für Westeuropa im 16.–17. Jh. Dieser Begriff erhielt eigentlich erst dann einen Beigeschmack, als die englischen Kolonisatoren, um ihre eigene kulturelle Überlegenheit zu beweisen, sich auf die Minderwertigkeit der asiatischen Kulturen beriefen. Und die Kolonialisierung im 19. Jh. zerschlug auch die Illusionen des geheimnisvollen Reichtums: Europa lernte das Asien des äußersten Elends und Hungers kennen.

In der von uns untersuchten Epoche stand die Türkei als der große Feind im Mittelpunkt des Interesses. Die Türkengefahr lenkte die Aufmerksamkeit auf die beiden am meisten gefährdeten Länder: Ungarn und Polen. Aber die herrschenden Klassen behaupteten in beiden Ländern, asiatischer Abstammung, die Nachkommen der Skythen und der Sarmaten zu sein. Auch ihre äußere Erscheinung wich von den auch selbst viele regionale Eigentümlichkeiten enthaltenden westeuropäischen Trachten ab. (Die westeuropäische Mode wurde zuerst von Madrid, dann von Paris bestimmt.) Die Osteuropäer trugen ihren Reichtum durch ihre Kleidung, ihre Waffen und Pferdegeschirre zur Schau. Dieser Reichtum gehörte nicht in das Reich der Märchen. Die wortkargen Inventare überlieferten uns Angaben, wie zum Beispiel den Preis der Dolmanknöpfe des königlichen Kämmerers Wojciech Bobola: jedes Stück davon kostete 130 Dukaten. Der Säbel des Wojewoden von Smolensk kostete 1200 Gulden, das Pferdegeschirr von Jerzy Ossoliński wurde auf mehr als zehntausend Gulden geschätzt.[2]

Auch bei den Ungarn war es nicht anders. (Man muß aber selbstverständlich hinzufügen, daß in beiden Ländern wegen der Kriegsgefahr vor allem die mobilen Wertgegenstände bevorzugt wurden.) Auch diese malerische äußere Erscheinung regte die Phantasie Westeuropas an und wirkte vor allem auf die bildkünstlerischen Darstellungen. Es ist sehr schwierig, eine genaue Gruppierung vorzunehmen, die auch mit der Chronologie der Motivübernahme übereinstimmt. Man kann aber politisch-aktuelle, biblische, altertümlich-mythologische Themen und zuletzt die nur wegen der Kuriosität verwendeten orientalischen Motive voneinander unterscheiden. Die Türkengefahr lieferte die politisch-aktuellen Themen. Die umfangreiche Zeitungsliteratur Deutschlands wurde fleißig illustriert. Gleichzeitig lernten die deutschen Künstler die Wirklichkeit in Ungarn kennen – wenn auch nicht näher, so doch in Wien. Das von Kaiser Maximilian I. in Auftrag gegebene Werk, der von mehreren Künstlern illustrierte „Weißkunig", ist das beste Beispiel dafür. Diese Darstellungen wurden als graphische Vorbilder auch in den zwei anderen Themenkreisen, im biblischen und im mythologischen – aber vor allem im biblischen –, verwendet.

Die graphischen Darstellungen der Gesandtschaften bildeten auch eine selbständige Gruppe der politisch-aktuellen Darstellungen. Der Einzug des Jerzy Ossoliński in Rom wurde von mehreren Graphikern in Kupfer gestochen. Die berühmteste Serie stammt

[2] Wł. Łozinski: *Zycie polskie w dawnych wiekach* (Polnisches Leben in alten Zeiten). Kraków 1958, S. 114.

von Stefano della Bella, einem der besten italienischen Graphiker des 17. Jh.[3] Was die Gesandtschaften angelangt, mußten die Gesandten des österreichischen Kaisers in ungarischer Kleidung vor den Sultan treten, sie wurden nämlich von den Türken als Untertanen des *ungarischen* Königs behandelt. Und das bot auch den Künstlern ein dankbares Thema.[4]

Die historischen Aktualitäten erstarrten später zu allegorischen Illustrationen, wie z. B. die Bilder von Hans von Aachen über den türkischen Krieg; aber auch solche erschütternde Reportagegraphiken sind entstanden, wie z. B. die kleine Federzeichnung von Wilhelm Mondius über die von Tatarenreitern getriebenen polnischen Gefangenen.[5]

Auch im Ausland lebende polnische Maler konnten die polnischen Themen verbreiten, so z. B. zuerst in Prag, dann in Oberitalien und Tirol tätige Maler, Martin Theophil Polak, der nach den Forschungen von Stanisław Szymański mit dem polnischen Maler Marcin Teofilowicz identisch ist. Er hat in Prag ein Votivbild eines polnischen Adeligen gemalt. Dieses Bild befindet sich heute im Ferdinandeum in Innsbruck. Die Tätigkeit Polaks zeigt auch ein anderes interessantes Problem: Es war bekannt, daß aus Südtirol und aus der Como-Gegend seit der Renaissance viele Künstler nach Norden, d. h. in die Länder des Habsburgerreiches und nach Polen strömten, aber dieses Beispiel bedeutet, daß es auch die umgekehrte Richtung gab.[6]

Auch ausgesprochene Kostümbilder wurden von westeuropäischen Graphikern gestochen; die bis heute grundlegende Arbeit von János Szendrei über das ungarische Kostümwesen zählt manche Beispiele auf.[7]

Der Mensch des Mittelalters hatte einen anderen Sinn für Geschichte. Seiner Meinung nach hätten die längstvergangenen biblischen Ereignisse ebenso auch in seinem Zeitalter geschehen können – bzw. sah die längstvergangene Welt ebenso aus wie seine eigene. Die künstlerische Wiedergabe dieser Vorstellung kann man in der Tafelmalerei finden. Zuerst erahnte der Renaissance-Mensch die Tiefe der Geschichte, aber er konnte sie noch nicht ausfüllen. Da trat das Bild des Orients als Bild des Längstvergangenen und des biblischen Milieus auf. In der italienischen Malerei

[3] H. Kicianka: *Stefano della Bella.* – *Polonica.* Kraków, 1972. Nr. 1–6; Á. Petneki: *Lengyel műkincsek magyar gyűjteményekben – Polskie dzieła sztuki w zbiorach węgierskich* (Polnische Kunstschätze in ungarischen Sammlungen). Budapest 1978, S. 21.

[4] S. Takáts: Török követjárás a hódoltság korában (Türkische Gesandtschaft zur Zeit der Türkenherrschaft). In: *Rajzok a török világból* (Skizzen aus der Türkenwelt). Bd. 2, Budapest 1915, S. 356–357. Porträt des kaiserlichen Gesandten, Baron Johann Rudolf Schmid. (Kupferstich von Elias Widemann aus dem Jahre 1651). In: *Magyar művelődéstörténet* (Ungarische Kulturgeschichte). Bd. 3, Budapest o. J., S. 61.

[5] Budapest, Szépművészeti Múzeum (Museum der Bildenden Künste). Inv. Nr. 6786 und 6710. M. H. Takács: *A manierizmus mesterei* (Die Meister des Manierismus). Budapest 1968, T. 43–45; Gdańsk, Muzeum Pomorskie (Pommersches Museum). Inv. Nr. kbr. 7661/12

[6] J. Ringler: *Die barocke Tafelmalerei in Tirol. Versuch einer topographisch-statistischen Übersicht.* Innsbruck–München 1973, Bd. 1, S. 27–28, Bd. 2, T. 14.

[7] J. Szendrei: *A magyar viselet történeti fejlődése* (Die historische Entwicklung der ungarischen Tracht). Budapest 1905.

erschienen zuerst in immer größerer Anzahl die Turban tragenden Türken im Hintergrund der Lebensgeschichte Jesu. In der deutschen Druckgraphik traten später die Türken- und Ungarfiguren am Fuß des Kreuzes auf, ebenso wie auf dem Budapester Kalvarienbild von Anton Woensam.[8]

In Ungarn und Polen kann man eine merkwürdige Erscheinung beobachten: in beiden Ländern setzt man die eigenen Gestalten als exotische ein. Das ist noch die Tradition der Gotik, die die Tiefe der Geschichte noch nicht erkannte, die aber jetzt durch diese neuen Einflüsse erweitert wird. So erscheint der ungarische Soldat auf dem Kalvarienbild von Meister MS,[9] auf der Geißelung Christi von einem unbekannten Ort (1514)[10] oder mit dem Polen zusammen auf dem Auferstehungsbild des Monogrammisten T. F. aus der Barbarakirche von Krakau.[11]

Die altertümlich-mythologischen Themen erscheinen nicht immer in antiker Tracht, wie es bei den der italienischen Malerei folgenden Künstlern üblich war. Ein sehr interessantes Beispiel dafür ist ein Bild eines Augsburger Malers aus dem 17. Jh., der sogar ein Caravaggio-Schüler war. Sein Bild im Museum der Bildenden Künste in Budapest stellt die Skythen beim Grab von Ovid dar.[12] Drei auf polnische Art gekleidete und frisierte Männer (sie tragen die sog. poln. „czupryna") lesen die Inschrift des Monuments, das in einer heroischen Ruinenlandschaft steht. Ihr vierter Kamerad schreibt die Inschrift auf. Hier sollen wir auf zwei Dinge aufmerksam werden. Einerseits wurde die Identität der Skythen und der Sarmaten bei manchen polnischen Schriftstellern im 17. Jh. bestätigt, wie z. B. bei Wacław Dembołecki, einem Franziskaner, der der Feldvikar der berüchtigten Freischärler war, der sog. Lysowczycy. Andererseits existierte im 17. Jh. eine in Westeuropa ziemlich verbreitete Tradition, Ovids letzte Ruhestätte befinde sich in Ungarn. Der englische Arzt Edward Brown hat in seiner Reisebeschreibung über Ungarn (1673) die folgenden Zeilen geschrieben: „Mehrere behaupten und glauben, daß Ovid, der berühmte Dichter, in Ungarn, in der Stadt Sabaria (die bei dem Zusammenfluß der kleinen Flüsse Gyöngyös und Perint liegt) gestorben und hier begraben ist. Er wurde nämlich nach Tomi am Schwarzen Meer verbannt, später zurückgerufen, und ist auf dem Heimweg in Sabaria gestorben. In dieser Stadt, wie man sagt, ist sein Grab und die von ihm selbst gedichtete Grabinschrift bis zum heutigen Tag zu sehen. Die Grabinschrift lautet:

[8] Um 1540. Budapest, Szépművészeti Múzeum (Museum der Bildenden Künste), Inv. Nr. 159. J. Végh: *XVI. századi táblaképek* (Tafelbilder des 16. Jahrhunderts). Budapest 1972, T. 43–44.

[9] M. Mojzer: *M. S. mester passióképei* (Die Passionsbilder des Meisters M. S.). Budapest 1976.

[10] Budapest, Szépművészeti Múzeum (Museum der Bildenden Künste), Inv. Nr. 1639. – D. Radocsay: *A középkori Magyarország táblaképei* (Die Tafelbilder des mittelalterlichen Ungarn). Budapest 1955, S. 332, T. 230.

[11] M. Walicki (red.): *Malarstwo polskie. Gotyk, renesans, wczesny manieryzm* (Polnische Malerei. Gotik, Renaissance, früher Manierismus). Warszawa 1961, T. 201.

[12] J. H. Schönfeld: Skythen am Grab des Ovid. Budapest, Szépművészeti Múzeum (Museum der Bildenden Künste), Inv. Nr. 51, 164. A. Pigler: *Katalog der Sammlung Galerie alter Meister.* Szépművészeti Múzeum (Museum der Bildenden Künste). Budapest 1967, Bd. 1. S. 631.

Hic situs est Vates, quem divi Caesaris ira
Augusti, patria cedere jussit humo.
Saepe miser voluit patriis occumbere terris,
Sed frustra: hunc illi fata dedere locum."[13]

Was die nächste Gruppe anbelangt, müßte eigentlich der berühmte polnische Reiter von Rembrandt zu den politisch-aktuellen Themen gehören. Ich würde ihn aber vorsichtiger zu den wegen ihrer Merkwürdigkeit verewigten Kuriositäten zählen. Hier habe ich keinen Platz, die Theorie von Professor Białostocki ausführlich darzulegen,[14] aber es scheint mir etwas gewagt zu sein, in der Figur des Reiters Jonas Schlichting (Jonasz Szlichtyng) zu sehen, den Verfasser des im Schutze der Bekenntnisfreiheit der Sozinianer geschriebenen Buches. (Er schrieb sein Werk unter dem Namen Eques Polonus – und der Name des Bildes stammt nicht von Rembrandt selbst!) Außerdem bedeutet das Wort ‚eques' im Verfassernamen ‚rycerz', d. h. Ritter, während man beim Bild das Wort ‚jezdziec', d. h. Reiter, gebraucht. Der Mensch des 17. Jh. nahm diesen Unterschied in Nuancen besonders gut wahr. Die ausführlichen Untersuchungen der Kostümologie von Zdzisław Żygulski sprechen nur dafür, daß das Modell polnisch ist, aber nicht dafür, daß es der Verfasser des Buches ist. Übrigens malte Rembrandt alles, was er interessant fand: vom indischen Turban bis zum javanischen Kris (eine Dolchart) allerlei orientalische Trachten und ihre Zubehöre. Warum wäre er gerade gegenüber den Polen gleichgültig geblieben?

Sogar die Familiengruppenporträts verwenden das Kuriosum. Während sich auf dem Bild des Danziger Daniel Schultz die westeuropäische Kleidung eines der Söhne von dem auf osteuropäische Art gekleideten vornehmen Tataren und seinen Söhnen unterscheidet,[15] sehen wir auf dem Familienporträt von Albert Cuyp eben das Umgekehrte: Aus der ehrwürdigen, schwarz gekleideten, weiße Kragen tragenden Bürgerfamilie leuchtet die orientalische Maskarentracht der beiden Kinder hervor.[16]

Chisaburo Yamada hat in seiner grundlegenden Arbeit über die Chinamode des Spätbarock folgendes geschrieben: „Der Spätbarockmensch hat niemals den Kern der ostasiatischen Kunst berührt."[17] Und das, glaube ich, gilt – trotz der Übernahme aller Äußerlichkeiten aus den beiden ostmitteleuropäischen Ländern – auch für das ungarisch-polnische Exotikum.

[13] I. Szamota: *Régi utazások Magyarországon és a Balkán félszigeten, 1054–1717* (Reisen im alten Ungarn und auf der Balkanhalbinsel, 1054–1717). Budapest 1891, S. 311.

[14] *Wokoł dziejów i tradicji arianizmu* (Um die Geschichte und Tradition des Arianismus). (Red. L. Szczucki) Warszawa 1971, S. 95–106. Über Kostüm und Bewaffnung des polnischen Reiters von Rembrandt schrieb ausführlich: Z. Zygulski jr., „Lisowcsyk" Rembrandta. Studium ubioru i uzbrojenia (Der „Lisowcsyk" von Rembrandt, eine Studie über Kleidung und Bewaffnung). *Biuletyn Historii Sztuki*, XXVI, 1964, S. 83–111.

[15] M. Walicki – Wł. Tomkiewicz: *Malarstwo polskie. Manieryzm – barok* (Polnische Malerei. Manierismus – Barock). Warszawa 1971, T. 128.

[16] Budapest, Szépművészeti Múzeum (Museum der Bildenden Künste), Inv. Nr. 398. A. Pigler, *op. cit.* Bd. 1, S. 174.

[17] Chisaburo Yamada: *Die Chinamode des Spätbarock*. Berlin 1935, S. 71.

BIBLIOTHECA ACADEMIAE SCIENTIARUM
MAGYAR
TUDOMÁNYOS
AKADÉMIA
KÖNYVTÁRA
HUNGARICAE

Vient de paraître

ÉTUDES HISTORIQUES HONGROISES 1980

publiées à l'occasion
du XV[e] Congrès International
des Sciences Historiques
par la Commission Nationale
des Historiens Hongrois

Études en français, anglais, allemand et russe
En deux volumes · 1547 pages · 17 × 25 cm
Relié toile

Pour la sixième fois depuis le X[e] Congrès International des Sciences Historiques tenu à Rome en 1955, la Commission Nationale des Historiens Hongrois publie en langues étrangères un choix d'articles des historiens hongrois. Les deux volumes de ce nouveau recueil, paru à l'occasion du XV[e] Congrès, comprennent en premier lieu des études dont le thème se rattache à ceux de l'ordre du jour du Congrès de Bucarest. Une autre partie des études offre un panorama des recherches les plus importantes et les plus caractéristiques, menées par les savants hongrois au cours des cinq années écoulées depuis le Congrès de San Francisco. Le recueil se termine par un vaste compte rendu consacré aux ouvrages qui, pendant les deux dernières décennies, se sont proposé de replacer l'évolution historique hongroise dans son contexte international.

*

Les deux volumes comprennent 49 études; celles publiées en français, en anglais ou en allemand sont accompagnées d'un résumé en russe, tandis que celles de langue russe sont suivies d'un résumé français.

AKADÉMIAI KIADÓ
MAISON D'ÉDITION
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

Distributeur:
KULTURA
H-1389 Budapest
Boîte postale 149

ISBN 963 05 2471 6

LA POLOGNE et LA HONGRIE AUX XVIe–XVIIIe SIECLES